Serge Paugam
Bruno Cousin
Camila Giorgetti
Jules Naudet

CE QUE LES RICHES PENSENT DES PAUVRES

SEUIL

SERGE PAUGAM • BRUNO COUSIN
CAMILA GIORGETTI • JULES NAUDET

CE QUE LES RICHES PENSENT DES PAUVRES

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIVe*

2017

TABLE DES MATIÈRES

Titre

Des mêmes auteurs

Copyright

Introduction

La production de l'ordre moral

Le caractère indésirable des pauvres

Justifier l'infériorité des pauvres

Chapitre 1 - Enquêter dans les beaux quartiers à Paris, São Paulo et Delhi

Le choix des métropoles

Le choix des quartiers

Le jeu des échelles d'analyse

Chapitre 2 - Produire l'ordre moral

Repli et régulation des interactions urbaines

Le sentiment d'adéquation socio-spatiale

Entre-soi de classe et stratégies de reproduction sociale

Intégration ou refus de certaines catégories populaires dans l'ordre moral local

Chapitre 3 - Se protéger des pauvres

Désordre, souillure et contamination

De l'obsession sécuritaire aux discriminations

Chapitre 4 - Justifier la pauvreté

Racismes et naturalisations de la pauvreté

Idéologies du mérite et répertoires néolibéraux de la justification des privilèges

Chapitre 5 - Le triptyque de la discrimination

La construction d'une frontière morale

Un processus de répulsion

La justification des inégalités et la neutralisation de la compassion

Chapitre 6 - Refoulement de la solidarité ou solidarité à distance ?

Les déterminants de la solidarité

L'empreinte d'un régime d'attachement

Conclusion

Annexe méthodologique - Le déroulement de l'enquête

L'enquête à Paris

L'enquête à São Paulo

L'enquête à Delhi

Liste des interviewés

Entretiens réalisés à Paris

Entretiens réalisés à São Paulo

Entretiens réalisés à New Delhi

Notes

Remerciements

Introduction

> Pour se débarrasser des préjugés de classe, il faut commencer par l'image que présente une classe au regard d'une autre.
>
> George Orwell, *Le Quai de Wigan*, 1937[1]

Lorsque, au début de l'année 2016, la mairie de Paris et l'État firent part de leur intention de construire un centre d'hébergement de deux cents lits afin d'accueillir des sans-abri ou des réfugiés dans des préfabriqués disposés à l'orée du Bois de Boulogne, les habitants du XVIe arrondissement se mobilisèrent massivement contre le projet. Conduits par leur député-maire, ils lancèrent une pétition qui récolta plus de quarante mille signatures en quelques semaines, se manifestèrent avec violence dans les médias et lors de réunions publiques, et s'engagèrent dans une bataille judiciaire pour empêcher le lancement des travaux d'aménagement de la zone concernée, lesquels ont toutefois été achevés en novembre de la même année. Les bâtiments en question furent ensuite incendiés. Comment interpréter cette réaction des franges les plus riches de la population à l'égard des plus déshérités ? Ce phénomène de rejet des pauvres venus d'ailleurs est-il un fait isolé, lié aux caractéristiques de cet arrondissement particulier de Paris où se concentre la richesse ? Est-il, au contraire, l'expression d'une tendance de fond qui traverse la société française tout entière ? Peut-on y voir des similitudes avec ce qui se passe à l'étranger dans d'autres métropoles ? Et, au-delà, comment comprendre sociologiquement ce qui peut apparaître, au moins partiellement, comme

une hostilité des riches au principe de solidarité à l'égard des plus démunis ? Telles sont les premières questions auxquelles ce livre entend répondre. Cet ouvrage est issu d'une grande enquête récente sur la perception de la pauvreté et des inégalités dans les beaux quartiers de trois grandes métropoles : Paris, São Paulo et Delhi. En en reprenant les principaux résultats, il tente d'analyser, à partir d'entretiens approfondis[2], comment les habitants des quartiers bourgeois les plus ségrégués se représentent les pauvres et la pauvreté, et comment ces représentations contribuent à motiver et justifier leurs propres pratiques auto-ségrégatives dans certains espaces du tissu urbain, de même que leurs stratégies d'évitement des catégories sociales inférieures.

La comparaison est au cœur de notre démarche méthodologique. Au moment des événements parisiens, à São Paulo, une partie des classes supérieures et moyennes-supérieures conservatrices résidant dans les quartiers les plus riches, défilait dans la rue pour appeler à la destitution de la présidente Dilma Rousseff et, plus généralement, pour protester contre la politique du Parti des travailleurs. Outre la corruption qui touche tous les courants politiques dans ce pays, ces manifestants-là reprochaient surtout à l'équipe au pouvoir d'avoir bouleversé de façon inconsidérée les relations et les frontières de classe de la société brésilienne. La politique de redistribution des revenus par le programme des « bourses-famille » a été jugée comme une forme de clientélisme à l'égard des pauvres, susceptible d'entretenir cette population dans un assistanat pervers. Accusant le coup d'une réduction des inégalités en leur défaveur, certains manifestants dénonçaient également les mesures d'aides sociales et de salaire minimum, qui amènent désormais le personnel de maison à exiger des rémunérations plus élevées et de meilleures conditions de travail, alors que, par ailleurs, la mobilité sociale structurelle a sensiblement accru la compétition pour l'accès à des biens, des pratiques et des espaces jusqu'alors réservés à une minorité privilégiée.

Les premiers mois de l'année 2016 furent également marqués à Delhi par une mobilisation diffuse des fractions conservatrices des classes supérieures qui, dans la continuité des attaques portées par l'ABVP (l'un

des principaux syndicats étudiants, issu du nationalisme hindou) contre la majorité des enseignants et des étudiants de l'Université Jawaharlal Nehru, ont accusé cette institution progressiste d'être un lieu de sédition et d'antinationalisme, témoignant ainsi de leur rejet viscéral des intellectuels de gauche. La même année, en Haryana ou encore au Gujarat, plusieurs autres manifestations ayant pour cible les politiques de discrimination positive de l'État fédéral indien eurent également pour but de défendre, voire de restaurer des frontières sociales et symboliques constitutives d'un ordre social de classe (et de caste). Les groupes mobilisés (il s'agit des Jats et des Patels), des « castes dominantes » ayant échoué à convertir leur domination agraire, politique et économique en capital scolaire, souhaitaient être inscrits sur les listes des *Other Backward Classes* (OBCs – « autres classes défavorisées ») et bénéficier ainsi de quotas dans l'enseignement supérieur et l'administration[3]. Ces mobilisations s'inscrivent dans la continuité du mouvement apparu au début des années 1990 contre la mise en œuvre des recommandations du rapport Mandal qui préconisait alors d'étendre les mesures de discrimination positive aux OBCs. Craignant de voir leurs débouchés socio-économiques se rétrécir, les hautes castes (principalement des étudiants) décidèrent alors de manifester violemment leur colère dans les rues, allant, pour 63 d'entre eux, jusqu'à s'immoler par le feu[4]. Les idées vigoureusement défendues lors de ce mouvement continuent de nourrir les discours des habitants des beaux quartiers de Delhi.

Ainsi, dans les trois métropoles dans lesquelles nous avons réalisé notre enquête, des mobilisations contre les pauvres ont suscité une émotion collective et des débats abondamment relayés par les médias. Ces mobilisations s'inscrivent le plus souvent dans des conflits urbains et des luttes de territoire autour d'une frontière qui ressemble à une ligne de démarcation sociale. « La frontière, disait le sociologue allemand Georg Simmel, n'est pas un fait spatial avec des conséquences sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale[5]. » Dans le tissu urbain des grandes métropoles, à la frontière de la pauvreté correspond, de façon presque symétrique, la frontière de la richesse. Les catégories

sociales supérieures sont en fait plus fortement concentrées dans les beaux quartiers que ne le sont les plus pauvres dans les quartiers stigmatisés de la périphérie urbaine[6]. À la ségrégation subie par les couches défavorisées de la population correspond, à l'autre bout de l'échelle socio-spatiale, comme l'envers le plus absolu, l'auto-ségrégation des plus riches, parfois regroupés dans ce que l'on pourrait appeler des ghettos dorés[7]. La bourgeoisie traditionnelle ainsi que les nouvelles classes supérieures patrimoniales occupent et défendent des espaces privilégiés des grandes métropoles, afin de préserver leur identité et leur statut social.

Les recherches menées au cours des trois dernières décennies ont permis de mieux analyser à la fois les mécanismes de la relégation urbaine des pauvres et les mécanismes parallèles de l'auto-ségrégation des riches à l'origine des formes d'entre-soi résidentiel. Or, un peu curieusement, ces recherches ne se sont pas croisées. Mis à part les travaux qui ont porté sur les inégalités urbaines en général[8] ou ceux qui ont approfondi la question de la gentrification, les recherches sur les élites et celles sur la pauvreté ont été menées de façon trop souvent cloisonnée, sans se nourrir de leurs approches respectives, sans chercher à se féconder mutuellement. Par ailleurs, si, depuis le milieu des années 1970, une grande attention a été accordée aux représentations de la pauvreté en Europe, les principaux travaux ont porté sur l'exploitation statistique et comparative des enquêtes d'Eurobaromètre, lesquelles ne laissent aucune possibilité d'atteindre un niveau d'interprétation suffisamment fin à l'échelon d'une unité urbaine spécifique ou d'une couche sociale particulière[9].

Il est frappant de constater, par exemple, que le rapport à la pauvreté des catégories sociales supérieures a très rarement été étudié en tant que tel. Ceci peut sembler d'autant plus surprenant que l'historien Louis Chevalier avait établi, à partir de recherches portant sur la première moitié du XIXe siècle, que, dans les représentations de l'élite bourgeoise, les classes laborieuses étaient identifiées à des classes dangereuses[10]. En désignant les ouvriers des quartiers déshérités par les mots de « barbares » ou de « sauvages », en ramenant la condition ouvrière à des traits biologiques et des comportements physiques, l'élite bourgeoise et ses

observateurs de l'époque ont en effet entretenu dans la conscience de leurs contemporains l'idée selon laquelle le séparatisme social se justifiait, au moins partiellement, comme un état d'urgence face à l'insalubrité et la criminalité.

Il faut souligner que la constitution de l'entre-soi urbain des catégories sociales supérieures a été étudiée au cours des vingt dernières années sous l'angle presque exclusif de l'agrégation affinitaire motivée par les seuls intérêts de l'accumulation des différents types de capitaux – économiques, sociaux, culturels et symboliques. Or il est possible de faire l'hypothèse que ce choix résidentiel des plus riches est également motivé par des représentations singulières de la pauvreté urbaine et par une volonté de mise ou maintien à distance des pauvres ainsi altérisés, et plus généralement par un rapport aux catégories populaires précarisées qu'il convient aujourd'hui d'étudier en tant que tel. Ainsi, nous proposons d'étudier deux processus susceptibles de se renforcer mutuellement : à l'agrégation affinitaire entre les riches vient en effet s'ajouter ce que l'on pourrait appeler une ségrégation discriminante à l'égard des pauvres[11].

La mise à distance des pauvres est-elle aujourd'hui associée, au sein de l'élite, à une représentation des pauvres équivalente à celle du XIXe siècle ? Autrement dit, les pauvres sont-ils aujourd'hui encore considérés comme une classe dangereuse ? On peut penser que les violences urbaines et le débat public sur l'insécurité ont suscité parmi les classes supérieures une perception de la pauvreté conforme à l'image du jeune délinquant de banlieue responsable des délits et des crimes dont on affirme la recrudescence et contre lesquels il faudrait se protéger. Cette recherche entend établir un lien plus systématique entre, d'une part, la sociologie des classes supérieures habitant dans les espaces les plus ségrégués socialement et, d'autre part, la sociologie des représentations de la pauvreté et des jugements sur les inégalités sociales.

Les pratiques auto-ségrégatives et les discours qui les accompagnent ont souvent été étudiés par les sciences sociales. Celles-ci se sont notamment penchées sur des cas de résistance à la déségrégation résidentielle (et à la transformation de l'ordre social local qui s'ensuivrait)

de la part des habitants de quartiers bourgeois traditionnels, aussi bien dans la métropole parisienne[12] qu'à São Paulo[13] et Delhi[14]. Notre ambition ici est à la fois plus limitée et plus vaste. Plus limitée parce qu'on s'intéresse principalement aux *représentations* que les habitants ont des pauvres et de la pauvreté, et accessoirement à la façon dont leurs expériences antérieures et les institutions ont contribué à façonner ces représentations, mais pas vraiment aux manières dont celles-ci sont mobilisées lors d'interactions courantes ou exceptionnelles. Ainsi, nous ne prétendons pas contribuer ici à une sociologie de l'action à l'égard des pauvres. En revanche, nous cherchons à développer une analyse compréhensive, aussi exhaustive et précise que possible, des divers modes et répertoires de représentation des pauvres récurrents dans chacune des trois métropoles étudiées, et de la façon dont ces registres sont structurés et articulés entre eux dans les discours des habitants des beaux quartiers.

Ce livre part aussi de l'idée générale que, en matière d'inégalités urbaines, les différences en termes de ressources individuelles et locales, d'accès à ces dernières, et d'effets mesurables de la ségrégation, importent, mais qu'elles doivent être analysées en les rapportant à la conscience que les contemporains ont des inégalités sociales et urbaines, ainsi qu'aux conclusions qu'ils en tirent pour éclairer ou justifier leurs pratiques. Étudier les représentations de la pauvreté parmi les catégories sociales supérieures ayant choisi de vivre dans un quartier plus ou moins auto-ségrégué, c'est prendre le parti d'analyser la relation entre des pratiques concrètes d'entre-soi et des représentations du monde des pauvres, lesquelles peuvent être fondées, on y reviendra, sur la notion d'insécurité et la conception des pauvres comme danger pour les personnes et les biens (risques de vols, d'agressions physiques ou verbales, etc.), mais aussi sur la peur d'être en quelque sorte contaminé par des modes de vie jugés culturellement indésirables ou intolérables dans l'espace public. Les enfants sont d'ailleurs souvent considérés comme les premières victimes potentielles de cette contamination culturelle contre laquelle il convient de se prémunir en exerçant un contrôle strict de leurs fréquentations. Ainsi, vivre dans un quartier « protégé » par le niveau social élevé de ses

résidents et les prix du marché immobilier pourrait correspondre non seulement à une recherche de prestige et à une stratégie de reproduction sociale, mais aussi à une volonté de mise à distance des pauvres et de recherche d'un ordre local affranchi de toutes les nuisances et des coûts d'interaction associés par les classes supérieures à un espace ouvert et socialement mixte.

Nous avons choisi trois terrains dans des métropoles éloignées géographiquement, puisque situées sur trois continents différents, très contrastées tant du point de vue économique et social que de la tradition historique et culturelle, mais en même temps connectées au réseau des villes globales et dans des pays démocratiques gouvernés par la gauche ou le centre-gauche au moment de l'enquête. La comparaison internationale est en effet seule à même d'identifier les spécificités nationales des discours analysés, spécificités qui sont liées notamment à l'historicité des sociétés dans lesquelles ils sont énoncés. L'histoire des formes de la domination, des rapports de classe, de la structure de l'élite, des compromis sociaux a en effet un impact fort sur la façon dont les catégories sociales supérieures cherchent à justifier leur position dominante. Nous pouvons faire l'hypothèse que ces dernières mobilisent des explications fortement influencées par les particularités du pays et de la métropole dans lesquels elles ont été socialisées (répertoires d'évaluation, système de stratification, modes d'accès à l'élite, structure du pouvoir, etc.).

Pour analyser ce que les riches vivant dans les quartiers les plus ségrégués pensent des pauvres, nous pouvons émettre trois grands types d'hypothèses. Le premier renvoie à une volonté de produire l'ordre moral et, à défaut de pouvoir l'imposer à la société tout entière, de l'ériger comme l'ordre légitime à l'échelon de son quartier. C'est dans ce sens que l'on pourra parler d'une frontière morale. Le deuxième type d'hypothèses renvoie au caractère indésirable des pauvres et au souci de s'en protéger. Mais ici ce n'est pas uniquement de l'ordre moral qu'il s'agit, mais du sentiment d'insécurité et, en termes d'hygiène, de la peur de la contamination que suscite la présence des pauvres à proximité de chez soi.

Enfin, le troisième type d'hypothèses concerne la justification de la pauvreté et la neutralisation de la compassion à l'égard des pauvres. Examinons-les de façon plus approfondie.

La production de l'ordre moral

Les représentations de la pauvreté par les catégories sociales supérieures sont en partie déterminées par la volonté de ces dernières de s'accorder sur les fondements d'un ordre moral conforme à l'idée qu'elles ont de la cohésion sociale au sein de leur quartier de résidence. Elles sont attachées à un esprit de discipline, au sens d'une éducation morale, qu'elles ne peuvent imaginer trouver qu'au sein de leur territoire protégé et en partie retranché des autres zones de la ville.

L'ordre moral repose sur un consensus concernant les façons, bonnes et respectables, de se comporter ; il apparaît, selon Émile Durkheim, comme le produit de l'attachement des individus à des groupes sociaux et à la société dans son ensemble[15]. C'est la raison pour laquelle ce consensus sur un certain ordre moral peut constituer le dénominateur commun sur lequel s'accordent les habitants d'un même quartier. Cette conception de l'ordre moral contribue à cimenter les relations entre les habitants qui partagent alors une même conception des comportements désirables et tolérables et, à l'inverse, de ceux qu'il convient collectivement de mettre à distance et de contenir en dehors des limites du quartier. Si le quartier est souvent l'échelle à laquelle les individus parviennent à se rapprocher le plus possible d'une situation dans laquelle cet ordre moral est effectif, il n'en demeure pas moins que les défenseurs de cet ordre moral, en tant que citoyens, attachés non seulement à leur quartier mais à la société dans son ensemble, lui confèrent, dans leurs discours, une vocation universaliste. En d'autres termes, ils sont persuadés que si leurs représentations étaient universellement partagées, la société serait soulagée de nombre de ses maux. La notion d'ordre moral s'appuie

donc sur une représentation de ce qu'est la société idéale quand l'ordre social renvoie, lui, à la réalité des faits sociaux, quantifiables et mesurables. L'observateur extérieur ne peut néanmoins que souligner la contradiction interne du projet universaliste d'un ensemble de représentations fondées sur l'exclusion. Il est donc possible d'affirmer qu'en dépit de sa vocation universaliste l'ordre moral est condamné, par ses propres contradictions, à se réaliser de manière localisée et circonscrite.

En suivant cette analyse, on pourrait faire l'hypothèse que les catégories sociales supérieures sont confrontées à deux solutions face à la présence jugée au moins potentiellement menaçante des catégories populaires, en particulier lorsqu'elles vivent près de chez elles. La première consiste, à défaut de pouvoir les transformer entièrement, à leur inculquer au minimum les règles élémentaires de la civilité urbaine ou à contrôler les institutions locales, notamment celles qu'elles estiment être les plus cruciales pour leurs enfants. C'est ce que cherchent à faire en priorité ceux que l'on appelle les « gentrifieurs » lorsqu'ils vivent dans des quartiers de mixité sociale en voie d'embourgeoisement[16]. La seconde est plus radicale. Loin de pouvoir imposer aux catégories populaires l'ordre moral auquel elles sont attachées, les catégories sociales supérieures chercheraient alors à le préserver de toutes les forces supposément subversives susceptibles de se répandre à proximité de leur quartier, considéré comme le dernier bastion de la paix sociale. Au chaos de la ville et au délitement normatif des quartiers pauvres s'opposerait ainsi le sens de l'ordre et de la régularité des beaux quartiers. La frontière spatiale aurait alors pour fonction de préserver, non seulement le statut social, mais aussi l'ordre moral.

Les beaux quartiers des deux derniers siècles, étant souvent conçus dès leur construction comme des dispositifs visant à assurer un ordre local qui soit aussi un ordre moral, sont forcément susceptibles de faire émerger une conception du « bon voisinage » conservatrice et stigmatisante pour les pauvres. Si certaines pratiques (connotées socialement) et certaines

personnes (dotées d'habitus spécifiques) n'y ont « pas leur place », c'est à dessein.

La défense d'un ordre moral peut renvoyer à une stratégie de distinction de classe, comprise au sens large, c'est-à-dire fondée sur l'idée de la supériorité des riches et de leur prédisposition à créer et perpétuer une éducation morale distincte des autres couches de la société. Autrement dit, les stratégies de distinction des catégories supérieures, dont les travaux de Pierre Bourdieu ont démontré l'inscription dans des pratiques culturelles[17], se fondent également sur des formes diverses de justification de leur supériorité morale[18]. Celles-ci se traduisent dans le discours par la définition d'une sorte de barrière sociale[19].

Le caractère indésirable des pauvres

Établir une distance vis-à-vis des pauvres ne passe pas uniquement par l'instauration d'une barrière morale de protection des beaux quartiers. Ce processus se nourrit aussi de la justification du caractère indésirable des pauvres. Il s'agit alors de sentiments qui vont de l'insécurité au dégoût.

Poser la question de l'insécurité peut paraître paradoxal en Europe, tant nous vivons dans des sociétés parmi les plus sûres qui aient jamais existé[20]. Ce constat ne vaut néanmoins pas pour tous les pays du monde. Certains d'entre eux restent en effet confrontés à des formes extrêmes de violence et à des difficultés importantes des pouvoirs publics pour la réguler. Le taux d'homicides pour 100 000 par exemple est de 25,2 au Brésil, contre 3,5 en Inde et seulement 1 en France[21]. Dans la plupart des pays (notamment dans les trois cas choisis qui correspondent à des démocraties), les protections sont civiles au sens où elles garantissent plus ou moins les libertés fondamentales et la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d'un État de droit. Elles sont aussi sociales (mais avec des variations considérables d'un pays à l'autre) au sens où elles couvrent les principaux risques susceptibles d'entraîner une dégradation de

la situation des individus, notamment la maladie, les accidents, la vieillesse, le chômage, etc. En réalité, ce qui est surtout paradoxal, notamment en France, c'est que le souci de la sécurité est devenu une préoccupation populaire au sens fort du terme, alors même que les formes les plus massives de la déchéance sociale et de la violence ont été en grande partie jugulées. Selon Robert Castel, « l'insécurité moderne ne serait pas l'absence de protections, mais plutôt leur envers, leur ombre portée dans un univers social qui s'est organisé autour d'une quête sans fin de protections ou d'une recherche éperdue de sécurité[22] ». La recherche de protections est infinie et suscite inévitablement de perpétuelles frustrations. Si les sociétés modernes sont construites sur le terreau de l'insécurité, c'est parce que les individus qui les habitent ne trouvent, ni en eux-mêmes ni dans leur entourage immédiat, la capacité d'assurer leur protection. On pourrait alors comprendre la recherche de l'entre-soi des catégories sociales supérieures comme l'angoisse – en partie disproportionnée, notamment en France – que suscite l'image médiatique de ces nouvelles classes dangereuses à la périphérie des villes. Il convient toutefois de vérifier cette hypothèse. En effet, le sentiment d'insécurité (sociale) renvoie aussi à la peur de la mobilité sociale descendante (intra- ou intergénérationnelle), en réponse à quoi un quartier supérieur homogène peut être perçu comme un marqueur statutaire (*i.e.* du capital symbolique) ou une communauté de pairs mobilisables (*i.e.* du capital social) au sein de laquelle échanges et contre-dons sont facilités par le niveau de ressources comparable entre les individus.

Mais les pauvres ne sont pas jugés potentiellement dangereux du seul fait de la violence qu'ils sont supposés propager dans la ville. Ils peuvent également être suspectés d'être sales, peu respectueux des règles d'hygiène et même porteurs de risques de contamination. Les historiens ont montré, aussi bien en France que dans d'autres pays, que l'élite bourgeoise a souvent cherché à s'affranchir de la présence des pauvres en se réservant des espaces privilégiés dans la ville. Les quartiers où se concentrent les pauvres ont été décrits comme des espaces sales, malodorants et mal tenus, susceptibles de transmettre des infections et des maladies. À cet égard, il

est significatif de constater que l'un des quartiers les plus huppés de São Paulo, bâti entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, s'appelle justement « Higienópolis ». Se préserver de la puanteur du pauvre et du risque de contamination peut sembler aujourd'hui une attitude moins fréquente qu'au XIXe siècle au moment où se posait dans les pays industrialisés la question du paupérisme. Néanmoins, l'espace public des métropoles reste toujours traversé par des pauvres sans domicile, des migrants venus de pays lointains. L'analyse des représentations sociales sur les sans domicile fixe a démontré le haut niveau d'hygiénisme présent à São Paulo[23]. Les attitudes hygiénistes vont de l'expulsion de l'espace public jusqu'à des cas extrêmes d'assassinat de SDF dont la presse locale s'est fait l'écho. Une enquête ethnographique et statistique auprès de personnes vivant à proximité de centres d'accueil et d'hébergement d'urgence en Île-de-France a également permis d'interroger les représentations sociales « ordinaires » et les attitudes à l'égard des SDF[24]. Sources tout à la fois de fascination, de dégoût, de peur, de sentiments de compassion ou de pitié, les personnes sans domicile se trouvent parfois confrontées à l'hostilité des habitants d'un quartier quand elles deviennent une menace pour la tranquillité de ces derniers. Elles sont alors stigmatisées et font l'objet de discriminations, dont les fondements reposent sur des représentations sociales partagées, définissant ces individus comme « indésirables ». Le regard porté sur cette population, les comportements éventuels de rejet et les stratégies de distinction sociale trouvent une légitimité dans des formes de « compassion sélective » : tous les sans domicile ne « méritent » pas d'être aidés et une hiérarchie des stigmates s'établit pour distinguer le « bon » SDF du « mauvais ». Entre hospitalité et hostilité, les discours et les attitudes révèlent des ambiguïtés et des dissonances qu'il convient d'étudier pour mieux comprendre le rejet social et les discriminations à l'égard des plus pauvres. En Inde, il existe des liens très forts et anciens entre la dimension hygiéniste inhérente aux représentations de la pureté religieuse et la hiérarchie sociale traditionnelle, pureté corporelle et pureté religieuse (donc sociale) étant intimement associées.

Justifier l’infériorité des pauvres

Vivre dans un quartier très riche alors que subsistent à l’échelle de la métropole des quartiers très pauvres implique pour les riches de se doter d’un système de justification de la pauvreté. Sans ce dernier, les inégalités criantes pourraient rendre plus difficile la jouissance de privilèges. La naturalisation de la pauvreté et l’idée du mérite constituent deux modes d’explication généraux des inégalités, renvoyant à des croyances établies, la première faisant appel à l’infériorité supposée naturelle des pauvres, la seconde à la culpabilisation plus ou moins inévitable et même légitime des paresseux.

On peut se référer ici au concept de sociodicée forgé par Pierre Bourdieu pour désigner la façon dont les dominants justifient leurs privilèges. Les sociodicées ne se présentent pas « sous la forme d’un discours unique et pleinement unifié, comme on le laisse supposer lorsqu’on parle d’“idéologie dominante”. Ce sont autant de points de vue sur le monde social qui, étant le produit de systèmes de préférences (ou de valeurs) issus de l’intériorisation de la structure des chances de profit objectivement inscrites dans le volume et la structure du capital possédé, se différencient dans leurs attendus et leurs raisons selon l’espèce de capital qu’il s’agit de légitimer et son poids dans la structure du capital (bien qu’elles aient toutes en commun de travailler à inscrire dans la nature des dominants le fondement de leur domination) : les aristocraties foncières seront, par exemple, plus inclinées à chercher du côté de la terre et du sang le principe de leur nécessité et de leur différence par rapport aux parvenus ; pour leur part, les nouvelles “élites” bourgeoises, qui doivent leur pouvoir au concours et au diplôme, invoquent plutôt le mérite ou le don contre les faveurs et les favoritismes inscrits dans la tradition aristocratique du patronage et de la clientèle[25]. »

Le racisme peut être entendu, au sens large, comme toute idéologie qui décrète l’infériorité de certains groupes sociaux et la supériorité de certains autres. Définie ainsi, l’idéologie raciste constitue un outil puissant pour affirmer le bien-fondé des hiérarchies sociales : certains groupes ne

seraient pas « destinés » à occuper certaines positions quand d'autres seraient au contraire « naturellement » appelés à remplir certaines fonctions sociales. Il s'agira ici d'identifier dans le discours des catégories sociales supérieures les tentatives de « naturaliser » la pauvreté à travers la perception d'inégalités « culturelles » ou « biologiques ». Nous tenterons donc d'analyser les liens que les idéologies racistes peuvent entretenir avec l'idéologie méritocratique. En effet, il est essentiel d'interroger la façon dont le discours sur le « don », qui est au centre de l'idéologie méritocratique, peut parfois glisser vers une conception beaucoup plus essentialiste, différentialiste et raciste des capacités de chaque individu.

Le cas particulier du « racisme de classe » est révélateur des ambiguïtés des idéologies racistes : il peut stigmatiser aussi bien l'indolence naturelle des pauvres, c'est-à-dire leur tendance supposée à ne pas faire d'efforts, que leur manque d'intelligence ou d'ingéniosité. Il constitue l'un des multiples avatars de l'idéologie méritocratique ; mais il est aussi l'expression d'un dégoût à l'égard des pauvres qui conduit à leur mise à distance pour des raisons aussi bien de peur et de rejet (en fonction de la construction sociale des représentations de l'Autre) que de volonté de distinction. Dans ce second cas, le dégoût envers les pauvres conduit tout simplement à les exclure et à les rejeter, davantage qu'à chercher à justifier les raisons pour lesquelles les personnes issues de ces milieux sont aussi pauvres. La représentation des pauvres comme des paresseux ou des perpétuels assistés pourrait être aussi l'expression de cette tendance à rechercher la cause de la pauvreté dans la nature des êtres. Ainsi, cette perception de la pauvreté s'oppose à l'idée selon laquelle les pauvres seraient les victimes d'un système injuste. Le fait que les pauvres soient souvent des étrangers (en France), des minorités ethno-raciales (au Brésil) ou des dalits et autres hors-castes (en Inde) facilite probablement le différentialisme et permet d'éviter les jugements sur la pauvreté en tant que telle.

Au-delà de la naturalisation de la pauvreté, on peut penser que le rapport des catégories sociales supérieures aux pauvres dépend de la conscience qu'elles ont non seulement des inégalités, mais également de

l'urgence de les atténuer au nom de la solidarité. En France, à la suite de Léon Bourgeois, la doctrine du solidarisme repose sur l'idée que la justice ne peut exister entre les hommes que s'ils deviennent des associés solidaires en neutralisant entre eux les risques auxquels ils sont confrontés. Cette socialisation du risque a pris ainsi le pas sur la notion de responsabilité individuelle. Pour les solidaristes de la fin du XIXe siècle, la responsabilité était donc avant tout collective ou sociale. Elle passait à la fois par la reconnaissance de l'ensemble des facteurs sociaux des inégalités et par la recherche des moyens de les réduire. Le progrès social était jugé à ce prix.

La doctrine du solidarisme a toutefois rencontré de nombreuses oppositions intellectuelles dans la pensée libérale, telle qu'elle s'est développée sous l'influence d'économistes et de philosophes comme Friedrich Hayek. Pour ces derniers, le rôle de l'État doit avant tout consister à protéger l'espace de liberté des individus et tout autre intervention de sa part est illégitime au regard du droit naturel. Il est donc illégitime, au nom de la justice sociale, de modifier la répartition des revenus telle qu'elle résulte des relations marchandes. Les défenseurs de la pensée libérale se méfient également d'un État bureaucratique, gouverné par un pouvoir exécutif croissant et une administration contraignante. Ils déplorent enfin une « culture de la déresponsabilisation » et vont même parfois, sous une forme pamphlétaire, jusqu'à dénoncer l'imposture des droits sociaux. Cette pensée ou du moins les représentations qui en sont issues sont répandues au sein des élites économiques, aussi bien en France qu'au Brésil et en Inde, tant elles sont attachées à valoriser la responsabilité et l'initiative individuelles, c'est-à-dire le mérite. On pourrait toutefois imaginer que d'autres influences viennent tempérer ce discours, notamment celles qui proviennent des courants humanitaires. On sait par exemple que nombre d'associations philanthropiques et d'organisations non gouvernementales recrutent en partie leurs membres, y compris leurs dirigeants, au sein des catégories sociales supérieures.

Le rapport spécifique avec les catégories populaires qui, en tant que personnel de service aux familles, sont quotidiennement dans une

proximité fonctionnelle avec les classes supérieures doit également être interrogé[26]. Se construit-il en ayant recours aux répertoires traditionnels du paternalisme ? Les personnels de service sont-ils perçus comme appartenant aux classes populaires, voire aux « pauvres » ? Inversement, on peut aussi interroger les effets de la fréquentation plus ou moins régulière de « catégories populaires » ou de « pauvres » perçus comme tels sur les représentations que les riches s'en font.

Cet ouvrage comprend six chapitres. Le premier revient sur l'enquête réalisée dans les trois métropoles et sur les aspects méthodologiques de cette dernière.

Le chapitre 2 porte sur la production de l'ordre moral. Il étudie comment les représentations de la pauvreté, et tout particulièrement de la pauvreté urbaine, sont liées à la perception que les interviewés ont de l'*ordre social* établi, voire à leur attachement à celui-ci : c'est-à-dire à leur rapport à une distribution inégale et hiérarchique particulière des ressources et des opportunités, ainsi que des rôles de production et des modes de consommation et d'interaction. En même temps, il montre que ces représentations des pauvres, et notamment leur altérisation, s'appuient souvent sur un *ordre moral* à vocation locale ou générale, c'est-à-dire sur un ensemble de marquages de frontières symboliques morales sur lesquels un certain groupe est d'accord (ou, autrement dit, sur un consensus concernant les façons, bonnes et respectables, de se comporter).

Le chapitre 3 analyse quant à lui comment les cadrages, récits et justifications sont mobilisés – de façon plus ou moins courante et appuyée dans chacune des trois villes étudiées – pour construire une représentation des pauvres en péril sanitaire ou physique. L'état de saleté ou de violence qui les caractériserait tendanciellement étant tantôt considéré comme un signe d'infériorité sociale et / ou morale, tantôt comme un signe d'extériorité – naturelle ou délibérée – à une commune humanité ; ce qui justifierait en retour, selon les cas, l'évitement, la discrimination, la disciplinarisation ou l'éviction, voire éventuellement une violence

proactive des plus riches à l'égard des pauvres (dont ils doivent se protéger).

Le chapitre 4 aborde la question de la justification de la pauvreté. Les récits et les registres argumentatifs et justificatifs mobilisés par les interviewés sont en effet constitutifs de sociodicées des inégalités et de la condition des pauvres, dont elles exposent censément les raisons et la légitimité. Ces sociodicées peuvent être en cela considérées comme une composante particulière de la morale dominante – ou prééminente – en vigueur dans telle ou telle société.

Le chapitre 5 revient de façon synthétique sur les trois dimensions que nous avons explorées dans ce livre et propose une analyse globale des logiques de la discrimination des pauvres par les riches.

Enfin, le chapitre 6 interroge l'articulation entre les registres argumentatifs mobilisés par les personnes interviewées dans les trois métropoles. Il explore ainsi les conditions de possibilité et les formes variables de la solidarité des classes supérieures habitant les beaux quartiers à l'égard des pauvres. Il s'appuie pour cela sur une théorie de l'attachement qui permet de prendre en compte l'effet de structurations sociétales cohérentes sur les résultats de notre enquête.

CHAPITRE 1

Enquêter dans les beaux quartiers à Paris, São Paulo et Delhi

Afin de tenir compte de la diversité des quartiers de chacune des trois agglomérations étudiées et d'appréhender dans des proportions satisfaisantes les différentes composantes de l'élite, nous avons réalisé 80 entretiens approfondis par métropole, soit 240 au total. Pour donner à comprendre les résultats de cette enquête, il nous faut au préalable justifier le choix de mettre en regard des villes aussi contrastées que Paris, Delhi et São Paulo, exposer les critères de sélection des quartiers que nous avons retenus à l'intérieur de chacune d'elles et décrire les caractéristiques de ces derniers, et enfin présenter l'articulation des différentes échelles – le pays, la métropole et le quartier – que met en jeu l'analyse des représentations de la pauvreté au sein des élites urbaines.

Le choix des métropoles

En choisissant la métropole parisienne, actuellement encore fortement touchée, comme les autres grandes villes européennes, par les conséquences de la crise financière de 2008, mais aussi par des tensions et des révoltes urbaines en périphérie, et deux autres agglomérations situées dans des pays émergents caractérisés par une forte croissance économique

et le développement de la consommation de masse, l'objectif est de comparer les représentations de la pauvreté des catégories sociales supérieures en fonction de contextes économiques et sociaux différents. D'un côté, l'insécurité et le malaise social dans un environnement de pénurie d'emplois pour les moins qualifiés et les populations issues de l'immigration ; de l'autre, le décollage économique dans des sociétés où les inégalités héritées du contexte colonial et des formes de domination traditionnelle ont longtemps maintenu l'immense majorité de la population dans la grande pauvreté et l'ont privée de toute perspective d'ascension sociale. Ainsi, alors que la métropole parisienne est confrontée à une recrudescence des inégalités que l'on peut juger menaçante pour la cohésion sociale, São Paulo et Delhi, au moins au moment de l'enquête, rattrapaient à grands pas leur retard en termes de développement économique et offrent à certaines couches de la population des opportunités nouvelles d'amélioration de leurs conditions de vie. Ces trois métropoles ont toutefois en commun d'être toutes, chacune à sa façon, le théâtre de profondes mutations qui redéfinissent peu à peu les rapports sociaux. Dans chacune d'elles, les classes supérieures peuvent éprouver, du fait de ces mutations, mais pour des raisons éventuellement différentes, le besoin de se regrouper dans des espaces résidentiels exclusifs et parfois sécurisés.

Les métropoles que nous avons sélectionnées sont également très différentes les unes des autres du point de vue de l'histoire de leur urbanisation et du marché immobilier[1]. Les entretiens réalisés sont par conséquent aussi à interpréter en fonction de ces différences. Par exemple, si les interviewés d'une ville sont plus sensibles à la question hygiéniste dans leurs discours, ce n'est pas forcément parce que leur socialisation les pousse à être davantage attentifs à ce point ; cela peut également être lié au fait que l'aménagement de leur métropole n'a pas encore permis de régler des problèmes de base liés à la gestion des déchets, au traitement des eaux, au contrôle sanitaire, etc., et que les interviewés se livrent eux-mêmes à des comparaisons avec d'autres villes qu'ils connaissent. C'est l'une des

raisons pour lesquelles la présentation de chaque métropole constitue un préalable à la comparaison des entretiens que nous avons recueillis.

La métropole parisienne et ses beaux quartiers

Étudier la ségrégation résidentielle revient à mesurer l'écart entre les caractéristiques de différentes unités spatiales, dans notre cas des quartiers, en les comparant entre elles et avec la métropole dans son ensemble. Il s'agit en d'autres termes d'analyser la répartition géographique des habitants d'une ville en fonction de leurs caractéristiques ethno-raciales, religieuses, sociales, démographiques, d'orientation sexuelle, etc. Ainsi, la ségrégation (ou son contraire, la mixité) résidentielle désigne la séparation spatiale plus ou moins marquée de différents groupes sociaux : leur propension statistique à habiter à distance (ou à proximité) les uns des autres. La sociologie a montré que cette division sociale de l'espace n'est pas sans effet : chaque voisinage constitue un cadre de socialisation et de sociabilité potentielle plus ou moins bien doté et favorable à la mobilité sociale de ses habitant-e-s. La ségrégation remet donc non seulement en question le principe de mixité sociale, mais aussi celui d'égalité. Elle est donc souvent jugée contraire à l'idéal démocratique des sociétés modernes.

En ce qui concerne la métropole parisienne, Edmond Préteceille a notamment calculé et comparé dans le temps des indices de ségrégation à partir des données du recensement de la population. Son analyse est imparable : alors que l'attention des pouvoirs publics est mobilisée par la question de l'exclusion sociale et urbaine, il révèle que les classes supérieures (au premier rang desquelles les chefs et cadres d'entreprise ainsi que les professions libérales) constituent le moteur essentiel de la ségrégation à l'œuvre dans la région parisienne[2].

Ce fait social de l'auto-ségrégation des catégories supérieures, ancien et systématique, est un peu paradoxalement oublié, y compris par quelques chercheurs soucieux d'attirer l'attention sur un autre phénomène : celui du séparatisme social attribué aux classes moyennes[3]. De son côté, Éric

Maurin a insisté sur l'idée que la recherche de l'entre-soi se généraliserait et produirait à l'échelle de la ville une course éperdue à la distinction sociale : « Le ghetto français n'est pas tant le lieu d'un affrontement entre inclus et exclus que le théâtre sur lequel chaque groupe s'évertue à fuir ou à contourner le groupe immédiatement inférieur dans l'échelle des difficultés[4]. »

Or, contrairement à l'image trompeuse d'un séparatisme urbain qui toucherait l'ensemble des couches sociales, il faut rappeler tout d'abord que la mixité reste la configuration résidentielle la plus courante dans la métropole parisienne. Les espaces sociaux mélangés où cohabitent autour des classes moyennes à la fois des classes populaires et des classes supérieures sont plus nombreux que les quartiers populaires ou que ceux où les classes supérieures sont prédominantes[5]. Ceux qui vivent dans ces espaces mélangés défendent volontiers l'idée d'un « juste équilibre » entre les différentes composantes de la population et plaident pour une amélioration générale de la qualité de vie qui passe par la proximité des commerces, l'accès aux services publics et la qualité des transports[6]. Ainsi, la métropole parisienne ne semble touchée ni par un processus de dualisation comparable à celui que décrivent les théoriciens de la globalisation urbaine[7] ni par un processus généralisé de séparatisme social. La réalité parisienne est plus complexe.

Les avancées de la sociologie urbaine au cours des vingt dernières années ont permis de distinguer différentes logiques de (re)peuplement et plusieurs configurations locales de ségrégation résidentielle observables dans les espaces franciliens aux profils sociaux les plus privilégiés : *entre-soi bourgeois traditionnel*[8] se préservant ou se renforçant (ou, plus rarement, menacé de « boulevardisation ») ; quartiers en *gentrification* progressive plus ou moins avancée[9] ; banlieues pavillonnaires plus ou moins anciennes et socialement sélectives investies par des familles en *sécession* péri-urbaine[10] ; *quartiers de refondation* constitués de plusieurs centaines (ou milliers) de logements en immeubles collectifs à proximité de La Défense, habités très majoritairement par des cadres du privé, où des dispositifs d'appropriation, de standardisation et de contrôle du territoire

permettent de gérer la proximité avec des espaces voisins plus divers socialement et de limiter les interactions avec des catégories populaires fortement altérisées[11].

Le croisement des descriptions qualitatives de ces différentes formes de résidentialité des classes supérieures avec la typologie socio-spatiale d'Edmond Préteceille[12] permet d'établir des correspondances significatives entre ces deux classifications : l'entre-soi bourgeois traditionnel correspond à des « espaces de l'élite dirigeante » ; les quartiers en cours de gentrification avancée correspondent plutôt à des « espaces des professions artistiques, des professions libérales et professeurs et des précaires qualifiés » ; les banlieues pavillonnaires aisées, récentes et situées en grande couronne, notamment dans l'Essonne et les Yvelines (et donc assimilables à des stratégies de séparatisme de la part des classes supérieures), sont plutôt des « espaces des cadres scientifiques, de la fonction publique et des entreprises, et des professions intermédiaires » ; alors que les quartiers refondés, caractéristiques des Hauts-de-Seine, correspondent très majoritairement à des « espaces des cadres d'entreprise et ingénieurs, chefs d'entreprise et professions intermédiaires des entreprises ». Par ailleurs, on constate aussi que, au-delà des différences en termes de composition socioprofessionnelle de leurs populations résidentes respectives et des divers rapports à la mixité sociale inhérents à chaque processus de conservation ou de « montée en gamme » (*upgrading*) au niveau local, ces différents types de quartiers des classes supérieures présentent aussi des profils caractéristiques et distincts en termes de situation relative dans l'espace métropolitain, c'est-à-dire d'éloignement ou de contiguïté entre eux et par rapport aux quartiers plus populaires.

À l'enrobage géographique des quartiers les plus bourgeois par des espaces moins exclusifs constituant une zone « tampon » les préservant largement du contact avec les catégories populaires, et à l'isolement par l'éloignement propre aux quartiers péri-urbains, s'oppose le rôle de « frontières des beaux quartiers » que les espaces refondés assument dans le contexte très diversifié des Hauts-de-Seine (où des communes bourgeoises et populaires sont très proches, voire parfois limitrophes).

Cette sociologie parisienne des beaux quartiers est essentielle pour comprendre le rapport que les riches entretiennent avec la pauvreté. Comme nous le montrerons un peu plus avant, nous avons décidé de nous focaliser sur les types d'espaces les plus exclusifs à Paris comme dans les deux autres villes. À Paris, ces derniers sont particulièrement éloignés des quartiers populaires. Mais cela ne veut pas dire que les habitants des quartiers riches ségrégués soient indifférents à la concentration spatiale de la pauvreté, d'autant que si ce phénomène n'est pas nouveau dans la région parisienne, il est devenu plus visible dans les années 1980 et 1990 à l'occasion d'affrontements violents entre des jeunes en colère et les forces de l'ordre dans plusieurs cités. La couverture médiatique qui a accompagné les émeutes de 2005 a marqué les esprits.

São Paulo : une métropole très inégalitaire

Étudier les représentations de la pauvreté au sein des quartiers de catégories sociales supérieures de la métropole de São Paulo nécessite de prendre en compte au préalable l'héritage sociopolitique du Brésil et les conditions du développement de l'une des plus grandes métropoles industrielles du monde.

Le Brésil est un pays particulièrement marqué par son passé esclavagiste. Pendant la période coloniale, la structure sociale brésilienne était divisée en deux classes principales : les colons portugais d'un côté et les esclaves de l'autre. Après l'abolition tardive (en 1888) de l'esclavage, le régime républicain a conservé les traits séparatistes de l'ancien régime. Les travaux de Sidney Chalhoub montrent le souci de l'élite brésilienne de la fin du XIXe siècle d'éduquer les anciens esclaves en leur prodiguant des leçons d'hygiène et de comportement[13]. Parmi les préjugés de la bonne société, l'auteur souligne une tendance précoce à criminaliser la pauvreté.

De la période de l'Empire (1822-1889) jusqu'aux premières années de la République brésilienne, le peuple a été écarté de l'exercice de la citoyenneté. Les droits civils, sociaux et politiques étaient réservés à l'élite

du pays. La citoyenneté brésilienne n'a pas été conquise par les classes populaires ; elle a été construite « de haut en bas », à partir de l'État, pour s'imposer à l'ensemble des Brésiliens[14]. « L'État a coopté quelques secteurs de la société[15] » pour composer ses échelons et pour gouverner de façon parfois clientéliste[16], voire patrimonialiste[17], au sens de l'appropriation du pouvoir par une élite. L'intégration des pauvres à la vie politique a par conséquent été très lente. Non seulement ce processus ne s'est enclenché que tardivement après la proclamation de la République en 1889, mais il a été en quelque sorte stoppé pendant les années de la dictature Vargas (1930-1945 / 1951-1954) puis par le coup d'État de 1964 qui a maintenu les militaires au pouvoir jusqu'en 1982. Ces années, marquées par un pouvoir autoritaire, ont renforcé la non-participation du peuple aux décisions les plus importantes du pays. Quant aux droits sociaux, leur adoption et leur application sous le gouvernement populiste de Vargas n'ont pas conduit le Brésil à édifier un véritable État-providence au sens où on l'entend en Europe. L'élite brésilienne s'est toujours opposée à la redistribution des richesses, aux mesures de protection sociale et au pacte de solidarité qui en sont le fondement. La relation entre l'élite dirigeante et les travailleurs brésiliens a été marquée par l'exploitation salariale et le maintien des distances sociales.

Par conséquent, la société brésilienne connaît encore aujourd'hui des taux d'inégalités économiques très élevés. Le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenu, varie au Brésil entre 0,55 et 0,59, tandis qu'il se situe entre 0,30 et 0,34 pour la France et entre 0,25 et 0,29 pour les pays scandinaves. Au cours des années 1980, la fin de la dictature militaire et la crise économique qui a caractérisé la « décennie perdue » dans la plupart des pays d'Amérique latine n'ont pas sensiblement modifié l'ordre social. Les riches ont continué à accumuler des richesses et les inégalités se sont maintenues. C'est seulement à partir des années 1990, sous le mandat de Fernando Henrique Cardoso, que la question sociale est devenue une véritable préoccupation politique et s'est imposée dans le débat public. La fin de l'inflation a constitué le premier pas vers une société moins inégale.

Depuis la fin du XIXe siècle, date de l'expansion de la production du café, jusqu'à aujourd'hui, São Paulo a maintenu sa position de capitale économique et industrielle du pays. Si, d'un côté, la ville réagit rapidement aux transformations globales, en modernisant les techniques de production et en attirant des capitaux étrangers, d'un autre côté, elle subit les effets pervers de sa croissance qui se manifestent par l'augmentation du chômage, de l'exclusion sociale et de la violence urbaine. Bien qu'il existe des espaces sociaux intermédiaires, les contrastes entre quartiers riches et quartiers pauvres s'imposent toujours de façon frappante : à mesure que les immeubles luxueux s'érigent vers le ciel, les favelas s'étendent en nombre et en importance. Le dynamisme et les contrastes de São Paulo ont été mis en évidence par plusieurs intellectuels, sociologues et responsables de la gestion de la ville[18].

Le côté le plus moderne, dynamique et prospère de São Paulo, tel qu'il se donne à voir dans son architecture, ses centres d'affaires, son trafic aérien, ses services hospitaliers, la qualité de ses hôtels et de ses restaurants, est perçu par les Brésiliens comme le signe d'un progrès auquel ils aspirent pour les autres villes du pays. Pourtant, les problèmes de logement, qui se manifestent à travers les favelas, les squatts et le nombre élevé de sans-abri, ternissent dramatiquement cette image. Comme l'écrit l'architecte Chico Whitaker, « les dynamiques qui sous-tendent le développement de São Paulo relèvent des formes les plus archaïques du patrimonialisme propre à une ville qui n'a pas su dépasser l'héritage colonial de la société brésilienne, sur laquelle on applique idéologiquement une étiquette de modernité incapable de répondre aux nécessités les plus urgentes de la ville[19] ». En effet, la croissance économique est allée de pair avec une concentration des revenus qui se reflète dans l'organisation spatiale de la ville. L'expansion urbaine se traduit par le déplacement de couches moins aisées du centre vers la périphérie. Dans le centre, on observe une forte proportion de familles dont les chefs de ménage ont un revenu supérieur à dix salaires minimum. Les banlieues sont au contraire habitées essentiellement par des foyers pauvres[20].

Les travaux menés par Haroldo da Gama Torres montrent que, depuis les années 1990, la réduction de la pauvreté dans la banlieue de São Paulo ne s'est pas traduite par une diminution des niveaux de ségrégation[21]. Il explique ce phénomène par le processus d'auto-ségrégation des élites : les quartiers les plus riches sont devenus plus « exclusivistes » pendant cette période.

Cet exclusivisme s'incarne, bien au-delà de la question du rapport au logement, dans des styles de vie caractérisés par l'évitement des pauvres et l'auto-ségrégation. Parmi les vingt-trois principaux centres commerciaux que compte São Paulo, dix sont fréquentés par les couches les plus aisées de la ville. Les catégories populaires n'y entrent généralement pas, à l'exception du personnel de service en charge du nettoyage, de la surveillance et de la restauration. Les produits de marque et d'importation s'étalent dans certains magasins à des prix exorbitants. Le coût élevé du parking opère naturellement une sélection des clients. Il n'est pas rare d'y voir de belles voitures conduites par des chauffeurs habillés en uniforme. La fréquentation de ces endroits, comme le choix des restaurants ou des clubs et celui des lieux de villégiature relèvent à l'évidence d'une recherche d'entre-soi. Les plages brésiliennes les plus prisées des riches sont celles qui les prémunissent de tout contact avec les classes populaires. Les quartiers regroupant les « maisons de campagne », les « villas » situées à la fois dans les zones balnéaires ou dans les régions montagneuses de São Paulo, se présentent comme de véritables enclaves fortifiées, hautement sécurisées. Le séparatisme s'étend ainsi au-delà des frontières de la ville, dans les alentours recherchés par les vacanciers. Le désir d'isolement est frappant chez les riches de São Paulo. Ils préfèrent avoir un *home theater* chez eux plutôt que de se mélanger au public « dérangeant » du cinéma. Ils sont nombreux à adhérer à un style de vie qui combine exclusivité et isolement.

L'hygiénisme caractérise également la ville. Cette préoccupation politique fait parfois la une des principaux journaux. Selon la majorité qui est au pouvoir, les expulsions de SDF sont légitimées ou non par la mairie de São Paulo, qui les déplace dans d'autres parties de la ville, afin de les

rendre moins visibles. Cette question est une ligne de clivage majeure entre la gauche et la droite paulistes. La droite a toujours défendu la « stérilisation » de la ville et des espaces « pollués » par la présence de pauvres considérés comme indésirables. Selon Elisa Reis, « les élites brésiliennes ne reconnaissent pas l'interdépendance entre elles et les sphères les plus pauvres de la société. Elles ne sont pas convaincues de la nécessité de mettre en œuvre des actions collectives. Lorsqu'elles attribuent à l'État la responsabilité des problèmes sociaux, c'est pour s'exonérer de la part qui leur revient. Lorsqu'elles parlent d'y remédier, elles pensent toujours à des solutions individuelles, comme, par exemple, à propos des questions de sécurité[22] ». Le séparatisme social s'enracine dans la peur : « Ces récits et pratiques imposent des séparations, l'édification de murs, la délimitation des espaces, l'accroissement des distances, l'instauration de la ségrégation, des différences, des interdictions, la multiplication des règles d'exclusion et d'évitement, la limitation des mouvements. Les récits de crimes expriment des préjugés et tentent d'en éliminer les ambiguïtés[23]. »

Depuis une quinzaine d'années, les conditions de vie dans les banlieues de São Paulo ont toutefois changé. Il est possible aujourd'hui de constater les effets positifs des politiques sociales élaborées au cours des deux mandats du président Luiz Inácio Lula da Silva. Par ailleurs, grâce à ces programmes sociaux, les problèmes liés à la pauvreté ont acquis une plus grande visibilité. Lula était conscient que la mise en œuvre de cette politique dans les banlieues des métropoles brésiliennes pouvait susciter le mécontentement de l'élite. Non seulement parce que ces mesures impliquaient une réelle redistribution des revenus, mais aussi parce qu'elles allaient à l'encontre des représentations des riches à l'égard des pauvres. Dans ces conditions, quel impact a eu l'attention accordée par l'État brésilien aux problèmes liés à la pauvreté sur la perception de celle-ci dans les quartiers les plus aisés de São Paulo, compte tenu du besoin que l'élite éprouve de se protéger et de se distinguer des pauvres ? A-t-elle modifié les pratiques et les attitudes des habitants des quartiers riches et ségrégués ? A-t-elle entraîné des changements dans leur rapport à la ville

de São Paulo ? En d'autres termes, ce changement d'orientation dans la politique sociale de l'État brésilien a-t-il provoqué l'ébranlement des frontières symboliques et des logiques de séparatisme qui ont toujours marqué la relation entre les classes supérieures et les pauvres à São Paulo ? Telles sont les questions auxquelles notre enquête entend répondre.

Delhi : reflet des évolutions de la ville indienne

En posant la question « Les villes indiennes vont-elles enfin devenir bourgeoises ? », l'historien Partha Chatterjee sous-entend qu'il existerait en Inde une « résistance vernaculaire » au modèle de la « métropole postindustrielle mondialisée »[24]. Il souligne en effet que, après l'indépendance, les élites et les classes moyennes formées sous le régime colonial ont, pendant une vingtaine d'années, contribué à un modèle d'urbanisation dans lequel « la plupart des quartiers mélangeaient les classes » et où les pauvres étaient « liés aux riches par des relations de clientèle »[25]. Ce modèle urbain commença à s'effriter dans les années 1970 et 1980, « sous l'effet cumulé de la démocratie et du développement[26] ». Les démolitions de bidonvilles et l'éviction de leurs habitants se développèrent notamment pendant la période de l'état d'urgence (1975-1977). Ce processus fut néanmoins partiellement endigué par la réaction des « gouvernés » qui parvinrent à trouver un compromis avec les autorités. Depuis les années 1990, l'hégémonie croissante du modèle de ville postindustrielle conduit à une tendance croissante à la séparation des espaces, à une augmentation de la ségrégation et au repli sur elles-mêmes des classes sociales : « Les usines sont repoussées hors des limites de la ville ; squatteurs et crieurs de rue sont expulsés ; les lois sur la propriété et la location sont réécrites pour permettre aux forces du marché de convertir rapidement des quartiers congestionnés et démunis de la vieille ville en quartiers résidentiels et commerciaux à haute valeur ajoutée[27]. »

Les réflexions de P. Chatterjee offrent un cadre historique particulièrement pertinent pour interroger le rapport qu'entretiennent les riches avec les pauvres dans les villes indiennes. Les évolutions qu'il décrit évoquent tout à la fois une dynamique « globale » (celle de la ville postindustrielle) et une spécificité indienne dans les évolutions des liens urbains entre riches et pauvres. À travers l'évocation d'une « Inde rurale adaptée à l'âge moderne[28] », Chatterjee fait référence à l'idée que les structures sociales propres à l'Inde rurale auraient, dans une certaine mesure, réussi à imprégner la stratification sociale de la ville indienne. La morphologie du village indien est fortement structurée par la caste : les rapports hiérarchiques de caste s'incarnent en effet dans un rapport spécifique au territoire[29]. Même si la stratification sociale ne se reflète pas aussi parfaitement dans la topographie des villes indiennes que dans celle des villages, il est toutefois évident que la caste demeure un facteur important de la structuration de l'espace urbain, ne serait-ce qu'en raison de la très forte congruence qui existe entre caste et classe. Dès lors, toute interrogation du rapport entre riches et pauvres dans la ville indienne doit nécessairement intégrer la dimension de la caste.

La métropole de Delhi, qui connaît l'un des plus forts taux d'urbanisation de tout le pays, constitue un terrain particulièrement intéressant pour interroger les rapports entre riches et pauvres dans la ville indienne. Le centre de Delhi a hérité de la structure duale de la ville coloniale, incarnée dans l'opposition entre le centre administratif fortement planifié de New Delhi et la vieille ville[30]. La planification urbaine coloniale a également contribué à spécialiser les espaces selon leurs fonctions respectives (centre administratif, quartier militaire, quartier ferroviaire, lotissements de bungalows, etc.)[31]. Cela a conduit à un modèle de ségrégation résidentielle qualifié de *salaried apartheid*[32]. La planification urbaine s'incarne par ailleurs dans le développement, à la marge de la ville, de *resettlement colonies*, « lotissements de "réinstallation" destinés aux habitants des bidonvilles détruits, et implantés dans des zones très périphériques[33] ». Néanmoins, l'urbanisation est loin d'être entièrement contrôlée par cet effort de planification et l'on observe

de nombreuses modalités d'occupation des sols qui échappent à toute régulation. Deux types d'occupation illégale peuvent être distingués : « Les lotissements clandestins dans les périphéries, sur des terrains agricoles urbanisés par des promoteurs privés, sans respect du plan d'urbanisation ; et les *squatters settlements* ou invasions de terrain par les plus pauvres, des bidonvilles qui occupent les interstices de l'espace planifié ou les franges de celui-ci[34]. » À Delhi, la ville informelle, illégale, abrite ainsi environ la moitié de la population.

C'est à partir de ce cadre général qu'il faut comprendre les logiques de stratification et de ségrégation sociale à Delhi. Les membres des castes et tribus répertoriées (traditionnellement considérés comme « intouchables ») habitent plus souvent dans les bidonvilles, quand les membres des plus hautes castes sont surreprésentés dans les quartiers riches de la nouvelle ville[35]. Par ailleurs, la ségrégation résidentielle doit s'observer à une échelle très fine : une diversité socio-économique au niveau d'un espace donné peut aller de pair avec une ségrégation extrêmement forte au niveau de ses sous-espaces. Cela peut s'expliquer selon Véronique Dupont par deux forces sociétales distinctes : il y aurait, d'un côté, « une tendance à vouloir résider dans des zones socialement homogènes » et, de l'autre, « un besoin de maintenir des relations de dépendance »[36]. Les populations défavorisées constituent en effet les domestiques et la main-d'œuvre dont ont besoin les classes dominantes. Par ailleurs, les migrants issus de l'exode rural (qu'il s'agisse d'une migration temporaire ou permanente) se regroupent généralement sur des bases communautaires (caste, communauté religieuse, groupe linguistique, profession).

L'impact du néolibéralisme sur la ville de Delhi est principalement visible à travers la « marchandisation » croissante de l'espace urbain consécutive à une récente ouverture du marché foncier et immobilier[37]. Ce processus s'est effectivement accéléré après les réformes de libéralisation de 1991 qui se sont traduites par un mouvement de déréglementation et la décentralisation de l'urbanisme. L'abrogation de la Loi sur la réglementation des terres urbaines en 1999 a ouvert de nouvelles opportunités aux promoteurs immobiliers. L'impact de ces réformes a été

particulièrement flagrant dans les villes satellites comme Noida ou Gurgaon, où de nouveaux quartiers ont été construits par de grands promoteurs immobiliers privés. Ce modèle de libéralisation récente de la ville est marqué par le rôle structurant des partenariats public-privé, qui a pour effet d'entraîner une intensification de la corruption dans l'acquisition des terres, l'accès aux infrastructures, l'obtention de permis de construire, etc. Ces transformations de l'espace urbain ont également conduit au développement d'une « imagerie urbaine attrayante[38] » et à l'affirmation croissante d'une culture de la consommation haut de gamme, fondée sur la construction de centres commerciaux, d'hôtels cinq étoiles, de centres d'affaires, de parcs de loisirs, d'un circuit de Formule 1 ou du métro de Delhi. Tous ces projets d'embellissement de la ville, souvent justifiés par la nécessité de faire de Delhi une « ville de classe mondiale[39] », impliquaient l'éviction des pauvres de ces zones en développement et la démolition massive des bidonvilles[40]. Ces expulsions se sont notamment intensifiées avec la préparation des jeux du Commonwealth qui ont eu lieu à l'automne 2010. Par ailleurs, la libéralisation de l'économie a également conduit à un flux croissant de migrants quittant les zones rurales pour s'installer à Delhi. Entre 2001 et 2011, la population de Delhi a donc augmenté de 21,2 %, phénomène qui a favorisé la hausse des prix immobiliers et la massification des bidonvilles à la périphérie de la ville. En moins de vingt-cinq ans, le visage de la ville a complètement changé.

Analyser le rapport aux pauvres et les représentations de la pauvreté des habitants de quartiers riches de Delhi soulève plusieurs questions. Tout d'abord, le rapport que les riches Delhiites entretiennent avec leur personnel de maison constitue de toute évidence la dimension la plus saillante de leurs interactions directes avec des membres des classes populaires. Dans les espaces où nous avons enquêté, la quasi-totalité des résidents emploie un ou plusieurs domestiques (femme de ménage, cuisinier, chauffeur, jardinier, etc.). Ceux-ci vivent souvent dans des bidonvilles à proximité de leur lieu de travail, dans des quartiers qui leur sont réservés au sein de l'espace de résidence de leurs employeurs, ou

parfois même dans les contre-allées situées derrière ces résidences. Les employeurs ne s'aventurent d'ailleurs que très rarement dans ces contre-allées où les ordures sont généralement entreposées et qui constituent un lieu fréquenté quasi exclusivement par les domestiques. Plusieurs travaux ont bien montré à quel point les membres des classes supérieures sont gênés, voire angoissés par la présence de domestiques au sein de leur résidence ou à proximité de leur lieu d'habitation[41]. Le contrôle des mouvements de leur personnel, sa mise à distance et la tentative d'« invisibiliser » sa présence est en effet un enjeu central dans le quotidien des classes supérieures.

La gestion de cette main-d'œuvre domestique est le plus souvent assurée par les femmes et incite donc à tenir compte du genre pour analyser le rapport que nos interviewés disent entretenir avec leurs employés ainsi qu'avec ceux des autres. L'ethnographie d'Anne Waldrop révèle en effet qu'il est fréquent que les membres des classes supérieures s'adressent aux domestiques de leurs voisins comme si ceux-ci travaillaient pour eux[42].

À Delhi, de nombreux mendiants sont souvent présents à proximité des quartiers de résidence des catégories supérieures, des travailleurs journaliers migrants dorment sur les trottoirs attenants (les *pavement dwellers*). Des bidonvilles se trouvent également dans un périmètre très proche. On ne peut habiter Delhi sans être confronté à la pauvreté de manière quotidienne. Nous avons donc cherché à savoir si les membres des classes supérieures acceptent – voire justifient – la proximité des pauvres ou si, au contraire, ils souhaitent leur départ. Dans un contexte où les expulsions des pauvres aux marges de la ville se font de plus en plus fréquentes, comment ces politiques publiques sont-elles perçues par les classes supérieures ? Sont-elles encouragées ? Sont-elles jugées insuffisantes ? Le caractère « inhumain » des expulsions des habitants des bidonvilles est-il dénoncé ? Face à une telle dynamique, que reste-t-il du rapport paternaliste des classes supérieures à l'égard des pauvres que P. Chatterjee décrit comme étant au centre de la construction de la ville indienne après l'indépendance[43] ? Nous avons également essayé de

déterminer dans quelle mesure les critères de pureté rituelle continuent à orienter le rapport des classes supérieures à l'égard des pauvres de basse caste. En effet, il est souvent avancé que la discrimination de caste serait de moins en moins structurée par la question de la pureté rituelle et de plus en plus par une référence à l'idéologie du mérite : plus que leur impureté, ce serait le bénéfice « immérité » qu'ils retireraient de la politique des réservations qui serait avant tout reproché aux dalits par les membres des castes dominantes[44].

Le choix des quartiers

Dans chacune des métropoles, le choix des quartiers a été fait à la suite d'une pré-enquête que nous avons réalisée. La visite de plusieurs quartiers et leur analyse comparative à partir d'observations ethnographiques, d'indicateurs statistiques et de documents historiques ou sociologiques ont permis de déterminer notre choix. Nous avons essayé d'appliquer des critères de sélection semblables dans chaque ville.

Nous avons finalement retenu douze espaces parmi les plus privilégiés des trois métropoles étudiées : ils correspondent aux deux derniers échelons (sur dix-huit) de la typologie hiérarchisée des quartiers franciliens construite par Edmond Préteceille[45], au dernier échelon (sur seize) de celle élaborée par E. Préteceille et Adalberto Cardoso pour décrire São Paulo[46], et aux quartiers les plus luxueux de Delhi identifiés, à défaut de données précises sur leurs habitants, en mobilisant plusieurs indicateurs indirects de leurs niveaux socioprofessionnel et économique. Les représentations des pauvres et de la pauvreté variant vraisemblablement de façon significative entre les différentes fractions des classes supérieures et en fonction de la composition de la population de leur quartier, on peut s'interroger sur les raisons qui nous ont conduits à nous focaliser sur les chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures (ainsi que sur leurs conjoints) vivant dans

l'entre-soi des espaces bourgeois les plus sélectifs socialement. Cette question se pose d'autant plus vivement que, à l'instar d'autres sociologues, nous avons nous-mêmes par le passé expliqué toute l'importance d'une approche différenciée et suffisamment variée des espaces où les classes supérieures se concentrent[47] et de ceux où, inversement, elles se mélangent avec des voisins d'autres groupes sociaux[48].

Il y a différentes manières d'y répondre, qui sont autant de raisons expliquant notre choix. Tout d'abord, l'une de nos pistes de recherche portant sur la façon dont la volonté explicite de maintien local d'un ordre moral bourgeois pourrait conduire les interviewés à percevoir les pauvres comme une menace à l'égard des instances de socialisation (familles, écoles, sociabilité de voisinage) du quartier, il nous a semblé préférable de ne pas élargir notre recherche aux espaces dont les habitants avaient le sentiment d'avoir effectué un choix résidentiel participant de la mixité sociale. Ce qui nous a notamment conduits à écarter à Paris un certain nombre de quartiers gentrifiés, voire fortement gentrifiés, que leurs résidents des classes supérieures ont encore tendance à percevoir comme marqués par la diversité, alors même qu'ils y sont de plus en plus surreprésentés. Nous avons ainsi été amenés, non pas à compléter par une focale socio-spatiale plus élargie les travaux de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot ou ceux menés dans leur sillage sur les espaces traditionnels de la bourgeoisie, mais au contraire à poursuivre l'exploration des mêmes terrains qu'eux en développant néanmoins une approche comparative, à la fois intra-métropolitaine et internationale, plus systématique (et, comme on l'a déjà dit, en nous concentrant davantage sur les diverses logiques d'évitement et de discrimination que sur les seuls motifs affinitaires et stratégiques au cœur de leurs analyses).

Deuxièmement, la proportion de la population active totale appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures étant très variable d'une métropole à l'autre (28 % à Paris au moment de notre enquête, environ moitié moins à São Paulo, et encore moins à Delhi), nous nous sommes trouvés confrontés à un arbitrage impossible : soit retenir les quartiers où

l'on recensait en valeur absolue le plus grand nombre de membres des classes supérieures sans pour autant qu'ils y soient prédominants, soit sélectionner des enclaves caractérisées par une surconcentration locale de ménages aisés *relativement* au reste de la métropole. Choisir les espaces les plus privilégiés dans chacune des villes permettait ainsi de résoudre ce dilemme, en sélectionnant des quartiers qui sont à la fois ceux où les classes supérieures sont les plus surreprésentées et ceux où elles représentent la proportion la plus élevée de la population locale. Bien sûr, les valeurs atteintes sous ces deux aspects par chacun des quartiers ne sont pas les mêmes dans chaque métropole, mais c'est alors une donnée relativement simple à comprendre et à interpréter, permettant de mesurer l'intensité des formes les plus extrêmes d'entre-soi bourgeois dans chacune des trois villes. Ainsi, par exemple, si les catégories socioprofessionnelles supérieures sont nettement plus nombreuses à Paris qu'à São Paulo, c'est dans les beaux quartiers de la ville brésilienne que l'on observe leurs niveaux de surconcentration locale les plus élevés. Néanmoins, la proportion de la population des beaux quartiers appartenant aux classes supérieures est plus élevée à Paris qu'à São Paulo, mais les classes supérieures paulistes habitent plus souvent dans ces derniers que ce n'est le cas dans la capitale française… Ce sont là autant de différences et de difficultés qu'il nous fallait garder en tête au moment d'entreprendre la comparaison qualitative, mais nous avions l'avantage d'être assurés du fait que les terrains choisis occupaient au moins une position homologue dans les mosaïques socio-spatiales respectives des trois villes : le sommet de la hiérarchie sociale des quartiers. Il aurait en revanche été beaucoup plus difficile, voire impossible dans le cas de Delhi du fait du manque de données détaillées, d'identifier des équivalents à des niveaux intermédiaires de l'échelle.

Troisièmement, il n'est pas toujours possible d'isoler un effet spécifique du quartier sur les pratiques et représentations de nos interviewés. Dans cette perspective, comme les quartiers que nous avons sélectionnés se distinguent déjà entre eux par la plus ou moins grande proximité du centre-ville ou d'espaces mélangés ou populaires (en

particulier, à São Paulo), il n'aurait pas été possible d'ajouter à ces dimensions de centralité et de niveau d'enclavement socio-spatial une troisième variable rendant compte de différences mesurables en termes de composition socioprofessionnelle de la population locale. En effet, cela nous aurait conduit soit à multiplier encore davantage le nombre de terrains d'enquête, soit, faute de pouvoir isoler les différents facteurs explicatifs potentiels, à ne pouvoir véritablement discerner les effets de la composition de la population du quartier de ceux de la position spécifique de ce dernier dans la mosaïque urbaine. Inversement, enquêter dans plusieurs beaux quartiers dans chacune des trois villes permet véritablement de faire ressortir les variantes et spécificités *nationales* de ces derniers, sans prendre le risque d'une montée en généralité abusive à partir d'un cas local présentant forcément des singularités (qui n'apparaissent pas comme telles si l'on adopte une démarche monographique)[49].

Enfin, il faut souligner que les espaces urbains les plus privilégiés sont ceux où, surtout à Delhi et à São Paulo, résident notamment les franges de la bourgeoisie les mieux dotées économiquement et les plus mobiles à l'international : celles dont une certaine littérature contemporaine dit que la mondialisation tendrait à homogénéiser les pratiques et représentations[50]. Notre recherche, centrée sur des beaux quartiers situés sur trois continents et dans autant de métropoles au cœur des dynamiques de mondialisation, est donc une occasion de contribuer à la vérification de cette thèse de la convergence idéologique transnationale des classes supérieures.

Ainsi, il convient de garder à l'esprit, en découvrant les résultats de cette enquête, que celle-ci ne porte que sur la *minorité* de classes supérieures habitant dans les (très) beaux quartiers des trois villes étudiées. Elle ne traite donc pas de l'ensemble des catégories supérieures de Paris, São Paulo et Delhi, qui, dans chacune de ces trois villes, vivent en majorité dans d'autres types d'espaces, moins auto-ségrégués. Notre objet d'étude principal est donc bien un type de quartier particulier, et non la strate sociale supérieure elle-même. Néanmoins, il faut aussi rappeler que, au

sein de ces quartiers, nous avons choisi de n'interviewer que des habitants des classes supérieures, et non les professions intermédiaires et les actifs des catégories populaires qui y vivent aussi, côtoyant quotidiennement la majorité bourgeoise locale – ce qui se justifie bien sûr par la façon dont nous avons construit et circonscrit notre objet d'étude autour de la question des perceptions bourgeoises du monde social. Il s'agit donc d'une recherche portant sur une question précise et menée en étudiant des populations et des territoires particuliers, mais dont la précision – comme nous allons le voir – autorise la comparaison et permet des montées en généralité contrôlées.

Dans la métropole parisienne

Pour choisir les quartiers de la métropole parisienne, nous avons pu partir des résultats et des outils d'une enquête antérieure (SIRS – « Santé, inégalités et ruptures sociales »), qui offre une base de données détaillée sur 3 023 personnes vivant dans 50 quartiers[51] de Paris et de sa petite couronne, dont 14 (c'est-à-dire plus de 800 habitants interviewés) correspondaient à des espaces supérieurs selon la typologie d'E. Préteceille[52]. Plus précisément, deux d'entre eux – situés dans le Ve et le XVIe arrondissement – correspondaient à des types très supérieurs (respectivement à un « espace de la bourgeoisie avec légère prédominance de catégories intellectuelles » et à un « espace de la bourgeoisie à prédominance de chefs et cadres d'entreprise ») pris au milieu d'autres espaces bourgeois similaires. Par ailleurs, un autre quartier, situé dans la commune de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine, entre Boulogne-Billancourt et Versailles) et composé d'un mélange de maisons individuelles et de logements collectifs, quoique ponctuellement limitrophe avec des espaces moyens, était aussi principalement intégré au sein des territoires de l'Ouest francilien caractéristiques des classes supérieures.

En retenant des quartiers figurant depuis longtemps parmi les espaces supérieurs les plus exclusifs de la métropole parisienne et en faisant varier

la distance aux espaces populaires, ainsi que le caractère plus ou moins central et le type d'habitat de chaque espace choisi[53], la base SIRS permettait d'ajuster le terme parisien de la comparaison aux terrains étudiés à São Paulo et Dehli. Elle facilitait également la mise en place de plusieurs entretiens, d'autant plus approfondis qu'ils étaient pré-renseignés par la participation des interviewés à l'enquête antérieure[54]. Nous avons toutefois choisi d'intégrer un quatrième terrain, sélectionné dans la commune du Vésinet (Yvelines), afin d'ajouter un espace situé un peu plus loin du centre de Paris et correspondant au plus ancien exemple de lotissement bourgeois périurbain de l'agglomération[55].

Si les quatre espaces que nous avons étudiés ont une composition sociale relativement semblable[56], ils correspondent à des étapes et des processus d'expansion des territoires des classes supérieures parisiennes susceptibles d'expliquer une partie de leurs spécificités respectives et des différences entre eux. Ainsi, le fait que la majeure partie du Ve arrondissement soit désormais composée d'« espaces de la bourgeoisie avec légère prédominance de catégories intellectuelles » est bien sûr lié à l'histoire du Quartier latin et à la présence d'un grand nombre d'établissements de recherche et d'éducation qui en ont fait depuis des siècles l'un des principaux pôles culturels de la capitale. Cette « griffe spatiale » (selon l'expression de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot) du Ve comme haut lieu de culture (et de tourisme) tient aussi à l'ancienneté du quartier. Le Ve a été marqué au fil des siècles par la vie étudiante et, pendant longtemps, par une présence moindre des classes supérieures que dans d'autres arrondissements de la Rive gauche.

Au XIXe siècle, le quartier Mouffetard et (surtout) le faubourg Saint-Marcel et les bords de Bièvre étaient encore considérés comme l'une des zones les plus misérables, insalubres et malfamées de Paris. Ce sont d'abord les grands travaux haussmanniens qui transformèrent radicalement les lieux – arasant de fait le cœur du faubourg Saint-Marcel et recouvrant la Bièvre – puis, un siècle plus tard, la disparition de la Halle aux vins. Ensuite, l'arrondissement, encore relativement mélangé au moment où il fut l'épicentre des événements de Mai 68, a été l'un des premiers à être

touché par l'extension du Paris bourgeois, sous l'effet de l'augmentation incessante de la proportion de classes supérieures parmi la population de la capitale. Les activités artisanales y sont de plus en plus rares, de moins en moins d'étudiants peuvent s'y loger hors des internats et des résidences étudiantes des établissements locaux, et il est désormais l'un des arrondissements les plus exclusifs et chers de la capitale : les prix moyens de l'immobilier y sont notamment nettement plus élevés que dans le XVIe, surtout dans l'IRIS situé juste au sud du Panthéon dans lequel habitent plus de la moitié de nos interviewés. Pourtant, notamment parmi les habitants les plus âgés, on continue à y trouver une forte concentration de professions intellectuelles et de fonctionnaires de l'Éducation nationale et de la recherche (comme en témoignent aussi les professions de nos interviewés).

Tout autre est la situation du XVIe arrondissement, qui est essentiellement et depuis ses origines un ensemble de quartiers résidentiels destinés à la bourgeoisie. Si l'ancien faubourg de la Conférence (Chaillot) a aussi un passé artisanal et proto-industriel pour avoir été, à partir du XVIIe siècle, le lieu d'implantation de la Manufacture de la Savonnerie (qui fabriquait les tapis royaux), l'arrondissement actuel était surtout constitué – jusqu'au milieu du XIXe – d'un ensemble de grands domaines aristocratiques et ecclésiastiques entourant Chaillot, ainsi que les villages d'Auteuil et de Passy. Cette géographie élitaire, faite d'abbayes, de villas champêtres et de folies de style palladien entourées de larges parcelles boisées, avait commencé à se développer au début du XVIIe siècle et s'accéléra suite à l'aménagement des Champs-Élysées par Le Nôtre, sur l'axe reliant les Tuileries à la ville royale de Saint-Germain-en-Laye (qui était alors le principal lieu de résidence de Louis XIV). Mais la grande transformation marquant l'urbanisation dense des lieux est intervenue sous le Second Empire et au début de la Troisième République, lorsque ont été tracées les grandes avenues haussmanniennes, qu'Auteuil et Passy ont en grande partie été inclus dans le nouvel arrondissement parisien et que les expositions universelles successives ont contribué au développement monumental de ce dernier. Dès lors, le XVIe s'est imposé, aux côtés du

VIIIe et de la commune de Neuilly, comme lieu emblématique de la (grande) bourgeoisie patrimoniale parisienne, dont les fortunes accumulées au cours du XIXe siècle et au début du XXe ont marqué le déclin relatif de la vieille aristocratie du faubourg Saint-Germain issue de l'Ancien Régime. Aujourd'hui, le VIIIe, le XVIe et Neuilly, du fait de leur origine aristocratique et bourgeoise, de la présence sur leur territoire de nombreuses infrastructures emblématiques d'un mode de vie élitaire (écoles privées, hippodromes, cercles, clubs du Bois de Boulogne, etc.), de leur entre-soi revendiqué et de leur immuable ancrage politique à droite, sont vus de façon quasi univoque et unanime comme les lieux les plus caractéristiques des classes supérieures parisiennes. Mais, alors que le VIIIe est devenu depuis une cinquantaine d'années un quartier de plus en plus prisé par les industries du luxe et du tertiaire avancé à la recherche d'une adresse prestigieuse, le XVIe a conservé sa vocation quasi exclusivement résidentielle. Ainsi, l'IRIS dans lequel habitaient la plupart de nos interviewés – situé à proximité du Jardin du Ranelagh – est presque entièrement constitué d'immeubles d'habitation haussmanniens et post-haussmanniens.

La commune du Vésinet, premier lotissement périurbain francilien à destination des classes supérieures et l'une des premières « villes-parcs », date quant à elle du milieu du XIXe siècle. Au XVIIe siècle et jusqu'à la Révolution, la forêt qui occupait son territoire actuel faisait partie des Chasses royales, dont le domaine recouvrait alors plusieurs dizaines de milliers d'hectares à l'ouest de Paris. Il fallut attendre l'arrivée du chemin de fer pour voir démarrer le processus d'urbanisation du Vésinet. En 1835 – suivant en gros le même tracé que la perspective royale de Le Nôtre cent cinquante ans plus tôt – était inaugurée la première ligne de train française, reliant Paris au Pecq, puis à partir de 1848 à Saint-Germain-en-Laye (c'est aujourd'hui l'une des lignes du RER A). Le train, qui allait aussi vite que le RER d'aujourd'hui, facilita énormément la liaison entre Paris et les communes qu'il desservait et permit une expansion remarquable des lieux où il était désormais possible de résider tout en se rendant quotidiennement dans la capitale. Ainsi, dès 1855,

Charles de Morny – politicien, homme d'affaires et figure mondaine dont les succès exceptionnels dans tous ces domaines durent beaucoup au fait qu'il était le demi-frère de Napoléon III – s'associa à un groupe de riches entrepreneurs et spéculateurs immobiliers pour permettre le financement de l'acquisition du Vésinet et d'un grand projet d'aménagement porté par le promoteur Alphonse Pallu. Ce dernier procéda ainsi, entre 1857 et 1875, au défrichage d'une partie importante de la forêt et à son lotissement en plusieurs centaines de parcelles vendues à des particuliers, à l'aménagement des espaces verts et de cours d'eau artificiels selon l'imaginaire bucolique et le goût du pittoresque de l'époque, et enfin à l'organisation de la mobilisation des propriétaires pour l'érection du Vésinet en commune, dont il devint ainsi le premier maire. En 1886, la nouvelle commune comptait déjà 762 maisons individuelles et une population de 4 460 habitants. Elle en compte aujourd'hui près de 16 000 vivant dans 3 300 maisons (dont plusieurs sont de grandes demeures monumentales) et 3 800 appartements : ces derniers sont parfois situés dans de vastes maisons bourgeoises datant des premières décennies de la commune et désormais subdivisées, mais il s'agit surtout d'immeubles plus récents au sud-ouest de la route de Croissy, c'est-à-dire dans le seul des quatre IRIS de la commune qui ne soit pas de type très supérieur et dans lequel nous n'avons donc pas effectué d'entretiens. Par ailleurs, il faut souligner que la volonté de préserver l'aménagement urbain et paysager voulu par le projet de Pallu – *via* notamment le Plan d'aménagement des sols qui entra en vigueur en 1979 et qui reprenait et prolongeait la plupart des points du « Cahier des charges » originel – a souvent été mise en avant par la commune pour justifier le très faible nombre de logements sociaux sur son territoire : avec seulement 7,5 % de logement social, Le Vésinet est régulièrement dénoncé comme l'une des communes d'Île-de-France respectant le moins la loi SRU (relative à la solidarité et au renouvellement urbains)[57].

Il en va de même pour Ville-d'Avray, où le nombre de logements sociaux en 2015 est encore plus bas : 5,2 %. Mais, bien que située un peu plus près du centre de Paris, cette dernière est caractérisée par une histoire

urbaine récente différente de celle du Vésinet. Il s'agit en effet d'une commune qui s'est développée autour d'un village historique datant du Moyen Âge, dont les environs faisaient non seulement partie des Chasses royales (à l'instar de la forêt du Vésinet) mais étaient aussi régulièrement fréquentés par les membres de la Cour au XVIIIe siècle et contribuaient au système d'irrigation de Versailles. Néanmoins, la ville étant à l'écart des principales voies de circulation, elle conserva une organisation semi-rurale – dont l'atmosphère inspira notamment les impressionnistes – jusqu'à la première moitié du XXe siècle. Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, nombre des maisons de Ville-d'Avray étaient encore des résidences secondaires estivales de familles fortunées de la bourgeoisie parisienne. Le tournant qui transforma la commune en banlieue résidentielle de Paris n'est vraiment intervenu que dans les années 1950, précédant une densification rapide du tissu urbain de la commune, dont la population passa de 4 400 habitants en 1954 à 10 700 en 1968 (elle est de 11 300 habitants aujourd'hui). Ainsi, alors que tous nos interviewés du XVIe et du Vésinet, y compris celles et ceux y habitant depuis des décennies, ont vu leur quartier traverser ces dernières sans que les caractéristiques socioprofessionnelles de ses principaux résidents et les usages de ces espaces ne varient substantiellement dans le temps, il en va autrement à Ville-d'Avray qui, comme le Ve, a vu changer les lieux, les activités s'y déployant et la population locale suffisamment vite pour que les interviewés les plus âgés puissent y voir une évolution majeure.

Dans la métropole de São Paulo

Les quartiers de São Paulo ont été choisis sur la base de la classification établie par E. Préteceille et A. Cardoso[58]. Les quartiers sélectionnés (Higienópolis, Morumbi, Jardins et Alphaville) sont tous très fortement ségrégués. Les enquêtés font partie de la strate des 10 % des habitants les plus riches. Ces quatre quartiers ont cependant des spécificités qu'il convient de prendre en compte.

Higienópolis a été conçu en 1863 pour devenir un quartier de l'élite pauliste. Deux entrepreneurs allemands, Martinho Buchard et Victor Notmann, ont acheté à l'époque les propriétés de deux barons pour créer ce quartier réservé en exclusivité à la bourgeoisie de São Paulo. Le nom « Higienópolis » a été choisi en référence à la campagne publicitaire pour la vente des lots. Les promoteurs valorisaient en effet l'accès facile à l'eau potable et au tout-à-l'égout, ce qui n'existait pas à l'époque dans les autres parties de la ville. Par ailleurs, le quartier était pourvu d'un éclairage au gaz, agrémenté d'espaces verts et desservi par une ligne de tramway. Les maisons de l'époque imitaient le style architectural européen. Ce quartier correspondait ainsi aux goûts des familles traditionnelles de l'aristocratie pauliste du café, dont beaucoup venaient de l'ancien quartier des Champs-Élysées. Il a accueilli aussi des familles d'immigrants de plusieurs origines, notamment une importante communauté juive. À partir des années 1940, plusieurs grandes tours ont été construites et le mouvement de verticalisation s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. Higienópolis est particulièrement dense. Des universités, collèges privés, consulats, ambassades, hôpitaux, hôtels, musées, restaurants, centres commerciaux et beaucoup de commerces s'y concentrent. Parmi les catégories supérieures qui y résident, il faut souligner la présence de nombreux artistes brésiliens consacrés, ce qui lui donne une touche culturelle marquée. Mais ce quartier attire aussi de nouveaux riches, qui ne sont pas très bien vus par les anciens habitants. Selon l'indice de développement humain, Higienópolis est classé au huitième rang des quartiers de la ville. Il s'agit de l'un des quartiers où le prix du mètre carré est le plus élevé. Il est classé par le Conseil fédéral des agences immobilières comme « zone A », à côté d'autres quartiers « nobles » de la ville de São Paulo. Proche du vieux centre (aujourd'hui en état d'abandon et de dégradation) et de Santa Cecilia, un quartier notamment habité par de nombreuses classes moyennes basses, il attire toutefois quelques SDF dont se plaignent couramment les habitants du quartier.

Le deuxième quartier choisi est celui de Morumbi. Situé sur une colline au sud-ouest du centre ville, il est entouré d'arbres et d'espaces

verts. L'ingénieur Oscar Americano a commencé le processus d'urbanisation de cette partie du centre-ville en 1948. Après la construction du stade de football et de la maison du gouverneur de l'État en 1950, le peuplement a été rapide. Dans les années 1950, il s'agissait d'un ensemble de terres qui appartenaient à un seul propriétaire, l'Anglais John Rudge. Le quartier actuel est le fruit de la vente de ses terres aux familles aisées de l'époque. La verticalisation a eu lieu entre 1980 et 1990. Ce qui caractérise surtout ce quartier aujourd'hui, c'est sa proximité immédiate avec plusieurs favelas. Une photo très connue, considérée comme l'une des expressions les plus frappantes des inégalités urbaines dans le monde, y a été prise. Elle montre un immeuble somptueux, avec piscine en terrasse à chaque étage, surplombant la gigantesque favela de Paraisópolis, qu'un simple mur sépare de l'ensemble résidentiel cossu. La richesse la plus visible jouxte la grande pauvreté. Le fait de se trouver de l'autre côté de la rivière Pinheiros et d'être entouré de favelas (Real Parque, Panorama et Paraisópolis) a une réelle incidence sur le prix du mètre carré à Morumbi. Il reste en effet nettement inférieur à celui des quartiers qui se trouvent du côté de la « rive droite ». C'est la raison pour laquelle de nombreuses familles bourgeoises qui y résident formulent le projet d'un déménagement futur dans des quartiers encore plus riches, notamment pour échapper à la proximité immédiate des pauvres. En dépit de cette caractéristique le plus souvent jugée gênante par ses habitants, le district de Morumbi est à juste titre considéré comme l'une des zones urbaines les plus riches de São Paulo, l'indice de développement humain y est très élevé et la plupart des habitants ont un très fort pouvoir d'achat. Dans son périmètre se trouve l'hôpital Albert Einstein (le plus cher de la ville), le très coté club Paineiras, le siège de l'hippodrome de São Paulo et le luxueux centre commercial Cidade Jardin.

Jardins est le troisième quartier choisi à São Paulo. Ce nom désigne en réalité un vaste territoire urbain très prisé par l'élite patrimoniale. Situé dans la partie ouest de la ville, il se compose de quatre quartiers particulièrement aisés que nous avons retenus pour notre enquête : Jardim Paulista, Jardim América, Jardim Europa et Jardim Paulistano. Proche de

l'avenue Paulista, l'avenue principale de São Paulo, Jardim Paulistano a été aménagé à partir de la fin du XIXe siècle. Ses premiers habitants appartenaient aux classes moyennes. Aujourd'hui, il est à la fois commercial et résidentiel et comprend des hôtels de luxe, des restaurants prestigieux, mais aussi des écoles privées à la réputation prestigieuse et plusieurs consulats. Construit également à la fin du XIXe siècle sur le modèle de la cité-jardin, Jardim América est incontestablement l'un des quartiers les plus valorisés de São Paulo. On y trouve aujourd'hui les clubs les plus prestigieux, ainsi que Nossa Senhora do Brasil, l'église où se retrouvent les familles pratiquantes du quartier et où sont traditionnellement célébrés de façon fastueuse les mariages de l'élite patrimoniale de São Paulo. Jardim Europa a été construit en 1920 selon le même modèle. Les rues y portent les noms de pays européens : França, Belgica, Alemanha, etc. Enfin, Jardim Paulistano est devenu dans les années 1970 le quartier des affaires. Les nombreuses tours qui abritent les sièges des sociétés multinationales rompent avec le style horizontal des *jardins* América et Europa. Des enseignes de luxe connues dans le monde entier s'y concentrent. De nombreux cadres supérieurs qui travaillent dans ces grandes entreprises ont choisi de vivre, pour des raisons de commodité, dans des immeubles de standing à proximité de leur lieu de travail. Jardim Paulistano est perçu comme le pôle du dynamisme économique, ce qui renforce sa singularité. L'ensemble regroupé sous le vocable « Jardins » recouvre ainsi en réalité une variété de quartiers qui diffèrent assez fortement les uns des autres, même s'ils ont pour caractéristique commune d'être les territoires aujourd'hui les plus valorisés de la métropole.

Le dernier quartier choisi à São Paulo se distingue des autres par sa localisation en périphérie. Alphaville est en effet une cité-satellite située à une vingtaine de kilomètres de São Paulo et constituée d'une série de *gated communities* en copropriété. Bâti dans les années 1970 dans une zone rurale, sur des terres indigènes, ce quartier a accueilli dès la construction de sa première tranche des familles de cadres supérieurs en quête de tranquillité et de sécurité pour eux-mêmes et pour leurs enfants et séduits par le prix attractif des terrains. Avec la spéculation immobilière, le

prix des propriétés s'est depuis envolé, à tel point que seules les classes aisées peuvent aujourd'hui y accéder. Alphaville compte désormais 43 500 habitants, 13 000 résidences, 42 immeubles résidentiels et 16 immeubles commerciaux. Chaque copropriété est entourée d'épais murs surmontés de barbelés et de caméras de surveillance. L'entrée y est très contrôlée. Les véhicules sont munis d'un code-barres et chaque visite est extrêmement encadrée. Une grande partie de la population qui réside à Alphaville travaille à São Paulo, si bien que le trafic quotidien y est dense et régulièrement embouteillé. Les plus anciens habitants déplorent une dégradation de la qualité de la vie et se plaignent d'une sociabilité qui aurait perdu son caractère « villageois ».

Dans la métropole de Delhi

Pour étudier les rapports que les classes supérieures entretiennent avec la part la plus pauvre de la population à Delhi, nous avions initialement retenu deux types de quartier représentatifs des territoires de l'élite.

Le premier est celui des *enclaves* ou des *colonies*, soit ces quartiers inspirés par la morphologie de l'ancienne ville coloniale de New Delhi. Depuis le début des années 1990, ces quartiers sont marqués par une clôture de plus en plus forte[59] qui s'incarne dans la mise en place de portes surveillées par des agents de sécurité qui filtrent, avec une attention plus ou moins grande en fonction des heures de la journée, les entrées et les sorties. En outre, chacun des petits immeubles et chacune des maisons situés dans ces enclaves sont également surveillés par un gardien (*chowkidar*). Les colonies de New Delhi, si elles sont toutes caractérisées par une forte homogénéité sociale, se démarquent entre elles par une stratification sociale très fine. Cet inégal prestige des espaces et cette très forte ségrégation résidentielle sont en grande partie liés à une organisation de l'espace urbain, datant de la période coloniale, qui était le reflet des hiérarchies au sein de la fonction publique et de la séparation entre Britanniques et Indiens[60]. Ces quartiers sont généralement situés assez loin

des plus gros bidonvilles cantonnés aux marges de la ville, mais ils ne sont jamais très éloignés de bidonvilles plus modestes en taille qui se développent dans les interstices urbains.

Le second type de quartier consiste davantage en des *condominiums* sis dans des « espaces résidentiels clos » et dont la construction s'est fortement développée depuis les années 1990[61]. Ces immeubles résidentiels à accès restreint, gérés par des entreprises immobilières, se trouvent davantage en bordure de la ville et ont souvent été construits sur d'anciennes zones agricoles[62]. Contrairement aux quartiers du centre de Delhi, le prestige de ces espaces ne repose pas sur l'ancienneté de la présence de la bourgeoisie, mais avant tout sur leur clôture. Comme l'affirme Aurélie Varrel à propos de ces espaces dans le contexte de Bangalore, « la clôture crée une certaine exclusivité du lieu, garante d'un relatif prestige de l'adresse, même si celui-ci ne se trouve pas à une échelle plus grande dans un quartier identifié comme bourgeois[63] ». À Delhi, ces espaces sont en effet souvent situés relativement près des plus grands bidonvilles de la métropole (*resettlement colonies* ou *squatter settlements*). La population vivant dans ces immeubles de standing est généralement constituée de cadres du privé qui ne possèdent pas le capital social et économique nécessaires pour s'établir dans les quartiers chics du centre de New Delhi[64]. La population résidant dans ces espaces est donc majoritairement composée de salariés disposant de hauts revenus, mais qui ne sont pas directement originaires des fractions les plus établies de la bourgeoisie de Delhi et qui sont caractérisés par une migration géographique relativement récente (il s'agit principalement de « NRI » – *Non Residant Indians*, soit des cadres supérieurs d'origine indienne mais arrivant de l'étranger – ou de salariés en provenance d'autres États de l'Inde).

Ces deux configurations, auxquelles nous avons ultérieurement ajouté celle des villas privées construites sur des terres agricoles, offrent ainsi l'opportunité d'une approche comparée des représentations de la pauvreté dans des contextes urbains relativement contrastés, bien que tous marqués par un fort entre-soi et une forte clôture de l'espace. Contrairement aux cas

des agglomérations de Paris et de São Paulo, nous ne disposions pas pour Delhi de typologie des quartiers ou de toute autre étude systématique de la division sociale de l'espace, pas plus que des chiffres qui nous auraient permis de réaliser un tel travail. En effet, malgré un intérêt croissant des chercheurs pour la ségrégation sociale à Delhi, il n'existe toujours aucune base de données renseignant sur la composition socioprofessionnelle de ses habitants[65]. Afin de sélectionner les quartiers les plus exclusifs de Delhi, nous avons donc dû nous appuyer sur des variables intermédiaires comme le prix de l'immobilier ou les taux de taxe foncière[66] ainsi que sur l'expertise de nos collègues travaillant sur cette ville et / ou y ayant vécu pendant longtemps. Enfin, une semaine passée à explorer la diversité des territoires de l'élite de Delhi nous a permis d'écarter certains quartiers et d'en retenir quatre.

Le premier quartier retenu est celui de Sunder Nagar, situé dans le centre de Delhi, dans le prolongement de la zone dite « Lutyens » développée par les Britanniques lorsque ceux-ci transférèrent la capitale du Raj de Calcutta à Delhi. Sunder Nagar est donc soumise à une régulation et à un amménagement urbain beaucoup plus stricts que le reste de la municipalité. Ce quartier a été construit après l'indépendance (ses 148 lots ont été mis en vente en 1949 et l'essentiel des bâtiments a été construit dans les deux ans qui ont suivi) et jouit d'une situation géographique privilégiée, à la fois proche du centre, du zoo, du Delhi Golf Club, de la tombe de Humayun (l'un des monuments les plus prestigieux de la ville), de la Yamuna (l'une des sept rivières sacrées de l'Inde) et d'India Gate. Les familles d'industriels, de marchands, de cadres dirigeants et de professions libérales installées à la création du quartier ont peu déménagé et celui-ci est aujourd'hui occupé par leurs héritiers et descendants. Sunder Nagar constitue ainsi l'un des cœurs de la géographie bourgeoise de Delhi. Les prix de biens immobiliers s'y chiffrent aujourd'hui en dizaines de millions de dollars. Chaque maison emploie ses propres gardes privés et les grilles encerclant le quartier sont fermées la nuit, pendant laquelle l'accès est ainsi restreint.

Le deuxième quartier sélectionné est celui de Chhattarpur Farms, un quartier de villas privées au sud de Delhi, construit sur d'anciennes terres agricoles, qui s'est développé essentiellement à partir de la fin des années 1970. Les lotissements devaient impérativement avoir une superficie supérieure à 2,5 acres, laquelle a été ramenée à 1 acre depuis 2012. À cette date, le nombre de villas de 2,5 acres était estimé à environ 2 700, certaines ayant des superficies atteignant jusqu'à 7 acres. Entre ces villas sont dispersés plusieurs « villages urbains » comme ceux de Chhattarpur, de Sultanpur ou de Dera Mandi qui abritent une population beaucoup plus modeste. Bien que socialement très exclusif, Chhattarpur Farms se distingue par la pauvreté de ses infrastructures : les routes y sont en très mauvais état, l'accès à l'eau et à l'électricité plus aléatoire que dans le centre de la ville. Dès lors, les habitants sont généralement équipés de générateurs électriques et beaucoup d'entre eux ont foré dans leur jardin un puits leur permettant de s'alimenter en eau directement dans la nappe phréatique. Certaines villas se sont par ailleurs regroupées pour former de petites *gated communities*, afin de mutualiser l'entretien des routes et les coûts de sécurité, comme par exemple Sultanpur Estate, Osho drive, Green avenue ou encore DLF Farms. Les habitants de ces villas ont généralement un très grand nombre d'employés domestiques. Le nombre moyen d'employés de nos interviewés est de presque dix personnes et certains en emploient jusqu'à vingt-sept à plein temps. Les résidents de ces villas sont en grande majorité chefs d'entreprise ou membres des professions libérales.

Le troisième quartier est celui du secteur 15-A de Noida, une commune située à l'est de la Yamuna, dans l'État de l'Uttar Pradesh et qui constitue aujourd'hui l'un des principaux axes de développement de l'agglomération de Delhi. Ce quartier a été créé en 1982 lorsque les lots le composant ont été mis en vente au bénéfice de hauts fonctionnaires, qui se sont ensuite efforcés de prendre en charge son essor. Le quartier est entièrement fermé, chaque voiture entrant devant s'enregistrer auprès des agents de sécurité. Des gardes à moto patrouillent en permanence dans le quartier. Chaque maison ou presque fait face à un parc et le quartier est construit autour du

club local, lequel constitue un vecteur d'intégration et d'interconnaissance très fort de l'ensemble des habitants qui le fréquentent régulièrement pour son restaurant, sa piscine, ses courts de tennis, sa bibliothèque et ses diverses autres infrastructures et activités. Initialement composé uniquement de hauts fonctionnaires, la population est aujourd'hui beaucoup plus mélangée, de nombreux chefs d'entreprises et cadres dirigeants ayant été attirés par sa proximité avec l'autoroute rapide Delhi-Noida (DND Flyway) et la réputation grandissante de ce quartier, considéré par beaucoup comme offrant l'un des meilleurs cadres de vie de l'agglomération. Au moment de l'enquête, ce secteur de Noida était celui où les prix de l'immobilier étaient les plus élevés.

Enfin, le dernier quartier sélectionné est celui de DLF City à Gurgaon, dans l'État de l'Haryana, où nous avons fait le choix de nous concentrer sur les condominiums les plus prestigieux, où résident des ménages aux caractéristiques socio-économiques similaires à celles des habitants des trois autres quartiers. Son étendue étant tellement vaste, il ne nous était en effet pas possible de couvrir l'ensemble des condominiums. Gurgaon est une ville satellite au sud-ouest de Delhi qui a commencé à se développer vers la fin des années 1980 et qui constitue aujourd'hui l'un des centres du capitalisme indien. Face à la difficulté de réaliser des opérations immobilières de grande envergure dans des zones plus centrales, beaucoup de promoteurs se sont en effet tournés vers ce territoire qui abrite aujourd'hui de nombreux sièges sociaux de multinationales. L'entreprise Delhi Land Finance (DLF) a notamment été précurseur dans ce domaine, en parvenant à racheter à des familles d'agriculteurs des petits lots de terre qui ont ensuite été agrégés et constituent aujourd'hui les zones les plus chères de Gurgaon. Grâce à ces opérations, Kushal Pal Singh, le P-DG de DLF City s'est hissé en 2008 à la huitième place du classement Forbes des hommes les plus fortunés du monde. Dans l'agglomération de Delhi, Gurgaon se distingue par une architecture beaucoup plus verticale, et notamment par de très nombreuses tours de plusieurs dizaines d'étages. Il y existe une hiérarchie très subtile des condominiums, plus ou moins exclusifs, et les appartements les plus prestigieux atteignent parfois

plusieurs millions de dollars. Entre ces condominiums, le paysage est marqué par une alternance de friches, de lotissements composés de maisons individuelles, de villages urbains et de bidonvilles. Les autorités de l'Haryana ne sont pas parvenues à suivre le rythme de croissance extrêmement rapide de la ville et Gurgaon est aujourd'hui caractérisée par un problème structurel d'accès à l'eau, à l'électricité et à la collecte des ordures qui conduit les habitants les plus aisés à s'en remettre au marché et à des opérateurs privés. Les promoteurs et gestionnaires des copropriétés s'efforcent ainsi, de manière plus ou moins efficace selon le prestige du condominium, de pallier ces manquements.

Le jeu des échelles d'analyse

Notre méthode d'échantillonnage a donc consisté à choisir des quartiers spécifiques dans trois métropoles situées dans trois pays différents. Toute tentative d'objectivation de discours constitue un véritable défi méthodologique. En effet, pour développer leurs propos et leurs représentations des pauvres, les individus que nous avons rencontrés se sont appuyés sur les cadrages, les récits et les répertoires argumentatifs disponibles ainsi que sur les idéologies dominantes au sein des différentes instances et échelles de socialisation auxquelles ils ont été ou sont confrontés, lesquelles ont contribué à définir leur rapport au monde et constituent donc autant de variables explicatives de ce dernier. Néanmoins, face à la variété des contextes et échelles d'analyse pertinents, nous avons fait le choix de nous concentrer plus précisément sur trois d'entre eux : le quartier, la métropole et le pays.

Les personnes interrogées se sont tour à tour exprimées en tant qu'habitant d'un quartier (en comparant par exemple le leur à d'autres), en tant qu'habitant d'une métropole (en faisant état le cas échéant des spécificités de celle-ci par rapport à d'autres qu'elles connaissent), mais aussi, inévitablement, en tant que citoyen, ne fût-ce que lorsqu'elles ont pu

faire état des lois et des politiques en vigueur dans leur pays. Ces trois échelles sont en réalité entremêlées et il s'avère parfois bien difficile de les démêler. Qu'est-ce qui renvoie à l'une ou à l'autre ?

La comparaison internationale est seule à même d'identifier les spécificités nationales de ces discours. L'état actuel et l'histoire de la structure des élites, des formes de domination, des rapports de classe et des compromis sociaux sont en effet fortement liés à la façon dont les catégories sociales supérieures se représentent les pauvres et cherchent à justifier la position subalterne de ces derniers. Les personnes que nous avons interviewées mobilisent des modes de représentation, d'évaluation et d'explication fortement influencés par les particularités du pays et de la métropole dans lesquels ils vivent et ont souvent été socialisées durant la plus grande partie de leur vie. Mais leurs discours peuvent aussi être marqués par des répertoires[67] communs aux trois pays et à ces trois métropoles ou que l'on retrouve entre certains quartiers de villes différentes. Les politiques néolibérales se caractérisent, par exemple, par leur caractère transnational et peuvent influencer fortement et de façon similaire les représentations que les riches se font des pauvres dans des régions du monde pourtant contrastées. La mise en évidence aussi bien des particularités nationales et locales que de traits communs doit ainsi permettre de montrer comment la spécificité des contextes influe sur la façon qu'ont les individus de dire leur place et la place des autres dans l'espace social. Il s'agit donc d'examiner dans quelle mesure le contexte national et local ou des configurations de quartier particulières rendent plus ou moins disponibles certains types de représentations et de justifications[68].

La question de la production et du maintien de l'ordre moral concerne directement la vie du quartier, puisqu'elle suscite souvent chez les personnes interviewées une argumentation fondée sur leur expérience locale de l'entre-soi. Elle peut toutefois aussi se déployer sous la forme d'un attachement plus général à une éducation de classe favorable à la reproduction sociale qui transcende le quartier et signe une appartenance sociale inscrite dans une histoire parfois longue et souvent nationale.

On peut également le vérifier pour la représentation des pauvres comme menaces pour l'hygiène ou la sécurité. Quand les personnes s'expriment sur l'insécurité et leur impérieuse nécessité de se protéger des pauvres en raison de leur dangerosité, ils peuvent faire état aussi bien de ce qui se joue au sein de leur quartier (vols, agressions) que dans la métropole où les quartiers pauvres sont nombreux, ou encore, plus généralement, dans leur pays. La question de l'hygiène se pose aussi aux trois échelles. Elle peut se manifester dans le quartier par la présence de domestiques issus de quartiers pauvres, lesquels sont soupçonnés d'entraîner, par leur présence régulière, des risques de contamination. Elle est présente de façon plus générale dans la métropole chaque fois que l'on évoque la propreté de l'espace public ou des transports en commun où peuvent cohabiter des personnes issues de milieux sociaux très différents, dont certaines peuvent être jugées sales et repoussantes. Elle existe comme problématique nationale chaque fois que l'on fait état des problèmes sanitaires qui entourent la question de la pauvreté. Cela dit, ces deux aspects des représentations des pauvres renvoient habituellement davantage à des expériences locales.

Les deux hypothèses de justification de la pauvreté peuvent aussi se décliner à chaque échelle. La question de la naturalisation de la pauvreté peut aussi bien être abordée à partir d'exemples de la vie quotidienne du quartier ou de la métropole que renvoyer à des représentations enracinées dans l'histoire nationale. De même la question du mérite, avec son corollaire qu'est la culpabilisation des pauvres, peut être appréhendée aussi bien à partir d'expériences vécues dans le quartier ou dans la métropole qu'au travers de réflexions plus générales sur la politique nationale menée à l'égard des pauvres.

Le défi consiste donc à articuler ces trois échelles d'analyse – le quartier, la métropole et le pays – à partir des matériaux d'enquête collectés. Que l'on se situe à l'une ou l'autre de ces échelles, il s'agit de prendre en compte et d'interpréter à la fois les *frontières symboliques*, dont le marquage (plus ou moins net) et la légitimité (plus ou moins instituée) permettent de distinguer, catégoriser et hiérarchiser des personnes ou des

pratiques en fonction de critères économiques, culturels, moraux[69], ou relatifs à toute autre forme de grandeur spécifique[70], et les *registres argumentatifs* et justificatifs relevant de modélisations ordinaires du monde social, ou de la reprise de corpus idéologiques savants ou demi-savants[71].

CHAPITRE 2

Produire l'ordre moral

Dans les représentations du monde social et les logiques d'action d'individus et de familles activement impliqués par leurs pratiques et choix résidentiels dans des dynamiques d'auto-ségrégation urbaine, la quête de distinction culturelle et la volonté de démarcation morale apparaissent comme des ressorts pouvant nourrir aussi bien le rapprochement et la recherche d'entre-soi que la distanciation. Comme l'ont montré nombre de travaux, ces logiques culturelles et morales participent souvent de stratégies socio-spatiales de maintien statutaire, de reproduction sociale ou d'ascension ultérieure et peuvent être liées entre elles de façon quasiment inextricable. Ce lien se donne à voir, par exemple, quand des groupes moins bien dotés culturellement que d'autres dénoncent les stratégies de distinction de ces derniers comme de l'affectation et l'expression d'une prétention injustifiée, en leur opposant des vertus morales de simplicité[1], ou lorsque l'économie symbolique des quartiers et styles de vie désirables est structurée par des valeurs d'authenticité et de cosmopolitisme[2], ou encore dans les cas où les modalités d'éducation et de socialisation des jeunes fondent la transmission du capital culturel sur le partage de normes de discipline, de responsabilité, voire de concurrence[3].

S'agissant de la perception des pauvres et d'autres groupes stigmatisés au travers du prisme d'exigences morales ou culturelles, il est parfois difficile d'isoler ce qui relève des motivations directes de la mise à distance et de la prise de distance de ce qui n'est qu'un effet secondaire

des affinités et stratégies agrégatives. Autrement dit, faire la part entre les logiques de répulsion et les logiques d'attraction s'avère laborieux et n'est pas toujours possible. En effet, contrairement aux représentations des pauvres en menace physique ou sanitaire, qui les altérisent de manière radicale en leur attribuant des pratiques et des penchants par lesquels ils s'excluraient d'eux-mêmes de tout régime d'interaction tolérable, voire d'une commune humanité[4], les partitions culturelles et morales du monde social sont généralement moins dichotomiques et plus gradualistes[5], renvoyant à des échelles de grandeur aux nombreuses marches[6]. Elles sont aussi moins souvent mobilisées par les classes supérieures à l'encontre des pauvres, car c'est avant tout entre elles et avec les classes moyennes que celles-ci sont engagées dans des formes de compétition en termes de distinction culturelle et morale ; et elles le sont d'autant moins dans les quartiers très ségrégués que nous avons étudiés, où les classes populaires sont fortement minoritaires et où l'ordre moral bourgeois (ou plus précisément sa déclinaison locale[7]) est quasiment hégémonique.

Ainsi, c'est surtout ponctuellement, et souvent en contrepoint, que la figure du pauvre comme menace à l'ordre moral local et aux styles de vie de nos interviewés apparaîtra au cours de ce chapitre. Ce dernier s'attache en effet tout d'abord à décrire, dans leurs grandes lignes, les pratiques de repli urbain caractéristiques de chacune des trois métropoles étudiées. Il se penche ensuite sur la dimension proprement affinitaire de la quête d'entre-soi et de sa valorisation par nos interviewés, puis sur leur dimension stratégique liée notamment à la volonté de reproduction sociale intergénérationnelle. Enfin, il aborde l'intégration et l'acceptation de certaines catégories populaires dans cette organisation de la vie quotidienne défendue et revendiquée par nos répondants, ainsi que les (rares) cas où d'autres figures de la pauvreté sont explicitement dénoncées pour leur caractère effectivement ou potentiellement disruptif.

Repli et régulation des interactions urbaines

La première dimension du rapport à la pauvreté et à la diversité sociale que l'on observe dans l'ensemble des quartiers étudiés est une pratique de repli au sein de certains espaces urbains. Bien que centrale dans l'organisation de la vie quotidienne des interviewés des trois métropoles considérées, cette pratique se décline néanmoins de façon distincte et spécifique dans chacune d'entre elles. Il s'agit donc de commencer par la décrire avant de rendre compte des logiques – de rapprochement et de recherche de l'entre-soi ou, au contraire, de distanciation explicite – qui la motivent.

Dans les quatre cas que nous avons étudiés à Delhi, le quartier est généralement fermé et marqué par des frontières physiques nettes. Ainsi, contrairement à ce que l'on observe par exemple à São Paulo, la rue et les espaces communs locaux ne sont pas vécus en rupture avec l'espace du logement mais plutôt comme la continuité de celui-ci, tout en facilitant la transition progressive du domaine privé vers l'espace public. Toutefois, la vision que les interviewés indiens ont de leur ville n'en est pas moins fortement structurée par un ensemble composite d'oppositions symboliques entre des endroits où ils se sentent à l'aise et d'autres à éviter absolument dans certaines circonstances. Ces oppositions insistent ainsi entre l'intérieur et l'extérieur de la maison, le sens de l'ordre caractérisant leur quartier et le chaos du dehors, les « colonies » fermées et les rues ouvertes à tout-va, les personnes « civilisées » des beaux quartiers et les « *rowdies*[8] » (mauvais garçons) des villages urbains, la sécurité du sud de Delhi et les dangers du reste de la métropole, etc. Leurs pratiques d'entre-soi, d'évitement et de retrait conduisent donc les résidents des quartiers les plus privilégiés de la capitale indienne à délaisser les espaces véritablement publics, y compris les plus proches de chez eux. La dégradation et le désordre des espaces publics étant vus comme la conséquence à la fois de l'incapacité de l'État à s'en occuper et des comportements « incivilisés » des pauvres, nos interviewés se disent

contraints de vivre dans ce qu'ils décrivent comme des « bulles », des « cocons » ou des « îles », où l'existence des plus riches se déroule de manière protégée et largement autonome à l'égard de ce qui se passe ailleurs dans la ville et dans le pays. Leur quartier, dont les rues sont toujours plus ou moins privatisées et surveillées est la première de ces bulles, et une échelle essentielle du déploiement de la sociabilité bourgeoise. Mais une très large majorité des interviewés sont aussi membres des clubs les plus exclusifs de la ville[9] – comme le Delhi Golf Club ou le Gymkhana Club (situés dans la Lutyens Bungalow Zone) – et disent s'y rendre régulièrement, le plus souvent en famille.

À São Paulo aussi, c'est l'ensemble de l'offre locale de services et des institutions du quartier – constitutif d'un mode de vie particulier, souvent décrit au cours des entretiens par des marquages de frontières symboliques distinguant des pratiques et des goûts culturels spécifiques – qui est généralement apprécié par les interviewés, en particulier à Jardins et Higienópolis. Ainsi Luis Roberto, chef d'entreprise de 38 ans habitant Jardim Paulistano depuis trois décennies, insiste sur la grande variété de l'offre culturelle locale (musées, galeries, etc.) de même que sur la présence de nombreuses écoles traditionnellement réservées à la bourgeoisie (Dante Alighieri, São Luiz, Assunção) et d'écoles internationales bilingues (Saint-Paul, San Francis, etc.)[10]. Il se félicite aussi du fait que la plupart des amis qu'il a connus pendant son enfance dans le quartier – et qui sont aujourd'hui chefs d'entreprise, directeurs de banque, propriétaires de restaurants, etc. – puissent désormais se retrouver dans le cadre d'une sociabilité locale de club, particulièrement prégnante à Jardins, dont la sélectivité sociale très prononcée se traduit dans le fait que la majorité des interviewé-e-s sont membres du Club Athletico Paulistano ou du Esporte Clube Pinheiros.

Dans les autres quartiers aisés de la ville, l'appartenance à des grands cercles et clubs élitaires est nettement moins répandue et ne concerne qu'une minorité des répondants, mais l'entre-soi et la sociabilité locale de classe se révèlent à travers la fréquentation régulière d'autres lieux très souvent cités par les interviewés : cafés, commerces de proximité et salles

de spectacle à Higienópolis et à Jardins ; centres commerciaux haut de gamme et de luxe à Morumbi et à Alphaville (ainsi qu'à Higienópolis)[11]. Comme à Delhi, cette sociabilité locale, en particulier lorsqu'elle nourrit et se nourrit de liens forts et durables, est souvent entretenue en grande partie par des amitiés féminines et enfantines, ou remontant à l'enfance, même si aujourd'hui (comme à Paris, mais dans une moindre mesure) les jeunes couples éprouvent parfois des difficultés à rester sur place et à proximité de leurs propres parents du fait du niveau très élevé des prix de l'immobilier. Au-delà de ces similitudes, deux de nos terrains brésiliens – Morumbi et Alphaville – se distinguent néanmoins de tous les autres quartiers étudiés par une plus faible intégration locale d'une partie de leurs habitants, due alternativement ou simultanément à un sentiment de déclassement relatif (surtout à Morumbi, où plusieurs interviewés continuent à préférer passer leur temps libre dans leurs quartiers d'origine, plus sélectifs et où ils aspirent à revenir à terme), à une moindre présence de lieux de sociabilité à proximité de chez eux et à une forte peur des espaces publics. En effet, effrayés par les risques de violence physique associés à la criminalité et aux espaces et transports publics de leur ville, une partie des interviewés brésiliens, souvent les plus âgés, se démarquent de leurs homologues parisiens, mais aussi indiens, par le fait qu'ils cherchent à minimiser toute forme de sociabilité ne se déroulant pas au sein de leur domicile privé ou de ceux de leurs amis[12].

Mais c'est dans la métropole parisienne, encore davantage qu'à Delhi et São Paulo, que les rapports à la ville, les perceptions de l'ordre social, les conceptions de l'ordre moral, ainsi que les représentations particulières des pauvres et des classes populaires qui les sous-tendent (et s'en nourrissent) varient le plus entre les quartiers que nous avons étudiés. L'une des causes principales de ces différences en termes de relations de voisinage et de quartier est que les arrondissements bourgeois du centre de Paris sont caractérisés par une densité démographique importante, qui rend impossible une interconnaissance locale généralisée, tandis que les beaux quartiers de banlieue sont moins denses et qu'une forte interconnaissance locale y est bien souvent la norme. Par ailleurs, dans le XVIe comme dans

le Ve, les interviewés ont souvent déménagé par le passé tout en restant dans l'arrondissement, voire dans l'un de ses quartiers. Ainsi, s'ils comptent de nombreux amis à quelques minutes de marche de chez eux et s'ils croisent régulièrement des connaissances dans la rue, ils sont toutefois nombreux à n'avoir que de simples relations de politesse, faites de salutations occasionnelles, avec leurs voisins. Les quelques cas d'immeubles habités par plusieurs ménages d'une même famille, d'emménagements dus à des liens d'amitié préexistants ou d'investissement personnel ou collectif dans la coordination d'une assemblée de copropriétaires font figure d'exception. Et l'on recueille plus souvent qu'ailleurs, lors des entretiens, des récits – fatalistes ou angoissés, selon les cas – illustrant l'anonymat d'immeubles où même un décès peut passer inaperçu. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que les interviewés de ces deux arrondissements, lorsqu'ils décrivent ce qui est constitutif d'un « bon quartier » ou de l'esprit de « village » qu'ils apprécient[13], évoquent essentiellement la politesse et l'urbanité dans les espaces publics ou, du moins, les quatre premières caractéristiques définissant l'urbanité selon Lyn Lofland[14] : la « mobilité coopérative » (la coordination minimale des mouvements des passants), l'« inattention civile » (le quant-à-soi et le respect de la vie privée des autres), l'« aide restreinte » (l'échange de services peu engageants comme répondre à une demande de renseignements) et le respect du « rôle d'audience » (la reconnaissance des statuts distincts d'acteur et de spectateur d'un événement public) – qu'ils désignent par le terme englobant de « savoir-vivre » – c'est-à-dire des traits habituellement associés à des scènes urbaines caractérisées par l'anonymat (ou une interconnaissance superficielle, comme ici avec les commerçants du quartier) et des liens locaux électifs.

Par contraste, les habitants de Ville-d'Avray et du Vésinet mettent en avant la forte interconnaissance, la sociabilité dense, la confiance, l'entraide et la solidarité locales comme qualités de leur quartier (ici aussi, la comparaison avec la figure du village revient souvent), et beaucoup moins l'urbanité et la politesse entre inconnus, même si la dernière est

parfois évoquée par les interviewés comme découlant en partie des premières :

Moi, je connais à peu près tout le monde. Après, je ne sais pas… mais je crois que quand même tout le monde se connaît un peu ! Ça fait quand même un peu petit quartier. […] Alors, ce n'est peut-être pas que le quartier : c'est Le Vésinet, plus largement. Les soirées entre copains du Vésinet, il y en a quand même pas mal !
[Sabine, femme, 46 ans, cadre d'entreprise, conjoint cadre supérieur dans la banque, n° 66]

Petit à petit se construit une sorte d'environnement, de petit réseau social intra-ville qui est agréable. Tout le monde se connaît, on peut dîner les uns chez les autres, les enfants, les ramifications entre les personnes tiennent aussi aux amitiés des enfants, etc.
[Olivier, homme, 50 ans, consultant indépendant, conjointe ingénieure en promotion immobilière, n° 60]

Il y a quand même une vraie vie de quartier à Ville-d'Avray, qui est forte et très sympa. C'est-à-dire que quelqu'un a des problèmes, par exemple une voisine, avec des problèmes de santé, et ça a duré plusieurs mois, et du coup elle était tellement fatiguée qu'elle ne pouvait plus faire ses repas pour son mari, ses enfants : tout le monde s'est relayé, il y a quelqu'un qui a organisé ça pour que chaque jour quelqu'un vienne faire à bouffer pour la famille.
[Florence, femme, 54 ans, traductrice, n° 56]

Et il y a des groupes d'amitié qui sont très vivaces et si quelqu'un a de gros problèmes… Il se trouve que j'ai eu un camarade de classe qui habitait Ville-d'Avray et qui a eu un gros problème de boulot, il a vraiment été au chômage pendant pas loin de dix ans, et il avait quatre enfants… Et les uns et les autres, pendant longtemps, pendant deux ans, il y a un groupe qui s'est fait pour lui payer son loyer ! Il y avait

une cinquantaine de personnes qui versaient. C'est un type méritant, mais il a été soutenu pendant deux ans.
[Alain, homme, 72 ans, ingénieur pétrolier à la retraite, conjointe photographe, n° 57]

Néanmoins, la position du Vésinet et de Ville-d'Avray dans la métropole et leur desserte efficace par le réseau de transport public (régulièrement emprunté par la quasi-totalité des répondants) permet aussi un accès direct à l'ensemble de la ville, et notamment à ses espaces publics centraux, amenant ainsi les habitants de ces communes de banlieue à ne pas « rester dans leur bulle » (contrairement aux interviewés indiens et à une partie des brésiliens). La plupart d'entre eux affirment ainsi que, pour les adultes, il est très facile de se rendre à Paris et de profiter de l'offre commerciale et culturelle de la capitale. Plus généralement, comme nous allons le voir par la suite, ces pratiques montrent qu'il n'y a pas – chez les habitants des espaces franciliens les plus sélectifs – un repli actif sur les territoires des classes supérieures et un évitement des lieux publics. Cela est bien sûr largement dû au fait que, de par la configuration de la mosaïque socio-spatiale parisienne, ils n'ont pas souvent l'occasion d'avoir à traverser et encore moins à fréquenter des quartiers populaires[15]. Mais il n'en reste pas moins significatif que leur préoccupation principale en termes de mixité et d'occasions d'interaction soit moins d'éviter les espaces où elles se produisent que de les réguler afin qu'elles respectent les normes bourgeoises.

Le sentiment d'adéquation socio-spatiale

Penchons-nous maintenant sur les *motivations* évoquées par les interviewés pour expliquer et justifier leurs choix et leur appréciation de l'entre-soi. Comme l'ont résumé récemment M. Oberti et E. Préteceille, l'auto-agrégation résidentielle est généralement motivée par deux logiques

principales[16] : d'une part, par un sentiment de partage (avec celles et ceux que l'on perçoit comme ses semblables ou avec d'autres groupes) de certaines représentations, appréciations, valorisations et classifications ; de l'autre, par une approche plus explicitement stratégique de placement et d'accumulation de ressources dans un but de reproduction ou de mobilité sociale. Ces deux logiques sont souvent fortement imbriquées entre elles dans les pratiques et les discours des acteurs ; néanmoins, dans un souci de clarté et pour faciliter la comparaison, on commence ici par essayer de les distinguer, et par les examiner successivement. Or la première des deux – la logique affinitaire – est particulièrement prononcée dans les beaux quartiers que nous avons étudiés à Delhi et à São Paulo, où tous les espaces moins sélectifs socialement sont considérés comme tout simplement inenvisageables.

Delhi : un ordre socio-spatial allant de soi

Avant même d'être un cadre dans lequel les interviewés peuvent faire prévaloir stratégiquement une certaine conception de l'ordre moral, les espaces étudiés à Delhi sont des lieux où ils se sentent à l'aise et en sécurité, notamment du fait du fort sentiment de similarité avec les autres habitants. La principale opposition sous-jacente est bien sûr celle décrivant les pauvres comme naturellement (et donc irréductiblement) inaptes à se comporter selon les règles et les normes qui régissent la vie locale des beaux quartiers. Mais, plus largement, la représentation – par les interviewés – de l'ensemble de l'espace social comme composé de groupes radicalement différents entre eux, lesquels ne pourraient donc pas partager les mêmes espaces urbains, apparaît comme caractéristique de Delhi. Cette vision d'une société fragmentée, par des référents culturels et moraux incompatibles, prend des formes variées mais imprègne l'ensemble des entretiens. Dans tous ces cas, on prête à certains groupes des qualités bien spécifiques du fait de leur appartenance (géographique, religieuse, de caste et / ou de classe) supposée. Ainsi, les castes agraires dominantes – Jats et

Gujjars – des États entourant Delhi, dont certaines familles parviennent à fréquenter les territoires de l'élite grâce aux revenus de la vente de terres agricoles à des promoteurs immobiliers ou à de riches particuliers, sont souvent critiquées avec véhémence dans les entretiens que nous avons recueillis. Et, pour les interviewés, cette fragmentation identitaire générale de la société indienne conduirait naturellement au séparatisme et à la volonté d'auto-ségrégation des plus riches.

Les beaux quartiers de Delhi sont des lieux de sociabilité et de contrôle social réciproque intenses, caractérisés par un très haut niveau d'interconnaissance, par un sens très élevé des solidarités de classe et de caste, et par un fort sentiment d'appartenance[17]. Leurs habitants se réjouissent que leurs enfants puissent grandir dans un environnement local homogène, composé de personnes qui présentent les mêmes propriétés sociales et qui partagent les mêmes façons de penser et de se comporter. Car cette homogénéité sociale – et la culture matérielle « ordonnée » qui l'accompagne – est vécue comme rassurante et est censée faciliter la bonne socialisation des enfants.

De fait, la volonté de préserver un ordre moral modelé sur le sens de l'autorité et de l'autodiscipline prévalant dans les quartiers les plus exclusifs – et donc de défendre la traduction des frontières symboliques morales et culturelles chères aux élites en frontières sociales effectives[18] – est le thème qui domine le plus les entretiens réalisés à Delhi. C'est notamment ce sur quoi insiste tout particulièrement Namita, une habitante de Chhattarpur que nous avons interviewée au Golf Club de Delhi :

> Les endroits comme Jor Bagh… C'est comme Sunder Nagar, Jor Bagh. Ma grand-mère vivait à Golf Links et ces espaces n'avaient pas ce genre de problèmes. Pourquoi ? Parce que tout le monde là-bas venait d'un milieu bien éduqué. Il s'agissait de professions supérieures qui avaient été bien élevées… J'ai moi-même été élevée dans un couvent de religieuses. Je n'en suis pas particulièrement fière, mais je pense que j'y ai beaucoup appris, parce que nos bonnes sœurs étaient des nonnes irlandaises, parce qu'elles nous ont beaucoup appris pendant

que nous grandissions. Et mon mari a fréquenté une école en Angleterre. Donc on lui a enseigné à garder ses affaires en bon ordre. La deuxième chose, c'est, bien sûr, de respecter les règles de sécurité… Et il y a des espaces de Delhi – comme ceux que je citais à l'instant : Jor Bagh, Sunder Nagar – où la bonne éducation est prédominante. Là, les gens savent se comporter.
[Namita, femme, 67 ans, P-DG d'une entreprise d'export textile, mari P-DG d'un groupe dans la distribution, n° 198]

Ce sentiment d'être entouré de personnes dont on partage le sens de la distinction et les exigences morales est extrêmement valorisé en Inde et beaucoup d'interviewés mettent en avant cette dimension de leur quartier. Namita souligne ainsi la qualité de ses voisins, qui occupent tous des positions socioprofessionnelles prestigieuses, ont (comme elle et son mari) une expérience de la vie dans des pays occidentaux et s'avèrent – selon ses termes – être particulièrement « civilisés » :

Nous avons vraiment un bon groupe de voisins. Et Melissa ! Vous savez, elles sont britanniques : la mère et la fille. En face, nous avons M. Thomas, dont le père travaillait pour Sonia Gandhi. Ils sont tous éduqués. […] Il était à la tête d'une entreprise américaine très célèbre. […] Il est dans la banque d'investissement. Ensuite, plus bas dans la rue, nous avons M. Chatterjee, qui est aussi dans les activités d'investissement, dans la finance. Nous avons M. Ranjeet Jain, qui a passé beaucoup de temps en Amérique, mais qui maintenant est dans l'immobilier en Inde. Et ça, ce sont des gens, vous savez, qui ont bougé… qui ont fait l'expérience d'un monde plus vaste. Je ne dis pas d'un monde plus grand, mais bien d'un monde plus vaste, aux horizons élargis, parce que leur vision des choses est différente. Ils sont nets et ordonnés, ne vont pas répandre de détritus dans la rue. Donc le quartier juste autour de nous est bien. Les voisins sont très gentils. Je pense que ce sont des gens épatants.

[Namita, femme, 67 ans, P-DG d'une entreprise d'export textile, mari P-DG d'un groupe dans la distribution, n° 198]

Habitante de Gurgaon, Geetu affirme quant à elle qu'elle a pu tisser parmi ses voisins un petit réseau d'amis qui sont comme une extension de sa famille :

Je n'ai qu'à appeler et dire : « J'ai besoin de ça. » Avec quelques-uns d'entre eux, nous sommes comme une famille élargie. D'une certaine façon, c'est sympathique. Comme, par exemple, avec elle [désignant une voisine qui était présente à ce moment de l'entretien]. Avec elle, je me sens si proche que je peux juste l'appeler et lui demander de venir ici. Il y en a quelques autres comme ça. Et il y a un certain niveau de familiarité quand on vit ensemble pendant autant d'années. C'est ce qui est le mieux. Vous voulez des gens qui pensent comme vous, que vous n'avez qu'à appeler en disant : « Salut, je suis en crise, j'ai besoin de ton aide. » Donc c'est une sorte de famille élargie, une sorte de situation où un confort réciproque s'installe. Et, du coup, j'ai le sentiment qu'on a une très belle vie, ici.
[Geetu, femme, 45 ans, femme au foyer, mari dirige une agence de décoration d'intérieur, n° 203]

Toutefois, si les condominiums les plus prisés de Gurgaon ont longtemps été caractérisés par une grande homogénéité sociale (en termes de dotation en capital économique mais aussi culturel et social), d'après certains interviewés, cela n'est plus le cas aujourd'hui. L'ordre moral qui prévalait naguère ne parvient plus à s'imposer aisément et de manière uniforme, du fait notamment de l'ascension sociale de certains groupes et d'un nombre croissant d'individus, et de l'attractivité de Gurgaon sur ces derniers. Ainsi, cette recomposition de la population locale déplaît fortement à plusieurs de nos interviewés (dont on voit, au passage, qu'ils insistent sur leur attachement à un certain cosmopolitisme bourgeois pour

mieux pouvoir stigmatiser l'origine populaire et le manque de manières des « nouveaux riches ») :

En majorité, la population de ces copropriétés est constituée de gens de la même origine sociale que moi. Ce sont des diplômés du supérieur, ou même – dans de nombreux cas – d'un second cycle universitaire, qui ont fréquenté les meilleures universités indiennes ou étrangères, et travaillent dans de grandes entreprises ou sont dans les affaires. Ils sont polyglottes… ils sont d'origines diverses, mais leur diversité ne s'arrête pas là : leurs amis aussi vont être très divers, mais pas en termes d'origine sociale… Nous avons tous, d'une façon ou d'une autre, un passé commun remontant à l'enfance ou au fait que nous nous sommes côtoyés dans les écoles publiques, les universités de Delhi, ou parce que nous avons fréquenté un IIT [Indian Institute of Technology], un IIM [Indian Institute of Management] ou un MBA. Pour ma part, je suis issu de l'Université de Delhi, qui est l'une des meilleures du pays. Tous mes anciens camarades de classe vivent dans les environs. La plupart de mes amis ont des enfants qui ont fréquenté la même école, ou des écoles semblables. Vous voyez ? Nous avons des expériences similaires et nous nous voyons sur les terrains de golf, ou dans d'autres clubs du même type. Mais, maintenant, les choses sont en train de changer : de plus en plus de gens viennent s'installer en ville. Donc il y a maintenant une diversité qui s'invite dans la ville. Donc il y a des hommes d'affaires issus de *backgrounds* avec lesquels je ne partage rien. Je suis un Indien de classe moyenne : ma famille était dans les affaires. Mais il y a des gens qui arrivent comme ça, avec qui je n'ai rien en commun. Et cela va arriver de plus en plus, c'est destiné à arriver parce que la ville va attirer du monde, parce qu'elle crache sans cesse de l'immobilier, et de l'immobilier abordable. Il va y avoir des migrants qui vont venir ici et s'installer ici. Le changement est en train de se produire. […] Des groupes à bas revenus comme des gens à hauts revenus, mais ce que je définirais comme des gens qui ne sont pas socialement mobiles. Tu vois ce que je veux dire :

conservateurs et fortunés, parce qu'ils gagnent de l'argent, mais des nouveaux riches. Je veux dire par là qu'ils auront des manières grossières, des valeurs qui ne seront pas similaires aux nôtres. […] Et je peux voir que, même dans cet immeuble, il y a des gens qui s'installent, qui achètent dans cet immeuble, qui s'y installent, qui sont très différents de moi. Leurs valeurs sont très différentes. Donc… les choses vont changer : c'est forcément comme ça que cela se passe dans une ville. Il y a plus de diversité, tandis qu'il y avait bien davantage d'uniformité auparavant. Mais, bien entendu, je ne parle pas des… couches inférieures de la société, pour lesquelles évidemment les choses sont très différentes. Je parle des classes moyennes-supérieures. C'est à ce niveau-là que la diversité est en train de s'accroître fortement, très fortement.
[Manav, homme, 54 ans, cadre dirigeant dans un grand groupe, n° 207]

Les condominiums de Gurgaon, par leur taille et la relative diversité de leurs habitants, rendent de fait plus difficile le contrôle social possible dans les quartiers plus petits, où l'interconnaissance est plus forte. La métaphore de la barrière et du niveau d'Edmond Goblot n'est donc pas aussi appropriée pour décrire les vastes ensembles de Gurgaon que, par exemple, le quartier bourgeois ancien, à la sociabilité plus dense et resserrée, de Sunder Nagar. À Gurgaon, la « barrière » doit être gardée plus attentivement et reconstruite chaque jour, au travers d'un effort permanent de distinction fine et de renforcement des frontières sociales (malgré leur perméabilité croissante), et de marquage des frontières symboliques culturelles et morales. Le « niveau » existe ainsi de moins en moins à l'échelle de Gurgaon ou du complexe résidentiel, mais se recompose à des échelles plus subtiles, notamment au travers de l'appartenance à certains cercles de sociabilité locale[19].

La situation et les obstacles ponctuels à la cohésion sociale sont encore différents à Chhattarpur. Sunit, qui est le président de la RWA (*resident welfare association*[20]) de l'une des communautés fermées de Chhattarpur, nous explique avoir beaucoup œuvré à développer les liens entre des

habitants dont les *farm houses* sont très éloignées les unes des autres. Il s'est notamment efforcé d'intégrer dans la sociabilité locale ceux des résidents qui étaient les plus réticents à y participer ou qui ne s'y intéressaient pas. Ces efforts particuliers sont révélateurs du fait que l'ordre moral local est conçu ici avant tout comme le produit d'un engagement collectif pour assurer la bonne tenue et la réputation du quartier :

> Je crois que nous avons réussi à construire un quartier très satisfaisant. Il y a beaucoup de monde qui dit : « Je ne veux pas payer pour les frais d'entretien. » On leur dit : « C'est bon, cela n'a pas d'importance. » Et on continue à les inviter pour dîner, car on les connaît dans un cadre mondain. S'ils jettent leurs détritus n'importe où ou si leurs jardiniers jettent des détritus n'importe où, nous leur envoyons une lettre pour les prier d'arrêter. Vous voyez ? Nous avons des réverbères, comme vous l'avez sans doute remarqué. Et ces réverbères sont connectés aux villas. Nous n'avons pas une connexion générale, mais chacun connecte deux ou trois réverbères à sa villa. Donc tout le monde contribue à les installer. Si certains ne les installent pas, qu'on les appelle et qu'on leur dit : « S'il vous plaît, installez-les ! », ils les installent. Ainsi, on se débrouille pour bâtir un bon type d'environnement… dans lequel les gens se sentent obligés de garder les choses en bon état. Vous voyez… Après tout, que peut vraiment une association ? C'est comme une ville : que peut faire le gouvernement si les gens ne sont pas prêts à se comporter comme il se doit ? […] Donc je crois que nous avons réussi à créer une très bonne atmosphère, principalement du fait de nos interactions sociales. Je ne crois pas qu'on puisse le faire par l'argent. Même si je décide que j'ai l'argent et que je vais réaliser l'ensemble de la route… cela ne créerait pas la bonne atmosphère. J'insiste encore. J'ai été le secrétaire ou le président de l'association depuis ses débuts et j'ai vu de nombreuses personnes dire : « Mais ce gars ne paie rien du tout, pourquoi devrait-on l'inviter ? » Et je dis : « Parce que si on ne maintient pas tout le

monde soudé, cet espace ne va pas fonctionner comme il faut. » Vous voyez… : « OK, vous ne voulez pas régler votre part… ce n'est pas grave. » Ça ne change rien… D'autres peuvent la payer. Quel est le montant de notre cotisation ? 2 000 roupies par mois. Ce n'est pas comme si on demandait 100 000 roupies par mois. Du coup, je disais : « OK. La moitié des gens ne payent pas ? On va donc payer 4 000 roupies. » Cela ne fait aucune différence pour nous. Mais si on continue à les inclure parce qu'ils font partie du quartier, alors, au moins, on pourra compter sur certaines choses qui sont requises, comme ne pas jeter de détritus à l'extérieur…
[Sunit, homme, 58 ans, P-DG d'un groupe dans l'immobilier et la construction, n° 186]

Enfin, dans le cas de Noida 15-A, les dispositifs et l'effort collectif pour intégrer les nouveaux venus n'ont pas pour seule fonction de créer du lien social, mais, s'agissant comme Gurgaon d'un quartier dont une partie des habitants ont connu une mobilité sociale ascendante, les résidents les plus anciens s'attachent ici à entretenir l'homogénéité et l'identité de classe en socialisant les autres à l'ordre moral local qu'ils souhaitent préserver. Le club du quartier remplit à cet effet un rôle particulièrement crucial de transmission des normes et de contrôle social. Harsh, un haut fonctionnaire à la retraite habitant depuis trois ans dans le quartier, évoque ainsi à quel point il constitue un dispositif important, permettant de « formater » des résidents venant d'horizons différents et de les habituer aux façons de faire et aux bonnes manières locales :

Mon sentiment est que les hommes d'affaires qui viennent ici – et peut-être est-ce un vœu pieux – changent aussi en vivant dans ce quartier. Ils vont comprendre ce qu'est l'« étiquette de club ». […] Que tu ne peux pas te présenter en tongs dans la salle à manger. Que tu dois respecter un minimum les bonnes manières et les *dress codes*. Ils ne s'en rendaient pas compte. Et je ne les blâme pas. Ils ont une vie différente. Ils sont devenus riches et ils ont un style de vie différent.

Mais mon sentiment est que leurs enfants ou eux-mêmes vont devenir plus ou moins comme nous. OK, ils auront beaucoup d'argent, mais, au-delà de ça, leur comportement va devenir le même que le nôtre, parce que le club a une influence homogénéisante. Le quartier a sa propre influence homogénéisante. Parce qu'il y a ici quelque chose qui s'appelle la culture dominante. […] Par exemple, c'est la culture dominante d'un club, ou du *community centre*, où l'on requiert des gens qu'ils se conforment à certaines normes. Et c'est nouveau, c'est nouveau pour quelqu'un qui n'a jamais été dans ce genre de situation : tu ne conduis pas trop vite, car c'est une communauté, il y a des personnes âgées qui circulent. Et, au club, tu tâches de bien te comporter : mon sentiment est que, dans ce quartier, le club a une influence poussant vers l'homogénéité. Parce que le club est important pour tous ceux qui vivent ici, indépendamment du fait qu'on soit riche ou retraité… qu'on soit un homme d'affaires ou un retraité. Donc il y a un élément d'homogénéité. Parce qu'il y a de nombreuses discussions concernant le type d'activités que le club devrait accepter : quelles sont les normes de comportement à l'intérieur du club ? Comment aborde-t-on les différentes situations ?… Si l'on s'enivre, si l'on est ivre, on est immédiatement raccompagné dehors. Ce genre de chose a un impact sur les valeurs et les comportements des gens. Je pense que le club a établi une sorte de standard. Si l'on n'avait pas un club, il n'y aurait aucun endroit pour établir un standard. Comme le club est une valeur pour nous tous, il établit certains standards ou comportements, qu'ensuite les gens importent aussi dans leur vie quotidienne.
[Harsh, homme, 62 ans, haut fonctionnaire à la retraite, femme sans profession, n° 240]

Ainsi érigé en instance d'intégration et de socialisation des familles nouvellement enrichies aux répertoires d'interaction, normes et codes de la bourgeoisie, le club de quartier remplit donc un rôle comparable à celui décrit par Rachel Sherman dans son travail sur les hôtels de luxe, dont le personnel suggère progressivement et par petites touches aux clients

découvrant leur univers comment s'y sentir à l'aise sans y prendre leurs aises de façon vulgaire ou inappropriée[21]. Cette volonté d'intégration des nouveaux arrivants dans un ordre moral local distingue ainsi Noida de Gurgaon, mais aussi des Ve et XVIe arrondissements parisiens, dont la plupart des habitants ont accepté depuis longtemps l'hétérogénéité *interne* aux classes supérieures qui caractérise leur quartier : celle-ci est d'ailleurs, comme on le verra, la principale cause et cible de leurs stratégies de distinction culturelle et symbolique (beaucoup plus que les classes populaires, voire même moyennes, vis-à-vis desquelles la distinction est considérée comme allant de soi).

En revanche, à Sunder Nagar, quartier où vivent les fractions les plus anciennes de la bourgeoisie de Delhi, aucun effort d'acculturation des nouveaux arrivants à la conception locale de l'ordre social et moral ne semble nécessaire. Celle-ci apparaît dans les entretiens comme étant spontanément partagée par toutes et tous. Nul besoin de stratégies d'évitement interne comme à Gurgaon, ni d'un club pour modifier les manières des « nouveaux riches », stigmatisées comme frustes, à l'instar de ce qui se passe à Noida 15-A. Et, contrairement à ce que l'on relève à Chhattarpur, où l'éloignement entre les villas et la plus faible interconnaissance amènent certains résidents à se plaindre parfois du fait qu'ils ne peuvent pas compter sur leurs voisins, les habitants de Sunder Nagar savent qu'ils peuvent toujours faire appel à leur aide bienveillante. Ils se félicitent par ailleurs du juste équilibre entre intégration et discrétion (c'est-à-dire, notamment, d'un contrôle social diffus et d'une solidarité locale suffisamment forts pour être efficaces, mais qui ne sont pas ressentis comme envahissants ou contraignants). En effet, chacun sait garder la bonne distance et préserver un certain quant-à-soi, respectueux de la vie privée de ses pairs et voisins :

> Ici, les gens se respectent les uns les autres, ils ne fourrent pas leur nez dans les affaires des autres. Et ça, c'est la première chose. La seconde, c'est qu'ils sont heureux dans ce qu'ils font. Donc ils n'ont pas le temps de t'embêter. Je crois que ça doit être parce que, si une personne

n’a rien à faire, elle se dit : « Pourquoi ?… Pourquoi est-ce que, lui, il a ci ou ça, et que moi je ne l’ai pas ? »… et une pique par ci, et une pique par là, et ensuite tu cherches les ennuis… Alors que, par exemple, c’est agréable que M. Chaudhury soit ici ! Et, pour M. Chaudhury, c’est agréable que je sois ici ! Je ne me mêle pas de sa vie et il ne se mêle pas de ma vie. Donc tout se passe bien, de façon pacifique. […] Quand nous discutons, nous parlons de gastronomie, de bons vins ; tu vois : des bonnes choses de la vie. Mais nous n’abordons pas les sujets qui pourraient être des sujets sensibles.
[Surinder, homme, 75 ans, P-DG d’un groupe familial, femme sans profession, n° 167]

Ainsi, au-delà des différences inter-locales, les habitants des quatre quartiers étudiés à Delhi partagent tous l’idée que, à l’inverse de ce qui se passe dans les autres espaces de la métropole, qui seraient marqués par une absence de sens de la communauté et de respect de l’espace public, leurs voisins se distinguent par un sens « civique » et un sentiment d’appartenance locale plus poussé qu’ailleurs. L’ordre moral du quartier est donc défini à la fois de manière positive, en insistant sur les bénéfices de l’homogénéité sociale et de l’intégration locale, et de manière négative, par opposition aux masses mal élevées, sales et dangereuses qui peupleraient le reste de la ville. Presque tous les habitants des beaux quartiers indiens se représentent en effet ces derniers comme caractérisés par un mode de vie culturellement, moralement et éthiquement supérieur à ceux que l’on observe ailleurs dans la ville. En mettant en avant le fait de vivre dans des quartiers où l’interconnaissance, fondée sur la proximité des dispositions, est très forte, et en insistant sur les affinités électives partagées avec leurs voisins, c’est donc à la célébration explicite des bienfaits d’un entre-soi de classe – souvent teintée d’une valorisation de traits cosmopolites – que se livrent la quasi-totalité des interviewés indiens.

São Paulo : un ordre socio-spatial supposément menacé

Lorsque l'on compare aux cas indiens les entretiens recueillis à São Paulo, le rapport à l'entre-soi résidentiel bourgeois y apparaît à la fois similaire et différent sur plusieurs points. Dans la métropole brésilienne également, l'éloge explicite des multiples dimensions affinitaires et positives de l'homogénéité de classe est un thème central. Un très grand nombre d'interviewés attachent de l'importance aux caractéristiques de leur quartier parce qu'ils estiment, eux aussi, que le cadre privilégié qu'il leur offre est indispensable pour se sentir à l'aise dans la vie de tous les jours. C'est tout particulièrement le cas des habitants de Jardins et d'Higienópolis, comme on peut le constater ci-dessous, dans l'extrait d'entretien avec une femme ayant habité toute sa vie dans ce dernier quartier. Fille d'une ancienne figure politique d'envergure nationale, elle souligne que cet environnement a eu un rôle très important dans l'éducation de ses enfants et se réjouit du fait que, *via* les institutions locales, il ait pu assurer à la génération de ses enfants et de leurs copains le même « type » d'éducation qu'elle-même avait reçue. En effet, d'après elle, malgré le passage du temps, rien n'a changé en termes de transmission des valeurs qu'elle considère comme importantes. Ses enfants ont donc fréquenté très jeunes des personnes aux qualités sociales remarquables et fortement appréciables, avec lesquelles ils continuent d'entretenir de bonnes relations dans leur vie adulte :

> J'ai été élevée dans les principes très basiques de morale : « ne volez pas », etc. On a tout cela ici dans le quartier. On n'aura pas beaucoup de débauche, rien de tout cela, parce que, justement, la manière dont j'ai été élevée, c'est aussi la manière dont les amis de mes enfants l'ont été. Et ça reste la même aujourd'hui encore. Ce sont les mêmes principes moraux.
> [Gabriela, femme, 67 ans, secrétaire bilingue à la retraite, mari ancien colonel et chef d'entreprise, n° 91]

De même, une autre habitante d'Higienópolis souligne l'homogénéité des habitants du quartier, en termes vestimentaires, mais aussi au regard des valeurs de bienveillance qu'ils partageraient, notamment vis-à-vis des personnes plus âgées et des enfants :

C'est plus ou moins la même chose. Vous voyez : je pense que tout le monde a un certain type de comportement, même vestimentaire. Je pense que c'est plutôt décontracté, ce n'est pas très apprêté. Je pense qu'il y a… surtout l'éducation. Ils sont très gentils, je trouve… même les jeunes, puisqu'ils voient beaucoup de personnes âgées. […] En gros, c'est ça : la gentillesse, l'éducation.
[Luísa, femme, 51 ans, procureure, n° 88]

D'autres interviewés du même quartier insistent pour leur part sur la façon dont l'uniformité des manières d'être, de se comporter et de se tenir (c'est-à-dire des habitus et des hexis corporelles) dans les rues d'Higienópolis contribue à les mettre à l'aise lorsqu'ils doivent aborder quelqu'un, même sans le connaître personnellement. Alors qu'ils hésiteraient à demander une information à un inconnu dans un quartier de la banlieue de São Paulo, voire éviteraient de le faire :

On parle avec beaucoup d'inconnus, on échange, et ainsi de suite. […] On n'a pas une relation plus étroite parce qu'on ne se croise qu'occasionnellement, mais on se parle tranquillement. […] Ce genre de quartier est un quartier résidentiel. Je ne sais pas si j'aurais cette même… disponibilité aux autres dans un quartier de périphérie. C'est un quartier distingué. Donc je me sens complètement à l'aise parmi mes pairs, même si je ne les connais pas.
[Andréia, femme, 64 ans, psychologue, mari designer, n° 89]

Par ailleurs, au-delà de la satisfaction qu'ils éprouvent à vivre parmi leurs semblables, plusieurs interviewés mettent en avant ce qui, selon eux,

unit et distingue les habitants de leur quartier : l'attachement à un « style de vie local », la valorisation d'une certaine qualité architecturale et d'œuvres artistiques, le fait de savoir apprécier les arts plastiques, le théâtre, le cinéma, et d'avoir un certain goût et des exigences en matière de gastronomie (pour laquelle Jardins est l'un des lieux de référence à São Paulo). Comme à Delhi, ces traits constituent bien sûr autant de marquages de frontières symboliques et culturelles, mais ils s'expriment ici au profit d'un quartier également défini et valorisé au travers de son offre culturelle et commerciale (ce qui n'est jamais le cas à Delhi) :

> [La] question [est] d'accorder de la valeur à la culture, d'accorder de la valeur à un mode de vie local, d'accorder de la valeur à son quartier, à sa région… […] Disons de prendre du plaisir à apprécier la culture, les arts plastiques… voire les théâtres et les cinémas, ce qui n'est pas mon truc, mais on voit que, dans le quartier, c'est très commun… et de considérer la question gastronomique comme quelque chose d'important…
> [Luis Roberto, homme, 38 ans, chef d'entreprise, femme cheffe d'entreprise, n° 107]

Par ailleurs, alors que, à Delhi, les habitants des beaux quartiers expliquent éviter ou n'aborder que très précautionneusement les discussions politiques par souci de minimiser les sujets de discorde qui pourraient compromettre les bonnes relations de voisinage, à São Paulo, l'agrégation affinitaire au sein du quartier et le sentiment d'appartenance locale peuvent être facilités par l'aversion politique partagée pour le Parti des travailleurs (PT) et – très souvent – leur préférence pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB)[22] :

> Tout le monde ici a les mêmes idées, sur plus ou moins tout. […] Regardez […] l'élection, ce dimanche… Tout le monde parle de la même chose : « Tu vas voter pour qui ? T'imagines, Russomano… c'est hors de question ! » Haddad est du PT aussi, et ils disent : « Le

PT ? ! Ah, il faut voter pour Serra, etc. » Donc presque tout le monde va voter pour Serra. Je n'ai rencontré personne qui va voter pour Russomano, ni personne qui va voter pour Haddad.
[Tatiana, femme, 56 ans, professeure particulier d'anglais, mari ingénieur / musicien, n° 94]

Des trois métropoles étudiées, le cas brésilien est par ailleurs celui dans lequel l'exigence de distinction et de reproduction sociale des classes supérieures interviewées est la plus directement et explicitement liée à un *désir* actif d'expulser les pauvres des espaces publics du quartier. La défense de l'ordre moral se traduit ici par une volonté clairement exprimée de vivre dans une ville libérée des pauvres, dont la présence est vue à la fois comme délétère pour l'harmonie locale et inadéquate au regard d'un ordre urbain dont la hiérarchie socio-spatiale (et donc la place respective de chaque groupe) doit être respectée. Cette volonté de préservation des quartiers bourgeois et les craintes qui érigent la présence des pauvres en menace pour leur intégrité sont d'autant plus prononcées à São Paulo que l'évolution de la population du centre-ville au cours des dernières décennies font de ce dernier, aux yeux des interviewés, un exemple saillant et emblématique de la déchéance locale que la mixité et les modes de vie des pauvres sont susceptibles de provoquer. Cette représentation est par ailleurs d'autant plus négative qu'une partie de ces espaces centraux est aujourd'hui investie par la revente et la consommation de drogues dures, qui lui ont valu le surnom infamant de « Cracolândia » (littéralement, le « pays du crack »)[23].

Contre-modèle et repoussoir symbolique, la destinée du centre historique est souvent évoquée pour motiver une vigilance accrue à l'égard des pauvres, ainsi que leur éloignement des beaux quartiers, voire de la ville tout entière, lorsqu'ils n'ont supposément rien à y faire (c'est-à-dire, en gros, lorsqu'ils n'y travaillent pas). D'autant que, dans certains entretiens, la présence des pauvres – décrits comme paresseux, malhonnêtes et profiteurs – est considérée comme incompatible avec la valorisation du travail et l'image de progrès que le Brésil est censé

incarner et dont la capitale économique du pays voudrait être le parangon et la vitrine. En revanche, que cette mise à distance puisse constituer une violence ou une source d'inégalités socio-spatiales n'est jamais évoqué par les interviewés, tant l'idée que l'auto-ségrégation des riches pourrait participer d'un problème social ou relever d'une injustice leur est étrangère.

De fait, les pauvres sont régulièrement accusés de s'arroger de façon indue un statut d'habitants et de citoyens de la ville qui devrait être réservé uniquement aux Paulistes officiels (ceux dont la résidence est reconnue par l'administration), et de bénéficier ainsi abusivement des programmes sociaux et de tous les « avantages » procurés par le réseau public d'aide médico-sociale de São Paulo. Ces représentations de la pauvreté traduisent une méfiance à l'égard de certains migrants, y compris des migrants intérieurs en provenance des États les plus pauvres du Brésil :

> Ce qui est en train de se passer, c'est que nous sommes de plus en plus pris en otage par ces gens qui n'ont pas le minimum de quoi que ce soit : rien en termes de culture, d'éducation… […] Ils pensent qu'ils peuvent me côtoyer, mais je dois tolérer leur manque d'éducation, leur saleté… Cela ne va pas. Non, ce mélange ne fonctionne pas pour cette raison-là… […] C'est pareil partout dans le monde : à Paris, les Parisiens diraient la même chose, non ? Ce n'est pas possible n'est-ce pas ? […] Des Africains, il y en a plein ici… Il y a trop d'Africains… […] Dans le centre-ville… […] Ces zoulous-là, dans les rues, il y en a plein. Il y a un quartier où ils se rassemblent tous. Je ne sais pas où c'est, mais il y a ces logements, plein de petites fenêtres : c'est passé à la télévision… Ils sont tous illégaux. Pourquoi ne pas les expulser ? « Non, on va trouver une solution… » Quelle solution ! ? En dépensant de l'argent, comment ?… Il faudrait trouver beaucoup de solutions, non ? On a déjà les nôtres, ici, et vous allez prendre les Africains ? Et il y a beaucoup de Portugais qui viennent ici, beaucoup d'Espagnols. Voilà ce dont je parle… Ce ne sont pas ceux qui viennent correctement, ou dans des conditions à peu près bonnes. Mais de ceux-

là, qui ont tout perdu et viennent ici. Et ici les files d'attente du HC [Hospital das Clínicas] sont déjà pleines… Ce sont les effets d'une ville qui est apparemment riche.
[Carla, femme, 51 ans, avocate, mari ingénieur, n° 93]

Alors que les interviewés indiens perçoivent leur entre-soi comme une évidence, quasiment comme un ordre socio-spatial naturel, les Brésiliens insistent sur la nécessité d'agir pour préserver le leur. Mais, au-delà de ces différences entre Delhi et São Paulo, les uns et les autres se rejoignent dans la valorisation explicite, voire la célébration de l'auto-agrégation élitaire caractéristique de leurs quartiers. Or c'est précisément là ce qui les différencie de leurs homologues parisiens, qui euphémisent très souvent leur homophilie sociale (c'est-à-dire la recherche de voisins qui leur ressemblent socialement) et / ou ne l'expriment qu'indirectement au travers d'autres préférences et aversions, moins ouvertement élitistes, mais davantage fondées sur des considérations racistes, morales ou culturelles.

Paris : l'ordre socio-spatial euphémisé

C'est dans le Ve arrondissement, où nombre d'interviewés exercent (ou exerçaient) des professions intellectuelles, culturelles ou du secteur public, et se définissent comme politiquement de gauche, que la focalisation sur le quartier comme environnement et l'euphémisation du souci d'en préserver l'harmonie sociale sont les plus poussées. En effet, les habitants du Ve insistent le plus souvent sur le caractère « intellectuel » et « culturel » de leur arrondissement, sa richesse et sa vitalité artistiques, l'ancienneté de son histoire et de son patrimoine architectural (notamment par rapport au XVIe souvent invoqué comme contre-exemple[24]). La qualité des écoles est aussi presque toujours évoquée par les interviewés. Plusieurs soulignent notamment l'avantage qu'il y a à habiter dans l'arrondissement de Paris où sont situés les lycées les plus prestigieux de France et, surtout, leurs collèges respectifs, dont ils dépendent du fait de la carte scolaire. Certains

précisent que c'est là une configuration qui permet de scolariser leurs enfants dans le public tout en poursuivant des objectifs d'excellence scolaire, alors qu'ailleurs ils se sentiraient contraints de se tourner vers le privé[25].

Par ailleurs, le Ve arrondissement est aussi le seul de nos douze terrains d'enquête où l'on a rencontré un nombre significatif d'interviewés pointant spontanément et explicitement, comme un défaut de leur quartier, son manque de mixité sociale. Celle-ci a effectivement diminué au cours des dernières décennies. D'autres, ou parfois les mêmes, signalent la diminution de la dimension résidentielle de l'arrondissement comme l'un des facteurs à l'origine de sa transformation et des niveaux très élevés atteints par les prix du logement. Les espaces dédiés au tourisme[26], aux services haut de gamme et aux boutiques de luxe ont en effet partiellement phagocyté les immeubles d'habitation, les commerces de proximité et les librairies (mais aussi les disquaires et vidéoclubs qui constituaient de hauts lieux de sociabilité du quartier jusqu'au début des années 2000), à mesure de la valorisation de la « griffe spatiale » locale (selon une logique déjà bien étudiée pour le cas du VIIIe arrondissement[27]). C'est donc aussi l'opposition à la transformation toujours plus avancée d'un quartier intellectuel et universitaire multiséculaire en quartier de la bourgeoisie économique qui affleure sous ses critiques. Attachés à la primauté des logiques de distinction culturelle, y compris et surtout au sein des classes supérieures, plusieurs interviewés dénoncent de la part des bourgeoisies d'autres quartiers une tendance excessive à marquer les frontières symboliques socio-économiques :

> C'est peut-être un peu bourgeois parfois, mais ce n'est pas *bourgeois*. Il y a certes des gens qui vivent ici depuis des générations, qui ont un patrimoine… Et puis il y a des gens comme nous qui n'en ont pas et qui sont venus ici, habiter ici, pour avoir un peu de tranquillité et une vie de famille un peu cool. Mais ce n'est pas non plus arriviste comme certains autres quartiers. On n'est pas à Neuilly !

[Elsa, femme, 40 ans, cadre commerciale dans le prêt-à-porter, conjoint chef d'entreprise, n° 8]

On a habité très longtemps rive gauche, rue de Vaugirard, entre Raspail et Assas. Et puis il a fallu déménager et nous sommes allés avenue George-V. Alors là !!… C'est très pompeux comme adresse [*moue de désapprobation*] […] : les gens s'y croient. C'est une horreur. Nous y sommes restés deux ans et nous sommes repartis aussi vite.
[Anne-Laure, femme, 66 ans, sans profession, conjoint chef d'entreprise, n° 1]

La plupart des interviewés du XVIe, espace emblématique de la bourgeoisie économique parisienne, partagent eux aussi une tendance à l'euphémisation de l'homophilie résidentielle. Ils décrivent souvent leur quartier comme « calme », « tranquille », « paisible », « feutré », « reposant », « agréable », « où il fait bon vivre », « vert », « aéré », « beau », « joli », etc., c'est-à-dire en se focalisant sur ses aspects matériels et esthétiques et sur ce qu'ils perçoivent comme ses registres d'interaction prédominants. Mais il n'est pas rare que ces derniers, conformes aux valeurs d'urbanité déjà mentionnée, soient ramenés à une appartenance de classe :

La façon dont les gens se comportent, vivent entre eux, sont civilisés entre eux : c'est un savoir-vivre ensemble. Et c'est quand même un arrondissement dense. Mais voilà : il y a un savoir-vivre, qui est parfois la résultante de la culture familiale et de l'éducation à l'école. […] Globalement, c'est le savoir-vivre. C'est le savoir-vivre en communauté sans gêner les autres mais en bonne entente avec tout le monde… Ça commence au palier… en utilisant convenablement les espaces publics.
[Jean-Charles, homme, 65 ans, directeur d'opérations urbaines à la retraite, conjointe inspectrice des impôts, n° 22]

Plus généralement, pour la grande majorité des interviewés de l'arrondissement, la description du cadre « tranquille » et « résidentiel » du XVIe est une référence indirecte mais transparente à son caractère « bourgeois » (ce dernier terme n'étant que rarement utilisé). Et presque tous les habitants qui évoquent la relative homogénéité de la population locale affirment apprécier et vouloir défendre ces traits de leur quartier :

> Après, il y a le problème de l'entre-soi… Eh bien, oui : c'est sûr que, moi, même si je me sens très proche de tout le monde et que je connais des gens de tous les milieux, c'est vrai que, quelque part, c'est plus confortable d'être dans un immeuble et dans un environnement où les gens, globalement, ont la même façon de vivre.
> [Jean-Charles, homme, 65 ans, directeur d'opérations urbaines à la retraite, conjointe inspectrice des impôts, n° 22]

Certains s'opposent ainsi activement aux tentatives municipales d'y introduire davantage de mixité résidentielle et, comme l'ont déjà remarqué à plusieurs reprises M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, la préservation de la cohérence architecturale et artistique de l'espace concerné, de sa griffe spatiale et de la distinction qu'elle génère, est alors souvent mise en avant pour appuyer ce refus[28] :

> J'ai signé la pétition : j'ai signé deux pétitions à la mairie [du XVIe]. C'était la première pétition : à la Porte Dauphine, il y a un terrain, dans le Bois [de Boulogne], [Delanoë] voulait en faire une aire… pour les Gens du voyage ! Non, mais !! Donc on a dit *niet*. Et, à la Porte d'Auteuil, il y a un grand terrain au-dessus de la gare, un très grand terrain, et Delanoë voulait construire des logements sociaux – je crois qu'il voulait en faire construire trois : trois immeubles de dix ou quinze étages. Et donc ça a été le *niet* total parce que bon : c'est un quartier résidentiel. On n'est pas contre les trucs… mais ne pas faire des grandes tours, voilà ! Donc ça a été le *niet*, ça a été repoussé…

[Annick, femme, 64 ans, cadre commerciale d'entreprise à la retraite, n° 37]

Mais le XVIe se distingue surtout des autres terrains franciliens étudiés par le fait que nombre de ses habitants parmi ceux que nous avons interviewés voient aussi dans une certaine homogénéité ethnique et linguistique « française » une condition nécessaire à l'instauration d'un ordre moral local approprié et thématisent de cette façon la différence entre leur quartier et les espaces populaires :

C'est enrichissant pour les enfants. Mais à partir du moment où c'est… où la marée est trop, trop, trop forte, il y a plus d'identité française. Et s'il y a plus d'identité française, je n'ai pas envie que mes enfants grandissent là. On sait plus où on est, quoi !
[Clément, homme, 35 ans, ingénieur commercial, conjointe ingénieure commerciale, n° 33]

J'ai des amis qui habitaient là-bas, et je n'aimais pas trop non plus. Et là, j'aimais moins parce qu'il y a pas mal de populations immigrées et avec des devantures soit en arabe, soit en chinois. […] De manière générale, où je me sens moins à l'aise, c'est quand je sens qu'il y a vraiment des communautés… Où on va avoir toutes les enseignes, quand tout va être halal ou n'importe… On sent que c'est vraiment ciblé à une population dans laquelle je me sens complètement étrangère. Oui, je dirais que c'est principalement, peut-être principalement ça qui me… pas un sentiment d'insécurité, mais je ne me sentirais pas… pas bien pour y vivre.
[Audrey, femme, 33 ans, contrôleuse de gestion, conjoint contrôleur de gestion, n° 40]

D'autres habitants du XVIe considèrent encore plus explicitement le multiculturalisme (parfois dénoncé comme excessif) qui caractériserait les quartiers pauvres non seulement comme un facteur de perturbation morale

et de malaise personnel, mais également comme une cause de la pauvreté elle-même. Ce raisonnement, à rapprocher de l'établissement d'un lien entre excès d'immigration et échec scolaire dans les quartiers relégués, participe d'une représentation qui fait du multiculturalisme l'une des composantes de la « culture de la pauvreté », laquelle apparaît alors moins comme un ensemble de traits individuels répandus parmi les pauvres et dysfonctionnels en soi ou du fait de leur inadéquation avec la société française, que comme le produit d'un désordre collectif du type tour de Babel ou d'un repli « communautaire » de la part de populations mal intégrées :

> [La diversité], humainement, c'est intéressant et c'est enrichissant, mais… quand on parle vraiment des quartiers défavorisés où il y a vraiment des grosses différences culturelles, que ce soit entre des communautés musulmanes ou des communautés… alors ça passe par la religion, ça passe par l'éducation, ça passe par la nationalité… Tu vois, c'est là où j'en reviens à ce que je te disais : que, dans le XVIe, moi, je me sentais bien parce que j'avais l'impression d'être parmi des gens qui sont comme moi. Et je pense que c'est important […] d'être entourée de gens qui partagent les mêmes valeurs, qui… qui ont plus ou moins le même statut social, donc les mêmes intérêts, les mêmes buts, les mêmes ambitions. La diversité, c'est bien, mais peut-être que ça n'aide pas à développer une vie agréable.
> [Marion, femme, 26 ans, pilote de ligne, conjoint pilote de ligne, n° 39]

Enfin, dans le XVIe comme à Ville-d'Avray et au Vésinet, « la drogue », c'est-à-dire le risque de se voir proposer des stupéfiants et le risque de commencer à en consommer, est perçue par certains enquêtés comme l'un des principaux dangers guettant leurs enfants lorsqu'ils n'évoluent pas dans un environnement approprié. Certes, ils précisent parfois que leurs propres quartiers (en particulier le XVIe) ne sont pas dépourvus de riches héritiers, désœuvrés et toxicomanes, susceptibles d'entraîner leurs enfants dans leur mode de vie. Mais l'économie

informelle de la drogue et le contrôle du territoire de certains quartiers populaires par les dealers sont perçus comme l'une des principales caractéristiques de ces derniers, qu'il s'agit dès lors d'éviter dans un souci conjoint de se protéger de la violence et de préserver ses enfants de la corruption morale :

En banlieue, c'est la zone. Y a pas de boulot. Les collèges, les écoles ont un niveau épouvantable. […] De pas avoir de travail, de pas avoir été aidé à l'école, et de gagner de l'argent en se démerdant… en dealant, en faisant des trucs comme ça, ça me terrifie. Je ne veux pas que mes enfants soient élevés dans un milieu comme ça. J'allais dire « comme tout le monde »… À vrai dire, je n'en sais rien, mais je suppose. Les parents veulent protéger leurs enfants.
[Muriel, femme, 51 ans, journaliste, conjoint chirurgien-dentiste, n° 27]

Ça donne l'image d'une vie facile à certains jeunes. À certains jeunes qui s'imaginent pouvoir gagner énormément d'argent… C'est comme les jeunes qui s'adonnent à la drogue, et qui ont des revenus de 5 000, 10 000 euros par mois en vendant uniquement de la drogue. C'est facile.
[Roland, homme, 62 ans, pharmacien (à son compte), conjointe pharmacienne, n° 69]

C'est à Ville-d'Avray que cette perception des quartiers populaires comme lieux de corruption morale est la plus répandue. Les règles d'urbanité et l'ordre moral local organisés autour de la culture de la rue[29], voire même du capital guerrier[30], et l'absence de véritable contrôle social des enfants par les adultes agissent comme autant d'images-repoussoirs pour nos interviewés :

La Goutte-d'Or… c'est vrai que je n'aimerais pas habiter par là. Ce qui me fait surtout peur, ce sont les dealers : on entend parler les gens qui ne peuvent pas rentrer chez eux correctement, en toute liberté, il faut

qu’ils prouvent qu’ils habitent là parce qu’il y a des gens qui font le guet pour savoir s’il y a… Ça, ça doit être insupportable !
[Monique, femme, 72 ans, femme au foyer / retraitée, n° 59]

Comme je vous le disais, les habitants [de Ville-d’Avray] sont des habitants de bon contact, hein. Si vous prenez le XVIIIe, certains quartiers du XVIIIe, on ne peut pas en dire autant, vous voyez.
[François, homme, 90 ans, directeur des ressources humaines à la retraite, conjointe enseignante à la retraite, n° 42]

Par exemple, je vous ai dit, à Ville-d’Avray, c’est même pas qu’il y ait des sanctions, il y a pas de flics pour venir vous sanctionner si vous faites un truc pas bien, mais le fait que tout le monde se connaisse fait que les gens adaptent leur comportement de manière à ce que ce soit socialement acceptable. Alors que je sens, dans certains quartiers de Paris, que les gens s’en foutent complètement, peut-être parce qu’ils connaissent personne, mais même que c’est peut-être valorisé, les comportements agressifs. Ça va même jusque-là ! Et, du coup, personne n’ose rien leur dire. Je pense que, dans Paris… les gens réagissent moins, et du coup ça devient très vite l’escalade, parce qu’il y a notamment des gamins qui peuvent chercher des limites et qui vont de plus en plus loin ! […] Je pense qu’il faut trouver un équilibre, faire en sorte que chacun se sente, comment dire… contraint par la façon d’être de l’autre.
[Florence, femme, 54 ans, traductrice, n° 56]

Ville-d’Avray est perçue par la très grande majorité des interviewés comme la réalisation quasi-parfaite d’une forme idéale et fortement intégrée de sociabilité locale, scolaire, juvénile et interparentale (notamment *via* les associations de parents d’élèves), voire religieuse, associative et / ou sportive. C’est assurément celui de nos quatre terrains franciliens où l’ordre social local est le plus perçu comme l’expression directe d’un ordre moral collectif (ce qui le rapproche ainsi de Sunder

Nagar). Et ce sentiment d'adéquation et d'appartenance est bien sûr explicitement lié par plusieurs interviewés à l'homogénéité sociale de la commune et de son environnement intercommunal :

Tout le monde connaît tout le monde, il y a énormément d'enfants, il y a toujours aussi pas mal de femmes qui ou travaillent à mi-temps ou ne travaillent pas, enfin, ou chez elles. Donc il y a beaucoup d'activités. Ici, le niveau culturel, éducatif, est plutôt assez élevé, donc pratiquement toutes les mères ont fait des études, mais elles n'ont pas toutes une activité à plein temps, donc il y a toujours une circulation d'enfants, de mères, de machins, de trucs. […] Vous voyez, c'est sûr que ça fait un maillage de sécurité, de tranquillité quoi ! Je ne dis pas qu'il ne peut rien arriver bien sûr, ce n'est pas la question ! Mais c'est comme vivre dans un village, c'est pareil !
[Marie-Caroline, femme, 57 ans, artiste-peintre, conjoint avocat, n° 55]

Toutefois, si l'on compare leurs discours sur les frontières symboliques légitimes à ce que l'on a constaté précédemment pour le Ve et le XVIe, les habitants de Ville-d'Avray paraissent plus souvent attachés à un système de valeurs fondé sur la *modération*, et critiques envers les marquages excessifs de frontières symboliques économiques (l'ostentation) ou morales (le rigorisme) :

[Ce qui caractérise le quartier, ce sont] des valeurs bourgeoises traditionnelles non ostentatoires. C'est un peu ça. À la différence du XVIe, quoi. Il n'y a pas de types en grosse bagnole qui font les malins, qui arborent tous des fringues incroyables, etc. Bon, il y en a, mais ce n'est pas trop le style. Et ce n'est pas non plus le style catho versaillais, très traditionnel, un peu coincé.
[Patrick, homme, 49 ans, cadre dirigeant d'entreprise, conjointe musicienne et enseignante de musique, n° 49]

Je trouve que ce n’est pas une ville qui est dans le *show off*. Ça m’est déjà arrivé d’aller à Saint-Germain-en-Laye, par exemple, et de me dire : bon, c’est une jolie ville mais je ne me retrouve pas… Boulogne, pareil : Boulogne, quand je croise les gens, je ne me retrouve pas dans ce côté un peu plus consommation, les boutiques, etc. Les femmes sont toutes habillées dernier cri, machin truc mode qui en jette. Je ne trouve pas qu’il y ait ces trucs-là à Ville-d’Avray. […] Et ce n’est pas non plus Versailles, avec des gens très traditionnels… Donc, c’est un truc un peu entre les deux, […] de discrétion… Enfin, on ne voit pratiquement pas de femmes avec des manteaux en fourrure ou des trucs comme ça, à Ville-d’Avray. Ce n’est pas du tout le genre de la ville, les gens qui en mettent plein la vue.
[Alexandra, femme, 45 ans, directrice des ressources humaines dans une grande entreprise, conjoint cadre commercial d’entreprise, n° 47]

Quand je dis qu’il n’y a pas de grandes disparités, ce n’est pas forcément des grandes disparités d’argent, ça, j’en sais rien ! Mais ce n’est pas de grandes disparités culturelles. […] Il n’y a pas de différences d’intérêt, de différences culturelles, de différences d’enjeux, de différences d’éducation, de différences… […] Ici, ce n’est pas très mélangé. Parce que même, même ceux qui auraient… qui viendraient de mondes plus différents, etc., ils adhérent à ça ! Vous voyez ? Donc, de fait, ça nivelle les différences.
[Marie-Caroline, femme, 57 ans, artiste-peintre, conjoint avocat, n° 55]

Les gens se ressemblent, partagent… Enfin, se ressemblent, je ne sais pas, mais en tout cas ils adhèrent à des choses en commun qui font qu’ils sont assez facilement bien ensemble. Ça, c’est le côté agréable. Et, en même temps, ce n’est pas un endroit où vous êtes remis en cause dans vos convictions, vos valeurs, parce que personne ne va les percuter ou les critiquer, les battre en brèche. Donc c’est confort et, en même temps, on peut se dire, intellectuellement, que c’est un peu facile. Mais bon.

[Olivier, homme, 50 ans, consultant indépendant, conjointe ingénieure en promotion immobilière, n° 60]

Plusieurs habitants opposent ainsi leur commune aux « ghettos de riches » qu'ils affirment ne pas apprécier et nombre d'entre eux (souvent les mêmes) soulignent également la différence entre Ville-d'Avray et l'ordre moral local de Versailles, décrit comme beaucoup plus contraignant et aligné sur certains standards religieux, sexuels et / ou propres à la bourgeoisie ancienne. Ils se montrent donc critiques envers *tout* marquage excessif de frontières symboliques statutaires, qu'elles soient économiques, culturelles ou morales (pour reprendre les trois types distingués par Michèle Lamont[31]) et apprécient particulièrement l'homogénéité de valeurs régnant dans leur commune. Condamnant les entreprises de distinction entre fractions ou individus des classes supérieures, les habitants de Ville-d'Avray apparaissent plus attachés que ceux de tous nos autres terrains franciliens à la reconnaissance d'un *niveau* commun (au sens d'Edmond Goblot) facilitant l'identification à la bourgeoisie et la solidarité de classe.

Entre-soi de classe et stratégies de reproduction sociale

Si la dimension affinitaire de l'agrégation résidentielle dans les douze quartiers étudiés se décline en des motivations et justifications relativement distinctes, les contrastes sont moins marqués en ce qui concerne sa dimension plus explicitement stratégique. En effet, dans les trois villes, celle-ci apparaît surtout, voire uniquement pour certains quartiers, sous forme d'objectifs de reproduction sociale ou de projets d'ascension ultérieure concernant les enfants des interviewés. Comme si le rapport instrumental à l'entre-soi devenait avouable lorsqu'il s'agit de l'avenir de ces derniers. En France comme en Inde en particulier, où le

statut social et la possibilité d'accéder à des positions clés du champ du pouvoir économique dépendent en grande partie de la fréquentation d'établissements d'éducation supérieure pratiquant une sélection par concours[32], les stratégies de placement scolaire dans les « bonnes » filières et les meilleures écoles, et l'anticipation des critères des instances de sélection (ou des meilleures façons de les contourner) sont au cœur des préoccupations de la plupart des bourgeois des beaux quartiers. Dans la métropole parisienne, les habitants du XVIe et du Vésinet se félicitent plus souvent du fait que les établissements, publics et privés, auxquels leurs enfants ont accès soient fréquentés par des familles du même « milieu » qu'eux et soient homogènes socialement, tandis que ceux du Ve arrondissement – plus réticents à faire explicitement l'éloge de l'entre-soi – insistent plus volontiers sur l'excellence de l'offre scolaire du Quartier latin (Ville-d'Avray occupant sous cet aspect une position intermédiaire).

Mais, pour la grande majorité des espaces étudiés, c'est l'efficacité et la fiabilité du quartier dans son ensemble en tant qu'instance de contrôle et de socialisation multiple – *via* l'école, mais également les autres institutions locales, les adultes du voisinage, les groupes de pairs – qui sont recherchées et appréciées. Ainsi, à Ville-d'Avray, nombre d'interviewés relatent la façon dont les « yeux de la rue » (pour reprendre l'expression de Jane Jacobs[33]) permettent de surveiller les enfants du quartier, qui bénéficient du coup d'une plus grande autonomie de mouvement que dans le Ve ou le XVIe arrondissement :

> L'aspect village, c'est très bien quand ils sont petits, parce que quand ils sont petits, même pour eux, le fait que ce soit un village, fait qu'on pouvait… Je me rappelle mon fils aîné : quand il était petit, il passait des heures au Bazar bleu, qui est une quincaillerie à Ville-d'Avray. Eh bien, il ne risquait vraiment rien parce qu'il y avait la rue à traverser […]… Les gars de la boutique le connaissaient très bien. Même, un moment, je me rappelle, au bout de deux heures, on s'était dit : « Mais, merde, il n'est pas revenu ! » Donc on avait téléphoné en disant :

« Vous n’avez pas vu un petit garçon habillé avec un bermuda rouge ? – Ah si, Julien est toujours là [*rires*] ! Il n’a toujours pas fait son choix et nous attendons qu’il le fasse ! » Pour plein de choses, les commerçants connaissent les enfants ! […] Il y avait une surveillance générale, c’est-à-dire que moi, je ne les connaissais pas hyper bien, mais j’avais repéré cette petite, je savais qui elle était, et je savais qu’elle avait une tête pas normale, elle n’avait pas l’air à l’aise… En plus, on savait où aller sonner surtout ! […] D’ailleurs, je l’ai toujours dit aux enfants : « Si un jour je ne suis pas là et qu’il se passe un truc, allez chez les commerçants, allez chez les voisins ! » Et même s’ils ne les connaissaient pas bien, j’étais certaine qu’ils les accueilleraient.
[Florence, femme, 54 ans, traductrice, n° 56]

Quand mes enfants étaient petits et qu’ils rentraient de l’école, s’il y avait un problème d’un type ou d’un autre, s’ils avaient oublié la clé ou quoi, ils allaient chez les voisins… La famille s’étendait à l’ensemble de la rue, pratiquement !
[Alain, homme, 72 ans, ingénieur de l’industrie pétrolière à la retraite, conjointe photographe, n° 57]

De fait, la plupart des adultes de Ville-d’Avray se sentent autorisés et même en devoir de faire respecter l’ordre moral local en rabrouant éventuellement des enfants ou des jeunes qui ne sont pas les leurs (et qu’ils ne connaissent pas forcément). Les cas d’adolescents surpris en train de fumer (du tabac ou du cannabis) et rappelés à l’ordre par des inconnus sont notamment souvent évoqués :

Il devait avoir, je ne sais pas, dix-douze ans. Mais je voyais qu’il n’avait pas le droit de fumer parce qu’il était comme ça à regarder si personne ne le voyait. Je ne le connaissais pas du tout, mais je lui ai dit : « Tu éteins ça tout de suite où je le dirai à ta mère ! »… que je ne connaissais évidemment pas [*rires*] ! Et il l’a éteint tout de suite ! Dans Paris, par exemple, je ne me permettrais jamais de faire ce genre de

truc, mais là je me suis dit : « Attends, ce serait mon gosse, j'aimerais bien que quelqu'un lui dise "tu éteins ça tout de suite" ! »
[Florence, femme, 54 ans, traductrice, n° 56]

Ici, les gens vont au-devant de celui qui se conduit mal et lui disent : « Halte-là quoi ! » […] Ils se font pincer et remettre dans le droit chemin. Sans violence hein, mais voilà !
[Alain, homme, 72 ans, ingénieur de l'industrie pétrolière à la retraite, conjointe photographe, n° 57]

Toutefois, si la plupart des interviewés insistent sur la façon dont la vie à Ville-d'Avray réussit à concilier, en trouvant le juste équilibre, respect de la vie privée (et de l'intimité) des habitants et dimension communautaire locale (à laquelle on ne serait pas contraint de participer), quelques autres – il s'agit toujours de femmes – évoquent la pression sociale à laquelle elles se sont senties soumises, *via* notamment les potins et les rumeurs, pour conformer leur mode de vie à celui qu'elles percevaient comme localement majoritaire[34]. Il semble notamment y avoir une injonction tacite de s'investir fortement dans la sociabilité féminine locale, au sein de laquelle les mères de famille de la paroisse sont tout particulièrement présentes, et qui est difficilement compatible avec la poursuite d'une carrière professionnelle à plein temps hors de la commune. Symétriquement, d'autres interviewé-e-s se plaignent, de leur côté, d'une diminution de la sociabilité locale du fait de l'essor du nombre de couples biactifs.

Dans le XVIe, en revanche, plusieurs habitants de l'arrondissement regrettent que, du fait de l'anonymat ambiant, il ne soit pas possible pour un adulte, comme c'est le cas à Ville-d'Avray et ailleurs, de rappeler à l'ordre un jeune auteur d'incivilités ou faisant simplement preuve d'un manque de politesse. Néanmoins, à défaut d'une implication quotidienne des habitants dans la régulation de l'usage des espaces communs ou publics, ce rôle est en partie délégué aux concierges-gardiennes (il s'agit presque toujours de femmes) qui, en contribuant à l'interconnaissance

entre les habitants d'un même immeuble et au respect d'un certain nombre de règles de cohabitation, assurent un minimum de contrôle social local. D'autant que, dans les immeubles du XVIe, les gardiens habitent souvent sur place.

En Inde aussi, de nombreux interviewés se félicitent explicitement, et avec un soulagement dénotant une forte crainte de la mixité sociale, que leurs enfants puissent grandir dans un quartier homogène, peuplé de personnes qui présentent les mêmes propriétés sociales et qui partagent les mêmes façons de penser. Ce qui fait, à leurs yeux, du quartier où ils habitent une instance idéale de socialisation :

> Je pense que [Sunder Nagar] est super. [Mes enfants] y fréquentent un bon groupe d'enfants. Tous les parents sont très attentifs à la façon dont leurs enfants s'expriment… Ils insistent suffisamment sur l'importance du sport par rapport à l'école et… à tout le reste. Donc ils rencontrent les bonnes personnes. Nous avons vraiment la même mentalité. Donc je pense qu'ils bénéficient de cette bonne influence. […] Les garçons qui ont grandi ici ont fréquenté la même école. Ils sont allés à la Modern School. La plupart d'entre eux, quelque chose comme 70 % des enfants de Sunder Nagar, sont toujours à la Modern School. Donc tous se construisent un peu similairement en termes de façon d'être… d'être d'une certaine manière. On fait tous un peu les mêmes choses, ici : on va au Golf Club, on va à Chelmsford, on va au Habitat Centre, on va à Khan Market pour y faire ses courses. On a la même série d'activités.
> [Parul, femme, 34 ans, cadre d'entreprise dans l'informatique, mari cadre dirigeant dans une banque d'investissement, n° 168]

Cette exigence d'homogénéité de classe comme premier moyen d'assurer la socialisation des enfants constitue en effet une préoccupation majeure pour beaucoup d'interviewés indiens. Elle se double souvent aussi d'un élitisme social explicite et revendiqué, y compris et surtout au sein même des classes supérieures. Nida, qui habite Chhattarpur, raconte ainsi

avec approbation comment l'une de ses cousines a décidé de changer son fils d'école parce que celle-ci n'était pas suffisamment exclusive (car essentiellement fréquentée par des enfants de « simples » classes supérieures, non dirigeantes), alors qu'elle voyait aussi – et peut-être surtout – dans sa scolarité un moment privilégié d'accumulation de capital social :

> [Le fils de ma cousine] n'a que onze ans et elle pense déjà à le faire networker avec un groupe d'enfants bien particuliers. […] Nos amis sont des enfants de politiciens, ou viennent des grandes familles des affaires, ou de milieux comme ça. Donc elle disait : « On est la nouvelle génération, et je ne veux pas que mon fils soit ami avec le genre de gamins qui fréquentent Shri Ram [une école], à Gurgaon. » Du coup je lui ai demandé : « Quel genre d'enfants la fréquentent ? » Et elle : « Tu sais bien… : des enfants de professions libérales, d'avocats, de bureaucrates. Je ne veux pas que mon fils, etc. » Et elle est en train de le changer d'école.
> [Nida, femme, 29 ans, cheffe d'entreprise, n° 192]

Bhim, le frère de Nida, insiste lui aussi sur l'importance de l'homogénéité sociale locale et de l'accès aux réseaux des élites dirigeantes pour la socialisation et l'éducation des enfants, laissant entrevoir combien le capital social ainsi cultivé est une ressource cruciale pour leur avenir :

> [Notre vie] se déroule clairement dans un cocon, mais ce qui, je pense, est le plus important est que ce cocon nous permet d'inviter ou au contraire en quelque sorte de filtrer les gens dont on ne veut pas dans notre cocon. Donc je pense que la qualité des interactions y est d'une bien plus grande valeur… ainsi qu'évidemment, j'imagine, la qualité des gens qui nous entourent ici. Disons que je vais avoir des amis, et s'ils devaient avoir des enfants au même moment où j'en aurai, ils vont potentiellement grandir ensemble d'une façon ou d'une autre. Ils

pourront fréquenter un même type d'école, sinon la même école, et avoir – je pense – le même type de valeurs et de parcours. Et ainsi, on est davantage en rapport avec ce genre de personnes qui… qui correspondent à ce qui serait nécessaire à un enfant comme le nôtre pour grandir et ne pas devoir… à ce qu'il lui faudrait pour vivre en ville.
[Bhim, homme, 29 ans, chef d'entreprise, n° 192]

Il est néanmoins intéressant de souligner ici que l'insistance diffuse d'une grande partie des interviewés indiens sur l'importance d'accéder aux cercles amicaux et mondains qui contribuent à structurer le champ du pouvoir est en partie due au plus fort niveau de sélectivité sociale qui caractérise nos terrains à Delhi, et en particulier Sunder Nagar et Chhattarpur. Comme précisé dans le chapitre précédent, ces deux quartiers ne sont pas simplement habités par une majorité de classes supérieures : tous leurs habitants, ou presque, sont des grands bourgeois ou des magnats possédant de vastes fortunes. Ainsi, on observe, à l'échelle du quartier, des stratégies de gestion et d'accumulation des différentes formes de capitaux, et en particulier de capital social, qui, à Paris, sont habituellement décrites comme caractéristiques d'une bourgeoisie patrimoniale, certes concentrée dans les plus « beaux » quartiers de la métropole (les VIIe, VIIIe et XVIe arrondissements, Neuilly-sur-Seine) mais à laquelle la population de ces derniers ne saurait être réduite[35].

À Gurgaon aussi, étant donné l'impossibilité d'imposer un ordre moral dominant et satisfaisant au niveau local, on relève chez certains interviewés des stratégies d'agrégation en sous-groupes ou d'évitement au sein du quartier, voire au sein d'une même résidence. Mais il s'agit alors moins d'une tentative de se maintenir au cœur du champ du pouvoir et de la sphère mondaine de Delhi, ou d'y accéder, que d'une réaction de distinction et de distanciation à l'égard d'une classe moyenne-supérieure montante, dont les rangs se sont épaissis avec la croissance de l'économie indienne au cours des deux dernières décennies. Apara, épouse au foyer d'un cadre dirigeant de grand groupe (n° 216), insiste ainsi sur le fait que

ses enfants peuvent jouer quotidiennement avec d'autres enfants dont les familles partagent le même « état d'esprit » que la sienne. Elle apprécie également les célébrations religieuses hindoues, comme Diwali ou Holi, organisées par l'association des résidents. Mais elle prend soin d'éviter la fréquentation de certains résidents qu'elle perçoit comme des parvenus mal dégrossis et dont elle pense qu'ils n'exerceraient pas une bonne influence sur ses enfants.

Toutefois, c'est à São Paulo que les rapports à la mixité sociale et les stratégies mises en œuvre pour préserver l'entre-soi bourgeois diffèrent le plus d'un quartier à l'autre. Jardins, le plus exclusif des quatre terrains brésiliens, est perçu par ses habitants comme un lieu dont l'homogénéité de classe est stable dans le temps, donc comme la réalisation effective d'un ordre moral consolidé – à l'instar de Ville-d'Avray, du Vésinet et de Sunder Nagar. Pour ses résidents, il constitue le cadre (urbain, scolaire, interfamilial) optimal et sans défaut dans lequel élever ses enfants : aucune stratégie n'apparaît nécessaire en plus de l'entre-soi assuré par le placement résidentiel et par l'accès aux écoles et aux autres services du quartier. Par ailleurs, ce dernier se trouvant au sommet de la hiérarchie socio-spatiale de la métropole, ses habitants aspirent à y rester, et que leurs enfants continuent à y vivre par la suite :

> C'est un quartier où il y a beaucoup d'écoles… Il y a un petit parc, mais c'est un parc… Je pense que, pour élever des enfants, ce n'est pas si mal. […] Et il y a des clubs, non ? Il y a le Paulistano, le Pinheiros… Je ne sais même pas s'il y en a d'autres… Il y a le choix dans ce quartier… Et il y a de petites écoles dans ces clubs… Je pense que, pour élever des enfants, ça va : il y a des écoles de ballet, de judo, de musique, d'anglais… Il y a tout ce qu'il faut. Pour ceux qui ont des enfants, on est bien servi. Au cinéma, il y a beaucoup de choses pour les enfants : je pense que 60 % des films sont des films pour enfants.
> [Paulo Henrique, homme, 38 ans, ingénieur, épouse médecin, n° 106]

C’est un endroit où vous avez de bons lycées, une bonne ambiance, de bons voisins : de la même classe sociale. Si demain [les enfants] s’y marient, homme ou femme, ils seront à leur place. Je pense que oui : c’est un bon endroit. […] Le meilleur exemple, c’est un groupe d’amis qui se sont rencontrés sur les bancs de l’école, et aujourd’hui encore ce sont dix-sept amis qui s’entendent bien, se fréquentent et ont même une entreprise ensemble. Ce sont des jeunes hommes qui, tous les deux ou trois ans, organisent un barbecue pour leurs parents où ils s’occupent de tout : de l’achat de la viande jusqu’au moment où ils la servent. Et c’était vraiment le résultat de cet environnement. J’ai appris de feu mon père que la seule chose qu’il voulait nous laisser était précisément qu’on ait un bon niveau d’éducation et qu’on vive dans des endroits où nous pourrions avoir la possibilité de grandir dans la vie. Parce qu’il pensait que là où on vit, le quartier, les voisins, on y passe sa vie et on peut s’y marier, donc il nous a toujours dit que nous devions offrir cet environnement à nos enfants, et l’éducation là où elle est la meilleure.
[Renato, homme, 71 ans, chef d’entreprise à la retraite, marié à une avocate, n° 112]

Higienópolis, de par le fait qu’une partie substantielle de sa population appartient aux professions intellectuelles et culturelles, présente quant à lui plusieurs similarités avec le Ve arrondissement de Paris. Il arrive à ses habitants de choisir l’école de leurs enfants parmi celles du quartier en cherchant à éviter les fractions de la bourgeoisie les plus attachées au marquage des frontières symboliques économiques et dans lesquelles le rapport à l’argent est le plus ostentatoire, ainsi que les établissements où ces attitudes sont légitimées (surtout lorsqu’elles le sont au détriment des valeurs culturelles). Les interviewés d’Higienópolis sont aussi les seuls parmi lesquels apparaît un souci d’habituer leurs enfants à fréquenter les espaces et transports publics de la ville, de les socialiser à l’urbanité et aux interactions dans des situations de mixité sociale. Outre l’adhésion à des principes universalistes, la justification souvent avancée à ce propos est

que la diversité sociale serait un reflet plus fidèle de la « réalité » et une meilleure préparation à la société dans laquelle leurs enfants auront à évoluer plus tard.

Morumbi présente en revanche plusieurs caractéristiques communes avec Gurgaon (au-delà de leur verticalité architecturale), mais aussi avec le XVIe. Comme ces derniers, il s'agit d'un espace où le mélange entre différentes fractions et strates des classes supérieures économiques, plus ou moins fortunées et plus ou moins récentes, suscite de nombreuses stratégies de distanciation symbolique, sociale et scolaire au sein même du quartier. Il n'existe en effet pas vraiment à Morumbi d'ordre moral unifié ou même prédominant et les interviewés insistent surtout sur la diversité de niveaux économiques, culturels et moraux qu'on y observe, au-delà du capital économique minimal nécessaire pour accéder à un logement sur place (montant qui, comme à Gurgaon, peut néanmoins varier assez substantiellement d'une tour ou d'un complexe résidentiel à l'autre). Ces contrastes sont d'autant plus saillants que Morumbi comporte à la fois de nombreux ménages de « nouveaux riches » (souvent stigmatisés comme tels) ayant connu une ascension sociale récente, et d'autres en mobilité socio-spatiale descendante, dont les revenus et les patrimoines actuels ne sont pas suffisants pour habiter dans les quartiers plus exclusifs où ils ont grandi (comme Jardins ou Higienópolis), qu'ils continuent néanmoins de considérer comme leur environnement social de référence et où ils espèrent retourner dès que possible. Les habitants interviewés à Morumbi expliquent ainsi très souvent avoir emménagé dans leur quartier pour les ressources locales qu'il offre, mais aussi y choisir avec soin leurs fréquentations, ainsi que l'école et les amis de leurs enfants. Nombre d'entre eux semblent craindre particulièrement l'influence de familles très (trop) riches au mode de vie excessivement oisif ou dissolu (du fait d'un niveau de fortune suffisant pour assurer leur prospérité économique sur plusieurs générations) :

Il y a quelques écoles dont on voit que ce sont des écoles… Par exemple, Santo Américo, c'est une école caractérisée par un pouvoir

d’achat très élevé : à la sortie, on voit des chauffeurs, des nounous. C’est un pouvoir d’achat extrêmement élevé. Donc beaucoup de gens y étudient. Pentágono, c’est une école de classe moyenne supérieure : on y trouve des plus riches à ceux qui se saignent pour la payer. On en rigole en disant que ce sont les gens qui ont fait une mise à niveau depuis Campo Limpo ou Taboão da Serra… ou ce genre d’endroit. […] Par ailleurs, il y a un lycée allemand, qui est Porto Seguro, et il y a un lycée orienté vers la culture espagnole, c’est Cervantes. Donc voilà : les écoles sont excellentes… et en même temps il y a des gens dans l’école dont nous savons qu’ils auront un niveau beaucoup plus élevé que notre fils. Parfois votre enfant peut aller en vacances à Orlando, alors que l’autre va passer quarante jours dans l’un des meilleurs hôtels d’Aspen, dans un truc encore mieux… et ils vont comparer bien sûr. L’autre jour, [mon fils] m’a demandé : « Maman, qu’est-ce que c’est Nike ? On dit que Nike est la meilleure marque… » Je lui ai répondu : « Nike, c’est ce que tu as aux pieds. » Donc, c’est la valeur qu’on attribue à ça… […] J’ai étudié dans une école de gens très riches et je voyais que les valeurs étaient très matérielles. Je n’aimerais pas qu’il se focalise trop sur ça.
[Michele, femme, 37 ans, avocate, mari avocat, n° 138]

Par exemple, les filles d’une amie à moi se déplacent partout en hélicoptère. Elles vont faire du bateau dans leur résidence secondaire, à la plage. Leur père les laisse aller seules là-bas… Juste les filles, avec personne d’autre, juste le bateau et la personne en charge du bateau. Mais elles sont désenchantées, elles voyagent tous les week-ends… Et c’est difficile d’avoir des copines qui se déplacent toujours en hélicoptère, qui vont à Ilhabela, dans leur résidence balnéaire, faire du bateau, et qui voyagent pendant tout le week-end, qui font de longs voyages avec leurs sacs à dos à l’âge de quinze ans…
[Rafaela, femme, 51 ans, procureure, mari notaire (*oficial de registro*), n° 134]

[Mon fils] a côtoyé des fils à papa, des petits play-boys… certains étaient même drogués. Des enfants d'hommes d'affaires, des gosses de riches… des millionnaires, vous voyez ? Pendant un certain temps, il a même toléré ces amis, mais maintenant il les déteste… […] Cette question des drogues est terrible… […] Ça n'a pas été de bonnes influences pour lui, ici… Ce n'était pas un bon groupe… […] Il y a eu deux ou trois amis sympas, mais certains étaient de sacrés voyous. Une fois, je suis allé le chercher à une fête à Jardim Paulistano, dans une grande villa qui occupait tout un pâté de maisons… et, avant, la mère d'un autre de ses amis y était allée aussi… Je ne suis pas entré, mais elle si et elle a été horrifiée : elle a dit que les gamins fumaient de la marijuana, et les parents aussi ! Heureusement, il ne s'est pas laissé influencer. Il n'est pas drogué. Mais il avait des amis – puis il s'est éloigné d'eux – qui étaient alcooliques, ou toxicomanes, tombés dans la cocaïne. Là, dans ce milieu. Dans la *high society*, c'est courant.
[Júlio, homme, 67 ans, notaire, épouse procureure, n° 135]

Enfin, à Alphaville aussi, les résidents qui ne sont pas parmi les plus fortunés se plaignent comme à Morumbi des excès en termes de consommation de certains de leurs voisins et de certains parents d'élèves des écoles de leurs enfants, ainsi que de la diffusion des « drogues » dans le quartier, voire dénoncent l'origine douteuse de certaines fortunes. Comme à Morumbi, ils s'appuient ainsi souvent sur le marquage de frontières symboliques *morales* pour dénoncer comme des excès les signes statutaires socio-économiques et les modes de vie des plus riches :

J'ai beaucoup plus peur du genre d'éducation qui, je pense, prédomine par ici. […] Le week-end, je fréquente souvent le parc qu'on a ici dans la copropriété, les parcs pour enfants, où je vois les valeurs de ces enfants, et je suis totalement en désaccord avec elles. […] C'est pourquoi, pour moi, ça reste un problème. Pour le choix de l'école, par exemple, cela a été un facteur des plus gênants. […] Ce n'est pas tellement le fait d'avoir une situation économique très privilégiée, mais

le type de culture et d'éducation. Je pense que l'éducation est trop permissive. Quand je vais à ce parc, je suis l'une des rares mères présentes. Les enfants sont trop souvent sous la surveillance de nounous. Ils sont très agressifs à cause de ce genre d'éducation. Mais ils ont aussi des valeurs consuméristes très, très fortes. Mon mari et moi-même n'apprécions pas autant le consumérisme, pas à ce niveau-là. Nous avons un autre type d'attachement à ces choses. J'utilise une voiture, et un modèle donné, non parce qu'elle correspond à un certain statut social, mais plutôt parce qu'elle est fonctionnelle, qu'elle est spacieuse et que je dois transporter des choses. Et, ici, c'est presque 100 % le contraire. Il n'est pas rare de voir le père en Ferrari accompagné de son fils à moto, conduisant à côté de son père. C'est le type de valeurs qui me fait vraiment peur, parce que les enfants grandissent en voyant ça, et ça les rend viciés.
[Larissa, femme, 46 ans, chargée de relations publiques, mariée à un gérant d'entreprise, n° 145]

Ici, le fait qu'il soit facile [pour les jeunes] d'être ensemble, de se retrouver pour jouer dehors, permet aussi l'accès éventuel à la drogue. On fume ensemble… Le rapport à la drogue est plus courant, parce que le groupe est plus grand et qu'il finit par influencer tout le monde.
[Fabrício, homme, 41 ans, avocat, épouse médecin, n° 150]

Non seulement ils consomment, mais ils vendent aussi des drogues. Il n'y a plus cette décence des familles qui existait il y a soixante ans. Aujourd'hui, il y a beaucoup d'opportunisme. Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens qui transportent illégalement des marchandises pour ne pas payer d'impôts. Il y en a qui transportent des cigarettes… de je ne sais où. On est au courant. Et donc les malfaiteurs ne sont pas seulement parmi ceux gagnant le moins. À mon avis, ils sont dans toutes les classes sociales.
[Letícia, femme, 57 ans, sans profession, n° 146]

Comme on le constate dans les extraits d'entretiens ci-dessus, les habitants d'Alphaville se sentent en partie piégés par l'enclavement géographique et la configuration du quartier, qui les empêchent de déployer efficacement des stratégies fines de socialisation de leurs enfants : le reste des beaux quartiers de São Paulo est trop loin, le choix des écoles est plus limité, et le fait que les enfants et adolescents puissent circuler seuls dans les espaces verts de la *gated community* et se rendre visite en toute autonomie limite le contrôle de leurs fréquentations au sein du voisinage. Ainsi, Alphaville a les avantages de ses inconvénients : certes, un ordre moral spécifique y règne, avec ses normes, ses logiques de distinction, et son acceptation de certaines formes de déviance, mais il n'est pas (ou n'est que très peu) modulable par des choix individuels complémentaires au choix résidentiel qui a conduit la famille à habiter là ; si certains traits locaux déplaisent, on peut difficilement les contourner.

Intégration ou refus de certaines catégories populaires dans l'ordre moral local

Les habitants des beaux quartiers de Paris, Delhi et São Paulo que nous avons rencontrés se montrent davantage préoccupés, on l'a vu, par le marquage de frontières symboliques (culturelles et morales) à l'égard d'autres fractions des classes supérieures et moyennes-supérieures qu'à l'égard des pauvres, vis-à-vis desquels la distinction paraît d'autant plus évidente qu'elle s'objective dans les divisions socio-spatiales des métropoles. Il arrive cependant que les classes supérieures soient amenées à considérer certaines catégories populaires comme intégrées, voire essentielles à l'ordre local qu'elles s'attachent à construire ou à perpétuer.

L'exemple le plus souvent évoqué de ce dernier cas de figure concerne le personnel de service. On a ainsi déjà cité le rôle des concierges du XVIe, vues par les habitants de l'arrondissement, non seulement comme les

gardiennes de l'immeuble, mais aussi comme les garantes et instruments d'un certain nombre de normes d'interaction. Mais c'est dans les quartiers comme Sunder Nagar, caractérisés à la fois par un ordre moral local particulièrement consolidé et l'emploi à plein temps de domestiques attachés au foyer (et parfois logés sur place), que l'intégration fonctionnelle de ces derniers est le plus souvent mise en avant. Ainsi, une habitante dresse le portrait de Sunder Nagar en quartier idéal, dans lequel la densité et les ramifications soigneusement contrôlées des liens permettent, tout en respectant les hiérarchies sociales, l'intégration locale de tous les acteurs, des domestiques aux résidents, en passant par les enfants des uns et des autres :

Du fait de ces grands jardins, tous les enfants avaient l'habitude de venir ici le soir et de jouer ensemble. Du coup, les enfants nouaient volontiers des liens entre eux et, du fait des enfants, les domestiques se rapprochent les uns des autres. Parce que nous envoyons nos enfants se promener ou jouer avec les servantes. Ainsi, les bonnes ont sympathisé entre elles, et elles se rencontraient, chez les uns ou les autres, avec les enfants. Et donc on est maintenant connectés avec les parents parce que nos enfants jouent ensemble. Ils sont amis. Donc j'ai fait un effort pour apprendre à connaître leurs parents, et nous sommes devenus de très bons amis, ici dans la *colony*, et maintenant nous avons aussi constitué le Sunder Nagar Club. […] Ils apportent des chaises de chez eux, et nous organisons des courses entre les enfants. Et les enfants des domestiques sont là, et nous les amusons aussi. Nous… nous aimons bien leur proposer de l'aide, d'une façon ou d'une autre, ou quelque chose dont ils ont besoin. Nous organisons aussi des courses entre les enfants des domestiques et nous leur donnons des récompenses. C'est un club tout à fait informel ! Ce n'est pas un club officiel, avec une liste de membres et tout ça. C'est un club très informel.
[Meena, femme, 57 ans, guérisseuse professionnelle, mari cadre d'entreprise multinationale, n° 169]

Le rapport des résidents des beaux quartiers de Delhi et São Paulo à leurs employés de maison sera davantage développé dans le chapitre suivant, du fait que ces derniers sont souvent perçus comme pouvant participer de la menace physique ou hygiénique incarnée par les classes populaires. À cette étape, on peut noter que le paternalisme qui, dans les deux pays, structure la relation d'emploi domestique favorise non seulement l'exploitation efficace des travailleurs concernés mais également leur intégration dans l'ordre moral local. En Inde, il s'agit toujours du principal mode d'organisation et de représentation du travail domestique, et il est ici renforcé par le fait que le personnel de service de nos interviewés était souvent logé chez eux et donc intégré à la maisonnée de façon quasi permanente. Au Brésil, comparativement, les modalités pratiques et symboliques de la relation se sont progressivement transformées au cours des trois dernières décennies. À la suite de l'ouvrage de Dominique Vidal sur Rio[36], notre recherche permet également de mettre en évidence, à travers la façon dont les interviewés envisagent leur rapport avec leurs domestiques, le déclin progressif d'une représentation en termes de subordination, d'affection réciproque et de bienfaisance au profit d'une vision plus contractuelle et / ou égalitaire[37]. Quant aux interviewés franciliens, qui n'ont généralement recours aux services d'une femme de ménage que quelques heures ou une journée par semaine, ils ont beaucoup moins tendance à s'y référer pour illustrer ou motiver leur rapport aux classes populaires et à la pauvreté.

C'est en revanche dans la métropole parisienne, dont les beaux quartiers sont – de tous nos terrains – généralement les moins exposés à la proximité d'espaces populaires, mais où le débat public est le plus marqué par une exhortation à la mixité sociale, que l'on retrouve le plus nettement la distinction classique entre bons et mauvais pauvres, intégrables ou non au cadre local, et ce autour de deux questions principales : la présence de sans-abri et de mendiants, et les projets d'implantation de logements sociaux.

Il est vrai que, dans les Ve et XVIe arrondissements, la pauvreté est aussi perçue comme liée à l'âge et à l'isolement. Certains interviewés

citent comme exemple de « pauvres » des personnes âgées (souvent des femmes seules) installées dans le voisinage depuis des décennies et qui vivent avec de très faibles retraites. Mais il ne s'agit pas de la figure la plus récurrente. Dans le Ve en particulier, la pauvreté est immédiatement et essentiellement associée par la plupart des interviewés à la figure des sans-abri dormant dehors ou faisant la manche, dont les effectifs locaux étaient perçus comme en augmentation au moment de notre enquête de terrain. En effet, les « clochards » ou « SDF » étaient vus comme des pauvres « traditionnels » du quartier (notamment par les habitants les plus âgés qui disent avoir toujours connu ce type de population locale) ayant été rejoints par des personnes paupérisées de façon impromptue par un accident de la vie ou une retraite indigente, et désormais également par les mendiants roms. Autant de types supposément distincts de pauvres passant leurs journées dans la rue et que les interviewés affirment aider de temps en temps en leur donnant un peu d'argent :

Je ne vois pas beaucoup de pauvres ici, dans mon quartier. Les quelques personnes en situation de pauvreté que je peux croiser, ce sont les quelques Roms qui font la manche, entre ici et la place Maubert. Et quelques SDF de temps en temps. Mais je dirais qu'il n'y en a pas beaucoup.
[Irène, femme, 36 ans, chargée de mission dans une ONG, conjoint photographe, n° 16]

C'est un quartier où il y a toujours eu des clochards. Moi, quand j'étais gamin, il y en avait beaucoup. C'étaient des clochards traditionnels […]. Et puis il y avait des clochards un peu marginaux et c'était, comment dire, ce qui… [*rire*] on ne peut pas dire ce qui faisait l'agrément, mais ça fait partie de la mixité du quartier, c'est-à-dire que les clochards en faisaient partie intégrante. […] Il y a beaucoup de SDF, mais qui sont vraiment… J'allais dire que soit les gens s'en fichent, soit ça ne dérange pas les gens. Les gens leur donnent : c'est un peu nos clochards, quoi… c'est un peu nos SDF.

[Marc, homme, 69 ans, cadre financier dans l'agro-alimentaire, conjointe documentaliste, n° 12]

Il y a des habitués. Ils changent un petit peu d'une année sur l'autre, mais il y a des habitués. Il y en a beaucoup plus qu'avant. Moi, je ne les connais pas très bien, contrairement à ceux d'avant : les clochards, les vrais clochards. Je ne les connais pas très bien, mais ils sont relativement bien connus d'un certain nombre de commerçants que moi je connais. C'est assez rigolo d'ailleurs, parce que c'est arrivé que certains commerçants demandent des renseignements à certains SDF parce qu'ils font le planton dehors.
[David, homme, 40 ans, chercheur au CEA, conjointe médecin-biologiste et *scientist manager*, n° 7]

Les mendiants roms sont toutefois beaucoup plus souvent présentés comme un problème que les clochards « traditionnels » (c'est-à-dire non ethnicisés) :

Y a les Tsiganes qui mendient là, dans la rue Mouffetard. Je n'aime pas les Roumains qui viennent dans la rue Mouffetard. Je n'aime pas. Je trouve qu'ils doivent rester dans leur pays, il n'y a pas de raison qu'ils viennent ici. Mais quand c'est plus des locaux… Il y a une tradition de clochards rue Mouffetard… Parce que c'est un marché, et donc ils trouvaient toujours quelque chose à manger.
[Jean, homme, 54 ans, ingénieur général, n° 14]

Ainsi, les sans-abri non ethnicisés sont perçus ici comme appartenant pleinement au quartier, les habitants (et les commerçants) éprouvant même un sentiment de responsabilité à leur égard (ce sont « leurs » pauvres). Ce qui n'empêche pas, de temps en temps, les riverains de faire appel à la police pour déloger certains d'entre eux dormant dans un endroit où ils sont perçus comme gênants… En revanche, ce sentiment de l'appartenance locale des pauvres, et d'une certaine obligation envers eux est présenté

comme beaucoup plus difficile à établir à l'égard des mendiants roms, et ce faute de registre d'interaction adapté :

> Non [je ne leur parle pas]… ça, tu touches un point hyper-sensible. Non, parce que je suis une femme pressée, je suis tout le temps hyper-pressée, et parce que je n'ai pas le bon SDF dans mon coin de la rue. Et que ce sont des personnes qui… sont tellement éloignées. Je pense que c'est beaucoup de gens de l'Est qui sont ici. Tellement éloignés que… je ne sais pas quoi leur dire. « Vous allez bien, mon brave ? Vous avez faim ? Vous avez soif ? Vous avez froid ? ! » Ben oui, c'est évident… Je pourrais dire : « D'où vous venez ? » Mais non, je ne le fais pas. […] Et je n'en reviens pas, parce que personne ne le fait. C'est ça qui est dingue, c'est l'espèce de truc qui n'a pas de modèle.
> [Nathalie, femme, 45 ans, éditrice et auteure jeunesse, conjoint directeur artistique dans l'édition, n° 17]

Même Arnaud (n° 18), chasseur de têtes très investi dans l'aide aux SDF (il participe à des maraudes du Samu social et à leur accueil de nuit dans sa paroisse), dénonce l'arrivée récente des mendiants roms dans le Ve arrondissement comme disruptive de la relation que les habitants de son quartier entretenaient auparavant avec « leurs » pauvres. Plus nombreux et, surtout, se livrant supposément à des formes de tromperie organisée, les Roms sont ainsi – dans les quartiers que nous avons étudiés comme dans une grande partie du reste de la métropole parisienne – souvent dépeints comme de faux mendiants (ou en victimes d'organisations criminelles communautaires) n'ayant pas vraiment besoin d'être aidés.

Par ailleurs, à l'instar de ceux qui stigmatisent les vendeurs à la sauvette ou les commerçants trop entreprenants qu'ils ont pu croiser dans les espaces les plus mélangés du centre de Paris, lesquels solliciteraient les passants de façon « trop agressive » (parfois en les touchant, en saisissant leur bras), on relève dans plusieurs entretiens français une opposition entre les mendiants « aimables », « gentils », « sympathiques », sachant interagir avec les habitants du quartier, discuter avec eux, et par conséquent souvent

adoptés par ces derniers, et les quémandeurs « agressifs » – comme sont très souvent définis les Roms. Ainsi, ils se retrouvent accusés non seulement de dévier par leur malhonnêteté la bienfaisance envers les mendiants et les sans-abri soi-disant inhérente à l'ordre moral local des arrondissements bourgeois de Paris, mais également d'ignorer les normes d'urbanité dont on a dit combien elles étaient importantes pour leurs habitants[38].

Enfin, second et dernier exemple de l'approche distinguant « bons » et « mauvais » pauvres qui caractérise nos terrains français lorsqu'il s'agit (entre autres) de préserver l'ordre moral local, à Ville-d'Avray, le débat le plus cité par les interviewés portait sur l'opportunité de la création dans leur quartier de logements sociaux, pouvant notamment être destinés à la réinsertion d'ancien-ne-s détenu-e-s et de femmes seules en situation de vulnérabilité. En effet, paradoxalement, de très nombreux habitants défendaient explicitement le principe d'une mixité résidentielle et critiquaient les quartiers (bourgeois) fermés dans lesquels ils voient un déni de ce qui doit selon eux caractériser une ville ; alors que d'autres étaient opposés à l'augmentation du nombre de HLM dans la commune. Le plus intéressant, ici, est toutefois de constater que la réaction au projet de construction de logements sociaux variait très fortement en fonction de la population qu'ils étaient censés accueillir : les anciens détenus masculins (perçus comme de potentiels prédateurs sexuels) étant considérés comme présentant un risque particulièrement élevé pour l'ordre moral et les modes locaux de socialisation des enfants, alors que les femmes seules et même les anciennes détenues élevant leurs enfants étaient vues comme susceptibles d'en bénéficier (au moins marginalement).

Selon une logique similaire, plusieurs interviewés de Ville-d'Avray acceptent volontiers la présence locale de logements sociaux parce qu'ils trouvent ces logements de bonne qualité et, surtout, de belle apparence : autant de caractéristiques qui sont à leurs yeux essentielles pour permettre l'intégration des habitants des HLM dans le quartier (en évitant notamment la stigmatisation et le malaise qui pourrait en résulter pour leurs

occupants). On observe donc, là aussi, au-delà d'une convergence entre des considérations esthétiques et le souci de préservation de l'ordre moral local, une préoccupation formulée en termes de possibilité objective d'inclusion par la majorité locale et d'adaptation aux normes de celle-ci. Et, de fait, la déségrégation des quartiers aisés (comme le leur) est explicitement évoquée par certains interviewés comme une voie d'intégration des pauvres et une solution aux effets de la pauvreté.

Ils sont néanmoins plus nombreux à affirmer que le mélange avec les logements sociaux se passe bien parce que ces derniers ne dépassent pas un certain quota de la population locale, au-delà duquel il deviendrait difficile de les intégrer, c'est-à-dire de fournir un modèle local suffisamment majoritaire pour que les habitants des HLM s'y conforment.

D'autres évoquent aussi les avantages d'une certaine mixité fonctionnelle permettant au personnel de service de vivre à proximité des logements des familles des classes supérieures ou aux employés municipaux et autres fonctionnaires travaillant dans la commune d'y habiter.

On voit donc se déployer ici, à l'échelle locale, des réactions motivées par une vision organiciste de la société, selon laquelle la présence de HLM supplémentaires au sein de la commune et du quartier ne serait souhaitable et acceptable que si leurs nouveaux habitants étaient déjà, au préalable, bien intégrés ou facilement intégrables dans le tissu social local.

CHAPITRE 3

Se protéger des pauvres

Le souci du maintien de l'ordre moral, de l'hygiène et de la sécurité renvoie à des représentations des pauvres comme menaces : menace de corruption des valeurs dominantes au sein d'un quartier, menace sanitaire et menace sécuritaire. Le chapitre précédent a montré que, en ce qui concerne les ressorts moraux de la production et du maintien de l'entre-soi, les dynamiques affinitaires et fondées sur l'homophilie priment largement sur les logiques explicites de répulsion, d'évitement et de mise à distance. Il en va tout autrement du rapport des interviewés aux questions d'hygiène et de sécurité explorées dans ce chapitre. Sur ces deux thèmes, les classes supérieures des beaux quartiers n'insistent pas sur les caractéristiques et pratiques communes qui les rapprochent, ou les rapprocheraient, de leurs voisins et ils se concentrent au contraire sur la démarcation vis-à-vis de classes populaires décrites comme répugnantes et violentes. Celles-ci sont ainsi altérisées, stigmatisées et dénoncées comme dangereuses et peuvent alors faire l'objet de pratiques discriminantes perçues comme légitimes ou allant de soi.

Dans les « enclaves fortifiées » analysées par Teresa Pires do Rio Caldeira[1], les murs, les barbelés, les caméras et les multiples équipements sophistiqués de sécurité constituent les signes les plus frappants de la volonté des riches de se protéger en se coupant plus ou moins fortement du monde extérieur. La tendance des classes supérieures à s'enfermer dans des espaces clôturés est particulièrement visible à São Paulo, mais elle

existe aussi sous une forme atténuée à Delhi et de façon plus ponctuelle et discrète à Paris. La question de l'insécurité est fortement présente dans les discours. Selon les métropoles, elle apparaît souvent reliée à l'exode rural ou à l'immigration. Faut-il alors considérer que la mondialisation et les phénomènes migratoires liés aux processus d'urbanisation et de modernisation des villes ont réactivé l'image de la « classe dangereuse n'appartenant pas à la ville, suspecte de tous les crimes, de tous les maux, de toutes les violences, non seulement par ses caractères propres, mais par le fait de son origine extérieure à la ville[2] » ?

Le danger que pourraient représenter les pauvres pour les riches ne provient pas uniquement de leur comportement présumé violent. Il est lié également à la question de l'hygiène qui recouvre à la fois la hantise de la souillure des corps et des espaces, le dégoût provoqué par l'image du désordre et de la laideur et, bien entendu, le risque de propagation de maladies infectieuses. La peur de la contamination et la peur de la violence semblent *a priori* relever de logiques différentes. À travers l'enquête, il apparaît cependant qu'elles sont souvent liées entre elles, au point d'inspirer parfois aux riches un même sentiment de répulsion physique vis-à-vis des pauvres.

Désordre, souillure et contamination

La hantise du désordre, de la souillure et de la contamination se cristallise dans l'imaginaire collectif sous la forme de stéréotypes. Aussi informelles et anecdotiques qu'elles puissent paraître, les images ainsi construites et véhiculées dans les discussions quotidiennes contribuent à structurer les interactions urbaines[3]. La « saleté » que l'on présuppose des pauvres, en particulier, justifie leur mise à distance ou leur exclusion, la multiplication des règles de précaution et des stratégies d'évitement à leur encontre, mais aussi une volonté de réformer leur mode de vie et de les « civiliser » associée au souci de s'en protéger en les ségréguant.

Le mouvement hygiéniste est emblématique de cette ambivalence. En France, le développement de l'hygiène publique a débouché sur une véritable (bio)politique d'État[4] : centrée sur l'assainissement de la ville, la prévention et la gestion des problèmes sanitaires avaient pour objectifs la « production du social » et, à travers le contrôle des corps, l'institution d'une démocratie constituée par des gens « bien-portants, bien-pensants et bien voulant »[5]. Dans la période qui précède les découvertes pasteuriennes, cette politique s'appuyait sur le travail de la police médicale pour normaliser le comportement des pauvres fixés dans la ville : les employés domestiques, les travailleurs, les prolétaires des industries.

L'importation de cette politique au Brésil et la réappropriation par les élites locales de ces principes a engendré une configuration singulière. En Inde, les préoccupations hygiénistes croissantes des classes supérieures renforcent leur désir de séparatisme. Modulée, réactivée et réadaptée en fonction des réalités locales, la question de l'hygiène a ainsi été posée dans chaque métropole en lien avec les besoins des élites de légitimer les inégalités sociales et de justifier leur traduction spatiale. C'est en cela que les représentations que la problématique sanitaire nourrit acquièrent un caractère idéologique.

Une répulsion maîtrisée à Paris

L'hygiénisme au XIXe siècle en France avait pour but de changer les habitudes d'hygiène de la population et d'agir sur l'urbanisme pour éviter la propagation des maladies. « On préconise par exemple la propreté des maisons, le renouvellement de l'air, l'assainissement des eaux, pour combattre les ravages opérés par la suette miliaire. Le développement de techniques d'isolement ensuite pour éviter la propagation des épidémies. Des mesures médicales de police antiépidémique sont ainsi mises en place pour lutter contre les risques du choléra[6]. » Mais les idées hygiénistes ont également conduit à systématiser les représentations stigmatisantes des classes populaires, associées à l'alcoolisme, à la dégénérescence physique

et à la morbidité, en justifiant souvent leur éloignement ou leur disciplinarisation.

À partir de la fin du XIXe siècle, sous l'influence du solidarisme, la doctrine hygiéniste a cependant été mise au service d'une conception inclusive et universaliste des réformes sanitaires en France. Ses partisans s'opposèrent aux libéraux et contribuèrent à faire voter les principales lois sur l'hygiène du travail et sur l'assainissement des logements insalubres[7]. Bien que ces réformes aient pu être conduites de façon autoritaire et parfois mobilisées ou instrumentalisées à d'autres desseins, il n'en demeure pas moins qu'elles ont ouvert la voie au développement de l'État social et de la société salariale du XXe siècle. Les résultats de ce grand projet sanitaire sont visibles. Ils permirent de rattraper le retard initial de la France en la matière.

La salubrité publique ne se généralisa pas immédiatement pour autant. Au XXe siècle, si la reconstruction des logements détruits dans les années d'après-guerre fut l'occasion de généraliser les salles de bains et le tout-à-l'égout, si l'eau courante filtrée et traitée arriva progressivement dans les campagnes, la question du logement insalubre resta préoccupante durant plusieurs décennies. Des bidonvilles, comme celui de Nanterre, ne furent résorbés que dans la seconde moitié des années 1970. Mais, globalement, le programme que les élites médicales, puis gouvernementales, s'étaient fixé depuis le début du XIXe siècle a été atteint. La plupart des maladies infectieuses ont été vaincues ou tout au moins maîtrisées. Le respect des règles d'hygiène corporelle, les investissements sanitaires urbains, l'élévation du niveau de vie, la couverture sociale et médicale généralisée, l'utilisation des antibiotiques constituent autant d'éléments du progrès promis par les médecins et les pouvoirs publics[8]. Ce contexte général a contribué à atténuer la méfiance hygiéniste des riches à l'égard des pauvres dans la métropole parisienne par rapport aux deux autres métropoles.

Les interviewés franciliens sont ainsi nettement moins nombreux que leurs homologues brésiliens et indiens à évoquer leurs interactions avec les

pauvres, ou la présence de ces derniers dans les espaces urbains qu'ils fréquentent, en mettant en avant la peur de la contamination. Celle-ci n'apparaît que dans les entretiens avec une petite minorité de répondants, qui évoquent notamment les métros et les RER comme des foyers infectieux où l'on est susceptible de s'enrhumer ou d'attraper la grippe, notamment lors des épidémies saisonnières ou lorsqu'on se déplace avec de jeunes enfants qui ont tendance à toucher ce qui les entoure. Mais ils considèrent ce problème comme inhérent à la vie en ville, et comme un risque auquel le simple fait de se laver les mains régulièrement permet en général de remédier.

S'ils n'y voient pas un risque sanitaire, une minorité plus substantielle des interviewés franciliens (entre un tiers et presque la moitié, selon la commune ou l'arrondissement de résidence considéré) signalent des problèmes de propreté ou de promiscuité dans ces espaces, en particulier aux heures de pointe et sur les lignes les plus bondées, lorsque l'affluence contraint les passagers à se serrer les uns contre les autres et quand les températures estivales rendent l'atmosphère étouffante dans les wagons. Mais cela n'amène pas pour autant nos interviewés, à quelques rares exceptions près, à limiter leur usage des transports en commun. Tout au plus l'adaptent-ils afin d'éviter ces inconvénients et de pouvoir voyager confortablement : en prenant le bus plutôt que le train et le métro, et en évitant s'ils le peuvent les heures de plus grande affluence. Par ailleurs, bien que la peur de tomber malade et l'aversion pour les contacts contraints avec d'autres passagers éventuellement transpirants et malodorants soient évoquées, les catégories populaires ne sont jamais présentées comme participant davantage du problème que les autres groupes sociaux. C'est bien la promiscuité physique en général qui gêne une partie de nos répondants, et non la promiscuité avec les pauvres en particulier (contrairement à ce que l'on relève à Delhi et à São Paulo) :

Je ne prends pas les transports en commun tous les jours, ce n'est pas comme quelqu'un qui les prendrait matin et soir, tous les jours enfermé dans le RER qui pue comme c'est pas possible. Parce que ça, ça pue le

RER : c’est une infection ! […] C’est vrai que mon irrégularité dans ma prise des transports en commun fait qu’effectivement je peux plus facilement supporter ça. […] Je veux dire : ça tous les jours, c’est insupportable, c’est proprement insupportable ! […] Mais je peux trouver ça insupportable parce qu’on est serrés, parce que ça pue, parce qu’il fait chaud, parce que c’est sale, parce que c’est tout ce que vous voulez… mais je ne me sens pas agressée.
[Marie-Caroline, femme, 57 ans, artiste peintre, conjoint avocat, n° 55]

La stigmatisation des classes populaires et de certaines catégories de pauvres est en revanche plus explicite lorsque ce n’est pas la promiscuité qui est dénoncée, mais la saleté et la puanteur attribuées au réseau ferré public, et ce d’autant plus que ces désagréments sont souvent présentés comme résultant d’incivilités commises plus ou moins délibérément. Ainsi, quelques interviewés se plaignent du fait que certains passagers, le plus souvent identifiés comme des hommes ou des jeunes garçons des classes populaires, dégradent l’environnement du train en crachant par terre dans les wagons ou à l’intérieur des stations, et en posant leurs pieds sur les sièges (cette dernière attitude étant aussi parfois perçue, on le verra ci-dessous, comme menaçante, du fait qu’elle est interprétée par les classes supérieures des beaux quartiers comme un refus ostentatoire des règles minimales d’urbanité, ce qui leur semble de mauvais augure en cas d’interaction). Mais c’est surtout la présence de sans-abri dans les espaces confinés du métro qui est considérée comme la plus gênante et désagréable en termes de propreté : les SDF étant explicitement accusés d’être sales (notamment parce qu’ils passent une grande partie de leur temps assis ou couchés à même le sol, et ne se laveraient pas assez fréquemment), d’uriner dans les recoins des stations et d’imposer leurs exhalaisons corporelles à celles et ceux qui se retrouveraient par mégarde assis à leurs côtés, voire de doubler les mauvaises odeurs d’une ébriété agressive qui en devient alors d’autant plus intolérable.

C’est dégueulasse, le métro. Je suis vraiment désolée qu’il y ait autant de *homeless* à Paris… […] Voir trois clochards sur un quai, ce n’est pas normal. Ce n’est pas normal. Je veux dire : on ne préserve pas assez le patrimoine français. C’est comme les salles de shoot à Gare du Nord… […] Le métro, c’est dégueulasse : on se fait agresser… Il y a énormément de clochards. On ne sait pas, mais un clochard bourré, ça peut vous emmerder aussi. J’en ai subi les frais.
[Lydia, femme, 20 ans, étudiante, célibataire, n° 30]

Néanmoins, comme on le constate aussi lorsque les interviewés évoquent non plus seulement l’état des transports publics mais la propreté générale de la ville et de ses différents quartiers, les représentations des pauvres comme nuisant à cette dernière davantage que les autres classes sociales sont marginales. Tout d’abord parce que de telles représentations sont rares, et ensuite parce qu’elles stigmatisent surtout des individus et des groupes particuliers, perçus comme déviants (notamment les Roms) ou dont la désaffiliation et la déchéance physique ne seraient explicables que par un état de trouble mental permanent ou passager (comme dans le cas des sans-abri et des toxicomanes) :

C’est un quartier [du XVIe arrondissement] qui était très bien avant mais qui est devenu quand même sale… Les gens sont… ils jettent leurs canettes… Par exemple, au printemps et l’été, les gens pique-niquent sur les jardins, et il y a pourtant des poubelles… Même l’hiver, il y a des jeunes… Il y a pourtant des poubelles partout, mais les canettes ou les papiers, ils les laissent par terre, au pied des bancs : ça, c’est déplorable ! Et puis il y a maintenant – alors ça, c’est catastrophique – […] toute cette mendicité : tous les Roms qui nous vident les poubelles la nuit. Ils vident les poubelles, ils crèvent les sacs et ils laissent tout par terre. Alors ça, c’est une catastrophe !
[Annick, femme, 64 ans, cadre commerciale retraitée, divorcée, n° 37]

Il y a toujours des mendiants. Et j'ai eu plusieurs fois des gens qui dormaient sur le trottoir sous mes fenêtres. […] Mais j'en ai eu un, j'ai été obligée d'aller au commissariat parce que je n'en pouvais plus. Il ne se lavait jamais. Il est connu dans le quartier. Il faisait ses besoins sur place. Je n'osais plus ouvrir mes fenêtres en été, c'était une puanteur. Alors, je lui ai dit : « Vous savez très bien que vous pouvez vous laver gratuitement pas loin. Vous pouvez changer de vêtements. » Mais c'est un malade mental… Ça n'a rien changé. Au bout d'un moment, il est parti.
[Jeanne, femme, 73 ans, médecin spécialiste retraitée, célibataire, n° 2]

La question de l'hygiène et des odeurs, et notamment des odeurs corporelles et domestiques dont Alain Corbin a montré qu'elles étaient structurantes des rapports et interactions de classes jusqu'au XIXe siècle[9], n'est ainsi qu'exceptionnellement évoquée pour exprimer une distance sociale. Paris est globalement décrite comme propre par la plupart des interviewés, même si quelques-uns précisent qu'elle l'est moins que certaines villes étrangères qu'ils ont eu l'occasion de visiter ; il est d'ailleurs intéressant de noter que ces comparaisons entre métropoles sont toujours internationales et ne portent jamais sur d'autres villes françaises.

Par ailleurs, encore moins dans leurs quartiers que dans les transports en commun, les problèmes de propreté locale évoqués par les riches ne sont généralement pas reliés à la présence de classes populaires. Pour les quelques habitants du Ve arrondissement qui s'en plaignent, ce sont avant tout les traces de beuveries estudiantines (et des fluides corporels associés) qui souillent les environs de la place de la Contrescarpe durant le week-end qui posent problème, tandis que les résidents du XVIe arrondissement sont nombreux à pointer l'omniprésence d'excréments canins sur les trottoirs de leur quartier : des déjections qui sont le plus souvent dénoncées par les interviewés avec une exaspération à la limite de l'emportement, tellement elles semblent être pour eux une source récurrente d'énervement et de répugnance. En comparaison, le reproche de cracher par terre dans la rue, adressé aux hommes des classes populaires et aux habitants des

espaces mélangés du nord-est de Paris (fréquentés de temps en temps par certains de nos interviewés et perçus comme populaires), est beaucoup plus rare et moins véhément, même si on le retrouve dans plusieurs entretiens :

On est épargnés. Je dois reconnaître que c'est très appréciable. Vous pouvez aller vous promener dans le XVIe, ici, dans tout le secteur, vous verrez que c'est agréable : on y voit des belles choses, on y voit des gens assez bien habillés, qui crachent pas tous les dix mètres sur le trottoir. Ça aussi… c'est aussi insupportable que les chiens !
[Guy, homme, 62 ans, cadre technique dans l'aéronautique, conjointe médecin, n° 35]

Toutefois, comme on le constate aussi à la lecture de l'extrait ci-dessus, si les quartiers « populaires » (hors bidonvilles) ne sont pas particulièrement perçus comme une source de menaces sanitaires et hygiéniques, ils sont souvent vus comme laids et désordonnés, et c'est dans cette économie symbolique-là que s'inscrivent le plus souvent les critiques à l'égard de leur (plus grande) saleté réelle ou supposée : celle-ci serait avant tout le signe d'un laisser-aller et d'un moindre souci esthétique, à traiter par des politiques et des initiatives d'embellissement plutôt que d'assainissement. La préoccupation pour la propreté urbaine et l'exigence du respect de cette dernière se confondent ici avec le marquage d'une frontière symbolique en termes de distinction culturelle et morale, montrant bien qu'il n'est pas complètement possible de dissocier – dans les discours des interviewés franciliens – la question de l'hygiène de celle de l'ordre moral. Et, comme nous l'avions déjà évoqué à propos des interactions dans les transports, saleté locale et désordre peuvent par ailleurs aussi être interprétés par les habitants des beaux quartiers comme des indices d'une situation à risque en termes de violence physique, conformément à un cadrage[10] courant des espaces urbains supposément dangereux qui associe systématiquement ces différentes caractéristiques les unes aux autres :

On ne participe pas à détériorer… Aussi minime soit-il : il y a un papier qui traîne, on le ramasse. C'est des bêtises ça, mais je pense que c'est une collection de petits gestes, de petites attentions qui font qu'on est plus ou moins bien. Et je suis sûre que quand on est dans un quartier insécure où tout le monde marche comme ça, rentrer chez soi… enfin, ça ne réalise pas un bon climat.
[Sylvie, femme, 48 ans, cadre technique, conjoint cadre technique, n° 58]

[Dans le XVIe,] les gens sont normaux. Ils ne sont pas trop… ils ne sont pas agressifs. Ils sont bien éduqués : c'est du savoir-vivre, je pense. Ce qui est loin d'être le cas partout ! Les gens ne crachent pas par terre, par exemple, contrairement à Saint-Denis où tout le monde crache par terre ! […] Moi, ce que je cherche, c'est des gens… qui savent à peu près se comporter en société, des gens qui respectent les autres… Et la propreté aussi : oui, j'ai besoin que, dans la rue, ce soit propre.
[Clément, homme, 35 ans, ingénieur commercial, conjointe ingénieur commercial, n° 33]

Un quartier sûr ? Il serait propre. Là où j'habitais [à Saint-Denis], ce n'était pas propre. […] C'est peut-être un peu un *a priori*, mais les endroits propres, on s'y sent mieux et donc on se sent peut-être moins dans l'insécurité ou moins mal à l'aise que dans un endroit pas propre.
[Aurore, femme, 36 ans, cadre commercial, conjoint ingénieur, n° 44]

Dans ces cas aussi, au niveau des anticipations interindividuelles, les « incivilités » contribuant au manque de propreté de certains quartiers sont perçues comme forcément corrélées à un manque d'urbanité (et donc de respect réciproque minimal) entre les habitants, lequel serait à son tour indicatif d'une possible insécurité physique.

Mais, dans la grande majorité des entretiens réalisés dans la métropole parisienne, la répulsion physique à l'égard des pauvres reste globalement

maîtrisée. On peut y voir la conséquence des politiques hygiénistes menées depuis le XIXe siècle qui ont été conçues, on l'a vu, dans un esprit solidariste visant à renforcer la protection sanitaire de l'ensemble de la population et non pas seulement des élites éclairées de la nation. La situation est bien différente dans les deux autres métropoles.

L'hygiénisme d'évitement de l'élite brésilienne

Le système sanitaire brésilien a été introduit par la cour portugaise quand celle-ci est venue s'installer au Brésil à partir de 1808[11]. Cette époque coïncide avec le développement des villes et l'embourgeoisement de l'élite. Les médecins hygiénistes de l'époque eurent une grande influence sur les familles bourgeoises, lesquelles furent peu à peu séduites par la conception moderniste de l'hygiène associée à une définition plus restrictive de la sphère privée et à une distanciation plus marquée à l'égard des esclaves (on préféra dès lors les gouvernantes européennes blanches pour assurer l'entretien et la gestion du foyer)[12]. Par ailleurs, en adoptant les normes jugées supérieures de l'hygiène et du raffinement bourgeois, l'élite se coupa encore davantage du reste de la société.

La question sociale se résumait à cette époque au contrôle des populations à risque. Si, comme en France, les résultats de cette politique hygiéniste sont visibles – assainissement de rues, tout-à-l'égout, eau courante filtrée, changement des habitudes quotidiennes d'hygiène –, ces progrès ont bénéficié essentiellement aux quartiers de l'élite. Dans les banlieues de São Paulo, le processus a été beaucoup plus lent et, dans certains cas, il ne s'est jamais enclenché. Les favelas, souvent démunies des infrastructures sanitaires de base, jouxtent parfois de façon surprenante, on l'a vu, les quartiers les plus huppés de la ville. La guerre contre les épidémies n'a jamais cessé, et cela même dans les espaces plus aisés de la ville[13].

La conception solidariste de l'hygiénisme apparaît, comparativement à la France, moins présente au Brésil. Les discours recueillis au cours de

l'enquête attestent que ces idées de solidarité associées à la question de l'hygiène et de la salubrité publique restent globalement étrangères au système de pensée des élites brésiliennes d'aujourd'hui.

L'hygiène constitue avant tout un critère de distinction sociale. Dans l'extrait ci-dessous, une femme qui habite le quartier Morumbi considère que les pauvres ne respectent pas les espaces publics (tels que le bus ou le métro) et ne prêtent pas attention à leurs propres odeurs car ils n'ont pas appris les normes d'hygiène :

> Ils ne respectent pas ! À l'étranger, je pense qu'ils respectent plus cet espace public. Pas ici. Ici, on ne respecte rien. Donc si [une personne] sent mauvais, elle entre n'importe où et elle s'en fiche. C'est vraiment un cochon et il s'en fiche. Il n'a pas appris !
> [Carina, femme, 39 ans, architecte, mariée à un publicitaire, n° 137]

Les personnes qui habitent les favelas sont les principales cibles de ces critiques. En mettant en cause la capacité de leurs habitants à veiller à leur hygiène personnelle et à leur propre santé et en leur imputant par ce biais la propagation de maladies, les classes supérieures de São Paulo stigmatisent doublement l'irresponsabilité des pauvres et nient, au mépris des évidences, le rôle des facteurs sociaux dans les problèmes sanitaires que connaît la ville[14]. Si des voix dissonantes se font parfois entendre, nombreux sont ceux qui non seulement adhèrent complètement à ce discours, mais en tirent également des conséquences au quotidien, en cherchant à se protéger de tout contact avec les pauvres.

Étant donné que les classes supérieures circulent surtout en voiture, elles n'éprouvent pas le besoin de se protéger des SDF. Bien qu'ils soient perçus par nombre d'interviewés comme porteurs de maladies contagieuses, ils ne sont pas considérés comme une véritable menace. Pour l'une de nos interviewées, le fait de ne pas avoir à leur adresser la parole est rassurant. En outre, elle imagine que voyager en bus est beaucoup plus dangereux pour sa santé que croiser un SDF dans la rue.

Les classes supérieures s'inquiètent davantage de la propreté des habitants des favelas. Une interviewée s'est avouée désespérée lorsque son employée de maison lui a annoncé qu'elle vivait dans l'un de ces bidonvilles. Comme elle n'avait pas l'habitude de parler à ses domestiques, elle avait toujours imaginé qu'elles habitaient une maison simple dans un quartier pauvre. Mais à sa grande surprise, nombre d'entre elles venaient des favelas. Comme le suggère le discours de cette autre interviewée, plus que les pauvres en général, ce sont les *favelados* qui sont soupçonnés en particulier de manquer d'hygiène :

> Je pense que dans la classe moyenne tout le monde se lave tous les jours. […] Tout le monde sent bon, est propre et tout…. […] Mais ceux qui habitent dans les favelas,… je pense que ceux-là ne se lavent pas. […] Pas sûr que ce serait possible, parce qu'ils n'ont pas l'eau… […] Même les pauvres, dans un quartier pauvre, mais qui vivent dans de petites maisons. Je pense que les habitudes d'hygiène au Brésil sont bonnes, les gens sont propres, des vêtements propres, tout est propre […]. En revanche, ceux qui habitent les bidonvilles ne le sont pas.
> [Sofia, femme, 55 ans, économiste / designer, mariée à un ingénieur, n° 125]

L'existence des favelas ne laisse ainsi pas indifférentes les classes supérieures paulistes. Soucieuse de l'image que les étrangers peuvent avoir du Brésil, une femme admet avoir honte d'être brésilienne lorsqu'elle fait le parcours entre son domicile et l'aéroport de Guarulhos. Selon elle, la saleté des avenues et de la rivière, les odeurs et les favelas donnent une image déplorable du pays : « Imaginez-vous si le président des États-Unis débarque un jour ici… » La solution qu'elle préconise à cet égard est de demander aux grandes enseignes de peinture de « mettre un peu de couleur » dans les favelas.

Les discours hygiénistes visent notamment la classe ouvrière car les habitants de favelas, les usagers des bus et le personnel de maison des foyers bourgeois appartiennent à cette catégorie sociale. Ils constituent un

moyen de marquer les frontières de classe, mais aussi une façon subtile de perpétuer et de réaffirmer la domination sociale.

Les raisons du refus de prendre le bus et dans une moindre mesure le métro sont multiples. Si quelques interviewés affirment ne pas avoir besoin de les utiliser, beaucoup mettent en cause le manque d'entretien des réseaux urbains, les incivilités, le risque de se faire voler ou harceler (dans le cas des femmes) ou encore le souci de se protéger des maladies contagieuses ou d'éviter les mauvaises odeurs. Autrement dit, l'évitement des transports en commun correspond surtout à la volonté de s'épargner tout contact avec les passagers issus d'un milieu plus modeste qui, dans les représentations des classes supérieures, sentent mauvais, sont malpolis, dangereux et porteurs de maladies contagieuses. D'aucuns n'hésitent pas à affirmer qu'ils se comportent comme des « porcs ». En effet, les personnes interviewées n'ont pas cherché à dissimuler leur dégoût, en particulier à l'égard des usagers des bus (dont la dévalorisation par rapport au métro est inverse à celle qui a cours dans la métropole parisienne) :

> Je pense que le métro est très bien entretenu, très propre. On peut utiliser les toilettes tranquillement. Les bus, en revanche, laissent à désirer. […] Une chose est d'y monter le matin, quand il vient de sortir du garage, tout propre. Une tout autre chose est de le prendre à la fin de la journée. Ce n'est pas une question de nettoyage des moyens de transport, mais d'usagers. Du papier par terre, des écorces de fruits. Les gens sont trop incivilisés.
> [Laís, femme, 54 ans, nutritionniste, femme au foyer, mariée à un ingénieur, n° 144]

Les incivilités constitueraient ainsi la principale cause du mauvais entretien des bus, les directeurs de compagnies se sentant découragés par les comportements des usagers :

> Je ne pense pas qu'ils désinfectent, ils le pourraient… Si chacun faisait sa part, ce serait beaucoup mieux… Bien sûr, le gars qui a une

entreprise, il aurait un moyen de nettoyer le bus, et je crois même qu'il le fait… Mais il y a aussi quelque chose qui décourage : « Je vais dépenser X mille reais pour laver le bus tous les jours pour que les gens, des porcs, entrent et crachent par terre… » Une chose en entraîne une autre.
[Paulo Henrique, homme, 38 ans, ingénieur, marié à une femme médecin, n° 106]

En raison de la peur des maladies contagieuses, nombre d'interviewés pensent que les transports en commun constituent un problème de santé publique, surtout aux heures de sortie des bureaux où ils sont complets, et accusent leurs usagers d'ignorer les règles élémentaires d'hygiène lorsqu'ils toussent ou éternuent (une interviewée évoque même sa peur d'attraper des poux). Plusieurs vont même jusqu'à considérer que les transports en commun restent imprégnés des odeurs désagréables du peuple :

Le bus pue. Le métro pas tellement, je pense… pas les fois où je l'ai pris, mais les bus, mon Dieu ! Cette odeur de bus est horrible… […] Je pense que c'est cette odeur de ces gens-là ! Ça reste. C'est horrible de parler comme ça [*rires*]… Ça imprègne.
[Leandro, homme, 52 ans, architecte, n° 82]

Une femme qui habite le quartier Morumbi, bien qu'elle ne prenne plus le bus depuis longtemps, croit qu'aujourd'hui le problème de l'odeur s'est aggravé à cause de l'« invasion » de São Paulo par les Nordestins, à qui manqueraient les rudiments du savoir-vivre :

Là-bas, c'est le bordel… Déjà, quand je prenais [le bus] c'était horrible, une odeur horrible… Aujourd'hui, ça doit être… C'est que beaucoup de monde du Nordeste est venu ici. Il y a eu une invasion. À mon époque, il n'y avait pas de Nordestins […] ici à São Paulo. Ils

sont… totalement différents. La culture, l'hygiène… on doit tout leur apprendre.
[Rafaela, femme, 51 ans, procureure de l'État, mariée à un notaire, n° 134]

La question des mauvaises odeurs renvoie aussi aux parfums de certains usagers du bus et du métro. Une interviewée se dit dérangée par le déodorant et le parfum ordinaire qu'utilisent trop abondamment les femmes d'origine modeste à la peau mate (les *morenas*) :

Le Brésilien a la peau foncée, essentiellement. Je suis l'exception à la règle parce que je ne suis pas… Je suis née ici. Je suis italienne. […] Des deux côtés, le père et la mère… Je sais que le matin, quand ils viennent de chez eux, vous allez dans le métro, dans le bus… vous sentez l'air un peu parfumé, parce que les Brésiliennes, même en étant très pauvres, elles aiment mettre du déodorant et du parfum… même ceux de mauvaise qualité…
[Carina, femme, 39 ans, architecte, mariée à un publicitaire, n° 137]

La sensibilité des classes supérieures brésiliennes aux questions d'hygiène est fortement liée à leur souci de se démarquer du peuple. Historiquement, celles-ci ont rarement été envisagées au Brésil sous un angle progressiste et solidariste. Encore aujourd'hui, les riches des beaux quartiers s'y réfèrent comme à une nécessité pour eux d'éviter le contact avec les pauvres et les lieux susceptibles de transmettre des microbes et des maladies contagieuses. À défaut d'avoir pu généraliser à l'échelle de la nation tout entière des politiques et des équipements sanitaires satisfaisants, à défaut d'avoir conçu la question hygiéniste comme un défi relevant de l'intérêt général et de la cohésion sociale, l'élite de ce pays en est toujours réduite à chercher à se protéger par elle-même en instaurant une barrière réelle et symbolique entre elle et les pauvres.

L'HYGIÉNISME SÉPARATISTE DES CLASSES SUPÉRIEURES INDIENNES

Pour les habitants des beaux quartiers de Delhi, la question de l'hygiène et de la propreté de la ville est une préoccupation quotidienne. Ce problème prend de telles proportions qu'il s'impose à eux comme une évidence de tous les instants dès qu'ils quittent leur lieu de résidence. Si certains confessent s'y être habitués, voire y avoir été « conditionnés », le manque de propreté constitue pour la plupart d'entre eux la matrice d'un fort sentiment d'obsidionalité. Le spectacle quotidien qu'ils décrivent des rues jonchées de détritus, des bâtiments délabrés, des bidonvilles, des égouts à ciel ouvert ou des routes à peine carrossables leur donne le sentiment d'être littéralement assiégés par les déchets, les immondices et les infrastructures urbaines de piètre qualité. C'est ce qu'évoque Gauri :

> Il n'existe aucun endroit dans la capitale de l'Inde qui a un trottoir d'un kilomètre de long sur lequel on peut marcher. Ça n'existe pas. Tous les trottoirs sont éventrés. Lorsqu'ils les détruisent, ils laissent les décombres sur place car ça dépend d'un autre contrat. Les décombres restent là pendant la construction, puis, lorsque la construction est achevée, ils se rendent compte que la pente n'est pas bonne, alors ils font un nouvel appel d'offre et détruisent à nouveau le trottoir. Il y a tellement de corruption. Le système ne fonctionne pas. Je préfère faire mes courses dans les centres commerciaux car ils sont propres. Au moins, vous ne marchez pas dans la crasse et les déchets en sortant de votre voiture. […] Même à Khan Market, le marché dont le prix de l'immobilier est le plus élevé de toute l'Asie. […] Il y a des déchets qui arrivent directement des égouts et sont laissés en tas dans les contre-allées. Et dire qu'il y a des restaurants là-bas…
> [Gauri, femme, 46 ans, dirigeante d'entreprise, divorcée, n° 208]

Dès lors, la voiture constitue le mode de transport privilégié et les *malls* et les quartiers de l'élite sont considérés comme les seuls endroits

réellement fréquentables. Les formules employées dans les discours mettent en avant l'idée d'une frontière claire, nette et tranchée séparant les rares lieux « propres » du « chaos » environnant. Les métaphores du « cocon », de la « bulle » ou de l'« île » sont régulièrement mobilisées pour décrire les lieux où l'on se sent à l'aise. De manière révélatrice, de nombreux récits rapportés par les interviewés mobilisent la formule « Dès que vous mettez le pied en dehors de… ». Suresh utilise précisément cette expression pour parler du métro, qu'il considère comme l'un des rares espaces publics « civilisés » de la ville (bien qu'il ne l'emprunte que de manière très exceptionnelle, préférant, pour des raisons de standing et de confort, sa voiture) :

> Dès que vous mettez le pied en dehors de la frontière du métro, c'est le chaos. C'est sale. Il y a des vendeurs de rue qui jettent des choses tout autour d'eux. Et puis il y a toutes ces sortes de véhicules à trois roues [les *rickshaws*] et puis ces affreux scooters tout sales, et ils attendent tous à la sortie des stations de métro. Donc, à nouveau, c'est vraiment très, très sale. Et dès que vous entrez dans la zone du métro, c'est beaucoup plus propre !
> [Suresh, homme, 52 ans, propriétaire et manager d'un hôpital, n° 196]

Mais c'est le plus souvent pour évoquer l'extérieur de la maison ou du condominium que cette formule est employée, comme le fait par exemple Manav :

> Les condominiums sont des îles, ce sont des bulles. Oui, des bulles. Nous parlons souvent de cela. Tant que vous êtes à l'intérieur, tout est beau et vert, tout fonctionne parfaitement bien. Il y a de l'eau, il y a de l'électricité, il y a de l'administration, il y a de la propreté. Et dès que vous mettez le pied dehors, vous affrontez le chaos de la ville.
> [Manav, homme, 54 ans, cadre dirigeant, divorcé, n° 207]

La question de l'hygiène à Delhi est rarement abordée à travers la stigmatisation d'individus jugés répugnants, sales et potentiellement porteurs de germes. De manière plus indirecte, les discours portent principalement sur des espaces occupés de manière prédominante par des pauvres et qui sont décrits comme insalubres, infréquentables et suscitant du dégoût. Ce sont donc des espaces plus que des individus qui se trouvent être au centre des discours hygiénistes recueillis à Delhi. Ces espaces sont clairement identifiés : il s'agit de certains quartiers pauvres bien précis, de certains marchés et de l'ensemble de l'espace public. À l'inverse, les zones de « confort » considérées comme suffisamment propres sont plus restreintes et se limitent généralement aux quartiers des classes supérieures, aux grands hôtels, aux clubs de l'élite ou à quelques très rares lieux « publics » que les riches ont su préserver pour leur usage (comme le très célèbre Lodi Gardens, Khan Market ou encore certains centres commerciaux où sont vendues les plus grandes marques mondiales).

Il faut donc lire la mention des quartiers pauvres et des espaces publics comme une métonymie des pauvres. On est en effet là au plus près de la définition de cette figure de style qui consiste à désigner le contenu par le contenant et qui, dans ce cas précis, permet de désigner les pauvres par les lieux qu'ils habitent et qu'ils fréquentent. La dénonciation du manque d'hygiène des espaces souillés par les pauvres justifie ainsi un sécessionnisme extrême des interviewés qui se sentent dans leur bon droit lorsqu'ils font le choix du séparatisme. C'est cette idée que met en avant Dhruv :

> Nous vivons des vies très isolées. Nous aimons nous couper du reste du monde. C'est pourquoi j'aime tant être dans ma voiture parce qu'alors je peux m'isoler et être avec moi-même plutôt qu'avec les autres. […] Parce que nous essayons de mettre à distance la sordidité [*the squalor*], la laideur, l'agressivité, toutes les choses que l'on n'aime pas dans la ville.
> [Dhruv, homme, 58 ans, P-DG d'un groupe de presse, femme avocate, n° 188]

Dans le contexte indien, marqué par la prégnance de l'institution de la caste, il serait tentant d'expliquer ce séparatisme social par la volonté de préserver intactes les marques de pureté rituelle et d'y voir un prolongement spatial des frontières de caste. Parfois, au détour d'une phrase, le manque d'hygiène des espaces les plus sales est certes associé à certains groupes de castes. C'est notamment ce que fait Kavita, qui met en avant la saleté des Gujjars originaires d'Uttar Pradesh (l'État dans lequel est situé Noida 15-A) pour rendre compte de la saleté des marchés locaux :

> À Noida, il y a aussi beaucoup de… Je ne sais pas si vous comprenez cela, il y a beaucoup de Gujjars… […] Et les habitants de l'Uttar Pradesh sont un peu agressifs et voyous. Et ils ne sont pas très propres. Donc, mis à part Noida 15-A, si vous allez vers l'intérieur de Noida, vous trouverez des poches qui sont franchement sales. Je ne dis pas que les secteurs [les colonies de Noida] sont sales, bien sûr. Car les associations de résidents sont parvenues à bien les maintenir propres. Mais les zones de marché… Si vous allez au marché du Secteur-18 qui est pourtant un secteur très cher, vous avez le sentiment « Beurk, c'est vraiment dégoûtant ! »
> [Kavita, femme, 50 ans, au foyer, mari P-DG d'un groupe dans le secteur textile, n° 231]

Il ne fait aucun doute que la caste joue un rôle central dans les représentations liées à la propreté et à la pureté de certains espaces. Il serait néanmoins réducteur d'en faire la seule grille d'analyse. La question de l'hygiène déborde de loin la simple crainte du contact avec la souillure dont les basses castes seraient censées être porteuses. Cette question a d'ailleurs déjà fait couler beaucoup d'encre et Sudipta Kaviraj remarque ainsi que, dans le contexte indien, il est primordial d'établir une distinction entre la notion d'hygiène (qui trouve ses sources en Occident) et les notions de propreté et de pureté (qui peuvent être pensées en lien avec l'idéologie hindoue)[15]. Dans la perspective de la pureté rituelle, l'une des distinctions brahmaniques fondamentales est celle entre l'intérieur et

l'extérieur de la maison. En effet, si un brahmane se doit par exemple de garder l'intérieur de sa maison irréprochablement propre, les ordures sont, elles, souvent jetées juste devant la maison. Sudipta Kaviraj souligne en effet que, dans ce dernier cas, ce n'est pas la question de l'hygiène qui importe, car les ordures sont jetées par-delà une frontière conceptuelle et la rue est alors considérée comme le revers insignifiant de l'intérieur.

Pour Sudipta Kaviraj, cette opposition statique entre l'intérieur et l'extérieur est nécessaire mais pas suffisante pour comprendre une seconde opposition, plus dynamique, entre l'espace privé et l'espace public. Cherchant à comprendre comment l'espace public à Calcutta est devenu un espace occupé principalement par les pauvres et les sans-abri (devenant ainsi un espace non privé plus qu'un espace public), il rappelle en effet que cela n'a pas toujours été le cas et que, à l'époque coloniale, les parcs, et parfois aussi les rues, étaient valorisés, dans la continuité de l'esthétique coloniale, pour leur beauté. Fiers de ces espaces, les classes moyennes et les classes supérieures qui les fréquentaient alors largement les considéraient comme la continuité directe de leurs espaces résidentiels et veillaient à leur propreté. Après l'indépendance du pays, la seconde partie du XXe siècle a néanmoins été caractérisée par une présence accrue des pauvres dans ces lieux. Tout d'abord, la Partition de l'Inde et du Pakistan a provoqué un afflux massif de réfugiés qui, dépourvus de logement, ont commencé à occuper les parcs et les autres espaces publics où ils dormaient la nuit. La présence des plus démunis dans ces espaces s'est alors banalisée, certains se transformant même en bidonvilles accueillant des abris de fortune et provoquant ainsi leur évitement par les plus fortunés vivant à proximité. Ces logiques se sont accentuées sous la pression démographique, de l'urbanisation galopante et des effets de l'exode rural. C'est de cette manière que s'est progressivement institué un usage privatif (par les plus pauvres) d'espaces à vocation publique. Sudipta Kaviraj suggère que les parcs sont devenus une « propriété collective » des pauvres et, selon lui, cette « plébéisation » de l'espace public, conséquence directe de la démocratie et de l'abandon de la régulation coloniale, est irréversible.

Venant illustrer les propos de Kaviraj, Vaibhav, un résident de Noida 15-A, s'inquiète ainsi des effets de la fréquentation des parcs par les pauvres :

> [Les pauvres] n'utilisent pas les parcs comme ils le devraient. Ils les jonchent de détritus. Ils détruisent les balançoires et tout ça. Et tous deviennent alors des parcs publics. Car ce sont des parcs publics. Ce ne sont pas des parcs de colonies. Donc n'importe qui a le droit de les utiliser et donc ils les utilisent. Et ils ont aussi des enfants. Ils sont analphabètes, ne sont ni éduqués ni entraînés à utiliser ce genre d'équipement public de manière appropriée. C'est le genre de choses qui commence à affecter la qualité du quartier.
> [Vaibhav, 59 ans, patron de presse, femme actrice de théâtre, n° 242]

C'est avec cette dynamique en tête qu'il s'agit de comprendre la radicalité du séparatisme social et de l'évitement des espaces publics revendiquée par les habitants des beaux quartiers de Delhi. Ayant abandonné tout espoir de reconquérir les parcs et les rues, ils préfèrent se replier sur des quartiers fermés et hautement contrôlés, dans lesquels ils peuvent imposer leur conception de la propreté et de l'hygiène. Mais même dans ces quartiers si soigneusement surveillés, les rues et les parcs séparant les diverses résidences sont souvent délaissés par les habitants au profit, non pas de pauvres indifférenciés, mais de pauvres bien connus des propriétaires et dont la présence est régulée. Les domestiques se retrouvent ainsi être les seuls à les fréquenter, comme l'évoque Ambika (n° 166) à propos du quartier de Sunder Nagar où elle réside : « Les employés de maison utilisent le parc. Il y a aussi les chiens. Mais, à part eux, personne n'utilise le parc. »

Si l'on suit S. Kaviraj, ce n'est donc pas une conception proprement hindouiste de la différence entre l'intérieur et l'extérieur qui est à la source de la posture d'évitement des classes supérieures, mais plutôt une dynamique historique liée à un processus de démocratisation subie, sous le poids d'une forte pression démographique, des espaces publics à proximité

des quartiers les plus bourgeois. L'opposition entre l'intérieur et l'extérieur contribue en revanche certainement à expliquer l'indifférence – ou l'accoutumance – des classes supérieures à l'égard du désordre environnant[16]. Si nous remarquons une tolérance élevée au chaos urbain chez beaucoup d'interviewés, d'autres, notamment ceux ayant vécu à l'étranger, sont plus prompts à le dénoncer :

Cela a été un de mes plus gros problèmes en rentrant en Inde. Je n'arrête pas de le dire à mon mari. Vous savez, j'ai fait un MBA [Master of business administration]. Alors je lui dis : « Allons travailler à l'étranger quelques années ! ». Et lui me dit : « Non, non, non ! J'aime trop l'Inde, je reste ici. » Et vous voyez, en fait l'Inde… Les Indiens ne font pas très attention aux… à la propreté de… de l'espace public. Donc je ne jette rien sur mon balcon mais en revanche je peux jeter ça dehors pour que ça aille sur la route et ça ne me pose pas de problème. Je ne blague pas. Sérieusement ! Et c'est vraiment mauvais… Ça nous mène droit vers… Vous marchez dans la rue et vous voyez que rien ne retient les gens de jeter des bouteilles d'eau en plastique sur la route. Alors qu'il ne s'agirait que d'attendre d'arriver à la prochaine poubelle. Certes, nous n'avons pas beaucoup de poubelles, mais attendez d'en voir une plutôt que de jeter des détritus dans la rue ! Tout cela me met en colère. J'ai tendance à être de plus en plus bouleversée par tout cela, mais je n'ai pas encore d'idée précise de l'endroit où nous pourrions aller à la place.
[Simran, femme, 31 ans, consultante en santé publique, mari consultant chez McKinsey, n° 205]

Jaideep se montre très critique envers le rapport à l'hygiène de ses concitoyens et son discours fait écho à l'analyse de S. Kaviraj :

Quand vous regardez le comportement des gens, pour des raisons qui m'échappent, les Indiens ne prêtent pas attention à la propreté en dehors de leur maison. Ils se contentent de veiller à la propreté de leur

corps et à celle de leur maison et à tout laver vingt fois. Mais vous sortez et c'est le bordel. Et ça, c'est vrai pour les pauvres comme pour les riches.
[Jaideep, homme, 47 ans, P-DG d'un groupe dans le secteur du tourisme, femme P-DG d'un groupe dans le secteur textile, n° 202]

Amrish explique, lui, qu'il s'est habitué au désordre environnant et que ce n'est qu'en allant à l'étranger qu'il prend conscience de la réalité de Delhi :

Quand vous vivez quelque part, vous vous habituez à ce qui vous entoure et, après un certain temps, vous ne le remarquez plus. Vous ne prêtez plus attention aux ordures, vous ne remarquez plus les vaches qui errent et puis vous ne remarquez plus le manque d'organisation et les mauvaises infrastructures. « Oh il y a une coupure d'électricité. Bon, très bien, mettons le générateur en route ! » Et puis, au bout d'un moment, vous devenez blasé. Vous remarquez ces choses quand vous voyagez, que vous allez à l'étranger et que vous êtes exposé à des choses différentes. Si vous allez à Paris, à Londres ou à New York, ou à Dubai ou à Hong Kong, alors tout d'un coup vous réalisez : « Oh mon Dieu ! Nous avons tellement de problèmes ! Nous avons un sacré paquet de problèmes ! C'est ici que nous devrions habiter ! Pourquoi n'habitons-nous pas ici ? » Et c'est alors que ça vous frappe et que vous réalisez qu'il y a encore tant de choses à faire et que ça n'avance pas assez vite. C'est à ce moment-là que ça vous frappe !
[Amrish, homme, 42 ans, homme politique, épouse au foyer, n° 190]

Beaucoup d'interviewés insistent sur l'apparente irréversibilité de ces dynamiques, comme Prerna qui admet que détourner son regard et remercier le ciel d'être née du bon côté constituent son premier réflexe face à ce qu'elle décrit comme la nature sordide des quartiers pauvres :

Quand je vais dans des endroits comme Sadar Bazar, c'est le caractère absolument sordide [*squalor*] du lieu qui vous répugne. Donc soit vous êtes le leader, le pionnier et vous faites quelque chose à ce propos, soit vous fermez tout simplement les yeux et vous dites : « Merci mon Dieu, je ne vis pas dans ce monde ! »
[Prerna, femme, 75 ans, cadre dirigeante à la retraite, mari architecte, n° 224]

La dénonciation du manque d'hygiène des espaces souillés par les pauvres justifie ainsi le sécessionnisme radical des interviewés, ceux-ci se sentant dans leur bon droit lorsqu'ils choisissent de pratiquer des formes de ségrégation extrême. Toutefois, derrière cette volonté d'évitement de ces espaces, c'est bien un évitement du contact avec les pauvres qu'il faut voir. La peur de la contamination par les germes et les virus (la tuberculose, la typhoïde ou d'autres maladies tout aussi fréquentes à Delhi[17]), la gêne provoquée par les odeurs des pauvres dans les transports publics sont en toile de fond des représentations hygiéniques et se trouvent parfois explicités par certains interviewés. Swamini confesse ainsi que, lors de ses rares voyages en train, elle se munit de pommades inhalatrices qu'elle applique alors sous ses narines :

La seule chose que je trouve vraiment difficile en Inde, ce sont les odeurs corporelles. Mon Dieu ! Quand je prenais le train, je n'avais aucun problème avec la foule, mais mon problème, c'étaient les odeurs. […] Donc maintenant j'ai du Vicks dans mon sac à main, et avant de monter dans le train, je mets du Vicks sous mes narines. [*Rires*] Pour de vrai ! Car le parfum ça ne marche pas !
[Swamini, femme, 45 ans, entrepreneure, divorcée, n° 183]

La hantise de la souillure et de la contamination nourrit tout autant, sinon davantage, les pratiques et les représentations hygiénistes des élites indiennes que celles des élites brésiliennes. Mais, comme nous avons pu le voir, elle prend des formes spécifiques à Delhi où le séparatisme est une

dimension banale, et rarement remise en question, du quotidien. Le séparatisme étant quasiment naturalisé, la justification du sécessionnisme n'apparaît souvent qu'en creux. Les frontières entre l'intérieur et l'extérieur, entre l'espace resserré des riches et le reste de la ville s'imposent d'elles-mêmes sous la forme de l'évidence.

La comparaison entre les trois métropoles fait apparaître une gradation : une répulsion physique globalement maîtrisée à Paris, une hantise de la contamination ancrée dans un hygiénisme d'évitement et de distinction sociale à São Paulo et un hygiénisme séparatiste à Delhi que rien ne semble pouvoir contrarier. En est-il de même de l'idéologie sécuritaire ?

De l'obsession sécuritaire aux discriminations

L'obsession sécuritaire des riches peut partiellement s'expliquer, comme nous l'avons vu dans l'introduction de ce livre, par le taux d'homicides en vigueur dans la métropole où ils résident. Elle serait alors d'ordre logique : les statistiques de criminalité traduisent un facteur de risque et justifient le déploiement de mesures de protection spécifiques. Par ailleurs, lorsque les citoyens ne font pas confiance à l'État et à sa police pour enrayer le processus de violence, ils prennent en charge leur propre sécurité. Cette préoccupation, que l'on présente parfois comme un phénomène global, ressort-elle de façon semblable dans les discours des personnes interviewées dans les trois métropoles ? Pour répondre à cette question, nous pouvons la décomposer en deux sous-questions : premièrement, de qui et de quoi a-t-on peur, et, deuxièmement, comment s'en protéger ?

De qui et de quoi a-t-on peur ?

Le sentiment d'insécurité n'est pas partagé de la même façon par les classes supérieures des trois villes. Le fait d'avoir subi un vol ou une agression ou d'avoir quelqu'un de sa famille ou un ami qui en a été victime peut à l'évidence contribuer à renforcer cette préoccupation. À São Paulo, par exemple, presque 90 % des interviewés avaient une histoire à raconter sur une situation de violence urbaine à laquelle leur entourage proche avait été confronté. C'est dans cette ville, où la criminalité atteint des taux vertigineux, que le sentiment d'insécurité est le plus présent. Les personnes interrogées l'associent en premier lieu à la question de la pauvreté. Se protéger des classes pauvres et dangereuses devient leur combat quotidien tant il implique une vigilance permanente.

Les classes supérieures n'éprouvent toutefois pas toutes cette peur avec la même intensité. Si quelques personnes se sentent en danger partout dans la ville, d'autres retrouvent malgré tout une certaine tranquillité dans leur quartier, ou au moins dans leur maison. Le sentiment d'insécurité concerne presque tous les interviewés, mais les différences qui transparaissent de leurs discours sont surtout dues à leur âge, à leur catégorie professionnelle et à leur vécu. Comme dans les deux autres villes, les plus jeunes, les professions culturelles et les personnes ayant fréquenté ou travaillé dans des espaces caractérisés par des situations de pauvreté se sentent moins en insécurité que les autres. En revanche, ce sentiment concerne aussi bien les hommes que les femmes.

À São Paulo, les SDF font peur à beaucoup d'interviewés et leur présence dans l'espace public est considérée comme indésirable. En dressant le portrait de ce qu'elle considère comme un quartier idéal en termes de sécurité, une habitante des Jardins affirme qu'il faudrait d'abord qu'il n'y ait pas de SDF et que la police mette en place une logistique plus appropriée pour contrôler les déplacements à l'échelle de la rue ou du quartier. Une autre se dit en particulier effrayée par les toxicomanes et les vols à l'arraché dont ceux-ci se rendent coupables pour s'acheter de la drogue.

Les classes supérieures de São Paulo citent spontanément des endroits réputés dangereux, qui coïncident avec les zones de concentration de la

pauvreté. Les lieux à éviter sont plus ou moins les mêmes d'un entretien à l'autre : le centre de São Paulo (Cracolândia, Estação da Luz, São Luiz, Bom Retiro, José Paulino, Teatro Municipal), les banlieues, notamment les quartiers de Campo Limpo Paulista, Jardim Ângela, Itaim Paulista, mais aussi les favelas de Morumbi. Certains évoquent aussi la présence jugée inopportune des SDF sur l'avenue Paulista, dans les quartiers Higienópolis et Consolação. D'autres disent éviter de se rendre dans toute la région Est en raison de sa réputation d'insécurité. Des quartiers de classes moyennes inférieures comme Santana sont également mentionnés. Les classes supérieures ont donc intériorisé une cartographie qui oppose les endroits où ils vivent et où ils s'autorisent à se déplacer et ceux qu'ils contournent systématiquement. Par la désignation de ces lieux s'opère de façon radicale la stigmatisation des populations qui les habitent.

L'obsession sécuritaire semble dans certains cas ne pas avoir de limite. Elle conduit les habitants des beaux quartiers à se méfier de tout le monde, y compris des personnes qu'ils fréquentent quotidiennement comme les employées de maison. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le système de sécurité mis en place pour contrôler l'entrée des personnes appartenant aux couches populaires est très sophistiqué, à tel point que, lorsqu'un vol se produit à leur domicile, les classes supérieures soupçonnent en premier lieu leur propre personnel. Le récit de cette habitante de Jardins se veut à cet égard emblématique :

> Ici, deux appartements ont été cambriolés… […] On a appris que le fils d'une femme de ménage qui travaillait dans l'un des appartements ici a commencé à sortir avec la fille de la femme de ménage de l'autre appartement et lui a fait faire des doubles des clés… et il a cambriolé la maison… […] Il est venu rendre visite à la mère et a fait ce qu'il voulait. Il a tout pris… Il savait où se trouvaient l'argent et les bijoux… C'est ce que la police dit le plus souvent… […] Le personnel a reçu la consigne[18] de n'ouvrir la porte à personne… On a mis un interphone là-bas, dehors, qui est connecté aussi bien avec les appartements qu'avec le gardien […]. Nous avons un système de

vidéosurveillance qui permet de voir ceux qui entrent, ceux qui sortent… Il n'ouvre pas la porte à tout le monde… Le garage a été fermé comme un sas pendant que nous avons appelé, c'est-à-dire une porte s'ouvre, se ferme, puis l'autre s'ouvre…
[Carolina, femme, 74 ans, avocate retraitée, veuve d'un avocat, n° 119]

Ce type d'histoire est assez courant. À Alphaville, la méfiance envers les employés de maison n'est pas moindre que dans les autres quartiers de São Paulo. Au contraire, comme il s'agit d'une ville dans laquelle tous les condominiums sont hautement sécurisés, les vols sont toujours imputés au personnel et à son entourage. Du jardinier à la femme de ménage, aucune catégorie n'échappe à cette suspicion. Les habitants expliquent que les employés peuvent échanger des informations entre eux pour commettre leurs larcins. En réalité, même dans ce type d'enclave fortifiée, le sentiment de menace est toujours présent et affecte la confiance dans les proches.

Dans le témoignage suivant, une personne interviewée révèle tout à la fois le sentiment d'omniprésence de la menace, sa proximité et la logique bien déterminée de son attribution :

Le vrai bandit a un visage, disons, pareil à celui du concierge de l'immeuble, le gardien. On ne peut pas savoir, il n'a pas spécifiquement un visage de bandit. Le bandit est comme eux tous. Pourquoi ? Parce qu'ils viennent du même endroit. Donc c'est difficile, on ne sait pas s'il l'est ou pas. Ils n'ont pas ce visage effrayant. Qui sait ? Il serait là-bas dans le bidonville ou il serait là, dans le quartier… Il est partout. Il n'y a pas de place spécifique pour lui. Il nous voit, c'est nous qui ne le voyons pas, le bandit. Il vous voit, il vous suit, il sait ce que vous faites, et vous ne savez pas que c'est un bandit. Comment font-ils pour cambrioler ces bâtiments, etc. ? Parce qu'ils ont déjà vu le quotidien des gens.
[Paulo Henrique, homme, 38 ans, ingénieur, marié à une femme médecin, n° 106]

Cet extrait ne fait pas que réitérer la suspicion à l'égard du personnel, il renseigne aussi en creux sur le processus de racialisation à l'œuvre dans les relations quotidiennes. En identifiant le « bandit » à une personne qui pourrait avoir le visage de son concierge, la personne interviewée laisse deviner la peau noire de ce dernier. L'association qu'elle fait de façon discrète entre un individu de son apparence et le risque de cambriolage correspond en réalité à une forme euphémisée d'essentialisation de la criminalité.

On retrouve cette même euphémisation du cadrage raciste des personnes considérées comme dangereuses dans le discours ci-dessous d'une femme qui souligne que, lors de ses déplacements dans les quartiers les plus périphériques, elle redoute particulièrement les personnes qu'elle qualifie de « bizarres ». Sur l'insistance de l'enquêteur qui cherche à comprendre quelles sont les caractéristiques qui rendent ces gens si singuliers, elle finit par confesser à demi-mot qu'il s'agit de leur phénotype :

D'habitude je n'y vais pas [en banlieue]. Mais j'ai une voiture blindée. Donc cela donne un peu plus de sécurité, dans n'importe quel quartier. Et même si ce n'est pas en banlieue. Là, il y a le [quartier de] Campo Belo, celui qui a pris feu hier ; c'est un quartier où on passe parfois pour aller à l'aéroport, et si la voiture n'est pas blindée, c'est effrayant, parce que les gens là-bas sont trop bizarres. On voit même des gens comme ça… De la drogue, ces cliques-là, etc. […]
Comment vous définissez cette bizarrerie ?
Ce bizarre dont je parle est l'étrange, non conforme aux normes auxquelles nous sommes habitués. Quand on voit un bar avec quelques personnes assises, en train de boire une bière, ce n'est pas bizarre. Mais quand on voit ces groupes un peu fermés avec le visage étrange, vous savez ? Et, je ne sais pas, on trouve peut-être cela bizarre, non ? Mais, de toute façon, je pense que, pour moi, ça fait peur, quand on s'arrête au feu.
Ils sont différents ?

Ils sont différents. Ils sont mal habillés, ils ont un visage, disons, plus agressif, donc un regard plus agressif, je trouve ça différent…
Une question de couleur ?
Non, je pense que c'est mélangé, métis… C'est-à-dire que des Blancs, tout blancs, je n'ai jamais remarqué… Des métis, non ?
[Fabíola, femme, 59 ans, entrepreneure, mariée à un avocat entrepreneur, n° 124]

Les efforts que déploie cette personne afin d'éviter d'expliciter les catégories raciales sur lesquelles elle s'appuie pour identifier, désigner et étiqueter les personnes qu'elle rencontre dans l'espace public sont particulièrement révélateurs des tentatives des habitants des beaux quartiers de São Paulo pour masquer leur racisme. Jusqu'à la dernière phrase, l'ambiguïté persiste et on n'est jamais complètement certain de ce qu'elle entend par des « gens bizarres ». Dans le cadre d'échanges enregistrés comme les entretiens que nous avons menés, il est considéré comme trop risqué de libérer davantage la parole.

Comme on le verra de façon plus précise dans le chapitre suivant, ce type d'énonciation est caractéristique de la gêne des classes supérieures brésiliennes à assumer des propos dont le racisme, s'il peut être dénié, n'en est pas moins réel.

L'essentialisation apparaît également lorsque les classes supérieures parlent des habitants de la banlieue. Dans certains cas, le criminel potentiel est perçu comme un désœuvré, forcément issu d'un quartier pauvre, qui n'a d'autres occupations que le jeu et dont le manque d'argent conduit inévitablement à la criminalité :

Ce qui m'inspire de l'insécurité c'est de voir des hommes à ne rien faire, en claquettes et t-shirt, en plein après-midi, dans la banlieue. Ça ne me donne pas une bonne sensation… […] Une fois, je suis passé par Guarulhos, il fallait passer au milieu de la banlieue – je travaillais chez Unibanco à l'époque, je faisais beaucoup de visites là-bas… […] Mon Dieu ! En plein après-midi, quand même. Le gars en train de

jouer au billard, l'autre à ne rien faire… Cela crée quelque chose de mauvais, l'insécurité. Pourquoi ? Le gars va avoir besoin d'argent… Il ne fait rien !
[Marina, femme, 40 ans, designer, mariée à un directeur des fusions et acquisitions, n° 108]

À Paris, l'insécurité n'apparaît pas dans les entretiens comme une préoccupation essentielle. Spontanément, les classes supérieures auprès desquelles nous avons enquêté relient souvent cette absence de danger à la sélectivité sociale de leur quartier et des espaces qu'elles fréquentent.

Pour les habitants des quatre quartiers franciliens, ce sont avant tout les espaces perçus comme populaires et les lignes de transports publics qui les traversent qui sont considérés comme dangereux – pour eux-mêmes ou pour leurs proches – et qui les mettent constamment ou ponctuellement « mal à l'aise ». Leurs représentations de ces espaces dépendent bien entendu de ceux qu'ils fréquentent (ou non), au moins épisodiquement. Ainsi, pour la plupart d'entre eux, et tout particulièrement pour presque tous celles et ceux qui ont vécu plusieurs années voire décennies dans le Ve ou le XVIe, ce sont les espaces « populaires » de Paris intra-muros, c'est-à-dire notamment les Xe, XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements – et souvent des quartiers précis comme La Goutte-d'Or, Barbès, Strasbourg-Saint-Denis, Belleville, Saint-Blaise, La Villette, ou des arrêts de métro ou des gares comme Château d'eau, Jaurès, Stalingrad, Porte de la Chapelle, Gare du Nord et Gare de l'Est – qui sont cités spontanément comme des lieux à risque :

Dans les parties de Paris entre le XVIIIe, XIXe, des parties du XIIe, etc. Il y a des endroits où on peut se faire casser la figure ; ça c'est sûr.
[Maurice, homme, 63 ans, chercheur universitaire, célibataire, n° 3]

Strasbourg-Saint-Denis, clairement, je n'y vais pas le soir. Clairement, je n'y vais pas toute seule. La dernière fois, j'ai encore vu un monsieur qui courait après un autre avec un couteau comme ça – de

30 centimètres – à 19 heures. Strasbourg-Saint-Denis, Château d'eau : non, merci bien. Ce n'est pas possible. C'est pour ça, parfois, je me dis : « Mais que fait la police ? » Sincèrement, ce quartier, il y a des prostituées : vous sortez du métro Strasbourg-Saint-Denis et il y en a vingt qui sont là, devant les boutiques et le Monoprix. Et, derrière, il y a tous les macs. […] C'est la Cour des miracles ! Il ne faut pas flipper…
[Elsa, femme, 40 ans, cadre commercial dans le prêt-à-porter, conjoint chef d'entreprise, n° 8]

Dans Paris, je me sens en toute sécurité. Bon, peut-être pas dans le XVIIIe, dans le XIXe, dans les quartiers un peu sensibles, mais je n'y vais jamais.
[Jean-Michel, homme, 67 ans, cadre technique supérieur retraité, épouse documentaliste, n° 48]

D'où vient ce sentiment d'insécurité ou de gêne que ressentent la plupart des interviewés franciliens dans les espaces du nord-est parisien ? Plusieurs d'entre eux font explicitement et spontanément le lien entre insécurité et forte présence de classes populaires et, inversement, entre la composition sociale de la population de leur propre quartier et le fait qu'ils s'y sentent en sécurité. En effet, la plupart des interviewés franciliens perçoivent leurs propres quartiers et la quasi-totalité de ceux qu'ils fréquentent régulièrement comme beaucoup plus sûrs, voire complètement sûrs, et en soulignent ainsi – de façon particulièrement récurrente à Ville-d'Avray et au Vésinet – le contraste avec les quartiers et banlieues malfamés. La plupart considèrent donc que l'insécurité physique est un problème qui ne les concerne pas personnellement, ou de manière exceptionnelle, car la sélectivité sociale de leur quartier et des espaces qu'ils fréquentent leur permet de l'éviter :

Je pense qu'un quartier où il n'y a que des gens qui ont plein d'argent, il sera sûr [*rires*]. C'est con, mais il sera sûr, parce que les gens qui ont

de l’argent, ils n’ont pas envie de se mêler… ils ne se rencontrent pas dans la rue on va dire. Ils se rencontrent moins, je pense. Ils ont des espaces de vie suffisants.
[Geoffroy, homme, 32 ans, architecte et ingénieur de travaux, conjointe médecin, n° 61]

Ici, rien n’attire les populations… Les populations qui n’ont pas les moyens ne peuvent pas vivre ici, ils n’ont rien à… Ce n’est même pas un lieu de passage : ils n’ont rien à faire ici. Ça ne peut que rester sûr.
[Caroline, femme, 52 ans, comptable, conjoint expert-comptable, n° 41]

Pourquoi je suis rassuré par rapport à d’autres arrondissements ? C’est qu’ici, quand même, qu’on le veuille ou non, la mixité sociale n’existe pas.
[Michaël, homme, 34 ans, consultant et restaurateur, conjointe enseignante, n° 19]

Néanmoins, en particulier dans le XVIe où cela se produit dans la grande majorité des entretiens et presque toujours avec les interviewés retraités ou proches de l’âge de la retraite (alors que ce n’est presque jamais le cas avec la bourgeoisie du Ve, plus intellectuelle, progressiste et se définissant davantage comme de gauche), la forte mixité ethnique du nord-est de Paris et de quelques autres lieux qu’ils fréquentent parfois est mobilisée spontanément comme cadrage pour décrire l’altérité de ces espaces et le sentiment d’insécurité et de malaise qu’ils suscitent. La concentration jugée excessive dans ces quartiers de minorités pauvres est alors envisagée comme un problème de société. Une « question raciale » ayant ainsi pris le pas sur la question sociale, ou s’y étant superposée de façon particulièrement saillante, est même évoquée lorsqu’il s’agit de désigner les groupes potentiellement menaçants dans les espaces urbains :

Je ne suis pas raciste, mais… cette concentration d'immigrés et de gens, à la fois pauvres et à la fois qui n'ont pas les mêmes coutumes que nous, fait que je ne me sens pas bien dans ce quartier. Autant ça ne me gêne pas de me promener sur les Champs-Élysées, autant ça me gêne d'aller me promener dans Barbès ! […] Je rentrais dans les banlieues du Nord de Paris… Franchement, faut fermer les portières, et vous priez pour que vous ne tombiez pas dans un guet-apens ! Je ne sais pas si vous avez déjà été à La Courneuve, mais c'est quelque chose, La Courneuve !
[Guy, homme, 62 ans, cadre technique dans l'aéronautique, conjointe médecin, n° 35]

C'est vrai que le quartier de la Goutte-d'Or, quand on est… quand, je vais dire, on a le type caucasien, c'est vrai qu'on est plutôt regardé de travers.
[Daniel, homme, 62 ans, ingénieur informaticien à la retraite, conjointe sans profession, n° 21]

Si vous allez à la gare de Lyon, vous avez tout de même une faune qui n'inspire pas une confiance extrême ! Vous allez à Gare du Nord, pardon ! Bon, la gare du Nord, à une époque, j'avais à y aller, mais aujourd'hui la gare du Nord je fais attention. […] En raison de la population ! Vous regardez les gens qui vous entourent, hein ! Alors, je ne voudrais pas être… être raciste – ce que je ne suis pas du tout –, mais quand vous voyez des colorés partout avec des allures, le moins que l'on puisse dire, pas tellement rassurantes, eh bien vous faites attention. […] Les visages pâles aujourd'hui, il est fréquent qu'ils n'atteignent pas 50 %. Vous avez couramment le tiers de colorés et fréquemment au-delà de 50 %, ça dépend des heures. Alors il y a là-dedans des gens qui sont parfaitement calmes, qui ne veulent de mal à personne, mais y en a d'autres qui manifestement sont tout prêts à chercher noise à quelqu'un.

[François, homme, 90 ans, retraité, ancien directeur des ressources humaines d'un grand groupe, conjointe enseignante à la retraite, n° 42]

Je me suis trouvée à 8 heures du soir, 8-9 heures du soir à Châtelet et là, je me suis vraiment sentie mal à l'aise : j'étais la seule Blanche ! La seule Blanche sur un quai bondé ! Bondé, bondé de chez bondé. Et ça, je m'en souviens encore parce que je me suis dit : « Mais qu'est-ce que je fais là ? Où est-ce que je suis ? Est-ce que je suis vraiment à Paris ? » Alors il ne faut surtout pas me taxer de racisme : j'ai un gendre algérien qui est adorable… et puis j'ai des origines juives, donc… Je suis multi-cosmopolite, complètement cosmopolite… Mais c'était l'impression d'être la seule Blanche, le seul visage blanc au milieu d'une marée humaine noire, jaune, rouge, tout ce qu'on veut… C'était vraiment oppressant, oui : oppressant. C'était oppressant de sortir de Châtelet. C'était la première fois que ça m'arrivait d'être oppressée comme ça, parce qu'en général je fais attention.
[Monique, femme, 72 ans, séparée, femme au foyer, n° 59]

Moi, je suis raciste. Je suis une sale raciste et je trouve que, quand même, dans le métro, ça devient effroyable. Maintenant, je ne suis pas la seule à le dire… Moi, je le dis franchement.
[Anne-Laure, femme, 66 ans, femme au foyer, conjoint chef d'entreprise, n° 1]

Comme on le voit dans plusieurs des extraits ci-dessus, et dans nombre d'autres entretiens, la perception des pauvres et des minorités comme une menace sécuritaire fournit donc aussi l'occasion à une grande partie de nos interviewés d'exprimer explicitement, ou de manière plus ou moins euphémisée, leur sentiment d'appartenance au groupe des « Blancs »[19], ce qui renforce d'autant plus la cadrage racial des situations qu'ils décrivent. Quelques interviewés se livrent même à une sociologie spontanée pour essayer de justifier leur crainte de certains quartiers et des trop fortes concentrations locales de minorités ethniques, voyant par exemple en de

telles concentrations la cause directe d'une soi-disant « agressivité » à l'égard des Blancs, qui seraient alors perçus comme des intrus.

Par ailleurs, en plus d'être souvent décrits et dénoncés comme des espaces d'altérité ethnique, les quartiers populaires du nord-est parisien sont aussi pointés par d'autres interviewés comme des lieux en proie au trafic de drogue, fréquentés – de fait ou supposément – par des toxicomanes aux comportements et réactions imprévisibles et par des professionnels de la violence également incontrôlables (les dealers).

Les banlieues populaires sont (encore) moins fréquentées par les interviewés que les quartiers du nord-est parisien. Dans les entretiens qui les évoquent (rares dans le Ve et le XVIe, mais plus nombreux parmi ceux réalisés à Ville-d'Avray et au Vésinet), les « banlieues » avec leurs « barres d'immeubles » ou « cités » sont presque toujours mentionnées non comme des quartiers qu'on évite (parce qu'on risque de s'y retrouver et qu'on peut avoir l'occasion d'y passer), mais comme un « problème de société » appréhendé plus théoriquement, et comme des espaces très mal connus, principalement au travers de la télévision[20] et des autres médias, ou lors de déplacements très épisodiques (et éventuellement d'expériences négatives associées à ces derniers). Elles peuvent alors être évoquées – de façon quelque peu paroxystique – comme des lieux particulièrement violents, dangereux et inquiétants, et en proie à une criminalité organisée vivant de l'économie de la drogue et d'autres trafics :

> Moi, je ne sais pas quand les gens vivent de deal, uniquement de ça… C'est pas pour rien que je vis dans Paris. Je ne vais pas en banlieue, je n'y vivrai pas. Parce que je ne connais pas ce monde-là et ce que j'en imagine me terrifie pour mes enfants, pour moi.
> [Muriel, femme, 51 ans, journaliste, conjoint médecin-dentiste, n° 27]

> J'ai quand même des endroits qui me provoquent plus d'appréhensions que d'autres. […] L'actualité est quand même plus chargée dans certains endroits que dans d'autres. Donc, moi, je ne peux pas y faire grand-chose, je suis bien obligé d'entendre parler de ce que j'entends.

Mais ça ne veut pas dire que j'ai une expérience personnelle de ces endroits.
[Claude, homme, 39 ans, documentaliste, célibataire, n° 43]

Les rares interviewés qui affirment n'avoir aucun problème à fréquenter les banlieues populaires se comptent en l'occurrence parmi ceux qui y ont été socialisés d'une façon ou d'une autre au cours de leur jeunesse.

À Delhi, le sentiment d'insécurité est moins prégnant qu'à São Paulo, où les allusions à des expériences directes de vols ou d'agressions sont quasi systématiques. Cette préoccupation est néanmoins bien présente. La menace la plus fréquemment évoquée dans les discours est celle, spécifique, qui pèse sur les femmes, et il se dégage un consensus autour de l'idée selon laquelle Delhi est une ville particulièrement dangereuse pour elles[21]. La crainte de l'agression sexuelle est en effet récurrente. Pour Nida, le soir venu, plus aucun endroit de Delhi n'est sûr pour les femmes :

Après 8 heures ou 9 heures du soir, aucune femme ne devrait se promener à pied dans Delhi. Même s'il s'agit du marché Priya, à Vasant Vihar, qui est très huppé avec toutes les ambassades autour…
[Nida, 30 ans, entrepreneure artistique, célibataire, n° 192]

De nombreuses interviewées nous détaillent ainsi toutes les précautions qu'elles prennent au quotidien pour éviter de se retrouver dans une position vulnérable, comme par exemple en ne prenant jamais le taxi seule, en ne demandant jamais de l'aide à des inconnus en cas de panne ou de problème, ou encore en s'abstenant d'emprunter les transports en commun. De même, lorsque les hommes évoquent la question de la sécurité à Delhi, leur première source d'inquiétude n'est pas leur propre intégrité physique mais celle de leurs épouses et de leurs filles. Convaincus qu'il leur incombe en tant qu'hommes d'assurer la protection des femmes de leur foyer, ils évoquent souvent les zones qu'ils considèrent comme les plus

dangereuses de Delhi en précisant : « Je ne laisserais jamais ma femme ou ma fille aller dans un tel endroit. »

Après la sécurité des femmes, la route constitue l'autre grande source d'inquiétude des habitants des beaux quartiers de Delhi. Leurs déplacements dans la ville les amenant, pour reprendre l'expression de l'un d'eux, à aller « d'île en île », leurs traversées de l'une à l'autre les exposent à une plus grande mixité sociale. Bien que leurs véhicules généralement confortables et de haut standing soient conduits non par eux mais par un chauffeur, ils ressentent une grande vulnérabilité pendant ces moments de « transit ». Ces trajets sont vécus comme soumis à tous les imprévus. C'est cette angoisse d'événements fortuits et de tout ce qu'il n'est pas possible d'anticiper qu'exprime Namita, qui est particulièrement inquiète des mendiants qui viennent frapper contre les vitres de sa voiture :

> Quand vous conduisez, vous ne savez pas à quoi vous attendre. Et puis il y a aussi tellement de mendiants. Si vous conduisez de nuit, ils frappent sans cesse à votre fenêtre, c'est effrayant !
> [Namita, femme, 67 ans, P-DG d'un groupe textile, mari P-DG d'un groupe dans le secteur de la distribution, n° 198]

Mais la grande menace qui pèse sur les routes de la ville tient surtout aux épisodes de *road rage*, ainsi que les Indiens appellent communément les accidents liés à la conduite agressive d'automobilistes ou les altercations qui s'ensuivent[22]. Dans cette évocation des dangers de la route, certains groupes sont particulièrement mis en cause. Il s'agit notamment des conducteurs de *rickshaws*, source supposée d'accidents (et qui devraient dès lors être interdits de circulation) ou des Jats ou des Gujjars, dont certains se sont enrichis en vendant leurs terres et qui, d'après nombre d'interviewés, rouleraient désormais dans de grosses voitures avec un sentiment de toute-puissance. Ces personnes soupçonnées d'être encore peu acculturées aux manières urbaines constituent l'un des groupes les plus redoutés des riches habitants de Delhi, ce qui amène Sulani à choisir avec précaution les lieux dans lesquels elle se rend :

Il y a beaucoup de personnes qui vivent aux marges de la ville et qui ont beaucoup d'argent maintenant, qui en quelque sorte viennent jusqu'à… Les frontières sont très floues maintenant. Donc ils peuvent vivre dans des villages urbains mais avoir beaucoup d'argent, et ils viennent et font leurs courses dans les mêmes endroits que vous. Ils mangent dans les mêmes restaurants que vous, mais ils ne sont pas encore très urbains. Ça, vous le ressentez. Parfois, ils vous regardent étrangement ou alors ils passent un bon moment et ils vont vous importuner juste pour s'amuser. Et cela me met très mal à l'aise. Donc maintenant on évite de sortir trop tard. On a réduit ces sorties. À moins qu'on doive absolument sortir, on préfère généralement s'abstenir.
[Sulani, femme, 32 ans, entrepreneure, mari entrepreneur, n° 214]

Comme à Paris et à São Paulo, les habitants des beaux quartiers de Delhi en viennent à cartographier mentalement les contours des zones qu'ils considèrent comme sûres et à en préciser les frontières. Pour Surinder, leur tracé est net :

En ce qui concerne la sécurité, celle-ci s'arrête avec le fleuve Yamuna. […] Après cela, vous ne pouvez plus compter que sur vous-même. Vous avez dû entendre parler de ce qu'il se passe à Ghaziabad ou en Uttar Pradesh… Là-bas, vous vivez avec vos tripes. Vous vivez avec vos tripes et avec la chance et tout ça. Mais au moins, ici, à Sunder Nagar, c'est [différent]. Ils disent que c'est grâce aux hommes politiques qui vivent près d'ici. Donc la sécurité est pour eux et, incidemment, pour nous aussi.
[Surinder, homme, 75 ans, homme d'affaires, épouse au foyer, n° 167]

À travers les entretiens, le sud de Delhi (« South Delhi ») apparaît comme le seul espace à peu près sûr de la ville. Les discours sont catégoriques et ne laissent planer aucun doute : il vaut mieux ne pas s'aventurer au-delà. Mais même à l'intérieur de ce périmètre réputé sûr, leurs déplacements ne s'effectuent que dans une zone relativement limitée

et ils choisissent avec précaution tous les endroits dans lesquels ils se rendent. Ils opèrent ainsi une délimitation très fine des quartiers qu'ils estiment fréquentables dans le sud de Delhi. De nombreux endroits que l'on pourrait aisément qualifier de *middle-class* ou même de *upper-middle-class* sont ainsi mentionnés spontanément lorsque sont évoqués ceux à éviter. Pour faire référence aux lieux dans lesquels il se sent à l'aise, Anthony n'hésite pas, lui aussi, à parler de sa « zone de confort », une expression révélatrice d'une appropriation symbolique d'un espace urbain pour son confort privatif :

> Je fais attention à ne pratiquement jamais m'aventurer du côté du nord de Delhi. De ne jamais m'aventurer à l'est de Delhi. Ma zone de confort est dans le sud de Delhi, le centre de Delhi et à Gurgaon. […] Je ne sais pas à quand remonte la dernière fois que je suis allé dans le nord de Delhi, à Ashok Vihar et tous ces quartiers. J'y suis allé il y a dix ans. Et dans l'est de Delhi, ça remonte à cinq ou sept ans. Donc je suis quasiment étranger à cette partie de la ville.
> [Anthony, homme, 52 ans, directeur d'une agence de voyages, épouse au foyer, n° 220]

Lorsqu'ils sont à domicile, les habitants des beaux quartiers se méfient de leurs domestiques. Conscients des différences énormes entre leur propre niveau de vie et celui de leur personnel, ils pensent que cet écart est source de tentations. Nombre de nos interviewés nous rappellent que leurs employés les voient plusieurs fois par mois dépenser en une soirée des sommes qui s'élèvent à quatre ou cinq fois (voire souvent beaucoup plus) le salaire mensuel d'une femme de ménage, d'un chauffeur ou d'un cuisinier, et ils s'inquiètent donc des frustrations que cela peut susciter. Pour la plupart, comme Arti, il ne fait aucun doute que les employés de maison constituent la principale menace pesant sur leurs biens :

> Je pense que beaucoup des vols… au moins ceux qui ont lieu dans les domiciles privés à Delhi sont toujours faits en collusion avec le staff

qui travaille pour vous. Donc, tant que vous avez un œil sur votre staff et que personne n'est mécontent ou malheureux, je pense que vous êtes plutôt à l'abri.
[Arti, femme, 44 ans, au foyer, mari président de la filiale indienne d'une multinationale, n° 238]

L'idée de vivre sans domestiques étant inconcevable pour les habitants des beaux quartiers de Delhi, le paternalisme constitue dès lors la réponse privilégiée à ce risque supposé de vol ou d'activités criminelles. Il s'agit donc de veiller constamment à ce qu'ils n'atteignent pas des niveaux de frustration trop élevés, en leur faisant sentir qu'ils occupent une place particulière au sein de la famille. Plusieurs, à l'instar de Priyanka, évoquent ainsi un lien direct entre les efforts qu'ils font pour leurs employés, comme payer l'école de leurs enfants, et leur souci de ne pas les voir « se livrer à des activités infâmes ». Cette même conscience aiguë des inégalités conduit plus d'une dizaine d'interviewés à évoquer leur crainte d'une révolte ou d'une révolution. Pour Ashok, cela ne fait aucun doute, l'Inde est assise sur une bombe à retardement et l'insurrection peut éclater à n'importe quel moment. D'autres avancent que les niveaux d'inégalité vont forcément accroître la criminalité dans la ville.

Après les employés de maison, les travailleurs migrants, venant d'autres États de l'Inde, et parfois du Népal ou du Bangladesh, constituent la seconde population la plus susceptible, selon les classes supérieures, de commettre des vols dans les beaux quartiers. Priyanka se fait ainsi l'écho de cette crainte :

Delhi est censée être la capitale du crime. Le crime, la congestion excessive, trop de pollution, trop d'embouteillages, tout ce qui va avec une grande ville. Trop de gens, trop de travailleurs migrants ici. Tout le monde veut venir à Delhi pour gagner sa vie, de la même manière que d'autres veulent aller à Bombay pour percer dans le cinéma. Donc les gens pensent que, s'ils viennent à Delhi, ils vont trouver du travail. Il y a tant de gens ici qui viennent du Bangladesh, du Bihar ou d'autres

endroits et qui viennent comme travailleurs migrants. Et ça rend la situation un petit peu différente. Pas très sûre. La sécurité s'est affaiblie. Le travailleur migrant est la raison de ce risque sécuritaire. Même dans notre quartier, quand il y a un chantier de construction, nous sommes très stricts vis-à-vis des travailleurs qui s'installent sur le chantier… Parce que c'est le genre de types qui arrivent déguisés en travailleurs de chantier et qui peuvent s'attaquer à n'importe quelle maison pendant la nuit et commettre un cambriolage ou des choses similaires. […] Il y a eu un petit incident dans lequel une personne qui était dans le quartier comme ouvrier avait essayé de s'introduire dans une maison. Mais notre niveau de sécurité est tellement élevé dans le quartier…
[Priyanka, femme, 50 ans, directrice financière du groupe de son mari, lequel est P-DG dans le secteur des télécommunications, n° 228]

D'une façon plus générale, si le sentiment d'insécurité éprouvé par les riches est d'intensité variable dans les trois métropoles et qu'il atteint son paroxysme à São Paulo, l'analyse comparative des entretiens conduit à voir dans les mécanismes qui produisent la peur des logiques semblables. Dans les trois villes, les personnes que nous avons interviewées ont identifié les lieux, les arrondissements ou les quartiers potentiellement dangereux et avouent ne pas s'y aventurer. En les délimitant de façon spontanée, elles désignent en réalité des populations qui leur apparaissent comme indésirables et dont il convient de se protéger. La figure du migrant se dégage très vite dès qu'il s'agit de nommer les populations dont il faut se méfier ; celle des drogués incontrôlables ou des SDF suscite également de nombreuses appréhensions ; quant aux employés de maison ou aux travailleurs qui leur rendent régulièrement des services, ils font l'objet d'une défiance constante.

Comment se protéger de ces menaces ?

Compte tenu du fait que les classes supérieures de São Paulo sont les plus exposées à la violence urbaine et qu'elles se plaignent des carences de l'État dans ce domaine, elles estiment primordial de renforcer la sécurité dans la ville et dans leurs quartiers de résidence. Ainsi, bien au-delà des technologies de protection de pointe qui composent le paysage de la ville, les classes supérieures de São Paulo souhaitent, beaucoup plus que dans d'autres métropoles, accroître les dispositifs de contrôle et la présence policière. La hauteur souvent impressionnante des murs qui entourent les propriétés, les grilles surmontées de barbelés dissuasifs et de clôtures électriques, les systèmes d'alarme et de vidéosurveillance et les agents de sécurité armés devant leurs immeubles ne semblent jamais suffire à les rassurer pleinement, et la demande sécuritaire ne connaît pas de limites.

Le sentiment d'insécurité à São Paulo est tel que l'on exige souvent des personnes qui se rendent dans ces « enclaves fortifiées », pour livrer un repas ou un produit pharmaceutique, pour effectuer une prestation de manucure ou réaliser un travail de menuiserie, de présenter à la loge une pièce d'identité. La description que fait une habitante de Jardins des dispositifs de sécurité de sa résidence donne un aperçu de la vigilance permanente à laquelle sont soumis les beaux quartiers. L'accès y est strictement contrôlé. C'est le gardien qui est chargé de recevoir les livraisons et de les remettre aux résidents. Et encore s'entoure-t-il de multiples précautions. Pour éviter tout risque d'intrusion, les livreurs restent en effet à l'extérieur de la propriété et déposent leurs colis dans une petite cage située dans le portail de l'entrée. L'utilisation de l'ascenseur nécessite en outre un code. Chaque ménage en a un différent (puisqu'il y a seulement un appartement par étage). Si quelqu'un compose le mauvais code deux fois, l'ascenseur se bloque et la personne y reste enfermée, épiée par un système de vidéosurveillance. Ce type de procédures et d'équipements est relativement banal aujourd'hui dans le paysage urbain de São Paulo où rien ne semble susceptible de freiner l'escalade sécuritaire.

Pour gérer leurs angoisses, les habitants des beaux quartiers de São Paulo ne s'en remettent pas seulement aux technologies de protection,

mais ont également recours à des stratégies de déplacement dans la ville fondées sur l'anticipation des risques potentiels et l'évitement des quartiers jugés les plus dangereux. Les entretiens menés font ressortir que, par exemple, les déplacements en voiture doivent systématiquement s'accompagner de précautions de base, comme le fait de conduire vitres fermées, de scruter régulièrement les rétroviseurs lorsqu'on est à l'arrêt pour voir si quelqu'un s'approche, de ne pas s'arrêter près d'un passage piéton pour éviter les colporteurs, de garder une distance minimale avec les autres voitures pour pouvoir prendre facilement la fuite en cas de tentative de *carjacking*, de ne pas s'arrêter au feu rouge la nuit tombée ou encore de quitter le véhicule aussi rapidement que possible une fois garé et de privilégier le stationnement dans des parkings surveillés. De même, lorsque des déplacements à pied sont prévus – ce qui est rare, vu que la voiture reste le mode privilégié de déplacement urbain, même pour les trajets les plus courts (il existe d'ailleurs des parkings devant chaque magasin ou restaurant) –, il s'agit d'éviter de porter des bijoux ou des objets de valeur. L'appréhension du risque lors des excursions pédestres tend néanmoins à varier significativement en fonction du lieu de résidence. Les habitants d'Higienópolis et de Jardim Paulistano sont plus nombreux à envisager et à apprécier de déambuler dans les rues de leur quartier. À l'inverse, à Morumbi, marcher pour se rendre d'un point à un autre de ce vaste espace est inenvisageable, notamment en raison du fait que le quartier est adjacent à la favela de Paraisópolis. De même, à Alphaville, faire des courses implique de sortir de l'enceinte fortifiée et donc de se déplacer en véhicule motorisé.

La situation est différente dans la métropole parisienne. S'ils perçoivent le plus souvent leurs quartiers comme sûrs, les interviewés franciliens affirment toutefois assez souvent avoir été confrontés à des délits violents, comme victimes ou comme témoins (c'est par exemple le cas de près de la moitié de nos répondants habitant dans le XVIe arrondissement, qui citent des cas de vols sous la menace d'une arme ou à l'arraché). Mais les cambriolages dans le quartier sont souvent décrits

avec une certaine nonchalance, comme une fatalité, et ce risque ne s'accompagne pas d'un sentiment de menace pour leur intégrité physique :

Il y a des maisons cambriolées comme partout ! Mais ce n'est pas un climat de… [*rires*] c'est quand même très calme ! Très, très calme.
[Marie-Caroline, femme, 57 ans, artiste peintre, conjoint avocat, n° 55]

Tout le monde est très régulièrement visité. Maintenant, nous sommes tous équipés en système d'alarme et les uns et les autres se déplacent quand un système d'alarme se déclenche. Ici, il n'y a pas de problème de sécurité dans la rue, les gens qui nous cambriolent, la plupart du temps, c'est des gens d'Europe centrale, et ils ont des enfants pour passer entre les barreaux des fenêtres vous savez. Ce n'est pas un danger, mais bon, c'est très désagréable !
[Alain, homme, 72 ans, ingénieur de l'industrie pétrolière à la retraite, conjointe photographe, n° 57]

En janvier 2011, je crois, on dormait là, […] la fenêtre était ouverte, parce qu'on est hyper chauffés, et ils ont fait un vol à l'escalade en passant par le balcon, et on était là ! On ne les a pas vus, donc je pense qu'on a été un peu gazés, ils ont pris mon sac, la montre de mon mari. […] Une autre fois, même mode opératoire, mais à l'époque on était dans une chambre derrière, les garçons étaient ensemble dans la même chambre, pareil, on a laissé la fenêtre ouverte. Donc la même chose, ils ne font que traverser l'appartement, ils prennent le sac, enfin ce qui traîne. […] Malheureusement, ça arrive ! Maintenant, on ferme les fenêtres ! […] Non, on n'a pas été trop traumatisés.
[Sylvie, femme, 48 ans, cadre technique, conjoint cadre technique, n° 58]

Et ce rapport apparemment assez désinvolte au risque de délinquance se retrouve aussi concernant les vols dans la rue ou dans les transports :

Dans la rue, on m'a piqué mon sac à main deux fois. Rien de plus, mais… Il m'attrape mon sac à main, il court avec, je lui cours après, et puis voilà.
[Aurore, femme, 36 ans, cadre commercial, conjoint ingénieur, n° 44]

J'ai déjà vu des tentatives de vols, etc. Ça, j'ai vu plusieurs fois, mais je suis assez à l'aise : je suis assez attentive par rapport à ça et puis je fais confiance à mes enfants pour être vigilants.
[Alexandra, femme, 45 ans, DRH dans un grand groupe, conjoint cadre commercial d'entreprise, n° 47]

Il y a des cambriolages, voilà, plein… mais c'est normal, il y a du pouvoir d'achat. […] Quand ils se font braquer leur blouson en cuir, ça peut arriver… Oui, mais ce n'est pas la fin du monde ! Du moment qu'il ne leur arrive rien !
[Laurence, femme, 48 ans, responsable communication, conjoint consultant, n° 54]

Le sentiment de sécurité relative est dû en grande partie au fait que les interviewés ne considèrent pas de la même façon agressions et menaces physiques, qui même lorsqu'elles sont minimes sont généralement dénoncées avec émotion, et les vols sans violence qui sont en revanche envisagés sans trop d'appréhension. De fait, une grande partie d'entre eux racontent avoir été victimes de vols de voiture, de démontages de roues, de vitres brisées pour dérober des biens à l'intérieur des véhicules, de cambriolages, etc., et ils sont quasiment sûrs que les auteurs des faits n'habitaient pas le voisinage. Les cambrioleurs et la plupart des voleurs opérant dans les beaux quartiers sont néanmoins perçus comme des professionnels, qu'on ne rencontre pas directement et qui ne représentent pas une menace physique (ils ne seraient pas susceptibles de blesser, violer ou tuer, ni de brutaliser / kidnapper les occupants d'un appartement pour les dévaliser).

Le fait que les quartiers huppés et les transports en commun, surtout lorsqu'ils traversent à la fois des espaces bourgeois et des espaces populaires, seraient naturellement pris pour cibles par les professionnels du vol, et le fait que les pauvres – ayant moins le choix, et étant exposés à la frustration économique – seraient naturellement plus souvent des délinquants prédateurs de biens matériels que les autres groupes sociaux sont tous deux énoncés avec une certaine évidence et comme des inconvénients inévitables.

Dans le Ve aussi, plusieurs interviewés évoquent des épisodes violents qu'ils ont subis, auxquels ils ont assisté ou dont des proches ou connaissances ont été victimes, tout en affirmant qu'ils ne suscitent pas chez eux un sentiment d'insécurité, notamment en raison de leur imprévisibilité limitée et du fait que certaines stratégies d'évitement permettent d'y échapper (il suffit de « faire attention »). Ainsi, après avoir expliqué qu'en vingt ans dans le centre de Paris, il n'a jamais été agressé ou victime de vol, Arnaud finit tout de même par se rappeler d'un coup de poing qu'on lui avait asséné Gare de l'Est pour lui voler les 100 francs qu'il était en train de retirer à un distributeur de billets, mais sans considérer l'événement comme particulièrement significatif ou l'ayant amené à modifier son comportement (« Il y a des choses instinctives : on voit des gens un peu louches, on change de trottoir »). Nathalie explique, quant à elle, qu'elle ne ressent aucune insécurité dans son quartier du Ve arrondissement et que ses voisins qui évoquent cette question la « font rigoler », tout en enchaînant quelques minutes plus tard sur le fait que son fils adolescent a été menacé quelquefois par des « bandes » qui « cherchaient la bagarre » aux Arènes de Lutèce, qu'il fréquentait régulièrement, dont une fois par un autre jeune armé d'un couteau. Mais ces épisodes ne sont pas considérés comme les signes d'une menace sérieuse, et appellent tout au plus des précautions en termes d'heures de fréquentation des lieux concernés.

Enfin, parmi les interviewés parisiens (contrairement à ce qu'on observe au Brésil), aucun n'évoque la peur des armes à feu – et des montées très rapides du niveau de violence qu'elles rendent possible.

Plusieurs expliquent ainsi avoir assisté, voire participé à des bagarres d'une façon dénotant une confiance dans le fait qu'elles ne dégénéreraient pas en agression avec arme.

À Delhi, s'il existe un décalage entre l'obsession des habitants des beaux quartiers pour leur sécurité et le très faible nombre d'anecdotes d'agressions ou de vols qu'ils rapportent, les interviewés n'y voient aucun paradoxe. Au contraire, pour eux, cela atteste de l'efficacité de leurs stratégies sécuritaires qui leur permettraient d'être préservés des principaux risques qui guettent les habitants de la métropole. Ils sont convaincus que le moindre écart dans leur mode de vie les exposerait à d'importants dangers. Les rares récits d'amis ayant été agressés ou volés et, plus encore, la lecture des faits divers dans la presse les convainquent des dangers potentiels qui les guettent. Cette inquiétude diffuse et latente les conduit à prendre de nombreuses précautions et la première d'entre elle réside dans le choix du quartier.

Le quartier est en effet considéré comme le premier garant de la sécurité. Si la sécurité a un prix, celui-ci serait avant tout lié au cours de l'immobilier. Le prix du mètre carré, le profil des résidents, la proximité avec les lieux de pouvoir sont considérés comme autant de critères assurant leur tranquillité. L'idée selon laquelle plus le profil social des habitants est élevé, plus la police fait efficacement son travail est fréquemment avancée. Plusieurs interviewés affirment ainsi que le centre de la ville (couramment appelé « Lutyens Delhi » et correspondant aux quartiers où s'étaient établis les Britanniques au moment où la capitale coloniale a été transférée de Calcutta à Delhi), géré par la New Delhi Municipal Corporation (NDMC) et non par la Municipal Corporation of Delhi (MCD), bénéficie d'une sécurité beaucoup plus importante et d'un nombre accru de policiers. Selon la même logique, plusieurs résidents de Chhattarpur mettent en avant le fait que la très haute concentration de « VIP » dans leur quartier conduit à une vigilance toute particulière de la police.

Cependant, la réputation d'un quartier n'est pas jugée suffisante pour assurer la sécurité et de nombreux autres dispositifs sont mobilisés. La

clôture de l’espace résidentiel est une nécessité impérative, qui prend des formes différentes selon les quartiers. Sunder Nagar ou Noida 15-A sont fermés et la présence des gardes du quartier est souvent redoublée au niveau même de la résidence individuelle par des gardes privés, parfois armés d’un vieux fusil à cartouches. À Gurgaon, la sécurité est assurée au niveau du condominium et bénéficie souvent de moyens plus modernes et plus visibles (caméras, barrières automatisées, détecteurs infrarouges, etc.). À Chhattarpur, les dispositifs varient fortement. Certaines *farmhouses* se sont regroupées pour former de petites *gated communities* quand d’autres demeurent isolées et nécessitent de nombreux gardes privés (jusqu’à six à plein temps pour certains de nos interviewés). Pour Gauri, les condominiums de Gurgaon constituent ce qui se fait de mieux dans l’agglomération et lui offrent un sentiment de sécurité qu’elle ne trouve pas ailleurs. Bien qu’issue d’une vieille famille du centre de la ville, c’est là qu’elle a choisi de s’installer :

J’ai trois niveaux de sécurité. L’entrée principale [qui est gardée]. Puis l’entrée de mon bâtiment [qui est aussi gardée]. Et ensuite il y a une caméra dans l’ascenseur. Est-ce que je pourrais avoir cela à Delhi ? Il me faudrait garer ma voiture dans la rue si je rentrais de nuit d’une fête. Imaginons que je revienne d’un dîner. Je me gare vers 23 heures ou vers minuit et, même dans un beau quartier, je descends de ma voiture et je ne sais pas qui sont les éléments autour de moi. Et entre le moment où je marche depuis ma voiture et… À Sunder Nagar, mes amis se sont fait voler leur voiture. En plein dans Sunder Nagar. Un superbe quartier VIP, ils se sont garés dans la rue et… […] Donc, si vous vous garez dehors, vous marchez dans la nuit, il est minuit, vous avez votre portefeuille, vous portez un peu de bijouterie et n’importe qui peut arriver et prendre ce qu’il veut. Vous lisez ça dans les journaux tous les jours. Donc, ici, vous entrez dans l’enceinte en conduisant. C’est une zone sécurisée, vous garez votre voiture dans un parking souterrain, il y a des gardes partout autour de vous, vous sortez

[de votre voiture] dans un environnement sécurisé et vous regagnez votre logement en sécurité.
[Gauri, femme, 46 ans, propriétaire d'un cabinet de consulting, divorcée, n° 208]

Il est néanmoins évident pour beaucoup d'interviewés qu'un nombre élevé de gardes ne suffit pas à assurer la sécurité d'un quartier. Il s'agit également de vivre dans un endroit où l'association de résidents[23] est très active, les liens entre voisins extrêmement denses et où la surveillance de voisinage est un réflexe pour chacun. L'entraide, l'interconnaissance et la cohésion du quartier sont ainsi des éléments souvent jugés décisifs :

Les gens ont des gardes privés. Mais, pour moi, ça n'assure pas la sécurité, car ils ne font que garder la maison. Ils n'en ont en fait rien à faire de ce qui se passe autour. Donc, pour avoir un quartier sûr, il faut surtout avoir une association de résidents très solide et qui fait attention aux questions de sécurité. Nous, notre association de résidents est vraiment très puissante. Si les gens font davantage attention aux intérêts de leurs voisins, alors vous aurez une colonie sécurisée. Quand les gens n'en ont rien à faire des autres, alors vous n'êtes pas en sécurité. Vous pouvez avoir dix gardes chez votre voisin, mais quelqu'un va s'introduire chez vous pendant la nuit et personne n'en a rien à faire. Donc ce qu'il faut, c'est être plus communautaire.
[Kavita, femme, 50 ans, au foyer, mari P-DG d'un groupe dans le secteur textile, n° 231]

La conception de la sécurité qui prévaut parmi les riches habitants de Delhi est donc qu'il est possible de vivre en paix et à l'abri du risque, à condition de prendre un certain nombre de précautions minimales, comme éviter de s'aventurer hors des beaux quartiers, ne pas sortir la nuit (surtout pour les femmes) ou ne pas conduire seul après une certaine heure. L'évitement et le séparatisme sont donc les clés de la sécurité et c'est ce dont se félicite Saif :

Les gens comme nous sont toujours dans leur véhicule. Vous allez d'un point A à un point B, vous allez dans les meilleurs hôtels, vous allez dans des restaurants. Vous ne fréquentez pas des niveaux où vous pourriez potentiellement vous trouver en danger.
[Saif, homme, 65 ans, homme politique et homme d'affaires, femme au foyer, n° 191]

D'une façon générale, l'obsession sécuritaire conduit à des formes de discrimination à l'égard des pauvres. L'enquête montre que les classes supérieures soutiennent partout l'idée que les pauvres constituent une menace vis-à-vis de laquelle il faut se protéger. Dans les cas les plus extrêmes, comme celui de São Paulo, l'obsession sécuritaire est présente dans les façons de penser, de sentir et d'agir des classes supérieures comme un principe organisateur de la vie quotidienne, des relations interpersonnelles, et une composante importante de leur identité citadine.

Le besoin qu'éprouvent les riches de se protéger des pauvres – ou de les tenir à distance – est fondé sur deux types d'appréhension : le dégoût face à la saleté, la puanteur, le désordre et le risque de la contamination, d'une part, le climat d'insécurité, de violence, de vols et d'agressions, d'autre part. Ces deux formes se rejoignent car elles expriment l'une et l'autre un sentiment commun, à savoir la répulsion physique à l'égard des pauvres. N'est-ce pas en effet le même processus qui conduit à voir en l'autre – le démuni – à la fois le visage de la violence et le visage de la souillure, de la déchéance et de la maladie ? Si les pauvres continuent à être perçus comme potentiellement dangereux par les riches, c'est parce que tout dans leurs comportements quotidiens leur apparaît comme menaçant et les dérange.

C'est la raison pour laquelle nous avons abordé ces deux formes d'appréhension comme les deux principales faces complémentaires de la représentation par les classes supérieures du caractère indésirable des pauvres. Le sentiment de répulsion physique se traduit souvent dans les entretiens par des formes variées d'essentialisation de la différence. Cette perception du risque potentiel induit par la proximité des pauvres est aussi

à l’origine d’un processus d’évitement qui peut conduire dans certains cas au sécessionnisme et à la défiance, non seulement à l’égard de l’État et des institutions publiques, mais aussi des gens, y compris les personnes avec lesquelles les riches sont en relation quotidienne, notamment leurs employés. Ces deux dimensions apparaissent dans chaque métropole, mais elles ressortent, on l’a vu, davantage à São Paulo et à Delhi qu’à Paris. Il convient maintenant de comprendre comment les riches des beaux quartiers justifient la pauvreté.

CHAPITRE 4

Justifier la pauvreté

Les habitants des beaux quartiers déploient fréquemment de grands efforts argumentatifs pour tenter de *justifier* la pauvreté. De la même manière que, chez Max Weber, il existe une théodicée du bonheur et une théodicée du malheur, leur argumentaire passe à la fois par la justification des privilèges des uns et par la justification de l'infortune des autres. Deux aspects centraux des discours recueillis sont particulièrement intéressants : les tentatives pour naturaliser la pauvreté et les discours s'appuyant sur les idéologies du néolibéralisme et de la méritocratie.

Par « naturalisation de la pauvreté », il faut entendre tous les discours et les idéologies qui décrètent l'infériorité *naturelle* de certains groupes sociaux et la supériorité, tout aussi *naturelle*, de certains autres. Le sort des pauvres est ainsi attribué à des lois qui relèvent du déterminisme biologique ou génétique, voire du déterminisme divin. Le néolibéralisme peut, lui, être défini, dans la continuité de l'ouvrage de Michèle Lamont et Peter Hall[1], comme un phénomène associant une théorie économique, une idéologie politique, une philosophie des politiques publiques et, enfin, un imaginaire social. Dans cette perspective, l'idéologie de la méritocratie peut être vue comme une composante, importante, du néolibéralisme et il convient donc de traiter des deux aspects simultanément. Le répertoire de la méritocratie, reposant sur l'idée que les statuts sociaux sont directement fonction du mérite des uns et des autres, est en effet aujourd'hui l'un des

plus massivement mobilisés par les élites pour justifier l'ordre social établi.

La signification du concept de méritocratie demeure néanmoins incertaine. Les idéologies qui s'en réclament pâtissent en effet de l'ambiguïté qui est à l'origine même de la notion de mérite, caractérisée par un entremêlement de composantes innées et acquises[2]. Si le « sens de l'effort » et le « goût du travail » y occupent une place centrale, les « dons naturels » et les « qualités innées » peuvent aussi être valorisés par un système prétendument méritocratique. La frontière séparant les discours relevant de la naturalisation des inégalités de ceux célébrant les vertus du mérite est donc imprécise et labile. Cela est en grande partie dû au fait que les qualités « héritées » sont parfois considérées comme la marque d'un certain mérite, ainsi qu'au fait que les qualités transmises par une socialisation précoce tendent à être assimilées à des dons « innés » plutôt qu'« acquis ». Le mérite n'est en effet pas toujours défini par l'effort et le labeur et est parfois pensé à partir de l'idée de talent, qu'il soit hérité ou acquis. Les idéologies méritocratiques sont donc souvent peu soucieuses de savoir quelles sont précisément les origines des qualités qu'elles valorisent[3]. Qu'elles soient acquises ou innées importe peu, ce qui compte c'est qu'elles existent. C'est pourquoi il est extrêmement fréquent que le discours sur le « mérite » s'allie, de manière presque contradictoire, avec des discours mettant en avant la réussite comme conséquence d'un don ou de qualités naturelles. Dans la définition du mérite, le résultat, c'est-à-dire le succès, compte souvent plus que la façon dont on l'obtient.

Malgré cette frontière incertaine, et pour plus de clarté, on analysera dans un premier temps les discours qui s'efforcent de naturaliser la pauvreté avant d'étudier, dans un deuxième temps, les propos s'appuyant sur l'idéologie du néolibéralisme et de la méritocratie. Si les répertoires mobilisés dans les trois villes sont relativement similaires, des variations notables apparaissent, en particulier à propos de la naturalisation de la pauvreté. À Paris, celle-ci est nettement moins marquée que dans les deux autres métropoles et les interviewés sont très nombreux à reconnaître les bénéfices et les avantages de leur socialisation familiale et locale.

Lorsqu'ils cèdent à la tentation de la naturalisation, ils se cantonnent généralement à la mise en avant de supposés dons génétiques des privilégiés ou, à l'inverse, de tares culturelles (et non biologiques) dont seraient affligés les plus pauvres. Les références à la race sont relativement discrètes dans les discours et, lorsqu'elles émergent, c'est plutôt dans une variante culturelle que biologique. À São Paulo, on retrouve une insistance sur l'importance des supposés dons génétiques et un racisme présent mais souvent dissimulé dans les contextes les plus publics. Les personnes interviewées à Delhi se distinguent, elles, par une mobilisation beaucoup plus fréquente de discours visant à naturaliser la pauvreté sur la base de la caste. Elles s'appuient pour cela, d'une part, sur la théorie du karma et, de l'autre, sur l'affirmation de différences culturelles entre les groupes de caste.

En ce qui concerne le recours aux idéologies néolibérale et méritocratique, les différences sont moins nettes. Dans les trois cas sont mis en avant le mérite des riches qui ne rechigneraient pas à la tâche, la supposée paresse des pauvres et la dénonciation de l'interventionnisme excessif de l'État qui viendrait perturber l'équilibre du marché. Les différences que l'on observe néanmoins tiennent essentiellement aux spécificités des modes d'intervention et des politiques de redistribution propres à chaque État. En Inde, les habitants des beaux quartiers dénoncent les politiques de réservations (*i.e.* quotas), au Brésil les effets de la Bolsa família, et en France le revenu de solidarité active (RSA). La France se distingue néanmoins par une critique nettement moins fréquente du dispositif du RSA. La plupart des interviewés sont en effet prêts à concéder son importance sociale et leur dénonciation de l'« assistanat » semble un peu moins radicale que dans les deux autres pays. Enfin, il est intéressant de remarquer que les vertus de l'accumulation capitalistique et de la reproduction sociale ne sont vantées dans aucune des trois métropoles. Si justification des inégalités il y a, celle-ci ne passe jamais par une affirmation décomplexée des stratégies de reproduction des privilèges. La justification des privilèges préfère se masquer derrière la rhétorique du mérite ou de la naturalisation des inégalités.

Racismes et naturalisations de la pauvreté

De nombreux discours recueillis se caractérisent par un effort pour légitimer le caractère « naturel » de la pauvreté dont souffrent les membres de certains groupes (les femmes, les Noirs, les dalits, les ouvriers, etc.). Parmi ces discours, ceux présentant une dimension raciste occupent une place centrale. Il est en effet possible, au sens large, de définir comme relevant du racisme toute idéologie qui décrète l'infériorité intrinsèque de certains groupes sociaux et la supériorité de certains autres. Si le racisme est traditionnellement fondé sur l'idée de races, Étienne Balibar note cependant qu'avec la décolonisation et la scission de l'humanité au sein d'un seul espace politique, l'appartenance à une culture vient remplacer le marquage déterministe par la race : « Le naturalisme biologique ou génétique n'est pas le seul mode de naturalisation des comportements humains et des appartenances sociales […] : la culture peut elle aussi fonctionner comme une nature, en particulier comme un façon d'enfermer *a priori* les individus et les groupes dans une généalogie, une détermination d'origine immuable et intangible[4]. » Cette mise au centre de l'aspect « culturel » plutôt que « biologique » n'efface donc pas toute tentation de hiérarchisation et de classification essentialiste des groupes humains. L'idéologie raciste constitue en effet un outil puissant pour affirmer le bien-fondé des hiérarchies sociales : certains groupes ne seraient pas « destinés » à occuper certaines positions quand d'autres seraient au contraire « naturellement » appelés à remplir certaines fonctions sociales.

Le racisme est ainsi un mode de justification des inégalités que l'on retrouve dans les trois pays que nous avons étudiés, mais qui chaque fois s'appuie sur des répertoires différents. Dans le cadre indien, on peut parler de « castéisme ». En France, le répertoire raciste a été très largement forgé dans l'expérience coloniale. Au Brésil, la question raciale prend une forme différente et se dissimule souvent derrière un voile de silence. Enfin, d'autres discours « naturalisants » s'appuient non pas sur une équivalence entre la détention de certaines qualités et l'appartenance à un groupe, mais

se veulent plus individuels et centrés sur l'idée que certaines qualités seraient liées à des dispositions génétiques aléatoirement distribuées au sein de chaque groupe. Loin de chercher, de manière détournée, à justifier une quelconque assignation statutaire des plus démunis, ces discours sur l'origine biologique des qualités humaines s'efforcent au contraire d'individualiser la source des talents, comme si ceux-ci étaient répartis au hasard, entretenant ainsi l'idée d'une « loterie génétique ». Néanmoins, cette absence de volonté explicite d'assigner des qualités à un groupe d'individus repose sur un présupposé fort qui est l'impossible égalité entre les hommes. La croyance en des inégalités génétiques indépassables mène en effet à une anthropologie extrêmement pessimiste, fataliste et résignée qui vient saper à la base tout projet égalitaire. La banalisation d'une conception génétique du social constitue l'une des principales bases sur lesquelles l'idée de race continue de se réinventer aujourd'hui[5]. Ce type de schème s'accorde donc particulièrement bien avec le racisme silencieux qui prévaut au Brésil ou en France.

Dans tous les cas, ces discours sur le caractère naturel des inégalités ne sont pas sans lien avec la rhétorique de l'« inanité », l'une des trois composantes principales de la « rhétorique réactionnaire » telle qu'analysée par Albert Hirschman[6]. Cet argument repose en effet sur l'idée que, quelles que soient les mesures prises, rien ne pourra changer un ordre du monde qui demeure profondément immuable.

Justifier la pauvreté par la doctrine du karma et la caste

Les classes supérieures de Delhi se distinguent de celles de Paris et São Paulo par la récurrence, chez environ un cinquième des interviewés, de discours s'appuyant sur la théodicée du karma[7]. La doctrine du karma est fréquemment mobilisée pour rendre compte des différences dans les destinées individuelles. Celles-ci apparaissent alors plus facilement justifiables car découlant d'une prétendue responsabilité personnelle.

Ainsi, Vandana, qui annonçait plus tôt dans l'entretien sa conviction de la disparition du système des castes dans l'Inde contemporaine, semble néanmoins avoir une croyance profondément ancrée en une certaine lecture de cette doctrine :

> La façon dont on naît est liée au karma. Si je suis un menteur, un voleur, un fraudeur et que je continue de vivre ma vie ainsi, alors ma vie s'achèvera dans la misère et je renaîtrai dans une famille misérable. Mais si je fais le plein de bon karma, de bonnes actions, les chances sont grandes que je ren… Enfin, pas les chances. Je renaîtrai… Je ne renaîtrai pas pauvre mendiant dans la rue. Je renaîtrai dans des conditions heureuses.
> [Vandana, femme, 52 ans, conseillère karmique et femme au foyer, mari P-DG d'une entreprise de négoce de produits chimiques, n° 227]

De telles croyances peuvent ainsi conduire les riches à porter un regard extrêmement fataliste sur les pauvres qu'ils observent alors, avec un soupçon de mépris, se débattre avec les aléas de leur naissance. C'est ce froid « constat » de pauvres aux prises avec les conséquences de leurs vies passées qu'exprime avec assurance Surinder :

> Ils sont si innocents, si ignorants que je n'en crois pas mes yeux. Je n'en crois tout simplement pas mes yeux. Ce sont des gens si ignorants, si simples. Ils payent le prix de leurs méfaits dans leurs vies antérieures par la misère de leur naissance.
> [Surinder, homme, 75 ans, Businessman, femme au foyer, n° 167]

La force des réappropriations de cette doctrine par les habitants des beaux quartiers de Delhi, qui sont majoritairement hindous et sikhs, réside donc dans le fait qu'elle permet de naturaliser l'ordre social – en ce qu'il est vu comme la juste conséquence d'actes moraux ou immoraux – tout en laissant ouverte la possibilité d'une amélioration des situations

individuelles. Comme le rappellent plusieurs interviewés, la théorie du karma permet en effet une certaine rédemption au cours de la vie et n'implique pas une assignation indépassable à la position occupée à la naissance. La théodicée fondée sur le karma, en ce qu'elle est liée aux actes, est donc aussi une idéologie du mérite, ou une idéologie des bénéfices acquis par les actes présents et passés. Il en découle donc une conception particulière de la responsabilité individuelle. En suggérant que les pauvres ne mériteraient pas que l'on s'apitoie sur leur sort, cette théorie contribue au refus de la victimisation des pauvres, qui est l'un des piliers de la compassion.

Par ailleurs, plus encore que de la diffusion et de la persistance de la cosmologie du karma, les propos recueillis témoignent de la banalité de l'essentialisation des qualités dont sont censés être dépositaires certains groupes sociaux. La très grande majorité des interviewés semble ainsi concevoir l'espace social indien comme composé de groupes radicalement différents et incompatibles entre eux. Cette représentation altérisante d'une société fragmentée, juxtaposant des communautés aux identités et aux référents culturels profondément distincts, prend des formes multiples et variées et imprègne l'ensemble des discours. On en trouve une bonne formulation dans l'interview de Sabita, femme d'affaires vivant à Noida 15-A et qui s'appuie sur sa longue expérience de l'étranger pour émettre un jugement qui se veut objectif sur la fragmentation de la société indienne :

> L'Inde est un pays étrange et nous sommes un peuple étrange, n'est-ce-pas [*rires*] ? […] Je ne dirais pas que le système des castes est si fort que cela aujourd'hui, mais comme […] chacun vient d'une secte différente… Leur façon de penser, leur psychologie et leur sociologie… Tout cela est différent depuis des temps immémoriaux. Donc on pourrait croire de prime abord qu'ils sont modernes, mais en fait ils ne le sont pas. Comme je suis une Indienne un peu à l'écart, j'arrive à percevoir tout cela. Donc je baisse ou j'élève mon niveau en fonction des personnes que je rencontre. Il faut être très flexible.

[Sabita, femme, 54 ans, consultante dans le textile, célibataire, n° 239]

Cette lecture de la société indienne s'appuie souvent sur la mention de différences en termes de religion, de caste, de revenu ou d'origine géographique. Dans tous les cas, on prête aux individus des qualités bien spécifiques du fait de leur appartenance supposée à tel ou tel groupe. Les castes agraires dominantes (Jats et Gujjars) des États entourant Delhi sont souvent les plus visées par ces cadrages essentialistes et stigmatisants, sans doute parce que certains de leurs membres parviennent à fréquenter les territoires des élites grâce aux revenus issus de la vente de terrains agricoles devenus constructibles[8]. Le discours d'Amrish, habitant à Chhattarpur, est à cet égard sans équivoque et donne à voir l'aisance avec laquelle le racisme de classe ou de caste peut être mobilisé :

Je n'aime pas l'Uttar Pradesh. Je vais être honnête, je n'aime pas les gens de l'Uttar Pradesh non plus. […] Je ne les trouve pas très civilisés. Je ne les trouve pas civilisés, je les trouve voyous, je les trouve bruyants, je les trouve dégoûtants. Je ne les aime tout simplement pas. En tant que Rajasthani, j'ai tout simplement une aversion à leur encontre car nos cultures sont si différentes. Très, très différentes. […] L'Uttar Pradesh, ce sont les territoires malfamés. Personne ne va là-bas. Je n'enverrais jamais mes enfants ou ma femme là-bas de nuit. Je ne les enverrais pas non plus à Janakpuri ou à Karol Bagh ou à Punjabi Bagh [ces territoires ne sont pas situés dans l'Uttar Pradesh mais à Delhi]… […] Malheureusement, Delhi est cerné de Yadavs, de Gujjars, de Jats [il s'agit de castes agraires], de Sikhs, de Punjabis… Vous savez, tous les voyous. Tous les éléments les plus bagarreurs sur lesquels vous puissiez mettre la main vivent autour de Delhi. Vraiment les pires. Et ils envahissent Delhi et ils vivent autour de Delhi. Vous descendez à Gurgaon, c'est les Yadavs et les Jats. Vous allez du côté de chez moi [est de Chhattarpur], ce sont les Gujjars. Vous allez au nord de Delhi, ce ne sont que des Jats. Vous traversez la frontière et le fleuve Yamuna et allez de l'autre côté de Delhi et ensuite

du côté de Noida et alors c’est une ceinture uniquement jat et yadav. Donc, vous voyez, les communautés qui entourent Delhi et qui infiltrent Delhi sont des populations de voyous. Vous savez, ils sont agressifs par nature. À cause du chômage et parce qu’il y a un tel afflux d’argent, grâce à la vente de leurs terres… Soudainement, une terre qui ne valait rien il y a quinze ans… Ce que je veux dire, c’est qu’un gars vend une acre de terre et il peut s’acheter une Rolls-Royce. Donc ces gars sont devenus complètement fous furieux. Ils boivent des single-malts et se baladent au volant d’une Jaguar et n’ont absolument aucune éducation. Ils n’ont aucune civilisation, aucune culture. Ils n’ont rien. Ils sont passés d’une situation dans laquelle ils sont sur un *charpai* [lit de cordes] à fumer une foutue *hookah* [pipe à eau] à une situation dans laquelle ils ont des millions et des millions et pensent qu’ils peuvent faire ce que bon leur semble. Et les femmes se retrouvent la première de leur cible car s’ils voient une femme qui porte des jeans ou une jupe, ils considèrent automatiquement que c’est une femme disponible et facile. Parce que leurs femmes à la maison portent toujours des *burqas* et qu’elles sont toujours soumises à la pratique du *purdah* [règle de ségrégation entre les sexes, commune aussi bien à l’hindouisme qu’à l’islam prévalant dans de nombreuses communautés d’Asie du Sud]. Ils maintiennent leurs femmes dans cet état, c’est le comportement qu’ils attendent des femmes et, à l’instant où ils mettent le pied dans un centre commercial ou dans le sud de Delhi, ou dans une boîte de nuit ou un restaurant et que, soudain, ils voient une femme avec un décolleté et tout ça, ils se disent automatiquement : « Oh mince, voilà une garce ! » Ce que je veux dire, c’est qu’ils pensent qu’elle est là pour se faire plaisir. Vous voyez, c’est comme cela qu’ils interprètent le message car ils n’ont pas été exposés à ce genre de situations avant. Ils n’ont jamais vu cela avant. Ils ont vu cela dans des films et ils ont probablement vu cela dans des films classés X ou dans des merdes comme ça, et ils pensent que toutes les femmes qui se comportent comme cela, qui s’habillent comme cela

ou qui fument sont des femmes faciles. [Amrish, homme, 42 ans, homme politique, épouse au foyer, n° 190]

Le discours d'Amrish reflète particulièrement bien l'ensemble des préjugés qui pèsent contre les Jats à Delhi, considérés comme étant tout à la fois naturellement violents, agressifs et incapables de se contrôler, arriérés culturellement et incapables de reconnaître l'égalité entre les sexes, immoraux, voire pervers, et mettant en danger l'ordre social de la métropole du fait qu'ils se sont trop vite enrichis. Sa conception de ce groupe repose sur l'idée, largement partagée, qu'il existerait des identités de caste marquées par leur autonomie culturelle. Cette fragmentation de la société indienne en groupes de *nature* différente conduirait directement au séparatisme, selon Arti. Bien plus que cela, elle empêcherait toute conception de l'égalité entre individus[9]. L'affirmation d'Arti selon laquelle elle ne peut pas parler à un pauvre ou à un employé domestique comme elle parlerait à un égal est en effet sans appel :

La chose qui est spécifique à l'Inde, c'est qu'ici les gens sont très conscients des différences de classe. […] Quand vous appartenez à une certaine strate de la société, vous ne vous rendez pas dans les endroits qui ne sont pas fréquentés par les gens de votre statut. Parce que ça ne se fait tout simplement pas. Ce n'est pas du snobisme ou quoi que ce soit. C'est simplement que vous ne faites pas ce genre de choses. […] Je crois que c'est juste le conditionnement social. On est conditionnés à être extrêmement attentifs aux différences de classe. Par exemple, le staff qui travaille pour moi, ils sont extrêmement pauvres. Je m'occupe d'eux. Mais jamais je ne leur parlerais comme je parle à un égal. Peut-être parce qu'ils viennent d'un milieu qui est tellement différent du mien. S'ils vivaient dans la ville, le type d'endroits dans lequel ils pourraient habiter serait tellement immensément différent de là où j'habite… Donc ces deux choses [*sic*] ne peuvent tout simplement pas se mêler. Elles ne peuvent tout simplement pas se mélanger. C'est réellement comme cela que ça se passe.

[Arti, femme, 44 ans, au foyer, mari président de la filiale indienne d'une multinationale, n° 238]

Le mythe de la « démocratie raciale » et l'euphémisation du racisme

Le racisme constitue aujourd'hui un puissant tabou au sein de l'élite brésilienne. L'observateur extérieur se retrouve ainsi témoin d'une situation marquée par un fort racisme institutionnel systématique mais dans laquelle les élites n'expriment que très rarement leurs conceptions racistes dans un cadre public. De nombreuses études mettent en lumière ce paradoxe[10].

Cette difficulté à confesser toute forme de croyance raciste ou la pratique effective de discriminations est en partie liée à l'évolution des conceptions de la race dans ce pays. Antonio Sérgio Guimarães, qui a reconstitué l'évolution des catégories raciales au Brésil, montre notamment comment s'est opéré à la fin du XIXe siècle le passage d'un racisme fondé sur l'infériorisation biologique des esclaves et la mobilisation de théories eugéniques à une politique d'immigration post-esclavagiste privilégiant l'embauche d'une main-d'œuvre blanche et européenne au détriment des Noirs africains[11]. Cette politique reposait sur l'espoir d'un « blanchiment de la race », c'est-à-dire sur l'extinction progressive des *mulatos* et des Noirs par le brassage racial.

Comme l'avance Lilian Schwarcz, « la figure du métis (*mesticos*) est exaltée et érigée en véritable icône symbolisant le syncrétisme biologique et culturel du pays et s'incarnant dans des formes culturelles telles que la samba, la capoeira, le candomblé ou le football[12]. » Ce mythe d'une société tendant vers un idéal du métissage parfait[13] s'est progressivement sédimenté dans les consciences des Brésiliens et a fini par devenir un voile masquant la réalité du racisme.

Cependant, la situation dans laquelle se trouve la société brésilienne aujourd'hui est loin d'être celle d'une consolidation de la « démocratie

raciale » et il serait plus juste de parler, pour reprendre les mots de L. Schwarcz, de « racisme silencieux[14] ». La question raciale s'est en effet trouvée évacuée sous l'influence de discours clamant la fin des préjugés et l'affaiblissement des discriminations. Comme si la fin de l'esclavage et la proclamation de l'égalité de droit avaient sonné la fin du racisme, nombreux sont les Brésiliens des classes moyennes supérieures et des classes supérieures qui croient en l'harmonie raciale et relèguent au domaine de l'anecdote toutes les instances de conflits raciaux. Si l'on suit L. Schwarcz, le racisme silencieux se dissimule donc derrière la conviction du caractère performatif des textes de loi et une vision de la discrimination comme un simple écart à la norme plus que comme la norme. En projetant le racisme sur des figures extrêmes et de toute évidence condamnables, la capacité réflexive à identifier ses propres préjugés est refoulée et le caractère quotidien des discriminations est invisibilisé. Le racisme est nécessairement le fait de l'autre, jamais de soi-même.

La croyance en une société brésilienne où prédomine l'égalité raciale rend ainsi difficile l'exercice d'objectivation du racisme qui imprègne les représentations des interviewés brésiliens[15]. On n'en retrouve ainsi que des traces épisodiques, notamment lorsqu'il est question de la migration des *Nordestinos*. Il existe en effet, à São Paulo, un discours courant consistant à dénigrer la figure du migrant, principalement nordestin, et à condamner l'immigration intérieure. Bien souvent, la région du Nordeste, où les Noirs sont plus nombreux que dans le reste du pays, permet ainsi, par métonymie, de parler de groupes racialisés sans avoir à les nommer directement. Carolina, une habitante de longue date du quartier de Jardim Paulista, descendante d'Italiens, ne nous cache pas que, pour elle, les Nordestins sont par nature paresseux et dépourvus de l'ardeur au travail qui caractériserait les Italiens, ou encore les Japonais :

> Dans le Nord et le Nordeste surtout, le climat lui-même rend les gens paresseux et mous. C'est culturel. À São Paulo, non. À São Paulo les gens courent… […] São Paulo était bien mieux avant eux. La violence a beaucoup augmenté… […] C'est malheureux, mais ceux qui ne

trouvent pas de travail se tournent vers la violence. […] Je le constate avec mes employées… Il faut répéter, répéter, répéter… C'est difficile. Elles viennent à São Paulo mais elles ont du mal à adopter notre style de vie… Les immigrés qui sont venus dans le temps, par exemple les Italiens et les Japonais, ces immigrés européens qui sont venus ici, ils ont fait São Paulo… Ils ont fait grandir São Paulo. Et les Japonais, et les Arabes. […] Il faut faire attention quand vous parlez des Nordestins ici à São Paulo, ils peuvent détourner nos propos. Alors je le dis sincèrement : je n'ai rien contre eux, je ne suis pas… Comment dit-on déjà ? Quelqu'un à préjugés. Non, ce n'est pas du préjugé… Mais je crois que le gouvernement de chaque État et surtout le gouvernement fédéral devraient faire en sorte de donner le moyen à chacun de vivre dans son État d'origine, dans sa terre.
[Carolina, femme, 74 ans, avocate à la retraite, veuve, n° 119]

En défendant l'idée qu'il y aurait une plus grande proximité culturelle entre les Paulistes et les immigrés japonais et arabes qu'entre les Paulistes et les Nordestins, Carolina entretient le doute sur la source de l'altérité des Nordestins. Celle-ci peut en effet tout à la fois provenir de leur origine populaire et rurale que du fait que les Nordestins sont plus souvent ou davantage « noirs » ou métis que les autres groupes cités. En se réfugiant derrière ce que Pierre Bourdieu a appelé un « effet Montesquieu[16] » (en référence à l'interrogation du philosophe sur le rôle des climats sur la formation de l'esprit), Carolina, imitant en cela beaucoup de ses voisins, évite soigneusement de trancher et masque son racisme derrière une métonymie fortement répandue dans le discours des Paulistes.

On retrouve de telles conceptions chez d'autres interviewés, comme par exemple chez Carlos Augusto, commerçant juif qui habite à Higienópolis et qui étaye ses préjugés à l'encontre des Nordestins en s'appuyant sur l'histoire qui lui a été rapportée par l'un de ses clients d'origine nippone à propos d'une famille japonaise installée à Bahia. Cette famille, dont les enfants ont étudié et fait prospérer leur exploitation en adoptant une technique d'irrigation d'Israël, se distinguerait ainsi de ses

paresseux voisins nordestins vivant dans la saleté, tout en fumant et buvant du Coca-Cola pour les aider à se contenter de leur modeste sort :

> Le mot pauvre est vraiment un mot très difficile à analyser. Qui est riche, qui est milliardaire ? C'est celui qui est heureux avec ce qu'il a. C'est pourquoi le rapport à l'argent, c'est quelque chose d'assez fou. […] J'ai deux cas à raconter. Il y a eu une époque dans ma vie où je vendais beaucoup à des Japonais. Je suis devenu ami avec des Japonais, Fukushima, Doisam, Mamoro. […] Fukushima m'a raconté qu'une génération de Japonais s'est installée à Bahia [dans le Nordeste], à proximité du fleuve San Francisco. Le gouvernement avait divisé une parcelle en vingt-neuf divisions de terre cultivable. Il en a attribué une aux Japonais et vingt-huit à des compatriotes [« patriciens »], dans les mêmes conditions. Au bout de quatre ou cinq ans, les Japonais avaient développé une coopérative, ils faisaient tout. Les enfants prenaient le bus, qu'ils ont acheté eux-mêmes, pour aller étudier à la ville. Les plus jeunes étudiaient là-bas. La plantation était verdoyante. Ils y ont développé une technique d'irrigation d'Israël. Dans les terres des « patriciens », on faisait la cuisine dans des casseroles toutes sales. Dans ces maisons-là, personne n'a réussi. Rien n'a marché. […] Ils pensent que l'État est un père, que la Bolsa família, la Bolsa je-ne-sais-quoi… Alors quelqu'un d'intelligent vient, monte un supermarché et prend tout leur argent. Ils prennent un Coca-Cola et fument un paquet de cigarettes, et ils se sentent riches et satisfaits. […] Et, après ça, on dit que ces personnes ont besoin d'aide.
> [Carlos Augusto, homme, 62 ans, commerçant, marié à une commerçante, n° 92]

Les habitants des beaux quartiers de São Paulo sont ainsi nombreux à s'inquiéter du poids démographique croissant des Nordestins à São Paulo qu'ils associent directement à la croissance des problèmes dans la métropole. On retrouve ce type de discours dans les propos d'Isabela qui cherche à dissimuler ses préjugés racistes contre les Nordestins derrière

une dénonciation du laxisme de l'État. Si la cible première de son discours est le manque de réaction des pouvoirs publics, le présupposé fort de ses propos demeure le fantasme de l'hégémonie démographique des Nordestins qui, par leur nombre croissant, corrompraient la métropole en y banalisant les pratiques déviantes inscrites dans leur culture. Cette insistance sur la menace démographique résonne comme un lointain écho des craintes xénophobes françaises du « grand remplacement » :

> Beaucoup de Nordestins sont venus ici : il y a des emplois, des salaires raisonnables… Ils obtenaient un emploi, un logement… Ils ont commencé à faire venir leurs frères, leurs enfants, leurs femmes… C'est ainsi que la population venue du Nordeste a augmenté. Beaucoup. Elle a augmenté, et qu'est-ce qui est arrivé ? Ça a inondé… Ils ont beaucoup d'enfants, ils se sont multipliés. Je ne suis pas contre. Ils ont le droit d'aller et de venir. Et puis, c'est à São Paulo qu'il y avait des emplois… Donc ils sont venus ici. Qu'est-ce qui s'est passé alors ? La ville a beaucoup grandi, trop grandi. Elle est devenue si grande que moi-même, une Pauliste, je ne connais plus les quartiers de la ville… […] Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? La pauvreté a beaucoup augmenté. […] Le Pauliste, maintenant, c'est plus un Nordestin qu'un… […] Les familles de la classe moyenne n'ont pas beaucoup d'enfants. Eux, ils en ont. Ce n'est pas du racisme, ce ne sont pas des préjugés, c'est la réalité. […] La pauvreté augmente, la criminalité augmente, tout augmente. […] Je pense que le gouvernement s'en fiche… ne gouverne plus.
> [Isabela, femme, 74 ans, psychologue retraitée, divorcée d'un médecin, n° 114]

Par-delà les préjugés raciaux plus ou moins habilement dissimulés, c'est surtout lorsqu'il est question des sources du talent individuel que les interviewés paulistes naturalisent les inégalités de la manière la plus évidente. Pour Valentina, habitante d'Alphaville, il ne fait ainsi aucun

doute que le patrimoine génétique d'une personne est ce qui décide en premier lieu de son succès dans la vie. Pour elle, les choses sont claires :

Les êtres humains sont naturellement inégaux. Qu'est-ce qui est le plus déterminant dans le processus de développement d'une personne : les composants biologiques ou le milieu dans lequel il vit ? Je pense que c'est son ADN et ensuite le milieu dans lequel il vit. Le milieu social peut être taillé, poli, mais il ne compensera jamais l'ADN. Les gènes, la partie biologique, c'est le plus important.
[Valentina, femme, 65 ans, professeure à la retraite, mariée à un médecin, n° 162]

Mobilisant une combinaison d'explications d'ordre génétique et astrologique, Paulo Roberto, qui a longtemps travaillé dans la finance et réside à Jardins, pense également qu'il est vain de postuler une égalité entre les hommes :

Je pense que c'est inné… Il y a des prédispositions propres à chaque personne. Je ne sais pas si c'est au niveau cellulaire, au niveau biologique ou si c'est au niveau des forces… astrales… Oui, des forces astrales. Vous ne pouvez pas nier que cela a une influence sur la partie biologique, n'est-ce pas ? Le cycle de la femme est similaire au cycle des marées. Il y a aussi un effet biologique, une charge génétique, qui est également indéniable, n'est-ce pas ? Sinon il n'y aurait pas, je ne sais pas, des fils d'athlètes qui sont eux-mêmes athlètes, n'est-ce pas ? En fin de compte, il y a une charge génétique importante, et je pense que c'est la combinaison de ces choses qui fait un individu, non ? Ce qui fait qu'il réussit ou non. Et le milieu, lui, va définir le paramètre de cette réussite.
[Luis Roberto, homme, 38 ans, entrepreneur, marié à une entrepreneure, n° 107]

Comme on peut le voir, ces discours sur l'origine biologique des talents ne consistent que très rarement en une équation explicite entre un groupe social précis et des caractéristiques génétiques, mais ils reposent néanmoins sur des schèmes de pensée qui s'accordent particulièrement bien avec le « racisme silencieux » qu'analyse L. Schwarcz.

L'EXPLICATION BIOLOGIQUE CONCURRENCÉE PAR L'EXPLICATION SOCIOLOGISANTE

Comparativement, les personnes interviewées dans la métropole parisienne s'efforcent d'expliquer la réussite des uns ou l'échec des autres par des mécanismes sociologiques beaucoup plus souvent qu'à Delhi ou à São Paulo. Lorsqu'ils s'aventurent du côté de la naturalisation des qualités sociales, les interviewés français font généralement référence à des dons, des capacités naturelles ou des prédispositions génétiques, le plus souvent héréditaires, qui favoriseraient l'intelligence ou la propension à l'effort, et donc la réussite socio-économique. Mais il s'agit presque toujours, selon eux, d'une cause secondaire dans l'explication de cette dernière, aux effets limités en comparaison de l'éducation, de la transmission de pratiques et valeurs, et de l'environnement dans lequel on grandit. Daniel est ainsi déchiré entre la tentation de s'en tenir à la seule rhétorique de l'inanité et l'évidence du caractère construit des inégalités :

> Je pense que la vie est inégalitaire, est inégale. En plus, on ne naît pas tous avec les mêmes capacités : il y a une inégalité, une forte inégalité, qui n'est pas que sociale, qui est aussi intellectuelle. Et il y a des gens costauds, des gens qui ne sont pas costauds. Des gens qui sont beaux. Mais […] ce n'est pas que naturel. Si on est en Inde ou si on est dans la Silicon Valley, on n'a pas tout à fait les mêmes chances !
> [Daniel, homme, 62 ans, ingénieur informaticien à la retraite, femme au foyer, n° 21]

De même, on relève l'idée (chez Joseph, homme, 78 ans, cadre à la Banque de France, n° 9) que certains talents particuliers – notamment artistiques – ou certaines intelligences hors du commun seraient innés, mais que le milieu dans lequel on grandit joue généralement un rôle essentiel dans la réussite des uns et des autres :

Pauvre ou riche, c'est un coup de chance, notamment à la naissance. C'est une question de naissance, je ne sais pas… à 85 %. Ensuite, il y a ceux qui ont la possibilité de saisir une chance, mais ce n'est pas donné à tout le monde : la chance ne se propose pas à tous, et puis il y a ceux qui ne sont pas intellectuellement ou physiquement capables de saisir une chance.
[Rachel, femme, 68 ans, chercheuse en urbanisme et aménagement, mari magistrat à la retraite, n° 10]

Au croisement de la culpabilisation et de la naturalisation de la pauvreté, quelques (rares) interviewés font même des vices supposés et de la négligence ou irresponsabilité dont feraient preuve les pauvres la cause de leur infériorité physiologique, du fait des dommages débilitants qu'ils s'infligeraient à eux-mêmes ou infligeraient à leurs enfants. Une interviewée formule ainsi l'hypothèse qu'un alcoolisme diffus et récurrent serait à l'origine d'une moindre intelligence des pauvres :

Je […] n'arrive pas à comprendre réellement à quoi ils pensent. Et j'en ai côtoyé pas mal, parce que je monte à cheval dans un tout petit club, très familial, où, depuis quinze ans, je vois les enfants qui grandissent. Je monte à cheval avec eux, et je vois les orientations que prennent les uns et les autres. Alors, il y en a qui sont très limités intellectuellement. Ça, c'est quelque chose que j'ai découvert là-bas. Est-ce que c'est le résultat de l'alcoolisme des parents et des grands-parents… ?
[Michelle, femme, 61 ans, assistante de direction dans une galerie d'art, mari agriculteur (auparavant cadre dirigeant d'entreprise), n° 36]

Certaines interviewées citent aussi la sur-fécondité des femmes des classes populaires et d'origine étrangère et la violence ou la négligence des parents à l'égard des enfants comme causes de la pauvreté et des défaillances éducatives qu'elles attribuent à ces groupes sociaux. C'est l'idée que les pauvres ne sont pas suffisamment malthusiens, font trop d'enfants et / ou les font trop jeunes, et ne peuvent donc les élever correctement :

> Il y a… leur mode de vie, leur façon de penser, l'éducation des enfants, et puis je dis : les parents ont besoin d'être rééduqués ! De toute façon, tous ces gens-là, ce sont des gens qui ont été un peu rejetés, les parents déjà… qui ont déjà été rejetés, ou pas élevés avec leurs familles, qui ont commencé très jeunes, à quatorze ans, à bosser, qui ne connaissent rien. Et puis ils ont fait des enfants, et puis les enfants se sont débrouillés tout seuls… En fin de compte, il faut aller à la souche, à la source : savoir pourquoi les enfants sont comme ça ! […] Chez les riches, les enfants qui sont dans les rues et tout ça, ce sont des enfants qui n'ont pas… De toute façon, s'ils se promènent dans les rues, ils veulent leur indépendance aussi, même chez les riches ! Mais la différence, c'est qu'on leur laissera un billet de 500 euros ou un billet de 100 euros sur la table en disant : « Tiens, je te donne ça. Tu t'achètes ce que tu veux. T'invites tes copains. Tu vas à un truc. » Sauf que, chez les pauvres, ceux qui ne peuvent pas, on lui dira : « Ben, nous, on a rien, et, toi, tu te débrouilles… » Alors, bien sûr, les enfants, pour suivre un peu tous les autres, qu'est-ce qu'ils font ? Eh bien, ils partiront dans la délinquance, le vol, le machin.
> [Annick, femme, 64 ans, cadre commerciale retraitée, divorcée, n° 37]

Annick s'efforce donc de dénoncer les mécanismes de la reproduction sociale, mais, pour elle, seul le malthusianisme des familles pauvres pourrait supposément les enrayer. Sur ce point aussi, les populations roms sont vues comme des cas extrêmes ; notamment les jeunes mères mendiant dans la rue avec leurs enfants, dont la négligence entraverait le

développement de ces derniers, car elles ne savent apparemment pas s'en occuper correctement. Annick nous rapporte ainsi, sur un ton profondément choqué, l'histoire d'une mère rom qu'elle avait voulu aider et qui s'avérait nourrir son bébé avec un mélange d'eau, de petit-suisse et de crème fraîche périmée.

Chez de rares interviewés, la reconnaissance du fait que l'égalité des chances est une fiction dérive parfois vers une naturalisation du caractère inégalitaire et hiérarchisé des sociétés, voire parfois vers la justification explicitement organiciste d'inégalités assimilées à un ordre social naturel :

> Tout ne peut être à égalité. Il n'y a pas d'égalité. […] C'est comme ça, c'est la vie : on peut améliorer mais ça serait jamais… on serait jamais égaux. Il y a des gros et des minces, il y a des jolis et des laids, il y a des tordus et des droits, enfin : il y a de tout ! Donc, déjà, rien que quand on naît, il n'y a pas d'égalité. […] Il faut se le dire, et qu'on n'arrivera jamais à l'égalité. Ce n'est pas possible : ça n'arrivera jamais. Que ça soit sur le plan monétaire, sur le plan humain, sur… à tout point de vue !
> [Hélène, femme, 64 ans, femme au foyer, époux cadre supérieur, n° 34]

Mais, contrairement à ce que l'on observe en Inde où le castéisme est extrêmement fort, en France, les discours qui défendent l'idée d'inégalités naturelles ne s'appuient que très rarement sur des idéologies racistes. En effet, comme cela a été souligné dans le chapitre précédent, dans les entretiens menés à Paris, les cadrages et argumentaires racistes sont le plus souvent cantonnés à la perception et dénonciation des pauvres comme posant des problèmes d'hygiène et de violence. Et, lorsqu'ils sont mobilisés pour naturaliser les inégalités, il s'agit davantage d'un racisme « culturel » que « biologique » :

> Je pense que la pauvreté est générée par des problèmes de maladie, de déchéance, d'alcool ou machin, etc. Ou d'immigration, avec un problème linguistique. Et un problème culturel. Qui fait que les gens

ne peuvent pas s'intégrer. Et une évolution des niveaux d'intégration… Étant enfant, la première chose que je… Parce que j'étais à l'école publique, avec une grosse mixité sociale : les gens qui arrivaient, des Polonais, des Italiens, etc., n'avaient qu'un seul objectif, c'est de parler bien français en un minimum de temps possible. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas, ce n'est pas le cas et c'est catastrophique !
[Régis, homme, 59 ans, directeur général d'une plateforme internet, épouse cadre dans la banque, n° 29]

Clément, un interviewé atypique en mobilité sociale ascendante qui a grandi à l'Île-Saint-Denis, explique sans détour qu'il préfère habiter dans un quartier non multiculturel, moins « mélangé », moins « métissé », où la présence des « cultures étrangères », des « religions différentes », des « gens issus de l'immigration » est plus limitée. Et ce afin de retrouver le « calme », la « sérénité » et sa « culture », car autrement « on ne sait plus où on est ». Il associe étroitement la pauvreté urbaine – qu'il ramène avant tout à une surconcentration d'étrangers – à des problèmes de propreté, de sécurité et de désordres moraux. Et, selon lui, la cause du problème est « culturelle », liée au fait que les immigrés pauvres, non seulement ont peu de ressources matérielles, mais en plus – faute d'acculturation à la société française – ne connaissent pas les stratégies à mettre en œuvre en France pour sortir de la pauvreté :

J'ai besoin quand même de m'identifier aux gens qui sont dans mon quartier. Comme tout le monde, je pense. C'est pour ça qu'il y a des ghettos autour de Paris. À Saint-Denis, au bout d'un moment on […] n'a plus l'impression d'avoir rien en commun avec les gens, parce que les gens ne parlent même pas français [*rire*] ! Ils ne parlent pas tous la même langue entre eux. Ça devient un truc, une espèce de mélange… on ne se retrouve pas, quoi ! Ajoutez à ça le monde, la saleté, plus la sécurité, voilà : je n'ai pas envie d'y aller ! […] Et c'est aussi le niveau scolaire, du coup, dans les écoles. Parce que, forcément, ça rame ! Parce que quand il y a des parents qui ne parlent pas français, les

enfants vont ramer, c'est sûr ! Donc le niveau de la classe en pâtit. Du coup, les profs font plus de la garderie que de l'éducation. Et les gens n'ont pas du tout envie d'aller dans l'école publique à Saint-Denis… C'est normal : tout, sauf ça ! […] C'est dans la culture… […] À Saint-Denis, le problème, c'est que les gens sont issus de l'immigration et qu'ils ne maîtrisent pas bien la langue. Et puis ils sont à mille lieues d'imaginer ce qu'il faut faire pour réussir en France, pour que leurs enfants réussissent.
[Clément, homme, 35 ans, ingénieur commercial, épouse ingénieure commerciale, n° 33]

On retrouve chez Annick cette même idée selon laquelle les immigrés originaires des anciennes colonies françaises seraient, du fait de leur culture d'origine, peu disposés à l'intégration et à la réussite :

Il y a une éducation, il y a l'éducation des enfants, mais il faut peut-être aussi rééduquer les parents. […] Dans les cités, quand on dit qu'il y a des parents, des Arabes, qui viennent là et qui continuent d'avoir les traditions arabes et tout, et qui parlent arabe et gnangnangnan, et puis les enfants, eux, ils évoluent : et donc ils sont en déphasage avec leurs parents ! C'est sûr que ça n'ira pas.
[Annick, femme, 64 ans, cadre commerciale retraitée, divorcée, n° 37]

Il apparaît clairement, dans ces deux derniers exemples, que le constat, se voulant objectif, du déphasage culturel des immigrés et de leur incapacité à s'intégrer en raison d'un choc culturel trop fort est mobilisé comme un argument en faveur d'une incompatibilité culturelle indépassable à court et moyen terme et justifiant ainsi des pratiques d'évitement et de ségrégation qui ne sont pas sans rappeler la rhétorique du *separate but equal* (« séparés mais égaux ») qui a longtemps justifié la ségrégation raciale aux États-Unis[17].

Idéologies du mérite et répertoires néolibéraux de la justification des privilèges

Les idéologies de la méritocratie et du néolibéralisme occupent aussi une place centrale dans le discours des habitants des beaux quartiers. Leur articulation en un même ensemble doctrinal semble remplir deux fonctions complémentaires dans la façon dont l'élite perçoit les pauvres. D'une part, elle les convainc que les privilèges dont ils bénéficient ne sont pas usurpés ou arbitraires, et que leur prospérité bénéficie également aux plus pauvres. D'autre part, elle leur permet de se donner bonne conscience en les persuadant que les pauvres méritent leur sort. La justification de la pauvreté des uns et la légitimation de la richesse des autres fonctionnent donc en miroir et se conjuguent, entre autres, pour justifier l'entre-soi prévalant au sein des beaux quartiers : d'une part, les pauvres ne méritent pas de partager le cadre de vie de leurs habitants et, d'autre part, le mode d'existence des privilégiés ne nuit pas aux pauvres mais, au contraire, finit par leur être aussi bénéfique.

Une fois encore, on observe des variations fortes entre les trois cas étudiés : de la méritocratie républicaine française aux débats indiens sur les contradictions supposées entre mérite et « réservations » (les politiques de quotas) en passant par les critiques des allocations Bolsa família, les conceptions du mérite sont particulièrement différentes d'un pays à l'autre.

En effet, si la naturalisation des inégalités nourrit et se nourrit de la rhétorique réactionnaire de l'inanité principalement, les dénonciations de l'État-providence s'appuient en grande partie sur les deux autres volets du triptyque proposé par Albert Hirschman. Comme l'a montré ce dernier, la rhétorique de l'effet pervers refuse de s'attaquer de front aux thèses progressistes et feint de reconnaître la pureté de leurs desseins. Elle s'attache alors à montrer que les réformes auront des effets secondaires néfastes, voire contraires aux progrès attendus – par exemple, décourager l'esprit d'entreprise ou faire fuir les entrepreneurs à l'étranger… C'est

exactement cette structure argumentative que l'on retrouve dans les dénonciations françaises du RSA, de la Bolsa família ou des réservations : autant de dispositifs accusés de déresponsabiliser les pauvres et de les inciter à la paresse. Enfin, la rhétorique de la mise en péril défend, quant à elle, l'idée que « le progrès dans les sociétés humaines est si problématique que tout nouveau "pas en avant" porte gravement atteinte à une ou plusieurs conquêtes (droits, libertés, garanties) antérieures[18] ». En Inde, on retrouve notamment cette structure argumentative dans les discours posant l'idée que les politiques de réservations remettent en cause le principe d'égalité des chances et conduisent à la détérioration de la qualité des services publics.

Quotas et rhétorique du mérite

Outre les références à une prétendue « infériorité » naturelle des pauvres évoquées plus haut, les habitants des beaux quartiers de Delhi s'appuient fréquemment sur l'idéologie du mérite pour justifier la pauvreté. Leurs discours prennent des formes multiples, mais la plus fréquente consiste en une dénonciation de la paresse et de la malhonnêteté des pauvres, comme celle, extrêmement lourde et virulente, développée par Vandana, femme au foyer et guérisseuse karmique[19] à ses heures perdues :

> Je pense qu'il y a beaucoup de personnes qui sont pauvres car elles sont paresseuses, parce qu'elles sont malhonnêtes. Elles se sont engoncées dans leur toile de paresse et de malhonnêteté. Ce n'est pas qu'il y ait moins de chances de réussir en Inde. En termes d'opportunités, il y a beaucoup de choses qui se passent en Inde. Pourquoi donc on ne parvient pas à trouver des domestiques ? Vous savez que les gens ne sont plus prêts à venir travailler dans votre maison ? Ils veulent juste gagner gros tout de suite. Donc je pense que tout cela a à voir avec une malhonnêteté et une paresse profondément

ancrées. […] Je pense que beaucoup de gens ne veulent tout simplement pas travailler dur. Ils veulent juste gagner gros, c'est tout. Oui, c'est vraiment ça, ils ne veulent pas travailler dur. […] Je ne vais pas dire qu'ils pourraient devenir riches du jour au lendemain mais, oui, leur situation serait certainement meilleure. Ils pourraient améliorer leur style de vie s'ils travaillaient dur et avec diligence.
[Vandana, femme, 52 ans, conseillère karmique et femme au foyer, mari P-DG d'une entreprise de négoce de produits chimiques, n° 227]

Pour Vandana, la référence à l'éthique du travail est centrale et elle considère qu'« il suffit de travailler pour y arriver ». Comme elle, beaucoup d'autres, à l'instar de Swethaa, se plaignent du manque d'effort des plus pauvres :

Le problème de Delhi, c'est que beaucoup de gens ne veulent pas travailler. […] Les gens croient que les riches reçoivent leur argent sans rien avoir à faire. […] Ils ne voient pas tout le travail qu'il y a derrière l'argent et la richesse. Les gens ne sont pas prêts à travailler. Ils ne travaillent pas. C'est tellement fort… Par exemple, j'ai une femme de ménage. Elle part pour quinze jours. Je prends donc une autre femme de ménage en remplacement temporaire. Je dois alors la payer le double de ma femme de ménage habituelle. Et, malgré tout, elle ne fait pratiquement rien et les quinze jours passent. Même si je la paie le double car c'est un arrangement temporaire. Ils ne sont pas prêts à travailler. […] Ils ont constamment l'impression d'être exploités… En fait, ce que je crois, c'est que ces gens pensent : « Ils ont tellement d'argent et ils nous font travailler. Eux-mêmes ne font rien et nous on travaille, ce qui n'est pas juste. »
[Swethaa, femme, 47 ans, enseignante universitaire, mari directeur d'un centre d'apprentissage, n° 225]

Cette représentation des pauvres comme profondément paresseux, profiteurs et incapables de reconnaître la valeur du travail des riches

constitue le socle d'une réinvention proprement indienne de la figure de l'« assisté » accusé de vivre d'aides sociales (sur le modèle de la *welfare queen* stigmatisée depuis Reagan par les néolibéraux américains), dans un contexte où les dispositifs d'État-providence restent pourtant limités et souvent fondés sur l'obligation d'accepter un travail sous-payé en contrepartie de la perception de prestations sociales (*workfare*), comme la loi Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi en milieu rural (MGNREGA). Nombre d'interviewés, à l'instar d'Indrajit, semblent ainsi convaincus que la pauvreté à Delhi est le résultat d'un choix délibéré :

À Delhi, contrairement au reste du pays, il y a très peu de personnes qui sont pauvres. Et, parmi ceux qui sont pauvres, ce sont généralement des cas de pauvreté volontaire. […] Quelqu'un qui préfère mendier, vivre sur le dos des autres, qui ne veut pas travailler, qui veut une vie facile… […] Beaucoup des gens qui mendient aux feux rouges, beaucoup d'entre eux sont des jeunes qui pourraient travailler. Il y a des gens de leur âge qui travaillent ailleurs, sur des sites de construction ou comme ouvriers ici ou là. […] C'est quelque chose d'universel que vous voyez aux États-Unis, en Angleterre, avec les aides publiques et tout ça, qui sont une incitation à ce que les personnes restent au chômage. […] Dans une situation comme celle de Delhi, seul un très petit pourcentage des personnes sont réellement pauvres. Certaines doivent être coupables de pauvreté volontaire parce que je vois qu'il y a des emplois disponibles dans le commerce, dans les magasins, sur les marchés, dans la fonction publique, partout, sur les chantiers. Pour la construction d'immeubles, ils viennent d'ailleurs pour travailler et ils travaillent. Donc les résidents de Delhi, en étant à Delhi, si quelqu'un ne trouve pas de travail, il faut alors en tirer la conclusion qu'il ne veut pas travailler. Qu'il veut une vie facile.
[Indrajit, homme, 77 ans, haut fonctionnaire, épouse institutrice, n° 226]

Venkatesh, quant à lui, s'en prend au MGNREGA (Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act), qui prévoit un minimum de cent jours de travail manuel non qualifié rémunéré par an pour les personnes vivant en zone rurale. Ce dispositif permet ainsi d'assurer un revenu minimum aux plus démunis en échange de travail. Venkatesh décrit ce programme, fondé sur le principe du *workfare*, comme une forme d'assistanat :

> Ça promeut la paresse parmi ceux qui sont bénéficiaires de ce dispositif. Ils ne veulent pas travailler. Une sorte de mentalité s'installe. Si j'obtiens quelque chose sans travail, alors pourquoi travailler ? Cela fait du mal au pays. Il faudrait que les salaires soient toujours liés à la production, à la performance, au renouvellement du personnel. Mais c'est devenu une allocation, alors que ça ne devrait pas être le cas. Il faudrait pouvoir susciter l'enthousiasme des gens, les encourager, les persuader et, si besoin, les forcer à travailler, à travailler et encore à travailler. Et c'est seulement alors qu'ils gagnent quelque chose.
> [Venkatesh, homme, 79 ans, *lecturer* et avocat à la Cour suprême, épouse cadre dans l'agro-alimentaire, n° 232]

Mais la déclinaison indienne de la *welfare queen* semble surtout s'incarner dans une autre figure : celle du mendiant profiteur. La mendicité, symbole le plus immédiatement visible de l'extrême pauvreté depuis les beaux quartiers de Delhi, fait en effet l'objet de nombreuses dénonciations et de nombreux fantasmes. Ceux qui la pratiquent sont soupçonnés de gagner des fortunes chaque jour, d'être manipulés par les mafias locales, de se complaire dans le « confort » de leur situation, etc. Les anecdotes sur les mendiants qui ont refusé une proposition d'emploi sont ainsi très fréquentes dans les discours recueillis. Dans une perspective similaire, Rajiv se livre à une tentative d'évaluation des revenus horaires des mendiants de Delhi :

Il est possible de faire des choses pour aider les pauvres, mais si vous trouvez un mendiant dans la rue et que vous pensez que ce mendiant est pauvre, ce n'est en fait pas le cas. […] Si vous voyez un feu rouge animé où que ce soit à Delhi, où des enfants mendient, en fait ils ne mendient pas. Ils sont forcés à mendier par les gangs qui les contrôlent. Ils s'asseyent près du feu, les surveillent pendant vingt minutes. Il doit y avoir environ cinquante, soixante voitures pour un cycle d'attente de deux-trois minutes de chaque côté du feu. Vous voyez, sur ces quarante voitures toutes les trois minutes, une dizaine de propriétaires ou de chauffeurs de la voiture leur font un don : 5 roupies, 3 roupies, 2 roupies… Regardez-les quand ils font la collecte toutes les trois minutes avec seulement dix voitures ! Donc disons que 20 % des voitures ou des véhicules, des chauffeurs de scooters, de motos s'arrêtent… Et même si vous baissez ce chiffre à 10 %, ça continue à faire un sacré paquet d'argent !
[Rajiv, homme, 52 ans, négociant dans le textile, épouse au foyer, n° 230]

C'est néanmoins dans les discours sur les politiques de réservations que la dénonciation « castéiste » de l'absence de mérite est la plus violente. À une petite dizaine d'exceptions près sur quatre-vingts entretiens, l'ensemble des personnes interviewées sont opposées à ces politiques de quota, entre autres raisons parce que celles-ci rendent plus ardues leurs propres stratégies de reproduction sociale. Les argumentaires mobilisés sont souvent similaires : après avoir rappelé qu'initialement ce dispositif n'aurait pas dû durer plus de dix ans, il est généralement avancé que les bénéficiaires des réservations privent d'autres étudiants plus méritants de la possibilité d'étudier dans les institutions universitaires les plus prestigieuses (on observe alors de très fortes variations d'un entretien à l'autre sur les notes supposées nécessaires pour entrer dans les établissements les plus cotés avec et sans réservations). Cela contribuerait donc à la dégénérescence des élites indiennes, supposément composées d'incapables cooptés sur la base de leur caste. La conclusion est donc qu'il

faut privilégier l'égalité au niveau de l'enseignement primaire et secondaire plutôt que les quotas au niveau de l'enseignement supérieur dont il serait nécessaire qu'il soit le plus élitiste possible. Une autre critique fréquente consiste à dire que seuls les enfants de la « *creamy layer* » (de l'élite) des basses castes profiteraient de ces réservations. On assiste alors à un plaidoyer en faveur de réservations sur des critères économiques et non plus de caste[20]. Les arguments qu'Amrish mobilise pour dénoncer les politiques de réservations portent ainsi sur les modalités du dispositif, bien qu'il les énonce sur un ton peinant à dissimuler une certaine violence :

> Si vous donnez un statut spécial aux gens, ce qui finit par se passer, c'est que vous les dorlotez. Vous ne leur donnez pas l'occasion de devenir les égaux des autres. Aujourd'hui, l'homme de caste répertoriée [castes traditionnellement considérées comme intouchables] n'est pas mon égal. Pourquoi ? Parce que j'ai toujours besoin d'obtenir une note de 85 % aux examens alors que cet idiot n'aura besoin que d'un 45 %. Donc comment peut-il être égal ? En quoi on l'aide à devenir égal ? Ça va certes être difficile pour les dix, quinze, vingt, trente premières années. Ça va peut-être être difficile pour une génération, ou deux, ou trois. Mais après, avec l'intégration, avec le travail acharné, avec une cause commune, vous parvenez à faire de tout le monde des égaux. Les réservations ne font que déchirer notre société encore plus. On perpétue le système des castes en agissant ainsi.
> [Amrish, homme, 42 ans, homme politique, épouse au foyer, n° 190]

Amrish parvient ainsi à condenser en quelques phrases les trois credo de la rhétorique réactionnaire : l'effet pervers (on veut promouvoir l'égalité et on en arrive à consolider les inégalités), la mise en péril (le principe d'égalité des chances est sapé par les quotas) et l'inanité (on perpétue le système des castes). On retrouve cette même dénonciation d'une mesure ressentie comme profondément injuste chez Priyanka :

Les réservations ont rendu les choses très difficiles pour la catégorie générale [les castes ne bénéficiant pas de réservations]. Prenons l'admission dans une université où il y aurait cent places. Si 50 % des places vont aux réservations et que, pour ces sièges, il ne faut qu'une note de 60 % pour entrer en médecine ou en ingénierie, votre enfant, qui n'est pas d'une caste répertoriée, ne va pas obtenir de siège malgré une note de 90 % car la compétition est extrêmement serrée dans la catégorie générale, car sur cent places il n'y en a plus que cinquante mises au concours pour l'ensemble de la catégorie générale. Donc votre enfant n'obtient pas de place avec 90 % tandis qu'une personne bénéficiant de réservations peut entrer avec une note de seulement 50 %. Ce n'est pas juste. C'est injuste. Ces réservations pour les castes répertoriées et sur la base de votre caste sont injustes. Une fois l'éducation offerte et dispensée, et si vous êtes à l'abri du besoin, il ne devrait pas y avoir de réservations. La seule raison pour laquelle on continue à donner des réservations, c'est pour entretenir le clientélisme électoral. Je suis en désaccord total avec cela.
[Priyanka, femme, 50 ans, directrice financière du groupe de son mari, n° 228]

L'exemple du médecin qui ne mériterait pas son poste est mentionné de manière particulièrement fréquente, comme dans les propos de Vandana :

Que Dieu nous protège, mais si quelqu'un devient docteur simplement en obtenant un siège sur la base de réservations et qu'il n'a pas obtenu ce siège sur la base de son mérite, qu'il l'a obtenu parce qu'il est dans la catégorie OBC [*Other Backward Classes*] et qu'il est là en liberté à ouvrir la calotte crânienne d'une personne et à opérer son cerveau… Il n'est pas qualifié pour faire une opération, mais comme il est devenu docteur, ou qu'il a eu un doctorat, ou qu'il est devenu avocat simplement parce qu'il est de cette caste répertoriée… Il a eu le siège,

mais il n’est pas un avocat qualifié et méritant ou un médecin méritant. Donc le pays est géré par des charlatans et on va tous devenir fous. [Vandana, femme, 52 ans, conseillère karmique et femme au foyer, mari P-DG d’une entreprise de négoce de produits chimiques, n° 227]

Par ailleurs, si les habitants des beaux quartiers de Delhi évoquent régulièrement leur conviction que les pauvres sont pauvres parce qu’ils n’ont pas le goût de l’effort et le sens du travail, beaucoup sont également convaincus que les richesses qu’ils créent finissent par ruisseler vers le bas (*trickle down*), goutte par goutte, roupie par roupie et bénéficient *in fine* aux plus pauvres. C’est par exemple ce qui ressort clairement du discours de Madan et qui permet ainsi de comprendre l’articulation entre justification des privilèges et justifications de la pauvreté :

Je sais que les entrepreneurs de travaux n’ont pas assez de main-d’œuvre. Ils ne trouvent pas assez de main-d’œuvre. Ils ont tous ce problème. Les emplois sont là, mais personne ne candidate. Les Indiens ne travaillent pas. Les gens viennent du Népal, du Bangladesh. Toutes sortes de personnes obtiennent un emploi ici. Ce n’est pas comme s’il y avait une offre d’emploi et que plein de personnes postulaient. Non, si je veux que des personnes travaillent pour moi temporairement, c’est difficile de trouver du monde, même si je suis prêt à payer. […] Le fait est que les riches font de l’argent. Et ça finit par retomber. Vraiment. Les gens disent que non. Mais en fait si, parce que les gens commencent par employer davantage. Ils ont besoin d’un chauffeur, d’un cuisinier, ils veulent un jardinier, ils veulent un meilleur style de vie, ils veulent un gardien. Puis ils commencent un nouveau business, ils emploient plus de gens, ils veulent un secrétaire. Donc les choses prennent forme et, une chose entraînant l’autre, ce besoin de services crée des emplois. Les gens commencent à voyager et ils ont alors besoin d’un agent de voyages… […] Ça ruisselle vers le bas. Et c’est pourquoi les choses s’améliorent. C’est pourquoi les pauvres sont moins pauvres aujourd’hui. Plus personne ne meurt de

faim aujourd'hui. Alors qu'en Inde, deux cents, cent ans auparavant, les famines étaient communes et tant de personnes mouraient… C'était commun à cette époque où il n'y avait pas plus de 50 millions d'habitants dans tout le pays[21]. […] Je crois que si je crée de la richesse, si je crée des emplois, j'aide mon pays, et c'est la meilleure façon de le faire. J'ai créé un nombre impressionnant d'emplois. Et beaucoup de richesse. J'emploie beaucoup, beaucoup de monde. Trois mille personnes directement. Et indirectement, plus de dix mille. Et je paie beaucoup d'impôts. Des impôts énormes. Des sommes vraiment considérables. Pas petites. Donc je sais ce que des personnes comme moi font. On ne peut vraiment pas faire plus, à moins peut-être d'entrer au gouvernement et de m'emparer du pouvoir.
[Madan, homme, 65 ans, P-DG d'un grand groupe industriel, femme au foyer, n° 195]

L'idée d'une amélioration continue et progressive de la situation des pauvres sous les effets de la croissance économique générale est largement répandue. Elle aide clairement les interviewés indiens à éviter tout sentiment de culpabilité face aux inégalités. Pour Pramodh, l'extrême opulence de quelques-uns, comme Mukesh Ambani, l'un des plus riches hommes d'affaires du pays, est même une nécessité pour parvenir au bien-être de tous :

Le jeu de l'économie permet de niveler efficacement. Regardez la richesse ruisseler vers le bas ! Je sais que, pour 1,2 milliard de personnes, il faut que ça ruisselle beaucoup. Mais voyez, dans les États les plus progressifs, les écarts de pauvreté se sont réduits un peu. Mais il faut bien reconnaître que, pour que cent personnes parviennent à être hissées au-dessus de la ligne de pauvreté, il faut quelques milliardaires. On peut rouspéter au sujet de la maison de Mukesh Ambani, mais il a créé de la richesse pour le pays ! Donc il faut accepter que tant que le moteur de l'économie continue de tourner, la pauvreté se réduit. […] C'est difficile de faire baisser la pauvreté en offrant des aides. La

charité n'est jamais une solution durable. Vous savez, c'est la vieille histoire qui consiste à apprendre à un homme à pêcher plutôt que de lui donner un morceau de poisson. Ce que je veux dire, c'est qu'il faut que ça soit durable. Il faut aider les gens à s'émanciper eux-mêmes. Je n'ai jamais ouvert ma vitre et donné un billet de 100 roupies à un mendiant. Je ferme la vitre et j'empêche au contraire cet homme d'entrer dans ma vie.
[Pramodh, homme, 46 ans, P-DG, épouse créatrice de mode, n° 187]

De la rhétorique méritocratique à la dénonciation de la Bolsa família

Contrairement à ce que nous avons pu observer en Inde, la rhétorique du *trickle-down* est peu présente dans le discours des interviewés brésiliens. On ne la retrouve qu'une seule fois, dans la bouche de Fabíola, qui met en avant le rôle décisif des entrepreneurs dans la réduction des inégalités :

L'entrepreneur, par exemple. Le bon entrepreneur, honnête, celui qui crée des emplois. Je pense qu'il est un facteur très important pour que cela se produise [que les inégalités se réduisent]. Parce que, parfois, on emploie quelqu'un qui ne sait rien faire. Il fait un peu de tout. Mais vous voyez en lui une bonne volonté, du potentiel, c'est un employé proactif, vous investissez sur lui, non ? Combien de personnes avons-nous vu réussir ? Moi, comme mon père est dans l'industrie, et mon mari aussi, nous voyons cela souvent. Il y a des gens qui commencent comme garçon de bureau et finissent par devenir gérant, non ? Ainsi, la société fonctionne comme une bonne entreprise, comme une entreprise qui a cette conscience, alors elle offre ces opportunités de réussite. […] Donc je pense que l'entrepreneur, pas celui qui investit en bourse, n'est-ce pas, mais celui qui travaille, qui travaille dur, avec quatre cents, cinq cents, mille employés, cet entrepreneur, c'est un facteur

super important. Et le gouvernement, parfois, n'est pas aussi solidaire que lui, n'est-ce pas ? Parce que les impôts sont très élevés, la charge fiscale est énorme, et l'entrepreneur est toujours en train de se débrouiller parce qu'il y a toujours un plan… il y a toujours quelque chose qui se passe.
[Fabíola, femme, 59 ans, entrepreneure mariée à un avocat entrepreneur, n° 124].

Ce type de rhétorique demeure assez rare dans les discours recueillis à São Paulo et cela s'explique probablement par le fait que les chefs d'entreprise et les industriels sont beaucoup moins nombreux parmi les interviewés paulistes que parmi les interviewés de Delhi. N'étant pas des capitalistes au sens premier du terme, c'est donc plutôt dans la dénonciation du poids excessif de l'État ou lorsqu'il est question du rapport au travail que l'influence du répertoire néolibéral sur leurs discours ressort le plus clairement. Cette rhétorique leur permet tout à la fois de présenter leurs privilèges comme la juste récompense de leur travail et de leurs efforts et de présenter la misère des pauvres comme la conséquence de leur paresse. Pour Carlos Augusto, un commerçant vivant à Higienópolis, il ne fait aucun doute que sa prospérité est directement liée aux efforts qu'il a faits pour s'élever socialement, tout en refusant les tentations d'emprunter d'autres voies que celles du chemin de l'honnêteté. Sa trajectoire de mobilité sociale lui permet de surenchérir dans la défense de l'idée selon laquelle le labeur et la droiture sont la source de toute réussite[22] :

Quand je vivais à Mooca, je vivais dans une maison simple. Je prenais le bus. J'ai commencé à travailler à l'âge de douze ans, j'emportais ma nourriture. Je vais vous expliquer quelque chose de surprenant. Je travaillais dans un bureau, on me donnait une prime de 10 reals par jour pour le transport et l'alimentation. Quand je pouvais voir que la distance était courte, je marchais. Et quand je pensais que je n'avais pas besoin de beaucoup manger, je mangeais seulement une pomme. Et

je gardais les 10 reals. […] Je prenais cet argent, qui consistait en un supplément de mon salaire, et je donnais tout à ma mère. […] Et ma mère, le vendredi, à la synagogue, me donnait de l'argent, que je pouvais utiliser le samedi et le dimanche. J'aurais pu dire à ma mère : « Non, j'ai dépensé l'argent, pour prendre le bus, pour manger. » Mais ce n'est pas ma façon d'envisager la pauvreté. Il faut étudier au lycée public et savoir saisir les chances qui s'offrent à vous. Tout comme j'ai étudié. […] J'avais les yeux rouges de sang tellement j'ai étudié. Pourquoi ? Pour ne pas me décevoir moi-même. Pour ne pas décevoir ma mère, ma famille. Ainsi, le gouvernement m'a donné une bourse. Et j'ai fait le lycée public. J'utilisais l'argent avec modération. […] J'avais peu d'argent, mais j'avais le contrôle de cet argent. Les gens ici, ils se compromettent beaucoup. Je les vois dans le magasin. Maintenant, c'est fini [ce rapport modéré à l'argent]. L'une était à découvert bancaire, l'autre était endettée. […] Donc, les gens, dans la pauvreté, ne savent pas comment gérer. Vivre dans un endroit propre, vivre dans un endroit hygiénique, manger de la nourriture équilibrée. […] Nous n'étions pas riches, mais nous n'avons jamais manqué de rien. […] J'ai commencé à travailler en vendant des cacahuètes et des noix de cajou, dans la station Luz. […] Je pensais petit, mais je visais grand. Sans écraser qui que ce soit.
[Carlos Augusto, homme, 62 ans, commerçant, épouse commerçante, n° 92]

La question des aides de l'État est particulièrement centrale dans la façon dont les personnes interviewées se représentent les pauvres. Une habitante de Morumbi explique ainsi que la Bolsa família ne devrait être attribuée qu'aux pauvres suffisamment travailleurs, tandis que ceux qui ne font pas d'efforts mériteraient rien de moins que de « mourir » de leur paresse :

Cela ne sert à rien de donner quelque chose à une personne qui ne le veut pas [faire d'effort]. […] Que faire avec ces gens ? […] Parce

qu’en fin de compte, cette personne ne veut pas faire d’efforts. Qu’elle reste dans son coin, et elle mourra comme ça, et voilà, non ? N’est-ce pas ? On a beau tout lui donner, si elle ne veut pas faire d’efforts, elle n’en fera pas. Je pense donc qu’il faut faire comme ça…
[Sofia, femme, 55 ans, économiste et *designer*, mariée à un agent immobilier, n° 125]

La même personne précise encore sa distinction entre les « mauvais pauvres » et les « bons pauvres » :

La Bolsa família ? Je pense que ça a rendu les gens… […] Mon portier me dit : « Mon beau-frère n’est pas dans le besoin… Donc je pense que je vais aussi… Parce que mon beau-frère a la Bolsa machin, família, et il gagne plus que moi ! Moi qui travaille ici, qui prends le bus, je ne sais pas quoi ! Et lui, il reste à la maison, à ne rien faire, et gagne de l’argent du gouvernement. » Je pense que ce n’est pas bon, ça ne servira à rien. Je ne sais pas ce qui marcherait, voyez-vous. […] Quoique j’aie entendu plusieurs choses, que le taux de pauvreté a beaucoup diminué, c’est bien cela ? Mais il y a aussi les très pauvres qui n’ont aucun moyen, n’est-ce pas ? Alors, eux, il faut les aider. Mais pas comme ça, à tout le monde, sans aucune discrimination. Car il y a ceux qui auraient les moyens d’obtenir un emploi. Et celui qui a les moyens de travailler, il va au travail, il va produire et il va montrer aux enfants qu’il travaille.
[Sofia, femme, 55 ans, économiste et designer, mariée à un agent immobilier, n° 125]

Dans son analyse des effets pervers des aides aux pauvres, Danilo, lui, revendique une certaine insensibilité à leur sort. Selon lui, elles aideraient certes ces derniers à mieux manger, mais elles participeraient, en contrepartie, à appauvrir les classes moyennes. Il se lance donc dans une critique de la redistribution qui peut être lue comme un plaidoyer pour le

caractère supposément fonctionnel des inégalités, condition du confort des classes moyennes.

Si vous me dites de combien de pour-cent la vie du gars s'est améliorée… Ce pourcentage a sorti le type de la misère, l'a tiré de la pauvreté… Cela a fait une différence pour lui ? Bien sûr ! Il mangeait des pierres et maintenant du pain, et il est évident que le pain est meilleur. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel c'est vraiment d'essayer de le sortir de la misère. Vous lui donnez des conditions de vie dignes. Mais que s'est-il passé de réel et de véritable ? Ils ont aplati la classe moyenne, son pouvoir d'achat… « Ah ! Mais nous avons augmenté le pouvoir d'achat du pauvre ! » De combien ? […] Je pense que c'est une erreur d'avoir lésé la classe moyenne qui est celle qui contribue le plus, par ses impôts principalement… Au bénéfice de qui ? Des pauvres !
[Danilo, homme, 39 ans, gérant d'entreprise, marié à une commerçante, n° 132]

Beaucoup associent l'augmentation du niveau de vie des pauvres à l'extension des droits sociaux. Un cadre supérieur de la finance accuse ainsi l'État brésilien de paternalisme. Selon lui, cette attitude a des effets négatifs sur les pauvres : l'accès aux droits sociaux les déresponsabilise en leur faisant oublier leurs devoirs vis-à-vis de la société. Pour lui, le travail bien fait et une attitude responsable par rapport aux obligations de l'emploi (horaires, assiduité, respect de la hiérarchie) sont des contreparties indispensables aux « faveurs » consenties :

C'est une génération qui est élevée par ce gouvernement paternaliste-étatiste, nourricier, etc. Elle arrive pleine de droits et sans aucun devoir… C'est une situation déplorable qui a commencé il y a longtemps déjà […]. Du coup, maintenant, on a tous ces gens qui ont une qualification nulle, je ne dis pas mauvaise, je dis nulle, mais ils sont remplis de droits […] sans se sentir tenus par aucun devoir.

[Luis Roberto homme, 38 ans, entrepreneur, marié avec une entrepreneure, n° 107]

L'influence de l'idéologie néolibérale sur le discours des interviewés paulistes se révèle également à travers une rhétorique extrêmement agressive à l'égard de l'État. Un grand nombre d'interviewés se posent en effet en victimes du « système » et d'une administration qui serait particulièrement inefficace. À mesure que l'État encouragerait la paresse des pauvres par des dispositifs d'aide sociale, il découragerait l'esprit d'entreprise et la création de richesses par des obstacles administratifs et des niveaux de taxation trop élevés. Réinvestissant l'un des leitmotive des classes supérieures, Caio dénonce ainsi le matraquage fiscal de l'État brésilien qui rendrait par conséquent difficile la création d'emploi :

Le pauvre doit assumer la responsabilité de lui-même. Car je pense que l'assistanat crée de l'inaction. Je pense que le gouvernement pourrait en revanche aider en soulageant les charges fiscales qui pèsent sur les employeurs et les pauvres. Si vous suivez la législation fiscale du pays… elle est absurde ! […] Si vous avez un magasin, si vous avez du stock, il vous faut payer des taxes sur votre stock. C'est la taxe de circulation des marchandises sur les marchandises qui n'ont pas circulé… C'est stocké ! Sur un prix que vous n'avez pas affiché… Et peut-être que [lorsque la marchandise sera en magasin] vous devrez afficher un prix plus bas que celui que le gouvernement suppose que vous avez déjà affiché et à partir duquel il vous a taxé… Donc, c'est absurde ! […] Et je pense que plus vous donnerez d'opportunités aux employeurs de créer des emplois en diminuant les charges fiscales qui pèsent sur eux, plus le consommateur, les pauvres, les salariés, payeront moins cher leurs produits…
[Caio, homme, 47 ans, publicitaire marié à une publicitaire, n° 136]

D'une manière assez similaire, Fabricio dénonce l'obsession du gouvernement à l'égard du problème de la pauvreté au point d'en oublier

les autres catégories de la population, qui se trouveraient alors délaissées par l'État :

> Les pauvres au Brésil vivent dans une situation horrible et c'est pourquoi ils finissent par aller vers la drogue. Je vends de la drogue parce que je suis dans le besoin. Alors vient ce gouvernement démagogue : « Notre priorité, c'est les pauvres ! » Mais ça ne va pas non plus, ça ne doit pas être comme ça, parce que tout le monde paie l'impôt. Il faut prendre en compte tout le monde.
> [Fabrício, homme, 41 ans, avocat, marié à une médecin, n° 150]

Les membres de l'élite pauliste se présentent fréquemment comme des victimes collatérales de la priorité donnée par l'État à la question de la pauvreté. Ils parviennent ainsi à réaliser une inversion symbolique peu évidente : les véritables victimes de l'action politique ne seraient pas les pauvres, mais bien les riches, que l'on bride et que l'on empêche de stimuler l'économie et de relancer le pays[23]. C'est précisément ce fardeau fiscal que dénonce Fabrício dans un long plaidoyer dans lequel il explique que l'État percevrait énormément d'argent mais serait incapable, en contrepartie, d'assurer sa mission de service public en offrant des infrastructures à la hauteur des standards de l'élite pauliste. Selon lui, l'État préférerait s'en remettre, avec une certaine hypocrisie, au marché :

> L'État, l'État, l'État. Ils recueillent beaucoup d'argent pour cela. […] Ma femme travaille dans une entreprise, elle est salariée, tout est fait dans les règles, l'impôt est retenu à la source. Et elle paie en plus un impôt sur le revenu qui fait mal. Ça fait mal. On voit combien on paie. Et qu'est-ce que nous avons en échange ? Rien. Je paie une école privée, l'assurance-maladie privée. Il y a des péages sur les routes pour rentrer chez moi. Le gouvernement ne donne rien. Ça sert juste à distribuer des emplois comme monnaie de change. S'ils faisaient bon usage de cet argent, s'ils faisaient le travail pour lequel ils ont été élus, alors nous vivrions dans un paradis. Parce qu'en fait on paie des

impôts, tout le monde cotise. Cette contribution, on n'en profite pas. Le problème c'est l'État. Si nous avons un État fort et que tout fonctionne, cela ne gêne pas les autres secteurs. Mais c'est trop irresponsable de faire porter toute la responsabilité aux entreprises, aux ONG, etc. Ceci devrait être complémentaire. […] Mais non, nos entreprises, les ONG, s'occupent d'activités de base. De l'assainissement, de l'école, de l'éducation. C'est absurde, ça devrait être le rôle de l'État. […] Par exemple, dans le complexe résidentiel où je vis, il y a le personnel d'entretien et les autres que, d'une certaine manière, j'essaie d'aider. Mais pas financièrement. Plutôt en répondant à une demande précise, à certaines demandes. En leur donnant de l'attention, une dignité, en cherchant à renforcer leur dignité dans leur quotidien, dans leur place dans la résidence. Pour le reste, je suis un peu dégoûté par le fait que le gouvernement ne nous rend rien et nous délègue ses responsabilités.
[Fabricio, homme, 41 ans, avocat, marié à une médecin, n° 150]

Il est intéressant de noter ici que la dénonciation du poids excessif de l'intervention de l'État est beaucoup plus systématique dans les entretiens menés au Brésil que dans ceux menés en Inde où, depuis le mouvement de libéralisation engagé dans les années 1990 et la mise en sourdine de la planification économique, les classes supérieures ont moins tendance à se penser comme victimes d'un État empêchant la libre entreprise. C'est ainsi davantage sur le biais introduit par l'État dans la compétition scolaire (les politiques de réservations) que porte leur critique. À cet égard, les discours des Français sont plus proches de ceux des Brésiliens que de ceux des Indiens même si, comme nous allons le voir, les Français se distinguent des Brésiliens par un plus grand effort pour « justifier » les aides de l'État aux plus pauvres.

Dénonciation de l'assistanat et valorisation du travail des « bons pauvres »

Lorsqu'il est question de méritocratie, les interviewés parisiens semblent très soucieux de reconnaître que tous les enfants ne sont pas dotés des mêmes ressources et ne bénéficient pas des mêmes opportunités. Ce constat sociologique les pousse souvent à s'interroger longuement sur la façon dont il est possible de mesurer ce qui relève respectivement de l'acquis, de l'effort et des conditions sociales dans lesquelles on est né. Cette défense de l'idée d'une « compétition imparfaite » suggère donc, de prime abord, que le répertoire méritocratique n'est finalement pas si dominant que cela. Muriel, à l'instar d'autres enquêtés, pousse cette interrogation assez loin et en conclut à la prédominance de la reproduction sociale dans la réussite (ou l'échec) scolaire, et en termes d'insertion professionnelle :

Évidemment, on le voit au collège, on le voit au lycée : les gens qui ont des bonnes chances d'arriver à un métier correct en faisant des études, c'est des enfants qui ont été élevés dans des milieux où il y avait un accès à la culture totalement favorisé. On connaît ce chemin-là : il est tellement évident, enfin, pour moi, il est évident. Bon, il y a des gens pauvres qui réussissent… Là, le peintre qui travaille ici, il était content parce qu'il venait de fêter le master 2 d'économie internationale de son fils… Lui, il est africain, je ne sais même pas comment… Mais pour un comme lui, il y en a mille qui rament… Je pense que les chances, le peu de chances à l'école… un milieu familial pas éduqué dans lequel on n'a pas accès à l'éducation et une « mauvaise » – entre guillemets – école, des écoles où la plupart des enfants ne parlent pas français correctement, bien évidemment ça, ça va déterminer… C'est sûr. […] Pour moi, la part de social est absolument prédominante. Elle est essentielle. Elle est tellement importante, écrasante et déterminante qu'au regard de ça, la part d'inné, ou de talent personnel est tout à fait négligeable. Le talent personnel, pour moi, c'est la cerise sur le gâteau quand on a de la chance. Quand on n'en a pas, ça peut peut-être sauver certaines personnes, mais, pour moi […] la part du social est plus que prépondérante, elle est absolument majeure.

[Muriel, femme, 51 ans, journaliste, mari médecin-dentiste, n° 27]

À ces explications en termes d'enfance défavorisée viennent fréquemment s'ajouter la mention des effets de la crise macroéconomique ou les effets de quartier. Cependant, on constate que la clémence de jugement accordée aux « échecs » et difficultés des enfants devient beaucoup plus rare et parcimonieuse lorsqu'il est question d'expliquer la situation des adultes pauvres, qui ont pourtant, eux aussi, bien souvent grandi dans des conditions difficiles. La déculpabilisation et la victimisation des enfants servent même souvent de propédeutique à une attaque en règle contre leurs parents. Poser les enfants en victimes permet d'introduire un discours de stigmatisation de la paresse des pauvres et de dresser le portrait d'un environnement familial transmettant et consolidant des habitudes peu propices à la réussite des enfants.

Nombreux sont en effet les interviewés qui développent l'idée que la pauvreté est (re)produite par des cultures et des habitudes familiales ne valorisant pas suffisamment le goût de l'effort et la discipline. Les pauvres seraient ainsi pris au piège dans une culture de la pauvreté et de la paresse, ou bien seraient davantage dans un état de nature, de laisser-aller, nuisible à leurs possibilités d'ascension sociale (sans qu'il soit d'ailleurs toujours possible de distinguer ces deux versions l'une de l'autre dans les propos des interviewés) :

Vous avez des talents personnels. Mais si vous voulez développer des qualités, il faut que les parents s'impliquent et se donnent du mal. […] Il est évident que des parents démissionnaires engendrent des enfants… C'est une banalité. Ce n'est pas politiquement correct de le dire, je le sais. Mais c'est quand même vrai. Il y avait plus un sens de l'effort autrefois, dans toutes les familles, qu'il n'y en a maintenant. On dit : « Oh, le pauvre, le pauvre », et puis voilà. L'enfant-roi, chez nous, ça n'a pas été… On a fait ce qu'il faut, mais l'enfant n'est pas roi. […] On n'est pas égaux à la naissance, c'est évident : vous avez des enfants plus ou moins débrouillards. Mais quand on rajoute, en

plus, une famille qui ne s'occupe pas bien… qui ne forme pas ses enfants, vous accumulez un handicap à un autre handicap. Mais il n'y a pas d'enfants fichus, ce n'est pas vrai. […] On peut agir et avoir un résultat. C'est pour ça que vous avez plein de gens qui font de l'alphabétisation, des choses comme ça, autour de moi. Beaucoup d'amis, qui sont plus stables que nous, font ça, par exemple : de l'alphabétisation. Même moi, un moment, je faisais travailler des enfants de ma concierge, qui était portugaise, le soir, en même temps… quand mes enfants, eux, avaient fini. Mais quand je lui ai dit : « Noémia »… non, elle ne s'appelait pas Noémia celle-là… je sais plus comment elle s'appelait… : « Olivia, j'ai fait travailler vos deux enfants tous les jours en rentrant de classe » – elle était ma femme de ménage, à l'époque – « vous pourriez peut-être faire une heure de ménage gratuite ». Ah non, non, non : elle est allée demander à la paroisse, parce que c'était gratuit. C'était quelqu'un qui ne voulait que profiter du système.
[Gabrielle, femme, 69 ans, femme au foyer, mari banquier à la retraite, n° 25]

Les contradictions internes aux propos de l'interviewée (elle fait travailler les enfants de sa femme de ménage – mais seulement après les siens – et elle lui demande alors des heures de ménage gratuites en échange avant de la traiter ensuite de profiteuse) permettent de bien saisir en quoi la rhétorique de la naturalisation et celle du mérite produisent des formes différentes de stigmatisation des pauvres. Comme nous l'avons vu, la rhétorique de la naturalisation rend possible l'absence d'aide aux pauvres, car elle est construite sur la négation de leur perfectibilité. La rhétorique méritocratique, quant à elle, est fondée sur l'idée même de perfectibilité. Elle contraint en cela à intégrer l'idée d'« égalité des chances », mais elle offre, en contrepartie, un avantage important pour construire un argumentaire réactionnaire en ce qu'elle rend possible la culpabilisation des pauvres.

Cependant, comme le suggère l'extrait ci-dessus, cette rhétorique méritocratique rencontre des difficultés à s'imposer en France, où les classes supérieures sont souvent conscientes de mobiliser des ressources familiales et de fournir des efforts pour développer des stratégies de placement scolaire censées être déterminantes pour l'avenir socio-économique de leurs enfants. Ainsi, elles peuvent difficilement ignorer que la position sociale des pauvres est en grande partie issue d'une compétition scolaire et sociale inégale, et c'est sans doute aussi pour cela que les interviewés français sont le plus souvent hésitants, comme nous allons le voir, à rejeter massivement les dispositifs de compensation des inégalités les plus flagrantes, comme le RSA. Ils conçoivent aisément que ce filet de secours est une nécessité dans un contexte où la concurrence n'est pas pure et parfaite.

Le fait que la plupart des riches Français rencontrés reconnaissent l'importance de la transmission intergénérationnelle et de la reproduction sociale a pourtant des conséquences ambiguës et même opposées selon les cas. D'un côté, leur prise en compte peut déboucher sur un refus de stigmatiser les pauvres, dont l'on reconnaît les désavantages sociaux substantiels. De l'autre, elle permet une combinaison de toutes les attitudes d'altérisation des pauvres : la victimisation des enfants, la culpabilisation des parents ou encore l'explication des mauvaises pratiques éducatives par une nature ou une culture défaillantes. Dans tous les cas, la question des pratiques éducatives est placée au centre des discours

Certains entretiens insistent ainsi sur le fait que, dans les familles pauvres, les enfants sont laissés de longues heures en face de la télévision et que leurs parents et leur entourage n'interagissent pas suffisamment avec eux :

> Moi, j'aurais tendance, mais c'est vraiment une supposition, à incriminer non pas l'école mais la télévision. C'est vraiment un préjugé de ma part, mais quand on sait que le Français moyen regarde trois heures et quelques de télévision tous les jours, il y a de quoi devenir complètement idiot ! Et démotivé ! Enfin, ce n'est pas gentil

de dire ça, mais… c'est tellement passif comme activité, ça prend beaucoup de temps, c'est complètement passif. […] Alors, tous les gens qui regardent la télévision ne sont pas devenus idiots, mais je pense que d'élever des enfants avec la télévision, c'est très dangereux ! En tout cas moi, je ne l'ai pas fait ! »
[Michelle, femme, 61 ans, assistante de direction dans une galerie d'art, mari agriculteur, n° 36]

Laurent pousse jusqu'à son terme cette opposition entre des parents fautifs et des enfants victimes et plaide pour des sanctions contre les parents dont les enfants enfreignent les règles :

C'est clair, les parents devraient être plus responsables. Enfin, je sais que c'est facile à dire et pas forcément facile à faire quand on travaille beaucoup, ou quand on ne travaille pas du tout, mais on devrait responsabiliser un peu plus les parents. Et d'ailleurs je ne suis pas hostile au fait qu'on prenne des sanctions envers les parents. […] Les parents doivent tenir leur responsabilité et s'ils ne la tiennent pas, ils doivent être sanctionnés. On doit surveiller les enfants, on doit leur faire faire leurs devoirs, leur demander de ne pas traîner dans les rues. [*Silence*.] Les cadrer, quoi ! […] Je ne vais pas dire qu'ils sont en demande de cadrage, mais si, quelque part. Un gamin a besoin d'être cadré, d'être conseillé, de bénéficier de l'expérience de ses parents. Alors c'est vrai qu'ici, à Ville-d'Avray, c'est facile à dire et facile à faire, et dans d'autres parties c'est moins le cas, mais il faut responsabiliser les parents.
[Laurent, homme, 48 ans, cadre commercial, épouse cadre d'entreprise, n° 53]

C'est donc dans le cadre de cette tension entre valorisation du mérite par le travail et reconnaissance des difficultés des pauvres qu'il faut comprendre comment le dispositif du RSA se retrouve au centre de la plupart des discours des riches sur les pauvres. Il est en effet important de

noter que ce dispositif n'est jamais rejeté en bloc et que tous les interviewés à qui la question a été posée approuvent le principe de solidarité sur lequel il est fondé. Pour une partie d'entre eux, la pauvreté résulte néanmoins en partie de l'« assistanat » issu de l'État-providence. Le manque d'initiative individuelle dériverait ainsi, au final, de l'incompétence de l'État et de mauvais choix politiques :

> « Assistance » : c'est le mot ! On est des assistés ! On est des as-sis-tés. Mais, vraiment, c'est choquant ! C'est vraiment choquant ! Les gens ne savent plus faire les choses par eux-mêmes. Même pour aller à la pêche au boulot, ils ont besoin de quelqu'un : ils attendent qu'on rappelle, alors que c'est eux qui doivent faire du forcing. « Il est ici le boulot ? Il est ici le boulot ? » Non, non [*sarcastique*], on attend qu'on les rappelle… : « Monsieur, on vous a trouvé un boulot qui va parfaitement vous convenir »… Mais ils rêvent ! Ils rêvent ! Mais ils attendent quoi ? Que la Lune leur tombe dessus ? Ils attendent vraiment que la Lune leur tombe dans les bras.
> [Lydia, femme, 20 ans, étudiante, célibataire, n° 30]

Certains interviewés développent ainsi l'idée que les pauvres d'antan, moins assistés et davantage confrontés à une véritable misère, étaient plus souvent stimulés à « s'en sortir », alors que les aides sociales seraient au contraire démobilisatrices et inciteraient à l'apathie. Et on retrouve aussi, souvent chez les mêmes, l'affirmation selon laquelle le niveau et le nombre des aides sociales et associatives existant en France n'autoriseraient pas vraiment à qualifier de « pauvres » les Français dont le niveau économique est le plus modeste (les « pauvres » seraient alors avant tout, voire exclusivement, les habitants les moins bien lotis de certains pays étrangers). Arnaud reprend ainsi cette idée et développe même celle que les SDF parisiens ne seraient pas véritablement pauvres, mais auraient au contraire un mode de vie confortable :

Je me souviens d'un clochard… Un soir, manifestement, il était complètement déprimé et on lui disait : « Qu'est-ce qui s'est passé, pourquoi tu déprimes – Ah ! On m'a piqué mon iPad ! » Voilà… Mais moi, je n'ai pas d'iPad ! C'est vrai… la nourriture, elle est gratos. Il y a énormément d'associations : ils peuvent manger très, très bien… mieux que vous et moi ; enfin, de manière plus équilibrée que vous et moi. Donc ils mangent très, très bien. Les clopes, ils trouvent toujours quelqu'un pour leur en donner. Il y a des foyers d'accueil, et ici il fait trop froid, donc ils ne sont pas obligés de rester dans la rue. Et donc finalement le RMI [revenu minimum d'insertion], ou RMA [revenu minimum d'activité] maintenant, qui… ces 450 euros nets par mois, c'est que pour du… du luxe donc. Donc il y en a un, avec son RMA, qui s'était acheté un iPad.
[Arnaud, M, 41, chasseur de têtes, célibataire, n° 18]

Les personnes interviewées sont quasi unanimes pour dénoncer les « dérives » des dispositifs d'aides sociales, les « abus » de fraudeurs qui en bénéficieraient alors qu'ils ne le « mériteraient » pas, de profiteurs qui en feraient un usage excessif (à l'instar de nombreux étrangers avec la couverture maladie universelle – CMU) ou jouiraient d'avantages indus :

Je trouve qu'on doit récompenser le travail, la peine. […] Le RSA, ça permet à certains qui en ont vraiment besoin d'être aidés et c'est indispensable. Mais, parfois, après, ça génère des dérives, c'est-à-dire qu'il y en a qui se complaisent à toucher le RSA toute leur vie et ne jamais travailler. La Sécurité sociale, c'est pareil !
[Guy, homme, 62 ans, cadre technique dans l'aéronautique, épouse médecin, n° 35]

De la même manière, plusieurs interviewés distinguent les « vrais » pauvres des « faux » :

J’ai l’impression qu’il y a deux sortes de pauvres. Y a les vrais puis les faux. Les vrais sont ceux qui n’ont vraiment pas grand-chose, qui ne se manifestent pas forcément beaucoup, des fois pas du tout. Et puis y a les plus ou moins faux… qui s’en tirent bien mais qui profitent un peu. On ne sait pas dans quelle mesure ils sont vraiment pauvres ou pas. […] Parce qu’il y a quand même beaucoup plus d’aides qu’il y en avait il y a quarante ans par exemple, dans l’ensemble. […] En théorie, on a les moyens d’être moins pauvres qu’on l’était il y a quarante ans, et beaucoup plus de revendications aujourd’hui qu’il y en avait il y a quarante ans. Et je pense que ce n’est pas toujours justifié. Ça ne veut pas dire qu’il n’y a pas aussi d’autres problèmes nouveaux, comme le chômage et tout ça, qui était sûrement moins grave il y a quarante ans. […] Il y aurait les vrais puis ceux qui font un peu… qui jouent un peu… qui ont quand même des aides et qui profitent un peu, dans la mesure du possible, en partie quoi. […] Je ne parle pas forcément de vraies escroqueries, mais ça existe aussi… ça peut aller jusque-là. Mais, sinon, des vrais pauvres, je pense qu’il y en a encore ; mais en théorie il y a des moyens pour qu’il y en ait moins. Au niveau des aides par rapport à il y a quarante ans. Par contre, je ne suis pas sûr que ça pourra durer toujours, parce que je pense que la situation économique il y a quarante ans était au fond plus prometteuse qu’aujourd’hui.
[Claude, homme, 39 ans, documentaliste, célibataire, n° 43]

Ces efforts, fréquents, pour distinguer différentes catégories de pauvres ne sont pas sans rappeler la distinction classique entre « bons » et « mauvais » pauvres[24]. Si, au XIXe siècle, on opposait les « véritables » pauvres aux mendiants et aux vagabonds, au XXIe siècle, on oppose désormais ceux qui travaillent (ou veulent travailler), dont la condition peut alors susciter l’intérêt et la compassion, à ceux qui ne travaillent pas et qui sont alors soupçonnés de se complaire dans l’assistanat. On en retrouve une autre version dans la distinction qui est faite par Geoffroy

entre les chômeurs méritants (car cherchant activement un travail) et les autres :

Je pense qu'il y a des abus. Et je pense qu'il y a des gens qui sont aidés par toutes ces démarches. Donc est-ce qu'on veut arrêter d'aider ces gens parce qu'il y a des abus ? Je ne sais pas. Ou est-ce qu'on ne doit pas lutter contre les abus parce qu'il y a des gens qui sont aidés ? Tout ça, je pense, est une question de juste mesure. C'est très difficile de juger de l'investissement de quelqu'un à chercher du travail. Déjà, juger de l'investissement de quelqu'un dans son travail… Ce n'est pas facile d'être sûr que quelqu'un se donne à fond. Mais, en plus, se dire que la personne cherche activement du travail ou pas, c'est extrêmement compliqué. Je crois que c'est ça tout le sujet.
[Geoffroy, homme, 32 ans, ingénieur de travaux, épouse médecin, n° 61]

Denis plaide, lui, pour un recours systématique à un peu de *workfare* (tous les bénéficiaires d'allocations chômage et du RSA devraient être tenus de travailler un peu pour la collectivité, en effectuant des tâches d'utilité publique) et pour le recours à des mesures symboliques comme le fait de faire payer à tout le monde un montant minimal de quelques euros d'impôt sur le revenu. Ce, afin de préserver la dignité et le sentiment d'appartenance à la société des pauvres et des chômeurs, et de motiver et mobiliser ces derniers, en leur donnant notamment le sentiment d'être reconnus, valorisés. Ses appels conjoints à la responsabilité publique de l'État, aux responsabilités des individus et à la responsabilisation de ces derniers par l'État génèrent parfois des contradictions. Il reprend notamment le proverbe sur le poisson et l'enseignement de la pêche régulièrement mentionné dans les entretiens menés en Inde :

Il est regrettable que ce soit à des privés de suppléer aux carences de l'État. D'un autre côté, l'État ne peut pas tout faire. L'État-providence, moi, je suis contre aussi parce qu'il y a plein de gens qui du coup ne

font plus rien… Et de toucher de l'argent tous les mois, c'est pas une fin en soi et c'est pas bon du tout. Vous vous souvenez du vieux proverbe chinois, de Confucius ou je ne sais pas, qui était que plutôt que de donner un poisson à un pauvre, apprenez-lui à pêcher ?
[Denis, homme, 58 ans, avocat, divorcé, n° 28]

On retrouve ici la rhétorique consistant à valoriser l'autonomie et la responsabilité individuelle, deux valeurs centrales du « nouvel esprit du captitalisme[25] ». C'est ce discours qu'a déjà bien intériorisé Lydia, une étudiante de vingt ans qui dénonce la mobilisation syndicale comme étant obsolète et qui préférerait lui substituer la flexibilité de travailleurs prenant en main leur destin professionnel :

Faut arrêter les CGT et compagnie ! [*Elle tape du poing sur la table*] Ils sont bien gentils, mais y a pas le choix. Donc il faut arrêter de se plaindre. Il faut essayer de se reconvertir dans quelque chose d'autre. OK, mon pauvre, t'as été garagiste toute ta vie [*elle tape à nouveau du poing sur la table*] ou t'as bossé chez Renault toute ta vie… C'est bien malheureux mais, maintenant, devient boulanger or *something like that*. *Like*, il faut, encore une fois, se projeter. Les gens ne se projettent pas. […] Il y a un moment où il faut arrêter de se plaindre […] : si tu veux réussir, tu réussiras ! OK, on peut avoir des circonstances atténuantes mais, pour moi, à partir du moment où on veut, on peut. On peut ! Surtout dans un pays comme la France, qui donne quand même des opportunités au niveau de l'éducation… quand même assez incroyables. […] À la base, je pense que c'est de la gentillesse et de la compassion. Je pense que c'est trop – trop de gentillesse, trop de compassion – et qu'au bout d'un moment, les gens se disent : « Bah, c'est facile. C'est facile ! J'ai tout facilement. Pourquoi j'irais me faire chier ? »
[Lydia, femme, 20 ans, étudiante, célibataire, n° 30]

Certains, comme Anne-Laure, qui est ouvertement de droite, radicalisent l'argumentaire méritocratique en postulant une équivalence stricte entre richesse et mérite et en défendant le droit pour les héritiers de jouir du fruit des mérites de leurs parents ou aïeux entreprenants (une rhétorique que l'on retrouve surtout au Brésil). Ici, Anne-Laure renvoie en outre les pauvres à leur manque supposé de volonté et d'initiative et, s'appuyant sur la rhétorique du *trickle-down*, loue la contribution des riches à la société :

Le riche, il s'est fait sa richesse. Il a bossé, il a travaillé. Mon père, toujours mon père, il avait raison. Il me disait : « Tel jour, telle heure, à tel endroit, on réunit dix personnes. On leur donne à chacun un billet de 100 euros et on leur dit rendez-vous tel jour, telle heure, tel endroit dans un an. » Quand ils arrivent, vous voyez ce que chacun a. La richesse, c'est ce que chacun en fait. C'est la valeur de chacun, on n'a pas à vous offrir la richesse. À vous de la construire, la richesse. Alors maintenant, les riches : « Oh, ils sont riches ! Mais il faut qu'ils donnent aux autres. » Alors on leur prend. Et à ceux qui ne foutent rien, parce que la majorité des gens c'est ça… Quand on pense que vous avez des gens qui préfèrent ne pas travailler parce qu'ils reçoivent autant que s'ils avaient travaillé ! Vous trouvez ça normal ? Moi, je ne sais pas, mais si un de mes enfants avait fait ça, mais c'était à grands coups de pied dans les fesses que je le mettais dehors ! On travaille dans la vie ! Et puis c'est satisfaisant de travailler. […] Regardez, par exemple, la famille Peugeot : on est après eux comme le chien après son os. « Comment ! ? Ils sont riches, ils sont riches ! Il faut qu'ils donnent, il faut qu'ils donnent ! » Mais monsieur Peugeot a été un de ceux qui a inventé la voiture[26] ! Enfin, il y en a d'autres, mais lui en fait partie. Et il a construit des usines et il a donné à des milliers de gens et de familles de quoi se loger, de quoi se nourrir, parce qu'il les a payés. La richesse, il l'a partagée : il l'a donnée. Mais nan, ça va pas ! Il faut qu'ils se dépouillent parce qu'ils sont riches ! Mais il en faut des gens riches ! Moi, je ne le suis pas, alors je vous parle tout à fait

simplement. Mais je dis : Alléluia, il en faut des gens riches ! Il en faut, il en faut, il en faut. Parce que, grâce à ces gens-là, les autres travaillent. Ceux qui veulent bien travailler, ils ont du boulot.
[Anne-Laure, femme, 66 ans, femme au foyer, mari chef d'entreprise, n° 1]

On pourra noter ici que le récit du père de l'interviewée ressemble très fortement à la Parabole des talents (Matthieu, XXV, 14-30), qui conclut : « À celui qui a, on donnera encore, et il sera dans l'abondance ; mais celui qui n'a rien se verra enlever même ce qu'il a. » Cet « effet saint Matthieu[27] », ainsi que le nomme le sociologue Robert K. Merton, constitue l'une des plus célèbres justifications de l'injustice socio-économique et d'un ordre social fondé sur l'exploitation. Ce célèbre passage de la Bible permet de bien se rappeler que le répertoire de la méritocratie, s'il s'est imposé de manière particulièrement forte dans les dernières décennies, n'est pas une création récente et plonge au contraire ses racines dans une histoire bien plus longue.

*

Les discours analysés dans ce chapitre montrent que les références à l'idéologie méritocratique et à sa relecture néolibérale contemporaine justifient – en s'attachant à les expliquer – la pauvreté, les inégalités et la position des pauvres dans l'échelle sociale. Celles-ci n'offrent pas une justification directe de l'entre-soi des classes supérieures, mais plutôt une toile de fond idéologique qui permet, en recourant à des principes supérieurs et quasi transcendants, à convaincre tout un chacun que l'ordre social de la ville dans laquelle il vit, bien que produisant inégalités et pauvreté, est juste et légitime. La plupart des discours exposés ci-dessus contribuent à banaliser une négation de l'égalité et conduisent insidieusement à la définition d'humanités distinctes. Ils permettent en effet de rendre plus facile cette « cécité envers les autres », et plus précisément envers les pauvres, que Jean-Paul Sartre nomme

l'« indifférence à autrui », une indifférence qui permet de « bâtir sa subjectivité sur l'effondrement de celle de l'autre »[28].

La naturalisation, la culpabilisation ou, de manière moins argumentée, la banalisation de la pauvreté constituent autant de puissants ressorts pour désamorcer le sentiment d'indignation ou de compassion à l'égard des pauvres. La cohérence argumentative n'est pas toujours de mise dans la façon dont les acteurs rencontrés mobilisent et juxtaposent tous ces répertoires. Les contradictions qui apparaissent entre la naturalisation de la pauvreté et la rhétorique méritocratique fondée sur l'idée d'égalité des chances les embarrassent rarement. C'est précisément en raison de ce manque de cohérence interne que les discours recueillis se distinguent de la « rhétorique réactionnaire » analysée par A. Hirschman[29], même s'ils y font souvent écho. La perspective de Hirschman suppose en effet un affrontement en règle entre un camp réactionnaire et un camp progressiste, sur la base d'arguments bien construits. Les discours recueillis laissent, eux, voir une réalité tout autre, faite d'improvisations, de contradictions et de légitimations *ex-post* de sentiments de dégoût à l'égard des pauvres. L'idée n'est pas tant de faire triompher une idéologie contre une autre mais plutôt de justifier et de légitimer un état de fait, celui des inégalités sociales et de la ségrégation socio-spatiale, habituellement considéré comme allant de soi.

CHAPITRE 5

Le triptyque de la discrimination

Que ce soit à Delhi, São Paulo ou Paris, les riches ne dissimulent pas qu'habiter dans un quartier privilégié est avant tout pour eux l'assurance d'être entourés de personnes qui leur sont semblables et avec lesquelles il leur est possible de partager globalement les mêmes conceptions de la sociabilité et de l'urbanité, les mêmes principes éducatifs, les mêmes aspirations et intérêts, autrement dit les mêmes références de l'ordre moral, sachant qu'ils jugent ce dernier non seulement distinctif par rapport aux autres couches de la population, mais aussi supérieur. Vivre dans un quartier ségrégué où se concentre la richesse permet donc aux catégories supérieures de profiter des avantages de l'entre-soi en termes de sécurité et de bien-être et d'être en conformité avec le statut social auquel elles aspirent. Mais la production ou reproduction de ce mode de vie relativement coupé des autres couches de la population s'accompagne aussi, on l'a vu, de représentations particulières à l'égard des pauvres. Qu'ils en côtoient ou non dans leur vie quotidienne, que leur quartier soit ou non très éloigné des zones urbaines déshéritées, les riches ne peuvent se définir eux-mêmes sans donner un sens à la position dominante qu'ils occupent, sans évoquer, au moins indirectement, la situation de celles et ceux qui vivent dans le dénuement et, par conséquent, sans rationaliser les inégalités et penser la pauvreté.

Nous avons, dans les chapitres précédents, étudié ce que les riches pensent des pauvres en abordant successivement plusieurs dimensions :

l’instauration d’une distance sociale par la production d’un ordre moral supérieur, le souci de se protéger de cette catégorie parfois assimilée à une classe dangereuse et / ou répugnante et, enfin, la justification de l’infériorité jugée naturelle ou méritée des pauvres. Nous voudrions ici reprendre de façon synthétique ces dimensions afin de dégager ce que l’on propose d’appeler le triptyque de la discrimination des pauvres. Nous nous référons à la notion de discrimination de façon large en y incluant les représentations stigmatisantes des pauvres et en insistant sur le processus de mise à distance ou de rejet social qu’elles impliquent ainsi que sur le déni de reconnaissance – et parfois de citoyenneté – qui les nourrit.

Les formes de discrimination des riches envers les pauvres sont rarement évoquées par les premiers de façon directe et systématique comme relevant d’un argumentaire structuré. Elles existent de façon éparse, plus ou moins prononcée selon les lieux et les contextes. Mais elles sont récurrentes et on les retrouve aussi bien à Paris, qu’à Delhi ou à São Paulo. Les entretiens recueillis dans les trois métropoles et dans les douze quartiers de notre enquête confirment trois dimensions fondamentales de ce processus qui peuvent, dans certains cas, se renforcer mutuellement : un processus de construction d’une frontière morale, un processus de répulsion physique, un processus de neutralisation de la compassion.

La construction d’une frontière morale

Les riches sont nombreux à vivre leur quartier comme une île, une sorte d’isolat social dans lequel il est plus facile de se sentir protégé. Il s’agit dans certains cas d’une solidarité de similitudes fondée sur une forte interconnaissance : on se connaît, on appartient au même monde et donc on se soutient réciproquement face aux dangers de la vie urbaine ou aux aléas de la vie. Mais, en réalité, l’interconnaissance peut rester superficielle – on se croise, mais on ne se parle pas vraiment – sans pour autant que ce sentiment de commune appartenance se dissipe. Car le

quartier fonctionne comme un système de reconnaissance dans lequel les liens entre les habitants sont autant réels que virtuels. Il suffit parfois de savoir que les autres membres du quartier sont du même milieu social pour se persuader d'être à la bonne place et dans de bonnes conditions. Ce sentiment partagé d'être là où il convient d'être conformément à son statut social permet de vivre en harmonie avec soi-même et avec les autres. Cela permet d'éviter les tensions, les incompréhensions, les altercations de la vie quotidienne. Les personnes interviewées dans les trois métropoles sont toutes sensibles aux avantages de ce type d'entre-soi et certaines reconnaissent même spontanément que leur choix d'habiter tel quartier relève d'une volonté plus ou moins forte d'auto-ségrégation.

Dans ce processus, les riches s'attachent aussi à préserver leurs intérêts. Pour ceux qui ont des enfants, le souci majeur est celui de l'éducation. Habiter dans un « bon » quartier, c'est aussi avoir plus de chances d'offrir à ses enfants une « bonne » école et, partant, une « bonne » éducation. Or la qualité d'une école s'apprécie au moins partiellement à l'aune de la composition sociale de celle-ci. Les parents ont intériorisé l'idée qu'il sera plus facile pour leur enfant de progresser s'il est entouré d'autres élèves de niveau social et scolaire comparable[1]. Et, au-delà de l'école, le quartier est aussi un lieu de sociabilité, où les enfants se rencontrent, s'invitent régulièrement chez eux, et partagent ainsi souvent les mêmes centres d'intérêt et les mêmes valeurs morales. Le quartier est ainsi pour les parents une garantie que leurs enfants et adolescents puissent avoir de bonnes fréquentations, mais aussi une garantie de pouvoir contrôler ces dernières et assurer ainsi la socialisation extra-familiale de leur progéniture la plus conforme à leurs aspirations. Sur ces questions d'éducation et de fréquentations dans le quartier, il est frappant de constater que les élites de Delhi, de São Paulo ou de Paris ont des préoccupations semblables. L'appartenance au quartier relève en elle-même d'une stratégie de distinction et de reproduction sociale ancrée dans la conviction d'appartenir à une classe privilégiée et soucieuse de préserver avant tout ses intérêts de classe.

On ne saurait pour autant s'en tenir à ce constat général. Il existe en effet des variations entre les beaux quartiers de chaque métropole et souvent même au sein de certains quartiers entre leurs différentes composantes sociales. Tous ne présentent pas le même degré de cohésion. Les personnes interviewées comparent souvent spontanément leur quartier à d'autres quartiers riches qu'ils connaissent dans la même métropole, souvent pour s'en distinguer avantageusement. Des trois métropoles, São Paulo est probablement celle où les riches affichent de la façon la plus ostentatoire les signes de leur réussite matérielle. Il faut sans doute y voir, au moins partiellement, l'effet de la monotonie de l'espace urbain où les traces du patrimoine historique et des beaux immeubles de tradition sont rares. Le paysage urbain se compose de tours souvent très hautes et de facture relativement récente, autrement dit sans cachet historique. Il importe donc à l'élite de choisir son quartier, mais aussi son immeuble en essayant de rendre visible de l'extérieur son style particulier, souvent très recherché, avec un rappel parfois clinquant aux traditions aristocratiques – dorures et moulures, porche spacieux, fontaine d'apparat[2] – ou aux lieux prestigieux du monde entier, comme par exemple la référence à de grands crus français dans les noms des résidences. Tout se passe comme si, en l'absence de patrimoine historique local transmis ou réapproprié par la bourgeoisie, il fallait s'affilier symboliquement à une tradition de prestige et reconstituer à travers son immeuble une appartenance rêvée à un monde à part aussi distinctif qu'a pu l'être celui de l'aristocratie sous l'Ancien Régime. Les habitants des quartiers de l'élite de São Paulo apparaissent ainsi comme entraînés dans une course permanente à la distinction qui passe par l'affichage sans retenue des signes de l'aisance économique.

Si ce trait se manifeste de façon plus visible à São Paulo, il existe néanmoins dans chaque métropole une hiérarchie entre les quartiers riches savamment entretenue par un jeu subtil de distinction sociale. Mais ce n'est pas tout. L'enquête montre aussi que les habitants de certains quartiers sont soucieux d'établir des comparaisons entre eux. Un quartier peut devenir parfois un terrain d'affrontements entre différentes franges de la bourgeoisie. Dans les trois métropoles, on retrouve la même hostilité de

la part de la bourgeoisie traditionnelle à l'égard des « nouveaux riches ». Ces derniers sont les nouveaux venus dans ces quartiers traditionnellement réservés à l'élite et ont pu y accéder, non pas par un héritage, mais par leur enrichissement récent. Ils adoptent alors un comportement ostentatoire – qualifié de « bling-bling » à Paris – que les résidents plus anciens, attachés au bon goût et à la discrétion, ne manquent pas de dénoncer. En réalité, l'arrivée de ces « nouveaux riches » est souvent perçue par les anciens comme une menace pour la cohésion sociale du quartier. Car non seulement ils se distinguent des autres habitants en arborant un luxe jugé tapageur, mais ils n'ont pas non plus assimilé les codes de bonne conduite qui définissent l'éthos bourgeois et risquent ainsi d'introduire dans le quartier des habitudes considérées comme opposées à l'ordre moral traditionnel. À Paris, cette présence des nouveaux riches est vécue comme une menace par certains habitants du XVIe arrondissement. À Delhi, un phénomène identique est particulièrement visible à Gurgaon, où la proximité des nouvelles élites agraires jats est l'objet de nombreuses controverses. Ces derniers, qui se sont enrichis en vendant des terres anciennement agricoles et sur lesquelles sont désormais construits les nouveaux quartiers bourgeois, sont devenus millionnaires en quelques années tout en conservant un niveau d'éducation relativement faible. Les membres des fractions les plus établies de la bourgeoisie de Delhi sont ainsi particulièrement agacés de les voir acquérir des biens immobiliers dans les beaux quartiers, conduire des voitures de luxe et fréquenter les plus grands hôtels tout en vivant de manière alternée dans une ferme et en préservant un mode de vie ancré dans un rythme agraire. Ils y voient de toute évidence une menace directe à l'ordre moral de leurs quartiers. Bien que l'élite de São Paulo apparaisse comme globalement très ostentatoire, on retrouve également ce phénomène dans deux quartiers de cette métropole : à Alphaville, où certains habitants soupçonnent même les nouveaux riches d'avoir gagné illégalement leur fortune, en particulier par le trafic de drogue, mais aussi à Higienópolis où la communauté juive qui y est installée depuis plusieurs générations critique l'étalage de luxe des nouveaux habitants[3].

Il ne faudrait pas non plus voir le quartier comme parfaitement homogène du point de vue des valeurs. Des voix s'y font parfois dissonantes. Certains habitants épousent des valeurs résolument progressistes et explicitement opposées aux tendances conservatrices de la majorité des habitants de leur quartier. Cela provoque chez eux un sentiment pouvant aller jusqu'à l'écœurement face à des comportements qu'ils jugent souvent hypocrites et socialement dominateurs. Des exemples nous en sont donnés dans les entretiens recueillis par exemple dans le XVIe arrondissement de Paris.

En d'autres termes, la croyance très répandue des élites de partager avec leurs voisins une communauté de valeurs et d'intérêts fondée sur une même appartenance de classe – ce qui prédispose au maintien d'un ordre moral jugé supérieur – n'interdit pas des luttes de distinction sociale en son sein entre les différentes composantes de la bourgeoisie. Il existe ainsi, dans chaque métropole, à la fois une volonté plus ou moins forte de clôture sociale des quartiers riches sur eux-mêmes sous la forme de pratiques d'auto-ségrégation, d'autant plus efficaces qu'elles correspondent à des stratégies le plus souvent savamment élaborées par la plupart des habitants, et aussi, dans certains quartiers plus que dans d'autres, une volonté de se prémunir du risque de nivellement par le bas, notamment quand de nouveaux venus introduisent des habitudes jugées non entièrement conformes à l'éthos bourgeois traditionnel.

Dans ces luttes qui visent à se distinguer socialement à la fois par son quartier et dans son quartier, la question du rapport à la pauvreté peut apparaître, à première vue, assez lointaine puisqu'elles opposent des quartiers riches – ou plus ou moins riches – entre eux et des franges de la bourgeoisie entre elles. Ce qui est frappant dans les entretiens, c'est que les personnes interviewées parlent d'elles comme faisant partie d'une catégorie dotée d'une éducation et d'un sens moral particulier. Nul besoin de faire état à ce stade de la menace que pourraient représenter les pauvres. Ces derniers leur semblent tellement éloignés de leur monde que la menace de délitement moral ne provient pas d'eux directement, mais des couches sociales qui sont beaucoup plus proches. C'est d'ailleurs en

grande partie pour cette raison que l'on retrouve dans les trois métropoles étudiées des tendances similaires. Mais si l'hypothèse de la distinction de classe est ainsi vérifiée, cela ne signifie pas pour autant que la production d'un ordre moral supérieur puisse faire l'économie d'une référence à une représentation globale de la société dans laquelle les pauvres constituent le pôle antinomique absolu duquel il faut se protéger et se démarquer aussi bien socialement que moralement. Les riches craignent davantage pour leurs biens et leur sécurité, mais aussi pour leur hygiène de vie à São Paulo et à Delhi qu'à Paris. En revanche, dans les entretiens collectés à Paris, les habitants insistent plus que dans les deux autres métropoles sur la nécessaire distinction sociale par l'éducation morale et la réussite scolaire. L'obsession de beaucoup de personnes interrogées est l'accès de leurs enfants aux grandes écoles qui garantissent, au nom de l'élitisme républicain, la consécration de la supériorité de classe par l'accès à un diplôme et un statut honorables. Cet élitisme valorisé par les institutions républicaines peut s'accorder, au moins dans une certaine mesure et sur le principe, avec ce que Pierre Rosanvallon appelle la « société des égaux[4] », où les règles démocratiques participent au moins partiellement à l'effacement des frontières sociales. Mais, dans la réalité, cette compatibilité reste relative et tout se passe comme si il était encore plus nécessaire pour les riches de préserver leurs intérêts et de chercher à se prémunir, notamment dans leur quartier, d'un risque de contamination « morale ».

Un processus de répulsion

Comme nous l'avons vu, deux raisons principales peuvent être invoquées pour justifier la volonté de tenir à distance les pauvres : la dangerosité de cette population et le climat d'insécurité qu'elle fait régner dans l'espace urbain, d'une part, et le manque d'hygiène, la souillure qu'elle est supposée transmettre, d'autre part.

Autant dire tout de suite que ces deux raisons sont moins souvent évoquées par les riches dans la métropole parisienne. Cela ne veut pas dire que l'élite parisienne ne se préoccupe pas de sa sécurité. À Paris, comme ailleurs, le sentiment d'insécurité est même en augmentation, comme en témoignent les attentes de plus en plus vives en matière de renforcement de la vidéosurveillance à l'entrée des résidences privées, mais aussi dans l'espace urbain en général. Dans les magasins et les lieux publics, les vigiles sont en constante augmentation. Enfin, le discours sécuritaire à Paris comme ailleurs se répand aussi bien à travers l'offre de services et d'équipements – la sécurité est un marché florissant – que dans les programmes des partis politiques, de gauche comme de droite. Bien que l'élite parisienne n'échappe pas à cette tendance, il est toutefois rare qu'elle mentionne l'insécurité comme une préoccupation fondamentale et qu'elle réclame des mesures de prévention susceptibles de restreindre la liberté de mouvement et de circulation. Si l'enquête devait avoir lieu aujourd'hui, il est très probable d'ailleurs, après les attentats de 2015 et 2016, que l'insécurité renverrait, non pas à la pauvreté, mais davantage à la menace terroriste. Les interviewés parisiens prennent régulièrement les transports en commun, que ce soit le bus, le métro ou le RER, ce qui est inenvisageable pour la plupart des interviewés brésiliens ou indiens. L'espace public où se croisent potentiellement, dans un flux continu, des personnes de milieux sociaux différents, n'est pas vécu à Paris comme une menace mais, au contraire, comme un bien commun accessible à tous et devant le rester, et comme le symbole et le lieu par excellence de la vie urbaine. Certes, d'aucuns, notamment des femmes, signalent qu'elles évitent de prendre les transports en commun tard le soir, surtout lorsqu'elles se rendent à des soirées en tenue distinguée, ou encore qu'elles ne portent pas de bijoux de valeur dans le métro, mais ces précautions semblent élémentaires, voire banales, tant elles semblent correspondre à des pratiques répandues dans de nombreuses couches sociales.

Cette relative tranquillité de la vie quotidienne parisienne ne signifie pas pour autant que les personnes interviewées ignorent la spécificité des quartiers « populaires » de Paris intra-muros et des stations de métro qui

les desservent, mais comme ces quartiers ne sont pas les lieux qu'elles fréquentent régulièrement, ils ne constituent pas pour elles une gêne particulière. Autrement dit, vivre dans l'entre-soi d'un quartier riche de la métropole parisienne est rarement évoqué comme la résultante du besoin impérieux de se protéger de l'insécurité liée à la supposée dangerosité des pauvres. La menace sécuritaire renvoie davantage à un sentiment diffus qui traverse la société tout entière[5] avant d'être orienté vers un groupe précis de la population, en l'occurrence les pauvres[6]. En revanche, quand la menace est perçue comme se rapprochant, comme ce fut le cas par exemple dans le XVIe arrondissement de Paris après la décision de construire un foyer d'hébergement pour réfugiés juste à proximité du Bois de Boulogne, les habitants n'hésitent pas à se mobiliser collectivement pour manifester une hostilité farouche à l'égard de populations déshéritées soi-disant susceptibles de troubler le voisinage et de représenter un danger pour eux-mêmes et leurs familles. La question de l'insécurité ressurgit alors immédiatement. Mais elle ne pose pas de problème majeur tant qu'elle peut être mise à distance. Tant que les riches se sentent protégés par leur entre-soi et par la configuration spatiale de leur quartier qui les éloignent géographiquement des quartiers populaires, ils ne se sentent généralement pas en danger.

Par ailleurs, dans les entretiens recueillis à Paris, la question du manque d'hygiène des pauvres et du risque de contamination est encore plus rarement mise en avant que celle de leur dangerosité. La plupart des interviewés considèrent que Paris est une ville globalement propre. Il est frappant de constater qu'une gêne assez récurrente, du moins dans le XVIe et, dans une moindre mesure, dans le Ve arrondissement, est liée surtout à la présence d'excréments canins sur les trottoirs, gêne qui n'est pas due à la présence indésirable des pauvres, mais bien plutôt aux pratiques des propriétaires de chiens vivant dans le quartier. L'hygiène ne semble donc pas une préoccupation majeure de la bourgeoisie vis-à-vis des pauvres comme cela a été le cas au XIXe siècle. Le tableau décrit par Louis Chevalier ne correspond plus à la réalité. Cela dit, certains interviewés ont mentionné la gêne qu'ils éprouvent quelquefois dans les transports en

commun aux moments de grande affluence, lorsque la promiscuité devient pour eux oppressante, lorsque les corps sont collés les uns aux autres et que des odeurs de transpiration se répandent. Mais ces personnes relativisent elles-mêmes le plus souvent ces désagréments et, sur les quatre-vingts entretiens réalisés, seules quelques personnes ont évoqué le risque de maladies (par ailleurs bénignes, comme le rhume ou la grippe). De plus, si certaines pratiques sont réprouvées, comme le fait de laisser traîner des ordures ou d'éventrer des sacs-poubelle en plastique pour recueillir ce qu'ils contiennent, ces critiques ne sont pas dirigées vers les pauvres en général, mais vers certaines catégories jugées négligentes, des jeunes insouciants et irresponsables, des populations immigrées, de l'Est notamment, considérées comme sales et mal éduquées. Autrement dit, mises à part ces gênes sporadiques, la question de l'hygiénisme semble globalement résolue et ne constitue en tout cas pas une source majeure de malaise parmi les classes supérieures de la métropole parisienne vivant dans les quartiers les plus exclusifs et les plus anciennement bourgeois[7]. Ceci s'explique en grande partie du fait de l'histoire de l'urbanisation et des réformes sanitaires. Contrairement à São Paulo et Delhi, Paris a connu dès le XIXe siècle, on l'a vu, une réorganisation profonde et structurelle fondée sur une conception à la fois hygiéniste et sécuritaire conduisant à repousser les pauvres à la périphérie ou dans des arrondissements spécifiques éloignés des quartiers bourgeois. Le processus d'expulsion radicale des pauvres que l'on observe aujourd'hui à Delhi et São Paulo a, en réalité, existé à Paris un siècle et demi plus tôt. Il est donc plus facile aux personnes interviewées à Paris, comparativement à celles qui l'ont été dans les deux autres métropoles, de tenir aujourd'hui un discours plus mesuré sur les pauvres, tant la proximité de ces derniers leur apparaît globalement moindre, tout comme le risque d'en subir directement les nuisances supposées. Il en aurait été probablement autrement si nous avions interviewé des personnes riches habitant à proximité immédiate de quartiers pauvres : le souci de la sécurité et de la mise à distance des pauvres aurait certainement été beaucoup plus prégnant.

Le caractère indésirable des pauvres est donc logiquement beaucoup plus fréquemment évoqué dans les entretiens recueillis dans la métropole de São Paulo. Nous avons vu précédemment que São Paulo est, des trois métropoles étudiées, celle où la criminalité atteint des taux de loin les plus élevés. Dans ces conditions, comme on pouvait s'y attendre, les personnes interrogées évoquent en premier lieu l'insécurité quand on aborde avec elles la question de la pauvreté. Se protéger des classes pauvres, perçues comme dangereuses, devient leur combat quotidien tant celui-ci implique une vigilance permanente. Les riches vivent en effet dans un climat de tension réel et adoptent des stratégies de protection dans tous les actes de la vie quotidienne. Ils se promènent rarement à pied dans leur quartier et encore moins dans les autres espaces de la ville. Ils prennent très exceptionnellement les transports en commun, préférant la sécurité de leur voiture personnelle, parfois blindée. Certains disent même préférer ne plus sortir dans les espaces publics, comme les restaurants par exemple, ou éviter les heures tardives de la journée pour s'y rendre. Les sorties culturelles sont parfois proscrites. Ils ne vont pas au cinéma, auquel ils préfèrent leur écran géant. Il existe même des adhésifs qui permettent d'identifier les voitures des membres du quartier autorisés à circuler près des lieux publics, comme les écoles par exemple.

Face au caractère menaçant de leur environnement urbain, les plus riches se réfugient dans le confort de l'intérieur domestique, lequel doit refléter leur statut social et les normes qui l'accompagnent. Ils accordent également beaucoup d'importance à l'immeuble de résidence. Plus ce dernier est sécurisé et doté de signes ostentatoires de richesse, plus ses habitants en sont satisfaits. Les réunions de copropriété sont souvent l'occasion d'une surenchère dans ce domaine. L'insécurité est partout, la vie sociale est donc plus limitée. Parmi les personnes interviewées, certains reconnaissent être très isolées dans leur quartier, beaucoup disent ne pas connaître leurs voisins et la plupart se replient sur l'espace domestique et les liens au sein de la famille. Les riches choisissent souvent un quartier riche parce qu'ils veulent être entourés de personnes de même statut social, de même opinion politique et de même niveau culturel – il est

important pour eux que leurs enfants fréquentent des écoles privées de bon niveau et homogènes socialement –, mais le contexte général d'insécurité limite de façon drastique leurs relations au sein de celui-ci, comparativement à ce qui peut exister dans certains quartiers de Paris ou de Delhi. Il existe toutefois des variations d'un quartier à l'autre. Lorsqu'il présente une plus grande homogénéité, comme c'est le cas par exemple du quartier des Jardins, les membres de la grande bourgeoisie patrimoniale de São Paulo parviennent néanmoins à recréer entre eux une sociabilité importante et dense, notamment à travers leur participation régulière à des clubs huppés très sélectifs.

Si la question de la dangerosité des pauvres domine les discours, la question de la souillure et du manque d'hygiène est également présente, bien qu'elle intervienne le plus souvent comme facteur secondaire. Les personnes interrogées parlent rarement des favelas, alors même qu'elles sont parfois situées près de chez eux, notamment à Morumbi. C'est un autre monde qu'elles connaissent très mal et auxquelles elles se sentent totalement étrangères. En revanche, elles évoquent volontiers la pauvreté du centre-ville, associant la saleté de ce dernier à l'insécurité qui y règne. La « Cracolândia », lieu du trafic de crack situé dans le centre-ville à côté du nouveau théâtre (Sala São Paulo), est très souvent citée par les personnes interviewées comme le lieu-repoussoir par excellence. Dans cette zone urbaine, la concentration des pauvres et des sans-domicile leur fait peur, mais les dérange aussi, ne fût-ce que par les odeurs d'ordures et d'excréments qui souillent les rues. Elle est une face bien réelle de São Paulo dont ils ont pleine conscience, mais qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'ignorer en évitant soigneusement de s'y rendre, alors même que certains lieux culturels récemment restaurés, comme le théâtre municipal ou la grande bibliothèque Mario Andrade, s'y trouvent et devraient logiquement les attirer.

Le contact des riches avec les classes populaires se fait par l'intermédiaire des employés de maison et la question de l'hygiène est évoquée également à cette occasion. Plusieurs personnes interviewées avouent exercer un contrôle strict sur leur personnel domestique pour

s’assurer de leur propreté absolue et de leurs habitudes irréprochables dans ce domaine. C’est d’ailleurs pour eux un critère d’embauche et une raison susceptible de justifier un licenciement immédiat. La peur d’être contaminé est donc bien réelle et conduit à une surveillance de tous les instants, notamment dans le maniement des ustensiles et des denrées alimentaires de la cuisine. Pour se justifier de l’exercer, les catégories supérieures invoquent une attention bienveillante – de nature paternaliste – en mentionnant même la mission civilisatrice qui est la leur auprès des pauvres qu’ils côtoient à cette occasion.

D’une façon plus générale, si l’on devait résumer les représentations de la pauvreté parmi les membres de l’élite de São Paulo, il faudrait insister sur la fonction sociale de la violence. C’est en effet l’insécurité permanente qui permet aux riches de légitimer leur souci de distanciation et de protection à l’égard des catégories sociales jugées menaçantes. Mais ce repli protecteur est davantage un repli sur la sphère domestique qu’un repli sur le quartier. L’immeuble de résidence s’apparente en cela à un château-fort dont les critères de sécurité se conjuguent à des critères esthétiques pour signifier le prestige social des ménages qui y résident. La vie sociale y reste limitée. S’il existe des exceptions et des lieux spécifiques de sociabilité bourgeoise dans certains quartiers, pour beaucoup de personnes interviewées, l’essentiel se joue dans la sphère privée. Les liens familiaux sont les liens de proximité de prédilection, ceux sur lesquels il est facile de compter. Pour assurer le confort de la vie domestique, des employés de maison issus des catégories populaires sont sélectionnés, éduqués et souvent plus ou moins intégrés à la famille dans une relation de domination-protection.

La métropole de Delhi présente de nombreuses similitudes avec la métropole de São Paulo en ce qui concerne les réactions que suscite la présence des pauvres dans l’espace urbain. Si la violence est moindre à Delhi qu’à São Paulo et suscite globalement moins d’inquiétude, la question de l’insécurité n’en reste pas moins cruciale. Plusieurs interviewés expliquent que leur quartier est le premier garant de la sécurité. Vivre dans un quartier riche, inaccessible aux pauvres ou aux

autres catégories de la population, est considéré comme une source de protection. Les riches ont en tête la cartographie de la ville et savent distinguer la zone de sécurité – que l'un d'entre eux appelle même sa « zone de confort » – des autres zones jugées infréquentables, même lorsqu'elles concernent des quartiers de classes moyennes, voire de classes moyennes supérieures. L'espace de résidence est le plus souvent clôturé à deux niveaux : celui de la « *gated community* » et celui de l'habitation. On y trouve généralement un système de sécurité dont la complexité des dispositifs peut se rapprocher de celle observée dans les quartiers riches de São Paulo. Il faut noter aussi l'insécurité qui touche spécifiquement les femmes en raison de la fréquence des agressions sexuelles. Cette inquiétude, évoquée de façon pudique par les femmes, suscite aussi l'angoisse des maris à l'égard de leurs épouses et des pères à l'égard de leurs filles. L'insécurité renvoie également au caractère chaotique des transports et aux nombreux accidents de circulation que la plupart des interviewés attribuent avant tout aux incapacités et aux incivilités des conducteurs jugés « non civilisés ». Enfin, d'aucuns se disent préoccupés par la probable frustration des domestiques face aux dépenses somptuaires de leurs patrons et, parmi eux, certains vont même jusqu'à s'inquiéter d'une menace de révolte sociale. Autrement dit, l'insécurité que ressentent les riches est diffuse et se traduit par une vigilance quotidienne qui conduit à réduire l'espace urbain à quelques enclaves et à circuler, comme disent certains, « d'île en île ».

Cette méfiance envers les pauvres, potentiellement dangereux, qui sévissent dans des zones à éviter absolument, se double néanmoins d'une appréhension supplémentaire, qui prend à Delhi une proportion considérable, vis-à-vis de la saleté et du manque d'hygiène qui caractérisent la plupart des espaces publics de cette métropole. Certains interviewés insistent sur le dégoût qu'ils éprouvent face à l'insalubrité, la saleté et l'état désastreux des infrastructures. Certes, beaucoup y sont habitués et n'y prêtent plus vraiment attention, se contentant d'éviter ces zones jugées infâmes où le peuple se concentre et vit dans une misère perçue comme effroyable et repoussante. Comme à São Paulo, l'élite

sélectionne les lieux où il est possible de circuler et ceux qu'il convient de proscrire. Le quartier d'Old Delhi, mais aussi les quartiers de l'Est et de l'Ouest, inspirent généralement un sentiment de dégoût prononcé. Mais, de manière surprenante, cet ostracisme spatial touche aussi certaines zones du Sud, comme les villages urbains, les « colonies » de classes moyennes et les marchés surpeuplés. Leurs habitants sont perçus comme peu civilisés, à la fois bruyants et peu respectueux de l'environnement. Face à cette insalubrité ambiante, l'élite se protège au quotidien, en rétrécissant encore davantage son périmètre urbain vital. Autrement dit, la question de l'hygiène est omniprésente dans les attitudes et les représentations des riches à l'égard des pauvres et parfois même à l'égard des autres couches de la population. Le manque de propreté de l'espace public et de certains espaces semi-publics ou privés est évoqué de façon récurrente pour justifier la mise à distance de franges spécifiques, mais finalement assez nombreuses, de la population. De façon nettement plus radicale qu'à São Paulo, les critères de démarcation, à la fois spatiale et sociale, se fondent sur une certaine idée de l'hygiène et du caractère plus ou moins civilisé des différents groupes sociaux.

Les représentations qui sous-tendent la rationalisation du caractère indésirable des pauvres s'ordonnent donc différemment dans les trois métropoles. Les questions d'insécurité et d'hygiène apparaissent moins centrales à Paris. Les riches se servent plus rarement de ces arguments pour justifier leurs pratiques auto-ségrégatives, non pas que ces questions soient totalement absentes de leurs préoccupations, mais surtout parce que les espaces qu'ils fréquentent ou par lesquels ils transitent au sein de la métropole parisienne apparaissent comme globalement préservés de ces risques qui sont considérés comme majeurs dans les deux autres métropoles. En revanche, à São Paulo et à Delhi, la pauvreté sert de repoussoir aux riches et les arguments de la dangerosité et du manque d'hygiène des pauvres sont évoqués sans retenue. Mais si ces deux motifs sont conjointement mobilisés dans les deux métropoles, elles n'y ont pas pour autant la même importance. À São Paulo, le sentiment d'insécurité

est nettement plus intense, alors qu'à Delhi la question du manque d'hygiène est prééminente.

La justification des inégalités et la neutralisation de la compassion

Au-delà de l'évocation du caractère indésirable des pauvres, la rationalisation des inégalités sociales fait appel à un autre registre narratif pour justifier des pratiques auto-ségrégatives dans l'espace urbain. Ce dernier est plus construit que le précédent au sens où il dépasse la répulsion spontanée qu'inspirent les pauvres. Il fait appel à une conception de l'ordre social fondée sur des arguments le plus souvent idéologiques qui, autour de la naturalisation de la pauvreté et de conceptions déterminées du mérite, mobilisent le sens de la justice et de la cohésion sociale.

Il existe inévitablement une part de bricolage dans les discours recueillis dans l'enquête[8]. Le thème du mérite et de la culpabilisation des pauvres peut, par exemple, être mêlé à celui de la naturalisation de la pauvreté, d'autant plus que la paresse peut être attribuée à un trait culturel ou à une forme naturalisée de personnalité.

Dans les quartiers riches de Delhi, la naturalisation de la pauvreté s'opère tout d'abord sous un registre religieux. Selon la théorie du karma, à laquelle un cinquième des interviewés font explicitement référence, les pauvres naissent pauvres en raison de leurs actes dans des vies précédentes[9]. Mais les entretiens recueillis confirment aussi, au-delà de cette dimension religieuse, la croyance très répandue que les groupes sociaux, en raison de leur culture de caste et de classe, de leur origine régionale, ne peuvent se mélanger. Les pauvres seraient donc naturellement disposés à certains modes de vie. Notons que, dans sa forme extrême, la naturalisation de la pauvreté peut même conduire à sa négation : les personnes que l'on appelle « pauvres » le sont par rapport

aux autres catégories sociales, elles ne le sont pas si l'on considère qu'elles appartiennent à un autre monde, caractérisé par des critères d'organisation familiale et d'intégration sociale spécifiques. Les personnes interviewées à Delhi manifestent souvent sans retenue le dédain et le mépris qu'elles éprouvent pour les plus pauvres. Il s'agit d'un racisme de classe fondé sur la croyance que les pauvres forment une humanité distincte et que, dans ces conditions, la solution du séparatisme est la meilleure. C'est ainsi que plusieurs interviewés affirment leur opposition radicale à tout programme de mixité sociale, notamment dans le système scolaire, en raison de l'impossibilité supposée des pauvres d'interagir avec les autres couches sociales et *a fortiori* avec l'élite. Certains vont même jusqu'à reconnaître que, pour eux, en cas d'accident grave, il conviendrait de secourir en priorité leurs semblables plutôt que les pauvres, puisque la valeur de ces derniers est moindre. L'empathie à l'égard des plus démunis reste marginale et, lorsqu'elle apparaît, ce n'est bien souvent que sous le voile hypocrite de la dissimulation du refus absolu du principe égalitaire. Certes, des personnes ayant séjourné dans des pays occidentaux éprouvent parfois quelques difficultés à cautionner entièrement l'ordre inégalitaire de leur pays, mais la culture du séparatisme de classe y étant si prégnante, ils jugent impossible de la modifier, d'autant qu'elle les avantage et les conforte dans leur statut. La naturalisation de la pauvreté est très présente en Inde, mais elle s'intègre, on le voit, à un processus bien plus étendu de naturalisation de l'ordre social. La plupart des chercheurs admettent toutefois aujourd'hui que les personnes considérées comme « intouchables » ne sont pas convaincues de leur impureté et qu'elles ont développé une distance critique au stigmate. Quoi qu'il en soit, que l'indignité de leur statut soit ou non entièrement intériorisée par les pauvres eux-mêmes, le fait est qu'elle perdure. On peut donc l'attribuer au système des castes et, par-delà, à une configuration de type familialiste, à condition de souligner la particularité indienne de l'implication statutaire, rigide et persistante, du lien de filiation. Dans ce cas, l'attachement à la famille est inévitablement lié à l'attachement à une communauté ethno-raciale ou à un groupe de caste.

La théorie du karma n'implique pas une assignation indépassable à la position sociale de naissance puisqu'une certaine rédemption est possible en fonction des actes passés ou présents. Elle entretient de ce fait une certaine connivence avec l'idéologie du mérite : chacun est jugé responsable de ses actes. Il est ainsi frappant de constater dans certains entretiens une certaine porosité entre la référence religieuse qui fonde l'argument de la naturalisation de la pauvreté et la référence à la méritocratie. D'où la dénonciation régulière de la paresse et de la malhonnêteté des pauvres. Certains interviewés se lamentent du manque total d'énergie au travail qu'ils observent chez de nombreux pauvres. D'autres s'en prennent aux mendiants profiteurs. Ces constats dérivent très vite vers une remise en cause radicale de tous les programmes sociaux destinés à réduire la pauvreté, dont on sait par ailleurs qu'ils sont peu nombreux en Inde, ou de toutes les politiques de discrimination positive fondées sur l'établissement de quotas, notamment à l'université. D'aucuns y voient, non seulement une injustice, mais encore un risque de dégénérescence des élites indiennes. D'une façon plus générale, il ressort des entretiens une adhésion relativement consensuelle à l'idéologie néolibérale et au principe méritocratique qui la fonde. Autrement dit, dans le cas indien, la naturalisation de la pauvreté et, plus généralement, de l'ordre social, qui prend des formes extrêmes, constitue un argument majeur en faveur de la pratique auto-ségrégative des riches, mais elle n'interdit pas pour autant son adaptation relativement souple et efficace à l'idéologie du mérite et, partant, son ancrage contemporain dans le néolibéralisme tel qu'il se déploie à l'échelon international. Les élites indiennes apparaissent ainsi à la fois traditionnelles et, en même temps, en phase avec l'idéologie dominante qui guide le capitalisme mondial.

On trouve aussi ce processus de naturalisation de la pauvreté au Brésil dans le discours des habitants des beaux quartiers. Ces derniers voient en effet dans les pauvres une population tellement en marge de la société, tellement en dehors de la civilisation, qu'il faut, on l'a vu, soit s'en protéger par tout un système raffiné de sécurités (clôture de l'espace privé, systèmes de vidéosurveillance, vigiles permanents aux entrées

d'immeuble, etc.), soit reprendre à zéro leur éducation, ce qui est d'ailleurs envisagé lorsqu'il s'agit d'en faire des employés domestiques[10]. Un rapport de domination traditionnelle, en partie héritée de l'époque de l'esclavage (tardivement aboli dans ce pays), teintée de paternalisme bienveillant, se greffe alors sur cette représentation de l'infériorité jugée naturelle des pauvres. À la différence de ce que l'on relève à Delhi, la naturalisation de la pauvreté et des inégalités n'est pas formulée dans un registre religieux. Les personnes interviewées expliquent très souvent les inégalités comme relevant avant tout d'un processus naturel. Beaucoup font référence au talent ou au QI d'un individu pour expliquer sa « réussite » (ou son « échec »). Leur raisonnement s'énonce alors le plus souvent en termes biologiques, parfois même en se fondant sur des études scientifiques, et convoque le mécanisme de sélection naturelle. L'un des interviewés s'en remet à son observation personnelle et souligne que, au sein d'une même fratrie, les inégalités peuvent être très fortes alors que chacun a reçu la même éducation, ce qui prouve selon lui que les capacités différentielles sont d'ordre biologique. La naturalisation de la pauvreté a pour conséquence sa normalisation. Il est inutile de s'en offusquer puisque les individus naissent inégaux et que, s'ils le restent, il faut y voir avant tout le signe d'une fatalité. La compassion à l'égard de la souffrance d'autrui peut se manifester néanmoins de façon occasionnelle, à la vue par exemple de très jeunes enfants au sein de mères misérables abandonnées à la rue, mais elle est en quelque sorte très vite neutralisée, à la fois par des mécanismes de rationalisation fondés sur la croyance partagée en l'inéluctabilité naturelle de ce type de situation, et sur des processus d'auto-persuasion de l'impossibilité d'agir pour y mettre fin. Les personnes peuvent le déplorer au fond d'elles-mêmes sans pour autant s'en émouvoir outre mesure, tant les scènes de misère sont nombreuses, lesquelles ne font qu'exprimer la réalité de l'ordre social, sans doute sévère, mais néanmoins ordinaire et qu'une accoutumance finit par rendre « normal ».

Il ne faudrait toutefois pas conclure que toutes les catégories supérieures de la métropole de São Paulo partagent exactement les mêmes

convictions sur ce point. Des variations apparaissent notamment entre les quatre quartiers que nous avons étudiés. C'est dans celui où la vieille bourgeoisie patrimoniale est la plus concentrée, à savoir le quartier des Jardins, que les propos teintés de déterminisme biologique sont les plus fréquents. En revanche, à Higienópolis et à Morumbi, où l'on trouve davantage de professions artistiques ou intellectuelles, les entretiens ont permis de vérifier une plus grande propension à introduire dans les causes de la pauvreté l'effet du milieu social et, partant, des inégalités issues de l'environnement et de l'éducation. On trouve parfois aussi une sorte d'interpénétration des arguments biologiques et sociaux pour expliquer la persistance de la pauvreté. Mais, en dépit de ces différences, la naturalisation de la pauvreté et des inégalités reste courante à São Paulo, quoique son assise idéologique soit différente et plus difficile à appréhender qu'à Delhi. Si de nombreuses personnes interviewées s'appuient sur des conceptions naturalisantes de la pauvreté (biologisation des différences, préjugés contre les Nordestins, etc.), l'expression directe du racisme reste en effet taboue. Ces répertoires sont latents. Le souci d'apparaître « politiquement correct » a sans doute conduit nombre d'enquêtés à mesurer, euphémiser, voire censurer leurs propos.

Pour justifier les inégalités et la pauvreté, l'élite de São Paulo puise aussi dans le registre de la méritocratie. Ce type d'argumentaire s'avère en réalité, au moins partiellement, compatible avec celui de la naturalisation. Lorsque les personnes attribuent leur réussite et leur supériorité sociale à leur travail ou à celui de leurs parents, ils ne font finalement qu'insinuer en creux que les pauvres ne manifestent pas autant de détermination dans leur vie, autant d'ardeur au travail et que l'on y peut voir également un trait de leur personnalité. Autrement dit, il est possible de « naturaliser » le mérite. Lorsque les interviewés de São Paulo mobilisent ce registre, c'est, dans la plupart des cas, pour se persuader – et persuader l'enquêteur – que l'on ne peut les tenir pour responsables de la détresse des autres. L'écart de revenus entre les riches et les pauvres est si élevé dans ce pays qu'il impose aux premiers de se justifier et de se disculper. Il est frappant de constater que nombre d'interviewés éprouvent intensément ce besoin, un

peu comme s'il restait en eux-mêmes un fond de mauvaise conscience que seul un travail d'auto-persuasion argumenté pouvait dissiper. En puisant dans leur biographie personnelle ou familiale, ils relatent des épisodes suggérant le courage, la témérité, la volonté de réussir dont eux-mêmes ou leurs ascendants ont fait preuve au cours de leur vie pour se convaincre qu'ils ne doivent rien à la société et qu'il serait même absurde de penser qu'ils pourraient être, ne fût-ce qu'indirectement, responsables de la misère qui sévit auprès d'eux. Ils en tirent souvent un sentiment de fierté, de gloire personnelle ou familiale, qu'ils ne cherchent pas à dissimuler. Ce qu'ils ont acquis, ils le doivent prétendument avant tout à leur mérite et à la loi de sélection naturelle qui récompense les plus doués et les plus combatifs. L'idée que les pauvres pourraient être victimes d'un système foncièrement inégalitaire et injuste leur est à l'inverse étrangère – du moins les discours n'en portent-ils aucune trace. Certains les considèrent même comme des parasites[11].

Un tel unanimisme dans l'auto-justification de leur mérite supposé les conduit à tenir un discours d'hostilité farouche à l'égard du programme national de lutte contre la pauvreté (connu sous le nom Bolsa família[12]) impulsé par le gouvernement depuis la présidence de Lula et aujourd'hui de Dilma Rousseff. Ainsi, les arguments défendus ne sont pas étranges ; ils découlent directement de leur perception de la pauvreté et des inégalités. Les pauvres qui bénéficient de ce type d'aides ne peuvent que devenir encore plus paresseux et difficiles à discipliner. Ils sont, par le fait même de recevoir ce secours de l'État, encouragés à se détourner durablement de l'éthos du travail, de l'épargne et de la prévoyance. Autrement dit, ce type de programme entretiendrait des « inutiles » et ne pourrait qu'aboutir à une décadence morale aux effets sociaux désastreux. Certains évoquent des dépravations inéluctables, comme l'alcoolisme par exemple. Si certains interviewés font état du courage et de la vertu de leurs employés de maison, c'est pour mieux les distinguer en tant que « pauvres méritants » de tous les autres qui ne le seraient pas. Mais la plupart ne font pas cette distinction classique et historique, car l'idée que l'on puisse être méritant tout en restant pauvre ne leur vient même pas à l'esprit. Il faut toutefois

reconnaître que ce programme des bourses-famille a tellement symbolisé le projet social des derniers gouvernements de gauche qu'il était devenu dans la conscience de l'élite le support en quelque sorte idéal d'une opposition radicale au pouvoir en place au moment de notre enquête. Il était ainsi l'occasion d'une dénonciation collective qui s'apparente de fait à une préservation délibérée des intérêts de la classe dominante face à toute tentative de redistribution des richesses. Dans le contexte brésilien, cette opposition est de nature conflictuelle.

Pourtant, à la différence de ce qui se passe à Delhi, la situation des pauvres à São Paulo, et plus généralement au Brésil, semble changer peu à peu. Le programme national de lutte contre la pauvreté ainsi que les lois sociales qui encadrent de plus en plus le monde du travail imposent progressivement une autre représentation de la pauvreté. Si les riches apparaissent réfractaires à toute idée de progrès social, les pauvres, soutenus par l'État, prennent peu à peu conscience de leurs droits, ce qui se traduit dans certains cas par des rapports plus conflictuels avec les catégories supérieures. Autrement dit, c'est quand les pauvres se détachent peu à peu de l'emprise qu'exerce sur eux leur environnement familial – surtout quand elle est exclusive – et du rapport de domination qui les relie aux riches qu'ils en viennent à juger leur condition inférieure comme non naturelle, à envisager pour eux et leur famille un autre destin et à imposer ainsi progressivement un autre système de représentation de la pauvreté. Ce processus de « dénaturalisation » de la pauvreté est amplifié quand ils se savent protégés par un État qui leur assure, non seulement des droits civils et politiques, mais aussi des droits sociaux.

Les catégories supérieures de la métropole parisienne parlent de la pauvreté dans des termes sensiblement différents. S'ils sont nombreux à reconnaître des inégalités de naissance – beauté physique, capacités, dons artistiques, traits de caractère, etc. –, les interviewés parisiens insistent presque toujours et nettement plus fréquemment que ceux de Delhi ou de São Paulo sur les déterminismes sociaux. Pour la plupart, la part du social et du familial est absolument prépondérante et celle du talent naturel, au contraire, plutôt négligeable. Il y a ainsi dans les quartiers étudiés une

tendance plus ou moins forte selon les individus à sociologiser la pauvreté, autrement dit à y voir non pas l'effet d'un processus naturel inévitable, mais avant tout celui de l'inégalité des chances. L'absence ou le bas niveau d'éducation, les difficultés à trouver un emploi surtout quand on est peu qualifié, le fait d'habiter dans des quartiers où se concentrent les difficultés et où les infrastructures font défaut, l'exiguïté des logements qui prive les enfants d'espace suffisant pour travailler sont autant de facteurs avancés pour expliquer la reproduction de la pauvreté et des inégalités. L'un des interviewés affirme ainsi, par exemple, que les pauvres ont été « parqués » contre leur gré dans des espaces devenus favorables à tous les débordements et conduites répréhensibles. On trouve aussi dans de nombreux entretiens des formes de dénonciation des dysfonctionnements de l'action publique dans toutes les dimensions qui contribuent à renforcer les mécanismes de reproduction sociale, notamment en matière d'emploi, de formation et d'urbanisme. Ces arguments relèvent ainsi davantage de la victimisation des pauvres que de la naturalisation de la pauvreté.

Il ne faudrait toutefois pas conclure trop vite. En effet, l'analyse approfondie des entretiens fait ressortir, malgré tout, ici ou là, des éléments d'explication qui empruntent au langage de la culture de la pauvreté. Les pauvres seraient en partie ce qu'ils sont du fait de leurs habitudes culturelles, parmi lesquelles le manque de courage et de volonté, l'absence de goût de l'effort et de la discipline, leurs pratiques inappropriées, voire condamnables comme l'alcoolisme, la fécondité trop élevée, la négligence à l'égard des enfants, etc. Dans ce registre culturaliste de l'explication de la pauvreté, les populations d'origine étrangère apparaissent en quelque sorte comme la cible idéale de la stigmatisation. Les populations roms, en particulier, sont évoquées pour faire ressortir certains traits spécifiques de cette pauvreté d'ordre culturel, mais les familles d'origine subsaharienne ou du Maghreb le sont également, tant il apparaît évident pour certains interviewés qu'elles sont trop peu acculturées à la société française, ne fût-ce que parce qu'elles en maîtriseraient insuffisamment la langue et qu'elles ne pourraient dans ces conditions s'intégrer au monde du travail et favoriser la réussite scolaire (et donc la mobilité sociale) de leurs enfants[13].

Mais, de manière frappante, ces arguments culturalistes et moralistes ne se révèlent qu'à la marge d'un discours qui reste globalement organisé autour des problèmes structurels posés comme autant de facteurs prépondérants. La crise économique et le niveau de chômage sont évoqués comme une forme extrême d'injustice qui frappe en priorité les plus faibles et les moins qualifiés. Les facteurs contextuels liés à la mondialisation et parfois même la nature du capitalisme complètent le tableau pour atténuer la responsabilité directe des pauvres dans le cumul de leurs malheurs. Certains interviewés ont même un regard compatissant à l'égard des pauvres contraints de vivre dans des zones surpeuplées, insalubres, coupées des opportunités, et font l'expérience de ce que Luc Boltanski a appelé une « souffrance à distance[14] ».

Si les tendances à la naturalisation de la pauvreté restent relativement discrètes dans les propos des interviewés de la métropole parisienne comparativement à ceux des deux autres métropoles, la question du mérite y est aussi abordée de façon plus nuancée. Les catégories supérieures vivant dans les quatre quartiers parisiens retenus sont en effet souvent partagées entre la reconnaissance du nécessaire soutien aux pauvres au nom d'un principe de solidarité nationale et la dénonciation de ce qu'ils voient comme des dérives conduisant nombre de bénéficiaires des aides sociales à ne pas se prendre suffisamment en charge par eux-mêmes. La quasi-totalité des interviewés approuve des politiques comme le revenu de solidarité active (RSA), ainsi que les efforts de l'État pour combattre la pauvreté. Mais ils déplorent souvent le manque d'efficacité et surtout la faible efficience de ces mesures. Ce n'est pas le retrait de l'État social qui est souhaité, mais son amélioration. Certains interviewés – surtout dans le Ve arrondissement où ils sont plus nombreux à se revendiquer de gauche – vont même jusqu'à défendre une meilleure répartition des richesses, tandis que d'autres se plaignent de l'attitude de certaines communes hostiles à l'accueil de davantage de logements sociaux. On retrouve dans ces propos une tendance de fond de la société française – bien connue des spécialistes – à approuver l'aide aux pauvres et à y voir en quelque sorte un impératif national conformément aux idéaux de la République. Cette

tendance n’est certes pas unanime, mais il est clair qu’elle est vérifiable, y compris parmi les catégories supérieures que nous avons interviewées. Elle se manifeste également sous la forme d’un engagement de plusieurs personnes – en particulier d’interviewé-e-s n’ayant pas d’enfants à charge – dans des associations ou mouvements humanitaires, ou sous la forme de dons à caractère philanthropique, et ceci dans tous les quartiers étudiés. Autrement dit, la pauvreté est loin d’être un sujet qui laisse insensible et la solidarité apparaît même comme une valeur indéfectible, qu’elle soit orchestrée par l’État ou – secondairement – complétée par la société civile (*via*, notamment, les associations et l’action caritative laïque ou confessionnelle).

En revanche, l’approbation globale du principe de la solidarité envers les pauvres n’empêche pas l’introduction dans les propos d’arguments moraux restrictifs, lesquels ont d’ailleurs souvent été commentés et débattus dans les médias au cours des dernières années. Certains interviewés établissent, par exemple, un lien entre la pauvreté et le manquement des familles à leurs devoirs en matière d’éducation et de soins apportés à leurs enfants. D’où la reprise de propositions défendues par certaines personnalités politiques de droite de suspendre les allocations familiales aux parents dont les enfants seraient régulièrement absents de l’école ou poursuivis pour des actes de délinquance. L’argument séduit visiblement certains interviewés parisiens. En l’évoquant, ces derniers ne font que s’inscrire dans un univers de valeurs morales et un système de croyances fondés sur l’importance de la famille et de l’éducation. On retrouve aussi dans certains entretiens la trace de l’idéologie néolibérale, sous la forme d’une dénonciation de l’excès de contraintes réglementaires et de charges sociales qui pèserait sur les entreprises et freinerait leurs capacités à embaucher le personnel dont elles ont besoin (et donc, de ce fait, à réduire le chômage). Ce registre conduit par ailleurs indirectement à mettre en cause une inertie généralisée dans laquelle les pauvres auraient aussi leur part de responsabilité, dans la mesure où certains d’entre eux pourraient se satisfaire des prestations sociales sans rechercher véritablement du travail. Dans certains entretiens, la culpabilisation des

pauvres et des chômeurs apparaît de façon sous-jacente sans constituer pour autant l'explication ultime et suffisante de la pauvreté (les entretiens versant totalement, ou presque, dans la culpabilisation sont extrêmement minoritaires).

En résumé, les catégories supérieures interviewées à Paris se déclarent le plus souvent favorables à la solidarité envers les pauvres, elles y œuvrent parfois personnellement, mais elles restent attachées, malgré tout, au socle de valeurs morales auxquelles elles se sont toujours identifiées – le pivot de l'éducation familiale, les vertus de l'effort et du travail (désormais souvent mâtinées de la valorisation néolibérale de l'initiative individuelle et de l'autonomie), la valorisation du mérite – et qu'elles aimeraient voir inculquées de façon plus systématique aux pauvres. Autrement dit, si la victimisation des pauvres explique au moins partiellement le soutien des catégories supérieures à l'État social et motive même dans certains cas leur engagement solidaire, elle ne saurait être totale tant il leur paraît évident que les dérives de l'assistance peuvent conduire les pauvres à se satisfaire de leur situation[15].

Il est ainsi frappant de constater que les catégories supérieures rencontrées à Paris, contrairement à celles qui ont été interviewées à São Paulo et à Delhi, tiennent un discours souvent assez nuancé sur les pauvres, duquel peuvent ressortir aussi bien la justification du « solidarisme » et de l'État social comme garantie de la cohésion sociale minimale que la justification des inégalités statutaires nécessaires à l'organisation et au bon fonctionnement de la société[16]. Dans les deux cas, c'est bien au nom d'une idée d'appartenance à un tout social composé de parties différentes et complémentaires que l'on évite aussi bien la culpabilisation excessive des pauvres – ce qui ne veut pas dire que cette tendance soit totalement absente dans les représentations sociales – que leur victimisation radicale qui justifierait une conception de la justice sociale fondée sur l'égalitarisme absolu. On peut comprendre cette ambivalence en soulignant que, dans les représentations que véhiculent les entretiens parisiens, les pauvres ne sont pas considérés comme situés en dehors du système social, même s'ils en constituent en quelque sorte la

dernière strate. Mais si l'on reconnaît à toutes les catégories, aussi différentes soient-elles, le droit à un statut social acceptable au regard du principe d'égalité citoyenne, cela n'implique pas pour autant le nivellement social. C'est la raison pour laquelle le mérite individuel continue d'être mobilisé pour justifier les différences socio-économiques. Ainsi, il ne s'agit pas d'accuser l'ensemble des pauvres de paresse, car ils peuvent avoir des circonstances atténuantes liées à leurs conditions d'existence, mais de valoriser celles et ceux qui compensent leurs handicaps par leur travail. On peut donc parler d'une victimisation contrôlée des pauvres. Elle conduit dans ce sens à entretenir, souvent sans le formuler de façon explicite, un système de tolérance à l'égard des inégalités statutaires, surtout quand on y voit une condition de la régulation économique et sociale fondée sur l'interdépendance des fonctions et des individus.

CHAPITRE 6

Refoulement de la solidarité ou solidarité à distance ?

Analyser les formes variées de perception de la pauvreté conduit à s'interroger sur les conditions de la solidarité à l'égard des pauvres. S'ils sont perçus avant tout comme une menace pour l'ordre moral et un risque potentiel en termes de sécurité et d'hygiène, il est probable que les différentes autres couches sociales de la population auront pour attitude première de vouloir s'en démarquer, ne fût-ce que pour se protéger de tout type de contamination. Cette attitude n'interdit pas de se sentir, au moins partiellement, en compassion vis-à-vis de ce groupe déshérité et même de participer à distance à la mise en place de programmes de solidarité et de soutenir des œuvres charitables. Mais pour que cette attitude solidariste, fût-elle minimale, puisse se manifester, il faut encore qu'elle soit ancrée dans une conception de l'ordre social qui fait de la pauvreté un fléau à combattre collectivement et des pauvres un groupe défavorisé à épauler et à mieux intégrer à la société. Autrement dit, la solidarité envers les pauvres implique de définir la pauvreté non pas comme un statut naturellement et irrémédiablement inférieur ou comme la conséquence de la paresse de certains individus, mais bien comme un dysfonctionnement de la société tout entière qui appelle des réformes.

Le triptyque de la discrimination des pauvres analysé dans le chapitre précédent constitue sous sa forme idéal-typique un ensemble parfaitement

efficace pour limiter, voire supprimer la solidarité envers cette catégorie. Quand les habitants du XVIe arrondissement de Paris manifestent contre l'installation à l'orée du Bois de Boulogne d'un centre d'hébergement pour migrants, ils défendent en réalité le tracé de la frontière tout à la fois morale, sociale, symbolique et spatiale qui les sépare de cette population venue d'ailleurs, ils expriment la peur d'une éventuelle contamination de leur quartier par l'insalubrité, les incivilités et les violences que connaissent les autres et, enfin, ils développent en eux-mêmes et en concertation avec leurs proches voisins, un système de neutralisation de la compassion que pourrait susciter le spectacle quotidien de cette souffrance désormais à leur porte. L'agrégation affinitaire des riches a bien, dans les faits et dans les représentations qui les accompagnent, son pendant immédiat, à savoir la discrimination volontaire des pauvres et le choix de les repousser le plus loin possible. Ce qui s'est passé dans ce quartier est intervenu après la fin de notre enquête et n'est pas isolé. Presque partout où ce type de centres d'hébergement a été créé, des tensions plus ou moins fortes ont éclaté et de nombreuses tentatives de refus de solidarité se sont exprimées dans différentes couches de la population. On peut citer, dans un registre assez proche, les mobilisations contre l'obligation faite aux communes importantes d'accueillir au moins 20 % de logements sociaux (loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains – SRU) dans l'Ouest parisien (à Neuilly particulièrement). Il existe un véritable effort concerté et continu de mise à distance des pauvres.

Après avoir examiné les déterminants de la solidarité à partir des principales variations que nous avons pu observer entre les quartiers et les métropoles de notre enquête, nous tenterons dans la seconde partie de ce chapitre de les expliquer en mobilisant une théorie de l'attachement qui permet de distinguer les économies morales des liens sociaux (au sens des liens qui attachent les individus entre eux et à la société dans son ensemble).

Les déterminants de la solidarité

La solidarité envers les pauvres relève de valeurs que l'on peut juger universelles, mais elle s'exerce le plus souvent dans un cadre national en référence aux droits sociaux et au lien de citoyenneté. Elle est prodiguée aussi bien par des organisations humanitaires que par des institutions publiques. Toutefois, cette intervention ne va pas de soi. Elle peut être aussi bien appelée à s'imposer de façon consensuelle au nom de valeurs humanistes et de cohésion sociale, qu'être rejetée en raison de ses effets jugés contre-productifs, voire pervers, notamment celui d'entretenir une classe d'assistés peu encline à se prendre en charge. La compassion des uns à l'égard des pauvres apparaît ainsi en tension avec la suspicion que d'autres manifestent vis-à-vis de cette catégorie située au bas de la hiérarchie sociale et jugée paresseuse et profiteuse, voire avec la culpabilisation directe des chômeurs et des assistés. Dans le même pays, ces deux attitudes peuvent cohabiter mais également varier en intensité en fonction notamment de la conjoncture économique, à tel point qu'il est possible d'observer des cycles alternant successivement phases de croissance de la compassion et phases de croissance de la culpabilisation.

La discrimination à l'égard des pauvres n'est toutefois pas le seul fait des catégories sociales supérieures. Il s'agit d'un processus qui peut se répandre dans plusieurs couches de la société, en particulier parmi les classes moyennes. Une question posée dans les enquêtes françaises par questionnaires porte directement sur les causes de la pauvreté. Elle permet de distinguer les deux explications traditionnelles et radicalement opposées de la pauvreté, celle qui met en avant la paresse ou la mauvaise volonté des pauvres et celle qui souligne, au contraire, l'injustice qui règne dans la société. À ces deux explications majeures, deux autres sont mentionnées dans ce type d'enquêtes : « Les pauvres n'ont pas eu de chance » et « C'est inévitable dans le monde moderne » (voir tableau). L'analyse des variations entre professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) en France est particulièrement éclairante : 1) l'explication de la pauvreté par la paresse reste minoritaire (13,8 %) et concerne davantage les

indépendants, les employés, les retraités (sauf les anciens cadres et professions intermédiaires) que les catégories supérieures ; 2) parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures, il existe de fortes variations selon le statut, les cadres de la fonction publique expliquant beaucoup plus la pauvreté par l'injustice que les cadres d'entreprise (52 % contre 37,8 %) ; 3) les employés ne constituent pas non plus un groupe homogène, ceux de la fonction publique expliquant proportionnellement plus souvent la pauvreté par l'injustice que les autres, notamment les employés du commerce ; 4) les retraités anciens agriculteurs sont proportionnellement plus nombreux à expliquer la pauvreté par la paresse que les autres retraités ; 5) les cadres d'entreprise ainsi que les professions intermédiaires (du privé) se distinguent par le fait de considérer en priorité la pauvreté comme un phénomène inévitable dans le monde moderne.

L'explication de la pauvreté selon la PCS (en %)

PCS	**Pas de chance** (1)	**Paresse (2)**	**Injustice (3)**	**Inévitable (4)**	**N***
Artisans	5,5	**20,0**	41,8	32,7	55
Commerçants	10,0	16,0	34,0	40,0	50
Professions libérales	5,1	5,1	46,2	**43,6**	39
Cadres fonction publique / professions intellectuelles et artistiques	11,0	4,8	**52,0**	32,2	146
Cadres d'entreprise	7,3	10,4	37,8	**44,5**	164
Professions intermédiaires (enseignement, santé, fonction publique)	7,5	9,8	**51,9**	30,8	214
Professions intermédiaires (services administratifs et	**14,1**	6,7	34,8	**44,4**	135

commerciaux des entreprises)					
Techniciens	4,4	13,0	44,6	38,0	92
Agents de maîtrise	8,3	16,7	35,4	39,6	48
Employés de la fonction publique	4,3	15,6	**47,8**	32,3	186
Employés administratifs des entreprises	5,4	**17,5**	44,0	33,1	166
Employés de commerce	5,7	**17,8**	42,1	34,4	157
Personnel de service aux particuliers	6,0	13,8	**53,9**	26,3	232
Ouvriers qualifiés	8,6	14,6	42,4	34,4	349
Ouvriers spécialisés	10,6	11,9	47,7	29,8	151
Retraités anciens agriculteurs	5,1	**35,9**	28,2	30,8	39
Retraités anciens artisans, commerçants et chefs d'entreprise	**17,9**	**19,4**	34,3	28,4	67
Retraités anciens cadres et professions intermédiaires	8,4	10,2	44,1	37,4	404
Retraités anciens employés	11,8	**17,0**	45,6	25,6	305
Retraités anciens ouvriers	9,7	**19,5**	44,3	26,5	257
Inactifs	10,7	13,3	44,4	32,6	580
Ensemble	*8,9*	*13,8*	*44,0*	*33,3*	*3 913*

Source : Enquête Dynegal-GEMASS / CMH / PACTE (2013), exploitation directe par les auteurs.

* Les PCS dont l'effectif est inférieur à 30 n'ont pas été indiquées dans ce tableau.

(1) C'est parce qu'ils n'ont pas eu de chance ; (2) C'est par paresse ou mauvaise volonté ; (3) C'est parce qu'il y a trop d'injustice dans notre société ; (4) C'est inévitable avec l'évolution du monde moderne.

Ces constats permettent de nuancer les analyses que nous pouvons faire à partir des matériaux recueillis dans notre enquête. S'il existe un mécanisme de discrimination à l'égard des pauvres qui peut prendre des formes plurielles et apparaître de façon concentrée dans certains quartiers riches lorsque surgissent des événements qui le rendent encore plus visible, il ne saurait ni être pour autant exclusif de ces quartiers, ni représenter un obstacle absolu à toute expression de solidarité. Parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures français, l'explication de la pauvreté par l'injustice est en l'occurrence nettement plus fréquente que l'explication par la paresse.

Puisque nous avons souligné que le triptyque de la discrimination est vérifié sous des formes variées dans chaque métropole, il faut donc analyser maintenant dans quel contexte particulier ce dernier constitue un réel obstacle à la solidarité à l'égard des pauvres. Il s'agit donc de considérer l'articulation – complète ou partielle – des registres argumentatifs qui prédisposent à la discrimination des pauvres. On peut distinguer deux cas : celui où l'argumentation est plurielle et cumulative, et par conséquent peu propice à l'émergence d'une solidarité organisée vis-à-vis des déshérités, et celui où elle est, au contraire, sélective, partielle et au moins partiellement compatible avec le principe solidariste.

L'ARTICULATION DES REGISTRES DE LA DISCRIMINATION

Les trois dimensions du processus de discrimination des pauvres par les riches – construction d'une frontière morale, répulsion physique, neutralisation de la compassion – peuvent dans certains cas se renforcer mutuellement. Les entretiens réalisés montrent que ces cas existent dans les trois métropoles. Mais il apparaît qu'ils sont nettement plus fréquents à Delhi et à São Paulo qu'à Paris. Le triptyque de la discrimination renvoie alors à des registres argumentatifs parfaitement articulés entre eux dans lesquels les personnes interviewées vont puiser pour justifier de façon plurielle et cumulative leurs pratiques auto-ségrégatives dans l'espace

urbain. Cette articulation argumentative constitue même le sous-bassement idéologique d'un système parfaitement maîtrisé de justification de l'ordre social inégalitaire. On pourrait donc considérer que l'élite de Delhi et de São Paulo adopte un schéma similaire sur ce point. En réalité, en dépit de cette ressemblance globale, il existe des différences que nos entretiens permettent d'identifier de façon précise.

Quelles sont les formes argumentatives dominantes qui se dégagent des entretiens réalisés à Delhi ? Le souci de distinction de classe – ou de caste – est à l'origine d'une volonté de se référer à un ordre moral jugé supérieur, lequel s'avère incompatible avec la proximité spatiale et sociale des pauvres et justifie une stricte séparation que seul un système élaboré de rationalisation des inégalités sociales peut rendre humainement et psychologiquement tolérable. Autrement dit, l'élite indienne interviewée à Delhi se dote d'un système cohérent de croyances qui la place spontanément dans un ordre social et moral jugé supérieur et la déleste de tout sentiment d'injustice ou de mauvaise conscience à l'égard du sort des déshérités. Ce système constitue un éthos fortement lié à un habitus, au sens où il s'éprouve dans les pratiques quotidiennes et se transmet de génération en génération. Parmi les formes de rationalisation du caractère indésirable des pauvres, l'hygiénisme et la peur de la contamination occupent une part prépondérante pour des raisons historiques et anthropologiques qui relèvent du système des castes et au regard desquelles la référence à la dangerosité des pauvres apparaît surtout comme un effet secondaire. De même, parmi les formes de rationalisation des inégalités, la naturalisation de la pauvreté apparaît première bien que, on l'a vu, la référence au mérite et à l'idéologie néolibérale se prête à une dénonciation systématique de tous les programmes sociaux.

Les logiques argumentatives prééminentes en vigueur dans la métropole de São Paulo sont assez proches. Dans ce cas, le même constat qu'à Delhi peut être fait : les trois dimensions du processus de discrimination des pauvres sont très souvent conjointes dans les entretiens recueillis et constituent par conséquent un système argumentatif cohérent parfaitement articulé. La constitution d'un ordre moral jugé supérieur,

comme expression d'une volonté de distinction de classe et de reproduction sociale, prend appui aussi bien sur un processus de rationalisation du caractère indésirable des pauvres que sur un processus plus général de rationalisation des inégalités et de la pauvreté. Ici aussi, cette articulation argumentative est la conséquence d'un système de croyances qui permet aux catégories supérieures de justifier non seulement leur position sociale dominante par rapport aux autres couches de la société, notamment les pauvres, mais aussi l'ordre social inégalitaire lui-même. Tout comme à Delhi, ce système agit en eux comme un rempart psychologique contre toute forme de sensibilité excessive à l'égard des injustices et de la souffrance des plus démunis. Mais il convient toutefois de souligner que, si ces trois dimensions sont globalement vérifiées, elles se déclinent dans les registres argumentatifs selon un ordre et une logique différente. En effet, parmi les justifications du caractère indésirable des pauvres, l'insécurité provoquée par la dangerosité des pauvres est prééminente. Les entretiens révèlent le climat anxiogène qui règne parmi l'élite de la métropole de São Paulo. La question de la pauvreté est avant tout appréhendée par les riches comme un risque permanent d'insécurité, d'où la recherche systématique et illimitée de protections quotidiennes, notamment autour de l'espace résidentiel (immeuble ou propriété individuelle en condominium). Le raffinement du système de sécurité et le nombre d'employés lui étant dévolu sont en eux-mêmes des critères de statut social. Ce sentiment d'insécurité se prolonge sur le plan du rapport à l'hygiène, ce qui explique aussi en partie le refus de l'élite de prendre les transports en commun, mais cette mise à distance de la souillure potentielle des pauvres et des nombreuses zones insalubres de la ville ne s'appuie pas, comme à Delhi, sur une croyance partagée en la pureté différentielle des corps héritée du système des castes. Autrement dit, si, à São Paulo, nous trouvons la même inquiétude qu'à Delhi face au risque de contamination que peut entraîner le contact des pauvres, elle ne s'enracine pas historiquement dans le même schème de pensée. Par ailleurs, si l'espace public à São Paulo apparaît globalement négligé et marqué par la saleté, il l'est encore davantage à Delhi, ce qui conduit l'élite indienne à

vivre dans des territoires encore plus resserrés et à en avoir une conscience plus forte.

Parmi les justifications des inégalités sociales, la naturalisation de la pauvreté apparaît également prééminente. Il faut y voir, au moins partiellement, l'effet d'une relation patriarcale héritée de l'esclavage et fondée sur l'essentialisation des différences dans les rapports entre maîtres et serviteurs. Même si cette relation a évolué pour épouser davantage la forme classique du salariat, elle reste encore aujourd'hui présentée et vécue par l'élite sous l'angle de la cordialité et de la bienfaisance, ce qui est une façon de masquer la réalité d'une domination de classe fondée sur une croyance partagée dans l'infériorité naturelle des pauvres et des domestiques. La question du mérite apparaît moins centrale pour justifier les inégalités, mais elle est, comme à Delhi, d'autant plus couramment évoquée qu'elle permet surtout de tenir un discours hostile à tout programme de redistribution en faveur des pauvres. Le programme Bolsa família est, on l'a vu, unanimement critiqué par les personnes interviewées. Elles reprochent souvent aux pauvres de profiter de ce système et au gouvernement de l'entretenir. La mission de l'État devrait être de « civiliser » les pauvres et de les éduquer à la prise de responsabilités dans la vie quotidienne. Il est frappant de constater que l'on ne trouve dans les entretiens aucun argument en faveur de la valorisation de l'éthique de la solidarité.

Au-delà des différences, il reste qu'à Delhi comme à São Paulo le souci de distinction de classe se traduit par une volonté de construire – et de se conformer à – un ordre moral supérieur et engage à la fois un processus de naturalisation de la pauvreté et une répulsion à l'égard des pauvres et de leur mode de vie. Les pratiques auto-ségrégatives prennent sens au regard de cet ensemble argumentatif dont les différentes dimensions se renforcent mutuellement. Ce système a d'autant plus de chances de se perpétuer qu'il nourrit et est nourri par un habitus de classe.

Un espace réduit pour la solidarité

Dans les entretiens réalisés dans la métropole parisienne, contrairement à ceux réalisés dans les deux autres métropoles, l'articulation des registres argumentatifs n'est pas aussi systématique. Si les riches justifient leurs pratiques auto-ségrégatives par un souci de distinction de classe et le confort de vivre en harmonie morale avec des familles de même origine ou de même statut qu'eux, ils s'efforcent moins que leurs homologues indiens et brésiliens de rationaliser le caractère indésirable des pauvres. L'insécurité liée à la dangerosité potentielle de ces derniers et le risque de contamination qu'ils représenteraient sont bien présents dans les discours des personnes interviewées dans la métropole parisienne pour justifier l'entre-soi des riches, mais ils le sont de façon plus marginale et nuancée que dans les deux autres métropoles. Tout se passe comme si la peur endémique que les classes laborieuses et dangereuses inspiraient aux classes dominantes au XIXe siècle, selon la célèbre analyse de Louis Chevalier, s'était peu à peu diluée avec le temps et ne constituait plus aujourd'hui un sujet central de préoccupation, mais seulement une gêne sporadique vécue au détour de situations précises. Elle resurgit néanmoins à l'égard de populations fortement stigmatisées comme les Roms, par exemple, dont le rejet au moment de l'enquête était amplifié par des mesures répressives prises à leur encontre avec fermeté par le gouvernement. Elle est également ravivée par le discours ambiant teinté d'islamophobie que portent l'extrême droite et certains milieux conservateurs. Mais, en dépit de ces cas concrets qui révèlent la récurrence du racisme dans la société française, le contraste avec les entretiens recueillis à São Paulo et à Delhi reste saisissant.

Les catégories supérieures parisiennes s'appuient aussi sur un système de rationalisation des inégalités sociales pour justifier leurs pratiques auto-ségrégatives. Mais il se décline de façon différente des deux autres métropoles. Le processus de naturalisation de la pauvreté y reste discret, alors que la notion de mérite occupe une place plus importante dans le discours. Encore faut-il s'entendre sur cette notion de mérite. Dans l'acception la plus courante parmi les personnes interviewées, elle tend davantage à consacrer le sens de l'effort, les vertus morales, l'éthos du

travail et de l'épargne des riches qu'à culpabiliser les pauvres. Ces derniers, on l'a vu, sont généralement plaints et font l'objet d'une attention souvent bienveillante, se traduisant parfois par une pratique du bénévolat caritatif ou humanitaire[1]. De même, si la dénonciation de l'assistanat est devenue plus courante et si les programmes sociaux sont parfois critiqués pour leur manque d'efficacité et d'efficience, les dispositifs de protection sociale ne sont quasiment jamais désavoués dans leur principe solidariste, tant ce dernier semble être installé dans les schèmes de pensée des enquêtés. Ainsi, on l'a vu, la distinction de classe se fonde sur un principe de méritocratie qui s'articule à un processus de victimisation contrôlée des pauvres. La régulation du système inégalitaire ne vise donc pas la suppression des inégalités, mais leur réduction au moins partielle au bénéfice des victimes les plus visibles.

Le fait que les personnes interviewées à Paris s'appuient parfois sur des discours plus ou moins inspirés de la doctrine du solidarisme, laquelle est globalement absente des registres argumentatifs déployés dans les deux autres métropoles, ne prouve en aucune manière que les élites françaises soient intrinsèquement plus morales et plus altruistes que les élites indiennes ou brésiliennes. À cet égard, l'enquête nous renseigne surtout sur les normes sociales et institutionnelles de la solidarité qui légitiment de façon spécifique dans chaque société ce qu'il est permis ou incorrect de dire à propos des pauvres.

Dans la métropole parisienne, la frontière entre les classes sociales se manifeste certes de façon moins ostentatoire qu'à Delhi ou à São Paulo et, dans les discours, la mise à distance des pauvres et la naturalisation des inégalités apparaissent moins brutales. Mais la recherche de distinctions symboliques et les stratégies de reproduction sociale sont néanmoins bien visibles dans les beaux quartiers, à travers des formes plus ou moins explicites ou subtiles de défense identitaire des habitants, qui aiment partager dans la convivialité de l'entre-soi leurs valeurs, définies par l'éducation, le goût et les bonnes manières. Ces frontières symboliques servent de marqueurs sociaux sans pour autant se traduire par un refus de l'urbanité. Elles restent, on l'a vu, compatibles avec un accord global, dans

des conditions jugées raisonnables, sur les principes de redistribution et de solidarité. Les attentes des catégories supérieures à l'égard de l'État restent fortes, ne fût-ce que parce qu'elles savent pouvoir défendre leurs intérêts auprès des autorités publiques[2] et qu'elles restent globalement convaincues qu'une régulation au moins partielle des inégalités est un gage de cohésion sociale et donc de reproduction des conditions de leur position dominante.

Au bout du compte, on peut mieux comprendre les pratiques auto-ségrégatives des riches dans les grandes métropoles contemporaines en les confrontant, comme nous avons essayé de le faire dans cette enquête, au système de justification qui les fonde.

Effet du quartier ou effet national ?

Ces déclinaisons différentes de l'entre-soi dans les quartiers de l'élite conduisent à penser qu'il s'y développe une vie morale à chaque fois spécifique qui imprègne les représentations individuelles et collectives des habitants à l'égard du quartier lui-même, de son homogénéité, de ses formes de solidarité internes, du bien-être partagé, mais aussi à l'égard du monde extérieur, des quartiers voisins et, plus généralement, de la ville dans son ensemble. Il faut cependant souligner que, dans les zones urbaines, qui regroupent plusieurs milliers d'habitants, il est très peu probable que la sociabilité repose entièrement sur l'interconnaissance telle qu'on la retrouve dans les villages ou les villes moyennes. Si les relations sociales s'y entrecroisent fortement, cela ne veut pas dire que tous les habitants sont liés les uns aux autres de façon fusionnelle. Ce qui se joue dans le quartier peut relever toutefois de ce que Robert Sampson appelle l'« efficacité collective » (*collective efficacy*)[3], c'est-à-dire d'une combinaison de confiance mutuelle et d'attentes communes en termes de contrôle social. Ce qui unit les habitants d'un quartier auto-ségrégué suppose l'existence d'un cadre normatif consensuel, la référence commune à des valeurs jugées essentielles. Nul besoin que tous se connaissent, il

suffit de partager la certitude que l'on peut mutuellement se faire confiance, éventuellement faire face ensemble à des problèmes qui touchent le quartier de façon globale, voire développer des stratégies collectives pour défendre des intérêts spécifiques concernant l'ordre, la sécurité, le bien-être des habitants.

En choisissant des quartiers riches différents dans chacune des trois métropoles de notre enquête, nous avons voulu prendre en compte, par la comparaison systématique, la possibilité d'effets propres à chaque configuration locale sur les représentations de la pauvreté. Un beau quartier traditionnel de la bourgeoisie patrimoniale dans le centre-ville dense n'instaure pas exactement le même rapport aux pauvres qu'un quartier investi par la bourgeoisie intellectuelle, artistique et culturelle, ou encore qu'un quartier bourgeois plus périphérique et résidentiel. La localisation du quartier dans l'espace de la métropole a une incidence certaine. La proximité des quartiers pauvres, comme cela est le cas dans le quartier de Morumbi à São Paulo ou dans celui de Gurgaon à Delhi, renforce par exemple le sentiment d'insécurité des riches et explique leur attitude de méfiance permanente à l'égard des pauvres et la hantise d'être agressés. En revanche, dans des quartiers riches plus éloignés des lieux où se concentre la pauvreté, les habitants sont globalement moins préoccupés par la criminalité. C'est le cas par exemple du quartier d'Alphaville à São Paulo. Ce type de condominium entièrement sécurisé favorise une certaine tranquillité, ce qui est d'ailleurs le critère premier avancé par ses habitants pour justifier leur choix résidentiel. L'entrecroisement des liens sociaux dans le quartier constitue également un facteur de variation. Certains quartiers riches sont plus cohésifs et se mobilisent davantage que d'autres pour défendre leurs propres intérêts, notamment lorsqu'il s'agit d'en refuser l'accès aux populations défavorisées. Même dans l'agglomération parisienne, il existe des différences dans l'appréciation du principe de mixité sociale entre, par exemple, Ville-d'Avray, où une certaine ouverture semble tolérée, et le XVIe arrondissement, davantage prompt à s'y opposer. La forte présence de professions intellectuelles et artistiques dans le quartier, comme c'est le cas à Higienópolis à São Paulo ou dans le

V^e arrondissement à Paris, contribue aussi à façonner l'image plus ou moins progressiste du quartier et à entretenir une attitude moins radicale dans le rejet des pauvres.

Au-delà du quartier, c'est bien aussi la métropole dans son ensemble qui doit être prise en compte puisque les quartiers se distinguent les uns des autres au sein d'une mosaïque urbaine qui les englobe tous et qui possède également ses spécificités par rapport aux formes et configurations de la division socio-spatiale propres à d'autres villes. Les caractéristiques de chacune de ces métropoles en termes d'insécurité, de criminalité, d'insalubrité, d'entretien de l'espace public, d'infrastructures urbaines et de transports, de répartition des richesses, etc., apportent des éléments d'explication. L'histoire de la ville, de son urbanisation, de ses institutions contribue à modeler les registres argumentatifs des personnes interviewées.

Mais ni le quartier ni la métropole ne sauraient expliquer à eux seuls les variations de perception de la pauvreté. Il faut également tenir compte de l'effet de la société tout entière que l'on appréhende généralement à partir de son cadre national. Dans les comparaisons internationales, les chercheurs en sciences sociales insistent sur le rôle de l'État-providence défini comme l'ensemble des organisations dont la vocation est d'assurer la protection des individus et la cohésion sociale en intervenant par le droit et la redistribution des ressources dans les domaines économique, domestique et politique[4]. L'État-providence reflète en réalité l'état des relations d'interdépendance entre les différents groupes d'une société donnée à un moment de son histoire. Il est donc en cela, tout à la fois, l'expression de la société qui l'a façonné et le régulateur du lien social. Les modalités de ses interventions varient selon les traditions nationales, mais aussi selon les problèmes qu'il doit affronter et qui ne sont pas toujours les mêmes d'une société à l'autre. En ce sens, il joue un rôle essentiel dans l'évolution des rapports sociaux et de la structure sociale. De nombreux travaux comparatifs interrogent par exemple la pertinence des différents « régimes d'État-providence » distingués par Gøsta Esping-Andersen[5] dans l'interprétation des contrastes observés entre les sociétés nationales.

Ce concept de *welfare regime* fait référence à une régulation globale entre État, marché et famille, considérée comme profondément structurante des sociétés contemporaines. Si, aujourd'hui encore, l'échelle nationale appréciée à partir de ce cadre conceptuel reste l'unité d'analyse privilégiée, c'est notamment parce qu'elle est supposée garder une empreinte significative sur les normes de la vie sociale.

Mais pour analyser ce que les riches pensent des pauvres dans des métropoles aussi différentes que Paris, São Paulo et Delhi, le régime d'État-providence ne constitue pas le cadre analytique le plus adapté. Dans les comparaisons internationales, la France est associée à un régime corporatiste, et il est possible de rapprocher le Brésil et l'Inde de ce que certains sociologues, à la suite de G. Esping-Andersen, ont appelé le « modèle méditerranéen », en soulignant pour le caractériser ses dimensions à la fois clientéliste, localisée et minimaliste. Il apparaît toutefois présomptueux de faire du fonctionnement des institutions le mode principal de régulation de la cohésion sociale et le facteur déterminant de la perception de la pauvreté. Au-delà de la dimension institutionnelle de l'État-providence, aussi importante soit-elle, il existe d'autres modes de régulation normative qui, tout en pouvant lui être associés, puisent leur cohérence dans les racines historiques et anthropologiques de l'organisation sociale et méritent d'être explorés en tant que tels. Il convient donc d'adopter un cadre plus approprié pour étudier l'effet de structurations sociétales cohérentes sur les résultats de notre enquête.

L'empreinte d'un régime d'attachement

Dans certaines sociétés, la pauvreté est si répandue qu'elle apparaît comme la condition inéluctable d'une fraction importante de la population. Elle est alors associée dans les représentations sociales à un ordre social immuable où les pauvres sont tout à la fois infériorisés et intégrés. Ces

derniers ont le sentiment d'appartenir à ce que l'on peut appeler une communauté de destin : le système des inégalités est si rigide qu'ils savent n'avoir aucune chance d'améliorer leur sort. La seule solution est de compter sur leurs proches pour survivre, d'autant qu'aucune action publique de grande ampleur n'est menée pour leur venir en aide. Cette communauté, appartenant de génération en génération à la dernière strate de la société, a alors une forte probabilité d'être perçue par les autres comme l'expression d'une infériorité de nature biologique ou culturelle. Il s'agit, autrement dit, d'un processus de naturalisation de la pauvreté et nous avons pu voir dans les chapitres précédents combien ce prisme est présent dans les représentations de nombreuses personnes interviewées. À l'opposé de cette perception « raciste », dans d'autres sociétés, il est commun de juger que la pauvreté est l'expression d'injustices intolérables. La condition matérielle et la souffrance des pauvres remettent en question les principes fondateurs et régulateurs de la cohésion sociale et citoyenne. La pauvreté doit alors être combattue au nom de l'ambition collective de vivre dans une société de semblables. En d'autres termes, les pauvres sont des victimes et c'est avant tout à la société de se réformer pour qu'ils ne le soient plus. La « naturalisation » et la « victimisation » de la pauvreté peuvent donc être considérés comme deux pôles opposés dans l'appréhension du phénomène. Entre ces deux extrêmes, il existe comme un continuum de situations autour de ce que l'on peut appeler la « culpabilisation » des pauvres. Certaines sociétés ne se réfèrent pas à un ordre social naturel où les pauvres seraient destinés à occuper des fonctions inférieures, mais n'adhèrent pas non plus pleinement à l'image opposée où ils seraient des victimes pour lesquelles il faudrait se mobiliser collectivement. Les pauvres sont donc appelés à se prendre en charge eux-mêmes en saisissant les opportunités que le système économique et social peut leur procurer et, faute d'y parvenir, ils sont alors jugés incapables, irresponsables ou paresseux. Nous avons également pu relever à plusieurs reprises ce type de représentations dans l'enquête.

La perception de la pauvreté telle qu'elle peut être étudiée à l'échelon d'une société tout entière est en quelque sorte l'expression d'une

représentation collective globale, celle qui renvoie aux liens qui attachent les individus entre eux et à la société dans son ensemble[6].

Quels sont ces liens ? Nous pouvons en distinguer quatre types : le *lien de filiation* (au sens des relations de parenté), le *lien de participation élective* (au sens des relations entre proches choisis), le *lien de participation organique* (au sens de la solidarité organique et de l'intégration professionnelle) et le *lien de citoyenneté* (au sens des relations d'égalité entre les membres d'une même communauté politique)[7]. Cette typologie permet aussi d'analyser comment les liens sociaux sont entrecroisés de façon normative dans chaque société et comment, à partir de cet entrecroisement spécifique, s'élabore la régulation de la vie sociale. Nous retrouvons ici la distinction qu'opérait Émile Durkheim entre les deux concepts d'intégration et de régulation. Le premier renvoie à l'intégration des individus *à* la société, le second à l'intégration *de* la société. On pourrait poursuivre en disant que l'intégration à la société est assurée par les liens sociaux que les individus s'efforcent de construire au cours de leur socialisation en se conformant aux normes sociales en vigueur, et que la régulation procède de l'entrecroisement normatif de ces liens sociaux qui permet l'intégration de la société dans son ensemble. C'est dans le sens de cette régulation sociale globale que nous parlons de régime d'attachement. Il s'agit en quelque sorte de la *tessiture de la société*. Un régime d'attachement a pour fonction de produire une cohérence normative globale afin de permettre aux individus et aux groupes de faire société, au-delà de leurs différenciations et de leurs rivalités. Pour faire société, il n'est pas nécessaire, selon É. Durkheim, que les représentations collectives soient présentes dans chaque conscience individuelle, la pluralité étant considérée comme une des caractéristiques fondamentales des sociétés modernes. Mais il est en revanche important que certaines représentations soient partagées par le plus grand nombre, sinon par tous. C'est aussi dans ce sens que l'on peut parler d'une économie morale des liens sociaux.

Définir le type de régime d'attachement caractérisant telle ou telle société revient à rechercher, dans les différentes strates de son histoire et

les racines anthropologiques de son développement, ce qui a constitué sa tessiture spécifique. Dans chaque régime d'attachement, les quatre types de liens présentés ci-dessus peuvent avoir une fonction d'intégration et / ou une fonction de régulation. Un lien intégrateur est un lien qui attache l'individu aux groupes alors qu'un lien régulateur a une fonction supplémentaire de tessiture, qui consiste à produire un ensemble de règles et de normes susceptibles de se traduire par une extension de son influence aux autres liens, jusqu'à infléchir leur conception normative initiale. Cette tessiture génère des valeurs et des principes d'éducation morale susceptibles de se répandre dans l'ensemble de la société. Autrement dit, un lien régulateur est en quelque sorte un lien prééminent.

À partir de cette définition préliminaire, quatre types de régimes d'attachement peuvent être définis : le régime *familialiste*, le régime *volontariste*, le régime *organiciste* et le régime *universaliste*. Dans chaque régime, il existe donc un lien prééminent, lui-même fondé sur un type déterminé de morale. Dans le régime *familialiste*, c'est le lien de filiation et la morale domestique ; dans le régime *volontariste*, le lien de participation élective et la morale associative ; dans le régime *organiciste*, le lien de participation organique et la morale professionnelle ; enfin, dans le régime *universaliste*, le lien de citoyenneté et la morale civique. Outre le rapport aux inégalités, les facteurs le plus souvent associés à ces quatre types de configurations[8] sont le niveau de développement économique, le système de protection sociale et le civisme.

La naturalisation de la pauvreté peut être analysée comme un facteur associé au régime familialiste alors que la culpabilisation peut être interprétée comme une dimension liée au régime volontariste. La victimisation des pauvres renvoie, quant à elle, aussi bien au régime organiciste qu'au régime de type universaliste, mais elle est plus aboutie dans le second type que dans le premier. Autrement dit, plus on se rapproche d'une configuration de type universaliste, plus la pauvreté apparaît dans les représentations collectives comme une menace absolue pour la cohésion sociale. Elle ne peut vraiment être éradiquée qu'au moyen de politiques de prévention des risques menées à l'échelle de la société

dans son ensemble et qu'au prix d'une volonté partagée de tous les citoyens de vivre dans une société de semblables, c'est-à-dire dans une société apaisée, démocratique et ouverte à tous.

À quel régime d'attachement peuvent renvoyer les métropoles et par conséquent les pays que nous avons choisis pour notre enquête[9] ?

Les métropoles de Delhi et de São Paulo et les exemples que nous avons analysés renvoient clairement au régime familialiste, lequel constitue un terreau favorable au processus de naturalisation de la pauvreté et à la reproduction d'un ordre social inégalitaire. L'argumentation plurielle et cumulative en faveur d'un système inégalitaire, particulièrement visible à Delhi et à São Paulo, est la traduction d'une configuration d'attachement pensée de façon prééminente en fonction des intérêts de la morale domestique et, partant, des modes de protection, mais aussi de transmission du statut social et de la propriété, fondés avant tout sur le lien de filiation et, tout particulièrement en Inde, le système de castes.

Deux points méritent d'être précisés. Premièrement, ce n'est évidemment pas le fait d'être, à titre individuel, fortement attaché à sa famille qui renforce la naturalisation de la pauvreté, mais le fait de vivre dans une société dont la cohésion repose sur la prééminence du lien de filiation sur les autres types de liens. Dans ce type de configuration, la famille est la cellule de base de la société et toutes les couches sociales, les pauvres comme les riches, sont appelées à s'y conformer puisqu'elles sont censées y trouver les ressources qui leur sont nécessaires. Et plus encore dans un régime de castes qui préconise à chacun de rester à sa place. Si la pauvreté doit être combattue – ce qui ne fait pas consensus –, c'est avant tout par l'effort de chacun dans la relation qu'il tisse avec les membres de sa famille, qu'elle soit nantie ou défavorisée. Lorsque la morale domestique est appelée à réguler de façon prioritaire la vie sociale en général, les intérêts personnels prennent souvent le pas sur les intérêts collectifs, la tolérance à l'égard des inégalités rencontre peu de limites et la naturalisation de la pauvreté en constitue un puissant mode de rationalisation, notamment pour les catégories supérieures, comme nos

résultats le confirment. Deuxièmement, cela ne veut pas dire que ce processus de naturalisation ne peut apparaître dans les autres types de régimes d'attachement. Des formes plus ou moins radicalisées de racisme sont présentes dans toutes les sociétés et se fondent sur un principe d'infériorité « naturelle » de certaines catégories de la population. La perversité du racisme est qu'il permet en effet à certaines couches de la population, sans renier les idéaux fondateurs de leur communauté politique, de justifier leur souhait commun d'exclure des groupes minoritaires, lesquels sont aussi le plus souvent en situation de pauvreté, au prétexte qu'ils seraient « naturellement » différents. Nous pouvons toutefois souligner que ce processus de naturalisation des pauvres est moins développé dans les autres types de régimes et, lorsqu'il y est visible, c'est sous une forme différente en étant associé à d'autres représentations de la pauvreté.

Le régime familialiste est répandu dans des régions caractérisées par un faible développement industriel, dans des zones rurales où l'économie repose encore en grande partie sur de petites unités de production relativement repliées sur elles-mêmes ou sur un secteur géographiquement limité. Mais il peut se maintenir dans des régions plus développées en offrant ainsi une base familialiste à un capitalisme de petits entrepreneurs solidaires entre eux. Il peut aussi caractériser le mode de développement d'un pays émergent où les structures modernes de l'économie se conjuguent avec la survivance de traditions empreintes de solidarisme familial[10]. Ce régime s'accompagne de profondes inégalités sociales sans que celles-ci soient pour autant fortement combattues. Le système de protection sociale est non seulement lacunaire, mais aussi, le plus souvent, de nature clientéliste. L'application du principe de « démarchandisation » (*decommodification*) est si limitée que les individus et les ménages les plus pauvres ne peuvent accéder à une réelle sécurité d'existence face aux aléas de la vie en dehors des garanties que peut apporter la solidarité familiale. Enfin, le civisme y est également très faible. Le marché du travail peut être contrôlé par la mafia ou par des réseaux locaux organisés. Le personnel politique est souvent corrompu et les institutions publiques en général sont

parfois détournées au profit d'intérêts individuels ou catégoriels. La configuration de type familialiste encourage une très forte solidarité familiale pour faire face à la pauvreté, laquelle reste massive tant le marché de l'emploi procure peu de protections généralisées et laisse se développer une économie informelle aux franges de la condition salariale minimale.

Il existe dans ce type de régime une certaine routinisation de la domination, surtout lorsqu'elle est associée à des formes de protection paternaliste, qui contribuent à entretenir dans le substrat social l'idée d'une naturalisation de la pauvreté. Précisons toutefois qu'en Inde, si le lien de filiation joue un rôle prépondérant dans l'économie morale des liens sociaux, les liens de caste aussi. Or ces derniers reposent sur des logiques qui ne correspondent pas exactement aux logiques familiales. Il s'agirait en quelque sorte d'un mixte de logiques familiales et de logiques de type corporatiste. Un principe assurantiel est bien observable dans les deux cas, mais, en ce qui concerne l'Inde, le volontarisme corporatiste serait remplacé par des logiques d'assignations statutaires.

À la différence de l'Inde et du Brésil, la France est plus proche du régime organiciste. Ce dernier est logiquement associé au développement économique, à l'intensification des échanges dans le monde du travail et dans la société marchande, mais il renvoie aussi et surtout à un rapport spécifique des individus à l'État et à une société où l'attachement social repose principalement sur une logique de protection statutaire en grande partie orchestrée par la puissance régulatrice de l'État. Dans cette configuration, la participation aux échanges passe par l'attachement quasi obligatoire à un corps intermédiaire (au sens d'une corporation professionnelle) qui procure un statut, considéré comme une garantie face aux aléas de la vie. Chaque groupe ainsi constitué entretient de ce fait une médiation avec les autres et avec l'État, permettant ainsi des relations d'interdépendances assises sur le principe de complémentarité. Ce type de configuration implique que l'État soit capable de créer et d'entretenir des corporations dans des secteurs stratégiques – on parlera de corporatisme d'État –, mais aussi de réguler les autres secteurs comme autant d'organes

distincts susceptibles d'assurer le bon fonctionnement de l'économie et de la société.

Dans cette configuration, si les différents groupes sont autant d'organes appelés à coopérer, ils peuvent aussi être en rivalité les uns par rapport aux autres. De ce fait, les inégalités apparaissent comme constitutives de la vie sociale, non pas au sens de la naturalisation de ces dernières, comme dans le régime familialiste, mais plutôt au sens des luttes pour le classement dans l'échelle du prestige et des avantages matériels que procure la domination. En définitive, dans le régime organiciste, l'État intervient de façon nettement plus visible. Il s'emploie à assurer son rôle de régulation des corps professionnels et d'organisation de la négociation collective. La tolérance à l'égard des inégalités diminue, bien que des formes de rationalisation des différences statutaires subsistent en raison de leur caractère fonctionnel. En réalité, les groupes qui composent le corps social sont inévitablement à la fois complémentaires et rivaux, à tel point qu'un travail de coordination et de pacification des luttes par l'État est nécessaire.

Dans ce type de configuration, le système de protection est plus avancé dans la voie de la « démarchandisation », mais il reste fragmenté en une kyrielle de sous-systèmes distincts exprimant ainsi une logique de distinction statutaire et de revendication catégorielle pour la conquête de droits spécifiques et la défense des avantages acquis. Dans ce régime, l'État exerce une fonction classificatrice : il hiérarchise aussi bien les statuts des agents qui le servent que ceux des groupes socioprofessionnels qui émanent de la société civile[11]. Son action procède enfin par ciblage des catégories susceptibles de faire l'objet de politiques spécifiques. Le civisme est globalement peu développé car l'intérêt général passe souvent après les intérêts particuliers des groupes rivaux, lesquels attendent d'ailleurs de l'État un arbitrage qu'ils sont le plus souvent incapables d'assurer seuls.

Dans un régime organiciste, les pauvres ne sont pas en dehors du système social, même s'ils constituent en quelque sorte la dernière strate de la société. Ils sont le plus souvent perçus comme des victimes des

injustices auprès de qui il faut intervenir de façon plus massive. Dans ce type de configuration, toutes les catégories, aussi différentes soient-elles, ont le droit à un statut social acceptable au regard du principe d'égalité citoyenne, mais cela n'implique pas pour autant une égalité des conditions de vie. Au nom de valeurs républicaines, on valorise aussi bien la solidarité envers les couches les plus défavorisées de la société que le mérite qui consacre les élites dirigeantes. C'est dans ce dernier sens que l'on parle d'élitisme républicain pour qualifier l'inspiration idéologique du système scolaire français[12].

Nous avons pu vérifier que les catégories supérieures de la région parisienne que nous avons interviewées sont attachées à la fois à défendre le mérite et la reconnaissance que leur vaut leur statut social – puisque celui-ci est rendu légitime, non seulement par la loi du marché, mais aussi par les institutions de la République –, et à soutenir en même temps, au moins sur le principe, les efforts de la nation française en direction des plus démunis. Dans les deux cas, il s'agit bien d'une reconnaissance du rôle de l'État dans sa double mission de conforter l'élite et de soulager les pauvres. Il faut comprendre le terme de soulagement dans son acception large, au sens où la politique de lutte contre la pauvreté vise au moins autant la prise en charge des besoins basiques que l'offre d'opportunités de promotion et de mobilité sociale, notamment *via* l'école, la formation ou ce qu'on appelle l'insertion. Il ne s'agit pas d'un processus de victimisation aboutie des pauvres comme cela est plus souvent le cas dans les sociétés qui se rapprochent d'un régime d'attachement universaliste, mais il ne s'agit pas non plus d'un processus qui ne vise qu'à culpabiliser les pauvres, même si cette tendance ressort de façon nette dans certains entretiens. Il s'agit plutôt, on l'a vu, d'un processus de victimisation contrôlée des pauvres. C'est aussi dans ce sens que l'on peut parler, non pas d'un refoulement de la solidarité, comparable à celui qu'on observe fréquemment dans l'élite de São Paulo et de Delhi, mais d'une solidarité à distance, c'est-à-dire d'une solidarité que l'on cautionne sous la condition de ne pas avoir à en subir les conséquences en termes de proximité avec les pauvres dans la vie quotidienne.

On ne voudrait pas ici laisser entendre que la perception de la pauvreté ne s'explique que par la tessiture de la société ou, comme nous l'avons vu, par la configuration spécifique des liens qui attachent les individus entre eux et la société. Ces formes de perception de la pauvreté sont diffuses et se retrouvent inévitablement dans toutes les sociétés. On pourrait même à la limite les retrouver successivement chez le même individu selon les moments spécifiques de sa trajectoire et les phases de la construction de sa personnalité. Mais nous avons voulu rechercher, au-delà des facteurs de variation généralement pris en compte dans l'analyse sociologique, ce qui renvoie plus spécifiquement à des modes de régulation des liens sociaux que l'on peut analyser à partir d'une typologie de régimes d'attachement. Ce cadre analytique constitue en cela une clé de compréhension supplémentaire et un instrument efficace dans les recherches comparatives.

En définitive, prendre en compte l'empreinte du régime d'attachement sur la perception de la pauvreté par les riches, c'est reconnaître que celle-ci ne s'explique pas seulement par les caractéristiques individuelles, comme le niveau d'éducation, le revenu, la profession, mais aussi par les différentes économies morales de la solidarité qui prévalent dans tel ou tel contexte structurel et dont on peut analyser l'effet de façon comparative. C'est reconnaître la société nationale dans sa capacité plus ou moins forte à faire coexister en son sein diverses couches de la population inégalement pourvues en capital économique, social et culturel. Cela conduit à souligner que les variations de la perception de la pauvreté ne sont pas le simple produit d'idéologies ou de systèmes de valeurs différemment répandus dans chacune des sociétés considérées, mais qu'elles sont, au moins partiellement, liées à des régimes d'attachement organisant les pratiques de solidarité. L'existence d'un tel lien n'interdit évidemment pas la diversité des répertoires de valeurs concurrents mobilisés par les classes supérieures – diversité qui peut se traduire par des compromis et des arrangements idéologiques individuels, mais aussi par des clivages politiques et moraux entre différentes fractions des classes supérieures. Ces compromis ou arrangements idéologiques ne sont pas en contradiction avec l'idée d'une imprégnation profonde d'un régime spécifique

d’attachement. Ce dernier est en réalité porteur d’un mode spécifique, non pas de contournement, mais de socialisation des conflits potentiels entre les classes sociales.

La typologie des régimes d’attachement relève d’une construction idéal-typique. Elle n’a pas pour fonction de classer de façon statique toutes les sociétés, mais, au contraire, de déterminer de manière dynamique les facteurs qui les conduisent à être proches à un moment donné de leur histoire de tel ou tel type. Ce raisonnement théorique accroît la possibilité d’interpréter le changement. La relation que nous avons établie entre des régimes d’attachement et des formes de perception sociale de la pauvreté ne doit pas non plus être pensée comme la marque immuable de telle ou telle société. La possibilité de constater dans la durée des transformations de ces perceptions de la pauvreté est en réalité aussi forte que la possibilité de voir une société passer progressivement d’une configuration d’attachement à une autre. Dans ces transformations à l’œuvre dans le temps long, on mesure alors toute l’importance du rôle de l’État, non seulement pour protéger et libérer les individus, mais aussi pour produire un récit collectif fondé sur une connaissance éclairée des mécanismes de l’intégration de tous les citoyens.

Conclusion

> Dans la mentalité collective moderne, la pauvreté est perçue de façon uniquement négative. Une sorte de correspondance existe entre son rôle dégradant sur le plan matériel et le mépris – ainsi que la place très basse dans la hiérarchie des valeurs – que lui réserve la société.
>
> Bronisław Geremek, *La Potence ou la Pitié*.
> *L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*,
> Paris, Gallimard, 1987.

Dégradation matérielle et mépris social, telles sont les deux dimensions que l'historien Bronisław Geremek retenait pour définir le sens de la pauvreté dans les sociétés modernes. Lorsque le succès est transfiguré en valeur suprême, la pauvreté ne peut être que le symbole de l'échec social, de la déchéance morale, le refoulé de la richesse. Cette enquête dans les quartiers riches les plus ségrégués de trois grandes métropoles nous a conduits à explorer les dimensions contemporaines de la discrimination des pauvres. En demandant aux habitants de ces ghettos de l'opulence ce qu'ils pensent de la pauvreté et, plus généralement, des inégalités, nous avons bien conscience d'avoir provoqué, de façon quasi expérimentale, les réactions les plus vives à l'égard de l'altérité. Il s'agissait en quelque sorte de faire ressortir sous la forme d'une loupe grossissante ce que le quotidien ne permet pas toujours de révéler de façon directe. En vivant repliés sur eux-mêmes, les riches ne parlent pas spontanément des pauvres et parfois ne les voient pas. Pourtant leurs pratiques auto-ségrégatives peuvent être

l'expression d'une volonté plus ou moins affirmée de s'affranchir de la présence de ces derniers à leurs côtés.

D'aucuns pourraient penser que privilégier le rapport des riches à la pauvreté dans les métropoles de Paris, São Paulo et Delhi constitue un angle d'analyse trop restreint. Les riches ne constituant qu'un segment de la société, en quoi pourraient-ils être représentatifs de ces métropoles et *a fortiori* de la France, du Brésil et de l'Inde ? Pourquoi s'intéresser à eux en particulier ? Nous ne prétendons pas dans ce livre qu'il soit possible d'extrapoler nos résultats à l'ensemble de la société française, brésilienne ou indienne. Les enquêtes montrent que la perception de la pauvreté change fortement d'un groupe social à l'autre dans chaque pays. Pourtant, les résultats de notre enquête permettent, par la comparaison entre quartiers, métropoles et pays, d'appréhender non seulement les rapports de classe, mais aussi ce qui rend possible ou non la cohésion dans des sociétés différentes.

Puisque la ségrégation spatiale dans de nombreuses grandes villes a augmenté ces dernières années principalement du fait de la concentration de la richesse dans certains quartiers, il était logique de partir de ces derniers pour comprendre la réalité du rapport que les riches entretiennent avec les pauvres et interroger ainsi ce qui rend possible ou, au contraire, entrave la solidarité entre ces deux groupes situés aux deux extrémités de l'échelle sociale. Nous avons pu dévoiler successivement ce qui motive les riches à produire une frontière morale entre eux et le monde extérieur, ce qui les conduit à éprouver au contact des pauvres un sentiment de répulsion physique et ce qui leur permet de justifier leur supériorité sociale et de neutraliser la compassion à l'égard des plus démunis. Ces trois dimensions constituent ce que nous avons appelé le triptyque de la discrimination. Le fait que ce dernier soit vérifié, sous des formes variables, dans chaque métropole constitue déjà un premier résultat important. Nous touchons là à un mécanisme sociologique qui structure les rapports sociaux entre les riches et les pauvres et qui peut conduire à des formes radicales de séparatisme social. Il s'agit par conséquent d'un cadre

analytique pertinent pour penser le fonctionnement et la dynamique des sociétés modernes face à ce risque potentiel.

À bien des égards, ce que nous avons établi pourrait paraître dans la continuité des études historiques menées sur ce sujet. Les extraits d'entretien que nous avons publiés dans ce livre confirment des formes de mise à distance des pauvres qui étaient courantes au XIXe siècle. Dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels cite par exemple une lettre publiée dans le *Manchester Guardian* qui contient des arguments comparables à ceux que nous avons maintes fois relevés :

> Monsieur le Rédacteur en chef,
> Depuis quelque temps on rencontre dans les grandes rues de notre ville une foule de mendiants qui, tantôt par leurs vêtements en haillons et leur aspect maladif, tantôt par l'étalage de blessures béantes et d'infirmités repoussantes, cherchent à éveiller la pitié des passants de façon souvent fort impudente et fort offensante. J'incline à croire que lorsqu'on paye non seulement l'impôt pour les pauvres, mais qu'on apporte en outre une généreuse contribution à l'entretien de bienfaisance, on en a assez fait pour avoir le droit d'être enfin à l'abri d'importunités aussi désagréables que cyniques ; et à quoi donc sert l'impôt si lourd que nous payons pour l'entretien de la police municipale, si la protection qu'elle nous accorde ne nous permet pas d'aller tranquillement en ville et d'y revenir ? – J'espère que la publication de ces lignes dans votre journal, qui jouit d'une grande diffusion, incitera les pouvoirs publics à faire disparaître cette calamité (nuisance) et je reste
> Votre très dévouée,
> Une Dame[1].

Cette similitude frappante entre les représentations d'hier et d'aujourd'hui pourrait conforter l'idée qu'il existe une continuité historique dans les formes d'évitement des pauvres par les riches. La réalité est cependant plus complexe. Il n'existe pas une représentation

unique de la pauvreté susceptible de s'imposer de façon homogène. Les travaux historiques révèlent plutôt une tension permanente depuis le Moyen Âge entre, d'un côté, la compassion à l'égard des pauvres et la recherche de solutions pour remédier à la pauvreté et, de l'autre, le mépris et la suspicion vis-à-vis de cette catégorie située au bas de la hiérarchie sociale et jugée paresseuse et profiteuse. Les institutions ont une mémoire de cette tension et de la façon dont elle a pu être atténuée à des moments historiques précis. En faire la démonstration ne relève pas de notre propos, mais peut-être peut-on rappeler ici, à titre d'exemple, pour ce qui relève des institutions françaises, les travaux du Comité de mendicité de 1790 réalisés sous la présidence du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, héritier intellectuel de Montesquieu, lesquels contribuèrent à élever au rang des devoirs les plus sacrés de la nation l'assistance aux pauvres, ce que reconnaîtra ensuite la Constitution de 1791. Sans doute peut-on également rappeler ici le célèbre discours de Victor Hugo sur la misère délivré le 9 juillet 1849 à la tribune de l'Assemblée nationale qui se terminait par cette injonction mémorable : « Vous le voyez, Messieurs, je le répète en terminant, ce n'est pas seulement à votre générosité que je m'adresse, c'est à votre sagesse, et je vous conjure d'y réfléchir. Messieurs, songez-y, c'est l'anarchie qui ouvre des abîmes, mais c'est la misère qui les creuse. Vous avez fait des lois contre l'anarchie, faites maintenant des lois contre la misère ! » Plus récemment, rappelons que la loi sur le revenu minimum d'insertion en France du 1er décembre 1988 a été votée à la quasi-unanimité à l'Assemblée nationale après des débats riches et passionnés au cours desquels l'exigence de la solidarité s'est imposée comme relevant d'une dette de la nation à l'égard des pauvres.

Ces exemples historiques rappellent que la question de la pauvreté fait écho en France à une tradition républicaine de la solidarité, laquelle n'existe pas sous cette forme et cette rhétorique au Brésil et en Inde. Le terme même de solidarité y est moins souvent utilisé et n'y a pas le même sens. Les personnes que nous avons interviewées à Paris sont au moins partiellement imprégnées de cette idéologie républicaine et ont intériorisé les limites de ce qu'elles peuvent dévoiler de leur vision des pauvres sans

s’exposer à un rappel à l’ordre des acteurs qui entretiennent la conscience solidariste (églises, mouvements caritatifs, syndicats, partis politiques, représentants des causes humanitaires, etc.).

La perception de la pauvreté par les riches n’est donc pas immuable historiquement et invariable selon les lieux. Si le risque de mépris et de mise à distance des pauvres est vérifié dans les trois métropoles de notre enquête, il ne l’est pas dans les mêmes proportions. Les variations observées et analysées dans ce livre sont au moins aussi importantes sur le plan des résultats que les formes structurelles communes.

Lorsque les trois dimensions du processus de discrimination des pauvres par les riches se renforcent mutuellement, les conditions du refoulement de la solidarité sont réunies. Il est difficile en effet de parler de complémentarité entre les individus d’une société et de penser en termes de cohésion sociale lorsque la frontière morale entre les riches et les pauvres se nourrit d’une volonté de sécession fondée sur la hantise de la souillure et de la contamination et s’appuie sur une rhétorique de la justification de la pauvreté et des inégalités. Ces conditions sont nettement plus souvent réunies dans les métropoles de São Paulo et de Delhi que dans la métropole parisienne.

Pour interpréter ces variations, nous avons fait appel dans le dernier chapitre à une théorie de l’attachement. Le processus de naturalisation de la pauvreté et la reproduction d’un ordre social inégalitaire sont plus souvent associés à ce que nous avons appelé un régime familialiste, c’est-à-dire un régime où le cadre normatif de la solidarité repose, de façon prééminente, sur le lien de filiation et la morale domestique. Ce régime favorise la satisfaction des intérêts personnels au détriment des intérêts collectifs et la défiance à l’égard des institutions publiques, y compris de celles censées promouvoir la cohésion sociale ou réduire la pauvreté. Les entretiens réalisés à São Paulo et à Delhi relèvent de ce type de configuration. L’articulation des registres argumentatifs de la discrimination des pauvres n’est pas aussi systématique dans les entretiens réalisés à Paris. Le caractère indésirable des pauvres y est moins rationalisé et les modes de justification de la pauvreté s’appuient

davantage sur la notion de mérite des riches que sur la paresse ou la nature indolente des pauvres. Surtout, le discours sur la pauvreté n'est pas l'occasion d'une remise en question fondamentale des principes solidaristes, lesquels s'articulent même assez souvent à l'élitisme républicain et à la recherche de l'excellence, notamment par l'investissement dans la réussite scolaire de leurs enfants. Il s'agit d'une victimisation contrôlée des pauvres que nous avons pu rapprocher du régime organiciste, lequel repose sur la prééminence du lien de participation organique et de la morale professionnelle sur les autres types de liens. Cette perception, qui intègre la pauvreté dans la société tout en attribuant aux pauvres un statut inférieur et disqualifié, ne s'accompagne pas d'un refoulement de la solidarité, mais rend possible une solidarité à distance. Dans cette configuration, les pauvres ne sont pas pour autant à l'abri de formes récurrentes de mépris ou de vexations. Le chômage dont ils font souvent l'expérience est généralement stigmatisé et les chômeurs de longue durée sont souvent suspectés de profiter de l'assistanat.

En parvenant à ces conclusions, nous avons bien conscience que cette recherche pourrait être poursuivie. Il serait intéressant, par exemple, d'analyser ce que les riches pensent des pauvres dans les pays nordiques. Même s'il faut se garder de considérer ces pays comme un ensemble parfaitement homogène, ils sont proches de ce que l'on peut appeler un régime d'attachement universaliste dans lequel le lien de citoyenneté et la morale civique façonnent les relations sociales dans un esprit d'égalité et de promotion de l'autonomie individuelle. La victimisation de la pauvreté y est la plus aboutie puisque la pauvreté est en elle-même l'expression d'une incapacité de la société à être conforme à son idéal d'égalité des citoyens. Dans ces pays, un consensus a rapidement été trouvé pour accorder à toutes les couches de la société un système commun de protection sociale dont l'efficacité pour réduire de façon préventive la pauvreté a été maintes fois démontrée. Cette recherche de consensus est présente aussi bien dans le monde du travail que dans la vie associative en général[2], si bien que rien n'oppose l'État dans ses fonctions de régulation à la société civile tant cette dernière est appelée à y participer elle-même.

Une des caractéristiques de ces sociétés est que la pauvreté est nettement moins visible que dans les autres pays. Dans les enquêtes européennes sur la pauvreté, il est frappant de constater que le Danemark est toujours le pays de l'Union européenne où les personnes interrogées sont proportionnellement les moins nombreuses à reconnaître voir la pauvreté – et encore moins l'extrême pauvreté – autour d'eux. Les plus riches de ces pays se conforment-ils à cet idéal d'engagement solidaire au profit des pauvres et de toutes les couches sociales de la société ? Sont-ils également enclins à y mettre des limites ? Existe-t-il dans les grandes métropoles une frontière morale entre les quartiers de l'élite et les autres quartiers ? Les classes supérieures éprouvent-elles aussi à l'égard de certaines populations un sentiment de répulsion physique et, enfin, comment justifient-elles les inégalités et la pauvreté ? Autant d'énigmes qu'une future enquête pourrait résoudre.

De même, interroger ce que les riches pensent des pauvres aux États-Unis pourrait être un prolongement stimulant. Ce pays est proche du régime d'attachement volontariste, régulé par la prééminence du *lien de participation élective* sur les autres types de liens. Ce régime est fondé sur le principe selon lequel rien ne doit entraver la liberté d'association guidée par des choix affinitaires, qu'ils soient mus ou non par la recherche de l'intérêt individuel. Cette configuration entretient de ce fait une forte connivence avec le principe de la liberté d'entreprise, lequel est partagé par la grande majorité de la population, qui accepte d'autant plus facilement les règles du marché qu'elles sont conformes au désir jugé légitime d'enrichissement individuel. La pauvreté constitue l'envers de cet idéal. La culpabilisation des pauvres, dont on sait qu'elle est très courante aux États-Unis, constitue un facteur associé à ce régime. L'ascétisme protestant a fortement structuré les représentations à la fois de la réussite et de la pauvreté et celles-ci demeurent encore prégnantes aux États-Unis. Dans quelle mesure les classes supérieures qui vivent dans les quartiers auto-ségrégués des grandes métropoles de ce pays adoptent-elles des comportements discriminants à l'égard des pauvres ? Comment et jusqu'où s'exerce la solidarité vis-à-vis des déshérités à travers notamment

la philanthropie et l'engagement humanitaire qui sont particulièrement développés dans ce pays[3] ? Comment la culpabilisation des pauvres par les riches est-elle compensée par ces formes traditionnelles de solidarité volontariste ?

Le chantier que nous avons ouvert dans ce livre mérite ce type de prolongement. Étudier de façon comparative ce que les riches pensent des pauvres nous renseigne sur les principales formes de discrimination à l'œuvre dans les sociétés modernes, mais aussi sur les obstacles à la solidarité entre ces deux groupes sociaux que tout oppose en termes de niveau de vie. Dans sa première leçon donnée en 1888 à Bordeaux dans son cours de science sociale, É. Durkheim affirmait que la sociologie avait pour tâche principale de restaurer les idées de solidarité :

> C'est elle qui fera comprendre à l'individu ce que c'est que la société, comme elle le complète et combien il est peu de chose réduit à ses seules forces. Elle lui apprendra qu'il n'est pas un empire au sein d'un autre empire, mais l'organe d'un autre organisme, et lui montrera tout ce qu'il y a de beau à s'acquitter consciencieusement de son rôle d'organe. Elle lui fera sentir qu'il n'y a aucune diminution à être solidaire d'autrui et à en dépendre, à ne pas s'appartenir tout entier à soi-même. Sans doute ces idées ne deviendront vraiment efficaces que si elles se répandent dans les couches profondes de la population ; mais pour cela, il faut d'abord que nous les élaborions scientifiquement à l'université[4].

En dépit du cadre restreint de l'enquête que nous avons menée, peut-être avons-nous contribué, au moins indirectement, à ce projet du fondateur de la sociologie française en donnant à voir les écarts persistants entre cette réalité anthropologique de la solidarité dans les sociétés modernes et la conscience – limitée – que peuvent en avoir les plus riches.

ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

Le déroulement de l'enquête

L'enquête que nous avons réalisée soulève plusieurs questions d'ordre méthodologique. La première renvoie à la valeur que l'on peut attribuer aux discours recueillis auprès de catégories sociales supérieures. En effet, il est extrêmement difficile d'avoir accès au « texte caché » des puissants et ceux-ci, dans leurs discours, se contentent souvent de livrer un « texte public », qui permet de donner le change et d'offrir une certaine image d'eux-mêmes, notamment en ce qui concerne les représentations de la pauvreté[1]. Il y a donc toujours un risque que les discours recueillis soient marqués par la retenue. Cependant, si un discours n'est jamais objectif, il peut en revanche être objectivé. Le discours, tout subjectif qu'il soit, demeure le révélateur de structures objectives. C'est donc sur l'ambition de parvenir à objectiver des formes de discours mobilisées par les catégories sociales supérieures dans le cadre d'un entretien sociologique qu'a reposé notre travail de recherche.

Deuxièmement, « enquêter en milieu dominant » soulève de nombreuses difficultés qui ont été soulignées à plusieurs reprises par les sociologues[2]. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, par exemple, expliquent qu'ils ont toujours été accueillis avec politesse dans les familles très fortunées de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie française et avec l'affabilité des manières en dépit d'une certaine réserve – ou prudence – à leur égard, tout au moins dans les premiers contacts[3]. Cela dit, la relation d'enquête elle-même les plaçait d'emblée dans une position peu habituelle

dans laquelle ils n'étaient plus les seuls initiateurs des questions posées. Quand il enquête en milieu bourgeois ou aristocratique, le sociologue, lorsqu'il n'en est pas lui-même originaire, n'est pas seulement questionné, il peut aussi être manipulé. Il court en effet le risque de recueillir dans l'entretien des propos qui visent, au moins partiellement, à en détourner l'objectif. Ses interlocuteurs, passés maîtres dans l'art du discours, peuvent très vite se rendre compte de l'intérêt d'utiliser le cadre de l'entretien comme une tribune. Après tout, peuvent-ils se dire, pourquoi des sociologues qui écrivent des articles et des livres ne seraient-ils pas de bons relais de diffusion des problèmes particuliers, pratiques ou politiques, qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne ? La manipulation reste dans ce cas relative et le sociologue qui en a conscience peut essayer d'en tenir compte dans l'interprétation des matériaux recueillis, mais elle traduit néanmoins sa position inconfortable et ambiguë lorsqu'il est en relation avec les classes les plus supérieures.

Dans notre enquête, ces difficultés bien connues ont été parfois renforcées par la dimension internationale que nous avons souhaité donner à cette recherche. L'expérience et les réseaux accumulés par les membres de l'équipe sur les trois terrains retenus ont été particulièrement mobilisés, mais ils l'ont été de façon différente pour chacun d'entre eux. L'enquête proprement dite a été réalisée pour l'essentiel en 2012 et 2013. Sa mise en œuvre a impliqué l'expérimentation de différentes méthodes qu'il nous a fallu adapter à chaque site. Les opportunités dont nous avons pu bénéficier et les difficultés rencontrées sont variables d'une métropole à l'autre. C'est la raison pour laquelle il est important d'en rapporter les principaux éléments.

L'enquête à Paris

Le recrutement des interviewés pour l'enquête francilienne a été facilité par le fait que nous disposions de listes d'une soixantaine

d'habitants (dont plus d'une vingtaine appartenant à un ménage de classe supérieure) pour chacun des trois IRIS, situés respectivement dans le Ve arrondissement, dans le XVIe et à Ville-d'Avray, figurant dans la base SIRS[4]. Ces personnes, qui avaient déjà accepté par le passé de répondre à un long questionnaire de plusieurs heures, ont ainsi généralement pu être recontactées – d'abord *via* une lettre présentant la nouvelle recherche puis par téléphone – et nous ont accordé un entretien dans la majorité des cas. Dans le cadre de cette modalité de prise de contact, comme dans les autres phases de l'enquête, le fait que l'équipe se présentait comme rattachée à l'École normale supérieure et au CNRS, et comme opérant sous la direction d'un sociologue français réputé avec une forte présence médiatique a visiblement constitué un atout important. Le rattachement à l'ENS – qui attirait tout particulièrement l'attention de nos interviewés – a apparemment permis dans certains cas de compenser une certaine méfiance à l'égard des sciences sociales et de la sociologie, vues comme des disciplines intrinsèquement critiques et « de gauche ».

Par ailleurs, afin d'éviter d'inscrire d'emblée l'entretien dans un espace critique et d'entraîner une réception des questions comme autant d'injonctions de se justifier, nous n'avons pas initialement présenté le rapport aux pauvres et à la pauvreté comme l'objet principal de notre enquête, mais comme l'un des aspects de celui-ci, en expliquant aux futurs interviewés – lors du premier échange oral avec eux – que notre recherche portait sur « les modes de vie des classes moyennes et supérieures » de certains quartiers franciliens généralement considérés comme de « beaux quartiers » ou des « quartiers agréables », sur les spécificités que la comparaison avec d'autres grandes villes à travers le monde permettait de saisir, ainsi que sur les façons dont les habitants de ces quartiers voyaient les espaces et les populations moins favorisés. Par la suite, le jour de l'entretien, la grille mobilisée était bien sûr identique (à quelques détails près concernant les questions de caste en Inde ou les programmes d'aides sociales caractéristiques du Brésil) à celles utilisées à São Paulo et à Delhi. Certains interviewés furent parfois surpris de l'importance du temps consacré aux questions portant directement sur la pauvreté, mais cela ne

les amena jamais à nous reprocher d'avoir conduit un entretien sur un thème différent de celui annoncé initialement.

S'appuyer sur la base SIRS ne fut pas sans présenter quelques inconvénients. Le principal problème tenait au fait que, de par le caractère très chronophage de l'enquête SIRS (un questionnaire très détaillé demandant plusieurs heures pour être administré), les personnes très âgées, inactives et / ou vivant seules étaient surreprésentées sur les listes de répondants antérieurs ainsi constituées. Il nous a fallu corriger ce biais lors des recrutements complémentaires effectués dans le XVIe arrondissement pour arriver à un effectif de vingt entretiens, et même renoncer à une partie des contacts dont nous disposions dans le Ve afin de ne pas dépasser une proportion maximale d'un tiers (6 / 20) de retraités parmi les interviewés de chaque espace étudié. Par ailleurs, l'enquête SIRS ne portant que sur des IRIS des quatre départements centraux d'Île-de-France, il n'a pas été possible de mobiliser ses listes de contacts pour lancer l'enquête au Vésinet (qui se trouve dans les Yvelines). Les interviewés y ont été recrutés essentiellement *via* une prise de contact directe dans les espaces publics de la commune (dans les parcs, dans les rues, devant les commerces et à la sortie de la messe…) effectuée par le coordinateur de l'enquête francilienne. Cette approche, déjà expérimentée par le passé dans de nombreux autres espaces supérieurs des grandes villes européennes, permet d'obtenir un taux de réponses positives (*i.e.* une acceptation du principe de l'entretien et un échange de contacts) dans plus de trois quarts des cas – pour peu que l'on aborde les gens à des moments où ils ne sont visiblement pas trop pressés ou occupés et que l'on mobilise une hexis corporelle et vestimentaire ainsi que des scripts d'interaction adéquats. En outre, là aussi, les garanties institutionnelles liées à l'affiliation à l'ENS de Paris et au CNRS et le fait que les futurs interviewés pouvaient vérifier notre identité sur Internet semblent avoir joué un rôle non négligeable dans leur disponibilité à nous rencontrer : certains nous l'ont explicitement dit lorsque nous les recontactions pour prendre rendez-vous.

Il faut souligner que cette possibilité de recruter des interviewés en les abordant dans les espaces publics de leurs quartiers constitue en soi un

premier résultat de l'enquête ; en effet, cela aurait été très certainement impossible au Brésil et en Inde, du fait des normes d'urbanité différentes et / ou d'une plus grande méfiance à l'égard des inconnus dans une perspective sécuritaire. Par ailleurs, par contraste avec le déroulement de l'enquête à Delhi dans le cadre de laquelle les intervieweurs étaient perçus comme des étrangers (non indiens et ne résidant pas durablement dans la ville – ce qui avait aussi des avantages), nous avons bénéficié à Paris, comme à São Paulo, non seulement d'une connaissance antérieure des quartiers étudiés et de réseaux de contacts en leur sein, mais aussi d'une présence résidentielle personnelle, présente ou passée, dans certains d'entre eux. Le coordinateur de l'enquête parisienne habitait ainsi depuis plus de douze ans dans le Ve arrondissement et avait auparavant vécu deux ans dans le XVIe : dans les deux cas, pas très loin des IRIS dans lesquels débuta la recherche. L'une des quatre enquêtrices connaissait également assez bien le Ve arrondissement du fait que ses enfants y étaient scolarisés et, plus largement, plusieurs membres de l'équipe avaient dans leur carnet d'adresses – personnel ou universitaire – des résidents des espaces étudiés ou des connaissances communes permettant d'en contacter.

La répartition des tâches principales de la campagne d'entretiens s'est opérée comme suit : après plusieurs journées de préparation pour harmoniser au maximum l'utilisation de la grille d'entretien par les différents membres de l'équipe parisienne, les quatre-vingts entretiens franciliens ont été réalisés et transcrits par quatre enquêtrices travaillant chacune sur deux quartiers. Tous les entretiens ont ensuite été intégralement réécoutés, relus et dépouillés dans le cadre d'une première analyse par Bruno Cousin.

L'enquête à São Paulo

À São Paulo, une enquête dans les beaux quartiers ne va pas de soi. Le sentiment d'insécurité qui règne dans cette métropole conduit presque

inévitablement les catégories supérieures à se protéger en se maintenant en état d'alerte permanent face aux risques réels d'agressions, de cambriolages et même de rapts. Il est impossible dans ces conditions d'accéder au domicile de ces catégories sans bénéficier de nombreuses garanties et recommandations. Après avoir identifié les quatre quartiers de l'enquête, une première base de l'échantillon, composée d'une quarantaine de personnes, a été constituée à partir de contacts proches ou de connaissances plus éloignées au sein du réseau personnel et familial de Camila Giorgetti. Cette première liste a permis d'interviewer trente personnes, lesquelles, par effet boule de neige, ont rendu possible le recrutement de cinquante individus de plus pour atteindre l'objectif de vingt entretiens dans chaque quartier.

Les entretiens se sont déroulés chez les enquêtés et ont généralement duré entre une et deux heures. Comme Camila Giorgetti, les autres enquêteurs recrutés étaient âgés d'au moins trente ans et appartenaient plus ou moins à la même classe sociale que les sujets de l'enquête. Ce choix a été fait dans le but de donner plus de crédibilité à cette dernière. Les personnes interviewées devaient se sentir à l'aise pour aborder librement la question des modes de vie dans ces beaux quartiers et surtout le rapport aux pauvres et à la pauvreté. Les enquêteurs et enquêtrices ont également, de leur côté, pu mener ces entretiens sans avoir le sentiment d'être infériorisé(e)s.

Nous nous sommes heurtés à un obstacle majeur pendant la prise de contact avec la deuxième vague d'interviewés indiqués par les connaissances et amis. Il a fallu passer un temps considérable au téléphone avec ces personnes que nous ne connaissions pas et qui ont été contactées sur la recommandation d'autres. Il nous a fallu les convaincre que nous n'avions pas de mauvaises intentions et leur fournir des preuves qu'il s'agissait bien d'une enquête internationale et qu'ils n'encouraient aucun danger en nous accordant un entretien à leur domicile. Ils voulaient notamment s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'une tentative d'obtenir leur autorisation pour entrer dans l'immeuble afin de commettre ensuite un vol dans leur appartement (plusieurs vols dans des immeubles des classes

supérieures de São Paulo ayant été commis après une prise de contact téléphonique au cours de laquelle le voleur mentait sur ses intentions). Cependant, une fois ces garanties apportées, l'enquêteur était accueilli chaleureusement et l'entretien se passait agréablement.

Si la méthode d'échantillonnage par « boule de neige » présente, on le sait, un risque de biais, nous nous sommes toutefois efforcés de diversifier les entrées sur le terrain en mobilisant des personnes issues de milieux professionnels variés et qui ne se connaissaient pas. L'échantillon final comporte ainsi la diversité souhaitée en termes de sexe, d'âge et de situation sur le marché du travail.

L'enquête à Delhi

En Inde, on s'est appuyé prioritairement sur les ressources du Centre de sciences humaines à New Delhi. Le rattachement du CSH à l'ambassade de France offre notamment une légitimité institutionnelle souvent utile pour pénétrer le monde des élites. À ces ressources institutionnelles se sont ajoutés des liens plus informels, noués par Jules Naudet pendant sa thèse, avec des chefs d'entreprise, des membres de conseils de direction de grandes sociétés, des responsables d'organisations patronales et de chambres de commerce, ainsi qu'avec les services de l'IRS (Indian Revenue Service) à Bombay et dans le Gujarat, services en contact avec les élites économiques de ces deux régions qui figurent parmi les plus importants pôles économiques de l'Inde.

Les quartiers sélectionnés étant tous extrêmement fermés et composés de personnes appartenant, pour la plupart, aux 2 % les plus riches du pays, le recrutement des premiers interviewés n'a pas été une chose facile et a pris plusieurs semaines. Ne connaissant pas directement d'habitants de ces quartiers, nous avons dû nous en remettre à l'aide de dix collègues et amis qui nous ont présentés à des personnes qui y résidaient ou étaient susceptibles de nous fournir des contacts. Sur ces dix personnes, six étaient

elles-mêmes universitaires. L'effet boule de neige sur lequel nous comptions pour réaliser cette enquête aura mis près d'un mois pour s'enclencher, les premiers interviewés ne nous recommandant que très timidement à leurs contacts. Ce début un peu poussif était certainement dû à une approche initiale trop centrée sur l'entretien lui-même et n'accordant pas assez d'importance aux moments de sociabilité hors entretien, comme les dîners, les rencontres dans des clubs, les discussions. Nous avons vite compris que le succès de notre enquête serait lié à notre capacité à nous investir dans ces moments plus mondains et, grâce à cela, nous avons pu développer des liens plus forts avec certains de nos enquêtés. L'implication de quatre d'entre eux s'est révélée décisive pour la suite de notre enquête. L'un d'eux nous a ainsi permis de recruter indirectement vingt interviewés et un autre quinze. Ces « connecteurs » étaient tous dotés d'un très grand capital social, occupaient des positions dominantes (un cadre dirigeant d'une des plus grandes entreprises du pays, un ancien conseiller en communication de ministre, un fils de ministre et le président de l'association des résidents de Noida 15-A). Le recrutement des enquêtés s'est avéré particulièrement difficile à Chhattarpur, où l'interconnaissance est beaucoup plus faible que dans les trois autres quartiers du fait de la morphologie des lieux (les villas sont toutes très espacées les unes des autres) et du faible développement des associations de résidents, et où les habitants occupent généralement des positions extrêmement dominantes. Les quatre-vingts entretiens ont néanmoins été réalisés par les deux enquêteurs en trois mois, entièrement dédiés à cette recherche.

Le succès de l'enquête a été, selon nous, lié en grande partie au travail réflexif des deux enquêteurs sur leurs stratégies de présentation d'eux-mêmes. En effet, au sein de la grande bourgeoisie de l'une des villes les plus riches du monde, l'image de soi que l'enquêteur renvoie à ses enquêtés est décisive et les deux sociologues étaient conscients de la fragilité de leur position sur le terrain. Peu dotés économiquement au moment de l'enquête (l'un avait un statut de chercheur postdoctoral tandis que l'autre enchaînait les petits contrats en fin de thèse), ils n'avaient pas les moyens d'arborer les signes de distinction économique auxquels leurs

enquêtés étaient pourtant si attentifs. Soignant autant que possible leur apparence vestimentaire, ils ont donc surtout mis en avant leur lien institutionnel avec l'ambassade de France et le fait que leur bureau était situé sur la très prisée et très prestigieuse Aurangzeb Road, l'une des rues les plus chères du monde[5]. Cette stratégie de présentation de soi a été très efficace et, combinée au fait que les deux enquêteurs étaient blancs, elle a certainement contribué à gagner la confiance de nos interviewés.

Nous avons par ailleurs pu remarquer que la disponibilité des enquêtés était fonction à la fois de la personne qui nous avait recommandés (plus le lien était fort, plus l'interviewé semblait disposé à nous accorder du temps) et du statut professionnel de nos interviewés. Les personnes très prises par leur travail (chefs d'entreprise, avocats d'affaires, etc.) avaient souvent plus tendance à faire pression pour que l'entretien se termine assez rapidement, et plus particulièrement lorsqu'il avait lieu pendant leur journée de travail ou en dehors de leur domicile. À l'inverse, les femmes au foyer étaient souvent nettement plus disposées à prendre du temps pour répondre à nos questions. De même, les entretiens se déroulant en soirée ou le week-end étaient généralement plus détendus et il n'était pas rare qu'ils soient accompagnés de quelques verres d'alcool et de snacks. Ils étaient alors vécus comme offrant l'occasion d'un moment de convivialité et de détente. À quelques reprises, ils se transformèrent en « doubles entretiens » avec les deux conjoints répondant alternativement aux questions, ce qui offrit d'ailleurs l'occasion aux enquêteurs de relances fructueuses basées sur la disjonction des deux points de vue.

Nous avons systématiquement dissimulé aux interviewés le fait que notre enquête portait sur la pauvreté vue des beaux quartiers de Delhi. Nous insistions au contraire sur la dimension comparative de notre recherche, en expliquant que nous nous intéressions aux modes de vie des personnes vivant dans les quartiers des classes supérieures de trois mégalopoles très contrastées. Nous annoncions des questions sur la sécurité, sur les déplacements dans la ville, sur les avantages et désavantages de leur quartier, etc. Présentée ainsi, notre recherche trouvait une légitimité évidente aux yeux de nos enquêtés pour qui ces questions

font partie de leurs soucis quotidiens. Notre guide d'entretien étant construit de telle manière que les questions portant directement sur la pauvreté n'arrivent que dans la dernière partie. Celles-ci n'apparaissaient alors nullement gênantes tant nos interviewés avaient déjà spontanément abordé le sujet. Nos questions sur leur rapport aux pauvres intervenaient donc comme le prolongement naturel de ce qu'ils vivaient comme une discussion. Leur caractère direct les surprenait certes parfois, mais il semble que beaucoup l'attribuaient davantage à notre étonnement d'Occidentaux qu'à notre volonté de réaliser une sociologie critique et engagée.

Par ailleurs, il est intéressant de noter ici que, dans les échanges de fin d'entretien, les enquêtés exprimaient très rarement le souci de savoir s'ils avaient « bien répondu » ou si leurs réponses nous avaient été utiles. Leurs questions étaient finalement peu auto-centrées et ils faisaient plutôt preuve d'une grande curiosité envers les premiers résultats de l'enquête, cherchant régulièrement à savoir comment leur quartier se situait dans le paysage de Delhi. Conscients d'habiter dans l'un des « meilleurs » quartiers de la ville, ils souhaitaient ainsi évaluer plus précisément ses avantages comparativement aux trois autres que nous avions retenus. Certains profitaient même de ce moment post-entretien pour essayer de nous convaincre que leur quartier était vraiment le meilleur des quatre sur lesquels nous travaillions.

*

Les différences d'accès au terrain et les difficultés spécifiques dans chaque métropole pour contacter les participants constituent-elles un problème majeur pour la comparaison ? Elles l'auraient certainement été si notre travail reposait principalement sur une approche ethnographique, dans le but d'analyser les interactions réelles (situées) entre les riches et les pauvres. En effet, dans le cas de l'observation participante, une différence d'accès au terrain signifie avant tout, au moins à court terme, une différence dans l'accès à différents types de situations observables. Si l'interaction entre enquêteurs et enquêtés varie d'un site à l'autre, les

conditions de la relation d'enquête et la perception réciproque de ce qui est attendu dans l'échange ne seront pas les mêmes, ce qui constitue évidemment un biais méthodologique. Ce dernier biais existe également lors de la collecte d'entretiens approfondis, mais il peut être partiellement compensé par une utilisation cohérente du guide d'entretien pour sonder systématiquement chaque cas de la même manière[6]. Puisque l'objectif n'est pas de décrire des pratiques, mais de décrypter des registres argumentatifs, les conditions différentes dans lesquelles nous avons accédé au terrain ne constituent pas un obstacle épistémologique majeur et les difficultés singulières que nous avons pu rencontrer ici ou là dans la relation d'enquête nous ont paru surmontables.

En revanche, la qualité des entretiens recueillis est fortement dépendante de l'attitude de l'enquêteur face à la personne interviewée et de sa capacité à mettre son interlocuteur en confiance. Des risques d'erreur existent dans la façon d'introduire les questions ou de relancer l'entretien, mais aussi d'interpréter les matériaux collectés. Conscients de ces difficultés, nous n'avons pas considéré les propos tenus par les interviewés comme l'expression directe et spontanée de leurs actes ou des motifs effectifs qui les conduisent à agir de telle ou telle manière. Nous avons plutôt essayé de comprendre en général (c'est-à-dire dans de nombreuses situations presque impossibles à appréhender par l'observation participante) comment les classes supérieures les plus ségréguées considèrent les pauvres, établissent ou non une frontière morale vis-à-vis d'eux et justifient l'ordre social de la structure de classe et l'ordre socio-spatial de la ville. C'est évidemment une approche qui repose sur un cadre expérimental (les entretiens) qui est artificiel ou du moins très particulier. Dans leur quotidien ordinaire, les personnes interviewées n'ont pas à rendre compte de leurs pratiques, à exposer leurs opinions et à développer une introspection réflexive sur la pauvreté devant une personne qui leur est étrangère. Mais, comme l'a montré la sociologie culturelle, cette approche est toujours l'un des meilleurs moyens d'identifier les processus de création de sens (préexistants), surtout si nous voulons également enquêter

de façon approfondie sur les mécanismes de leur diffusion au sein d’une population relativement importante.

Liste des interviewés

Entretiens réalisés à Paris

Dans le V^E arrondissement de Paris

1. Anne-Laure, F, 66 ans, baccalauréat, femme au foyer, conjoint chef d'entreprise, père chef d'entreprise et mère sans profession, locataire, dans le quartier depuis 13-14 ans.

2. Jeanne, F, 73 ans, célibataire, études de médecine et diplôme d'infirmière et de kinésithérapie, médecin spécialiste (retraitée), père ingénieur de l'École polytechnique, mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 12 ans.

3. Maurice, H, 63 ans, célibataire, doctorat, chercheur universitaire, père commerçant et mère dentiste, propriétaire, dans le quartier depuis 28 ans.

4. Marie-Giselle, F, 72 ans, divorcée, bac + 5, psychologue (retraitée), père officier et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 27 ans.

5. Philippe, H, 80 ans, docteur en physique et mathématique, chercheur en physique (retraité), conjointe psychologue à la retraite, père ouvrier métallurgiste et mère ouvrière puis conseillère municipale, propriétaire, dans le quartier depuis 53 ans.

6. Agnès, F, 47 ans, bac + 11 (études de médecine), chef de service hospitalier, conjoint cadre d'entreprise, père ingénieur de l'École polytechnique et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 6 ans.

7. David, H, 40 ans, doctorat de physique, chercheur en physique au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), conjointe médecin biologiste et *scientist manager*, père médecin et mère sans emploi salarié (artiste-peintre), propriétaire, habite dans le quartier depuis sa naissance.

8. Julien, H, 32 ans, bac + 5, chef d'entreprise, conjoint d'Elsa (ci-dessous), père ingénieur-géomètre à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), mère professeure d'anglais, locataire, dans le quartier depuis 1 an et demi.

Elsa, F, 40 ans, bac + 5, cadre commercial dans le prêt-à-porter, conjointe de Julien (ci-dessus), père directeur commercial et mère secrétaire dans un cabinet d'expertise, locataire, dans le quartier depuis 1 an et demi.

9. Joseph, H, 78 ans, BEPC puis BTS en suivant des cours du soir, cadre à la Banque de France, conjointe pharmacienne, père mécanicien de précision et mère couturière, propriétaire, dans le quartier depuis 44 ans.

10. Rachel, F, 68 ans, licence de lettres, chercheuse en urbanisme et aménagement, conjoint magistrat à la retraite, père ingénieur et mère ayant exercé diverses professions, notamment dans l'édition, propriétaire, dans le quartier depuis 19 ans.

11. André, H, 78 ans, veuf, Institut polytechnique de Grenoble, ingénieur électronicien (retraité), père comptable et mère secrétaire, propriétaire, dans le quartier depuis 45 ans.

12. Marc, H, 69 ans, HEC, cadre financier dans l'agro-alimentaire, conjointe documentaliste (et précédemment enseignante d'histoire-géographie), père ingénieur et chef d'entreprise, mère travaillait dans l'entreprise familiale, propriétaire, dans le quartier depuis 21 ans.

13. Françoise, F, 72 ans, divorcée, bac + 2 en droit, podologue (retraitée), conjoint professeur des universités, père pharmacien et mère sans profession, locataire, dans le quartier depuis 45 ans.

14. Jean, H, 54 ans, célibataire, École nationale des ponts et chaussées, ingénieur général, père actuaire et mère secrétaire, propriétaire, dans le quartier depuis 13 ans.

15. Brigitte, F, 33 ans, baccalauréat ES, femme au foyer, conjoint éditeur de revues professionnelles, père et mère restaurateurs, locataire, dans le quartier depuis 13 ans.

16. Irène, F, 36 ans, bac + 5, Sciences Po Paris et DES en Suisse, chargée de mission dans une ONG, conjoint photographe, père traducteur-interprète et mère enseignante d'anglais, habite un logement dont ses parents sont propriétaires, dans le quartier depuis 8 ans.

17. Nathalie, F, 45 ans, classes préparatoires aux grandes écoles littéraires et bac + 5 en lettres modernes, éditrice et auteure pour la jeunesse, conjoint directeur artistique dans l'édition, père ingénieur et mère sans profession, propriétaire.

18. Arnaud, H, 41 ans, célibataire, quatre diplômes de niveau bac + 5 (en histoire, en philosophie, en ressources humaines et le diplôme de l'ESSEC), chasseur de têtes, père contrôleur de gestion et mère assistante, propriétaire.

19. Michaël, H, 34 ans, Deug de latin et grec, consultant et restaurateur, conjointe enseignante d'espagnol, père directeur commercial dans une grande entreprise puis mandataire-liquidateur, mère mandataire-liquidateur, copropriétaire, dans le quartier depuis 16 ans.

20. Christophe, H, 53 ans, baccalauréat professionnel en informatique, gestionnaire de patrimoine, conjointe sans profession (auparavant styliste-maquettiste), père ingénieur commercial et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 31 ans.

Dans le XVIe arrondissement de Paris

21. Daniel, H, 62 ans, maîtrise d'informatique et certificat d'aptitude à l'administration des entreprises (CAAE) à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Grenoble, ingénieur informatique (retraité), conjointe

sans profession, père exploitant agricole et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 34 ans.

22. Jean-Charles, H, 65 ans, DES de droit des affaires, directeur d'opérations urbaines (retraité), conjointe inspectrice des impôts, père agent immobilier et mère sans-profession, propriétaire, dans le quartier depuis 27 ans.

23. Marie, F, 40 ans, DEA de biologie, enseignante dans le secondaire, conjoint directeur commercial, père et mère enseignants, propriétaire, dans le quartier depuis 15 ans.

24. Ahmad, H, 48 ans, doctorat de technologie, directeur de production dans une entreprise de télécommunications, conjointe évaluatrice en parfumerie, père agriculteur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 10 ans.

25. Gabrielle, F, 69 ans, Deug à l'Institut national des techniques, sans profession, conjoint banquier (retraité), père ingénieur et juriste, mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 14 ans.

26. Sann, H, 64 ans, maîtrise de gestion à l'université de Paris-Dauphine, cadre du secteur bancaire (retraité), conjointe sans profession, père haut fonctionnaire étranger et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 13 ans.

27. Muriel, F, 51 ans, doctorat de biologie, journaliste, conjoint médecin-dentiste, père astronome et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 10 ans.

28. Denis, H, 58 ans, divorcé, études de droit, avocat, père banquier et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 46 ans.

29. Régis, H, 59 ans, bac + 7 (études d'expertise comptable), cadre dirigeant d'une plateforme Internet, conjointe cadre dans la banque, père ingénieur chimiste et mère au foyer, locataire, dans le quartier depuis 16 ans.

30. Lydia, F, 20 ans, célibataire, étudiante, père cadre commercial et mère avocate, vit chez ses parents, dans le quartier depuis 9 ans.

31. Jacques, H, 80 ans, veuf, École des hautes études d'ingénierie (EHEI) et école de journalisme, journaliste (à la retraite), père

fonctionnaire et mère sans profession, locataire, dans le quartier depuis 7 ans.

32. Georges, H, 80 ans, École des mines de Saint-Étienne, consultant (à la retraite), conjointe sans profession, père responsable d'exploitation d'une PME, mère ouvrière, locataire, dans le quartier depuis 45 ans.

33. Clément, H, 35 ans, école d'ingénieur, ingénieur commercial, conjointe ingénieur commercial, père enseignant-chercheur et mère ingénieure, propriétaire, locataire dans le quartier pendant 3 ans de 2007 à 2010.

34. Hélène, F, 64 ans, ICART (école de management de la culture et du marché de l'art) et École du Louvre, sans profession, mari cadre (à la retraite), père administrateur de sociétés, mère avocate, propriétaire, dans le quartier depuis 26 ans.

35. Guy, H, 62 ans, BTS, cadre technique chez Air France (à la retraite), conjointe médecin, père policier et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 13 ans.

36. Michelle, F, 61 ans, Sciences Po Paris, master de relations internationales aux États-Unis et diplôme d'études comptables et financières (DECF), assistante de direction dans une galerie, conjoint agriculteur (auparavant cadre dirigeant d'entreprise), propriétaire, dans le quartier depuis 20 ans.

37. Annick, F, 64 ans, divorcée, baccalauréat, cadre commercial d'entreprise (à la retraite), père négociant en céréales et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 10 ans (mais y avait déjà habité auparavant).

38. Claire, F, 44 ans, célibataire, DEA de droit, avocate, père ingénieur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 2005.

39. Marion, F, 26 ans, bac + 5 (classes préparatoires puis formation interne chez Air France), pilote de ligne, compagnon pilote de ligne (mais ne réside pas dans le même appartement qu'elle), père pilote de ligne et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis moins d'un an.

40. Audrey, F, 33 ans, magistère en gestion et master en gestion et systèmes d'information, contrôleuse de gestion, conjoint contrôleur de

gestion, père cadre dans l'assurance (à la retraite) et mère commerçante, propriétaire, dans le quartier depuis 1 an.

À Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

41. Caroline, F, 52 ans, master en expertise comptable, comptable, conjoint expert-comptable, père ingénieur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 22 ans.

42. François, H, 90 ans, École centrale de Paris, directeur des ressources humaines (à la retraite), conjointe enseignante (à la retraite), père chef d'entreprise et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 48 ans.

43. Claude, H, 39 ans, célibataire, DUT en communication, documentaliste, père agriculteur et mère institutrice, locataire, dans le quartier depuis 3 ans.

44. Aurore, F, 36 ans, DUT en communication, cadre commercial, conjoint ingénieur, père ouvrier et mère agent de service, propriétaire, dans le quartier depuis 2 ans et demi.

45. Laure, F, 84 ans, veuve, École technique ENS, enseignante dans le secondaire (à la retraite), père agriculteur et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 41 ans.

46. Denise, F, 83 ans, célibataire, bac + 2, traductrice (à la retraite), père ingénieur SNCF et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 15 ans.

47. Alexandra, F, 45 ans, école de commerce (CESEM), directrice des ressources humaines dans une grande entreprise, conjoint cadre commercial d'entreprise, père cadre des PTT et mère institutrice, locataire, dans le quartier depuis 15 ans.

48. Jean-Michel, H, 67 ans, Institut national agronomique et master à l'Université Cornell (États-Unis), cadre technique supérieur d'entreprise (à la retraite), conjointe documentaliste, père cadre dirigeant et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 35 ans.

49. Patrick, H, 49 ans, École centrale de Paris, cadre dirigeant d’entreprise, conjointe musicienne et enseignante de musique, père cadre d’entreprise et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 15 ans.

50. Isabelle, F, 65 ans, baccalauréat, cadre supérieure d’entreprise, divorcée, père musicien et mère danseuse, propriétaire, dans le quartier depuis 38 ans.

51. Geneviève, F, 85 ans, baccalauréat, conservatrice de bibliothèque, célibataire, père cadre supérieur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 83 ans.

52. Sophie, F, 47 ans, DESS en marketing, sans profession, conjoint chirurgien, père cadre commercial d’entreprise et mère pharmacienne, propriétaire, dans le quartier depuis 22 ans.

53. Laurent, H, 48 ans, DEA et DESS, cadre commercial d’entreprise, conjointe cadre d’entreprise, père dentiste et mère enseignante, propriétaire, dans le quartier depuis 12 ans.

54. Laurence, F, 48 ans, doctorat, responsable de la communication au CEA, conjoint consultant, père ingénieur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 15 ans.

55. Marie-Caroline, F, 57 ans, doctorat, artiste-peintre, conjoint avocat, père notaire et mère chercheuse dans le privé, propriétaire, dans le quartier depuis 21 ans.

56. Florence, F, 54 ans, divorcée, Sciences Po Paris et maîtrise, traductrice, père chef d’entreprise et mère employée dans l’entreprise familiale, propriétaire, dans le quartier depuis 26 ans.

57. Alain, H, 72 ans, école d’ingénieur puis IAE, ingénieur dans de grandes entreprises pétrolières (à la retraite), conjointe photographe, père diplomate et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 39 ans.

58. Sylvie, F, 48 ans, BTS informatique puis un an de spécialisation, cadre technique, conjoint cadre technique, père militaire et mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis 18 ans.

59. Monique, F, 72 ans, école de commerce, femme au foyer (à la retraite), séparée, père pharmacien et mère biologiste-chimiste, locataire,

dans le quartier depuis 22 ans.

60. Olivier, H, 50 ans, école d'ingénieur, consultant indépendant, conjointe ingénieur en promotion immobilière, père ingénieur et mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis 20 ans.

Au Vésinet (Yvelines)

61. Geoffroy, H, 32 ans, bac + 6, architecte et ingénieur de travaux dans une grande entreprise, conjointe médecin, père ingénieur et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 1 an.

62. Jean-Luc, H, 58 ans, école d'ingénieur, cadre commercial d'entreprise, conjointe ingénieure d'achat, père agriculteur puis chauffeur routier et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 35 ans.

63. Vincent, H, 38 ans, École polytechnique et École nationale des ponts et chaussées, ingénieur dans une grande entreprise, conjointe enseignante, père ingénieur et mère enseignante, propriétaire, dans le quartier depuis 7 ans.

64. Philippe, H, 54 ans, bac + 8, expert-comptable indépendant, conjointe auto-entrepreneuse (travaille parfois pour son mari), père ingénieur géologue et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 18 ans.

65. Carole, F, 49 ans, bac + 5, avocate, conjoint avocat, père cadre commercial et mère secrétaire, propriétaire, dans le quartier depuis 9 ans.

66. Sabine, F, 46 ans, diplôme d'ingénieur et master, cadre d'entreprise, conjoint cadre supérieur dans la banque, père cadre supérieur d'entreprise et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 11 ans.

67. Pierre, H, 50 ans, école de commerce (bac + 4), cadre financier d'entreprise, conjointe cadre financier d'entreprise, père cadre financier et mère enseignante d'anglais, propriétaire, dans le quartier depuis 2 ans.

68. Martine, F, 47 ans, bac + 2 (école d'étalagiste), décoratrice (à son compte), conjoint avocat, père et mère commerçants, propriétaire, dans le

quartier depuis 3 ans.

69. Roland, H, 62 ans, pharmacien (à son compte), conjoint de Michèle (ci-dessous), père militaire et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 22 ans.

Michèle, F, 61 ans, doctorat en médecine dentaire, travaille avec son mari (était dentiste auparavant), conjointe de Roland (ci-dessus), père cadre supérieur dans l'industrie et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 22 ans.

70. Alain, H, 63 ans, Institut d'études politiques de Lyon, cadre supérieur dans une entreprise de transports, conjoint d'Anne (ci-dessous), père ingénieur et mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis 55 ans.

Anne, F, 61 ans, sans profession, conjointe d'Alain (ci-dessus), père VRP et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 36 ans.

71. Louis, H, 53 ans, Sciences Po Paris, cadre supérieur dans le luxe, conjoint d'Alix (ci-dessous), père ingénieur, mère pharmacienne d'officine, propriétaire, dans le quartier depuis 16 ans.

Alix, F, 49 ans, propriétaire et exploitante agricole (propriétaire), conjointe de Louis (ci-dessus), parents propriétaires-exploitants agricoles, propriétaire, dans le quartier depuis 16 ans.

72. Albert, H, 59 ans, bac + 5, avocat international, conjointe cadre dans la banque, père médecin militaire et mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis sa naissance.

73. Raymond, H, 56 ans, école hôtelière (niveau bac), cadre dans le *family office* d'un riche étranger, conjointe infirmière, père représentant de commerce et mère secrétaire, propriétaire.

74. Delphine, F, 56 ans, baccalauréat professionnel, assistante de direction, conjoint cadre technique (en recherche d'emploi), père ingénieur dans l'industrie et mère sans profession, propriétaire.

75. Stéphanie, F, 39 ans, bac + 3 (études de commerce), consultante, conjoint cadre supérieur commercial, père dessinateur industriel et mère médecin hospitalier, locataire.

76. Ludovic, H, 35 ans, DESS études juridiques et École du barreau, avocat d'affaires, conjointe fiscaliste, père directeur financier et mère agent commercial pour une compagnie aérienne, propriétaire, dans le quartier depuis 6 ans.

77. Éric, H, 57 ans, doctorat en biomécanique, ingénieur dans les télécommunications, conjointe cadre technique d'entreprise, père maçon et mère sans profession, propriétaire, dans le quartier depuis 6 ans.

78. Jean-Pierre, H, 51 ans, divorcé, baccalauréat, journaliste, père agent immobilier et mère coiffeuse, locataire, dans le quartier depuis quelques mois.

79. Yann, H, 33 ans, bac + 5 logistique et transports, cadre dans la grande distribution, conjointe clerc de commissaire-priseur, père directeur financier et mère sans profession, locataire.

80. Erwan, H, 25 ans, célibataire, master en informatique, ingénieur-conseil, père cadre à La Poste et mère ouvrière, locataire.

Jason, H, 25 ans, bac + 3 en informatique, responsable de projet et chargé d'affaires, conjointe assistante de direction, père postier et mère ouvrière, locataire.

Entretiens réalisés à São Paulo[1]

Dans le quartier d'Higienópolis

81. Antonieta, F, 70 ans, historienne retraitée, conjoint médecin, parents couturiers, dans le quartier depuis 12 ans.

82. Leandro, H, 52 ans, architecte, célibataire, père médecin et mère au foyer, dans le quartier depuis 10 ans.

83. Leonardo, H, 54 ans, directeur de création, conjointe productrice audiovisuelle, père publicitaire / journaliste et mère enseignante, dans le quartier depuis 25 ans.

84. Ricardo, H, 45 ans, gérant marketing, célibataire, père petit entrepreneur et mère au foyer, dans le quartier depuis 7 ans.

85. Bruna, F, 56 ans, enseignante à l'Université, conjoint avocat, père comptable et mère au foyer, habite à la frontière avec Pacaembu depuis 12 ans.

86. Simone, F, 73 ans, enseignante dans une école publique, veuve d'un procureur de l'État de São Paulo, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 37 ans.

87. Julia, F, 37 ans, productrice de cinéma, célibataire, parents sociologues, a toujours habité le quartier (sauf pendant une période de 10 ans où elle est partie à l'étranger faire des études).

88. Luísa, F, 51 ans, procureure, célibataire, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 9 ans et demi.

89. Andréia, F, 64 ans, psychologue, conjoint designer, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 19 ans.

90. Daniela, F, 52 ans, peintre, séparée, père fermier et mère au foyer, dans le quartier depuis 16 ans.

91. Gabriela, F, 67 ans, secrétaire bilingue retraitée, conjoint colonel entrepreneur, père ingénieur et mère artiste-peintre, a toujours habité le quartier.

92. Carlos Augusto, H, 62 ans, commerçant, conjointe commerçante, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 30 ans.

93. Carla, F, 51 ans, avocate, conjoint ingénieur, père avocat et mère au foyer, dans le quartier depuis 22 ans.

94. Tatiana, F, 56 ans, professeure particulière d'anglais, conjoint ingénieur / musicien, père avocat et mère éducatrice sanitaire, dans le quartier depuis 8 ans.

95. Heitor, H, 75 ans, avocat, conjointe actuellement invalide, père tailleur et mère au foyer, habite le quartier depuis 42 ans et travaille dans le centre-ville depuis 30 ans.

96. Luana, F, 65 ans, consultante en projets culturels, conjoint architecte / enseignant, père petit industriel qui se faisait aider par sa femme, dans le quartier depuis 47 ans.

97. Ugo, H, 67 ans, enseignant / professeur, conjointe consultante en projets culturels, parents enseignants, dans le quartier depuis 47 ans.

98. Pedro, H, 71 ans journaliste, conjointe au foyer, parents enseignants, dans le quartier depuis 40 ans.

99. Manuela, F, 55 ans, peintre, conjoint sociologue, père médecin et mère enseignante en histoire, dans le quartier depuis 26 ans.

100. Marcela, F, 58 ans, professeure particulière d'anglais, conjoint juge, père petit entrepreneur et mère au foyer, dans le quartier depuis 17 ans.

101. Rodrigo, H, 41 ans, photographe, séparé, père philosophe et mère comédienne, a toujours habité le quartier Pacaembu, à l'exception des années où il a vécu à l'étranger.

Dans le quartier des Jardins

102. Thiago, H, 44 ans, publicitaire, conjointe avocate, père gérant d'entreprise et mère au foyer, habite Jardim Paulistano depuis 16 ans (il habitait auparavant Jardim Europa avec ses parents).

103. Vinicius, H, 40 ans, publicitaire, célibataire, père concierge d'immeuble et mère vendeuse, habite Jardim Paulistano depuis 4 ans.

104. Luca, H, 34 ans, ingénieur, célibataire, père notaire et mère directrice pédagogique, a toujours habité Jardim Paulistano.

105. Raquel, F, 62 ans, retraitée, conjoint économiste / propriétaire d'une agence de voyages, père commerçant et mère au foyer, a toujours habité Jardim Paulistano.

106. Paulo Henrique, H, 38 ans, ingénieur, conjointe médecin, père ingénieur chimiste et mère enseignante nutritionniste, habite son appartement de Jardim Paulistano depuis 6 ans.

107. Luis Roberto, H, 38 ans, entrepreneur, conjointe entrepreneure, père retraité et mère entrepreneure et peintre, a toujours habité le quartier.

108. Marina, F, 40 ans, designer, conjoint directeur de M & A, père ouvrier métallurgiste et mère professeure, dans le quartier depuis 10 ans.

109. Natália, F, 37 ans, dermatologue, conjoint ingénieur, parents employés de banque, dans le quartier depuis 6 ans.

110. Viviane, F, 55 ans, professeure particulière d'anglais, conjoint procureur de justice, père directeur d'école et mère enseignante, dans le quartier depuis 18 ans.

111. Palôma, F, 71 ans, architecte retraitée, veuve d'un ingénieur, père brigadier de l'aéronautique et mère comptable, habite Jardim Paulistano depuis 10 ans.

112. Renato, H, 71 ans, gérant d'entreprise retraité, conjointe avocate, père gérant d'entreprise et mère au foyer, habite Jardim Paulistano depuis 40 ans.

113. Thaís, F, 67 ans, procureure de l'État retraitée, conjoint professeur d'université, père commerçant et mère pharmacienne, habite son appartement dans le quartier depuis 25 ans.

114. Isabela, F, 74 ans, psychologue retraitée, divorcée d'un médecin, père commissaire de police et mère au foyer, habite Jardim Paulistano depuis 30 ans.

115. Maíra, F, 52 ans, procureure de justice, père procureur de justice et mère professeure, habite Jardim Europa depuis 15 ans.

116. Laura, F, 70 ans, professeure / philosophe, conjoint avocat, père avocat et entrepreneur et mère au foyer.

117. Cassia, F, 69 ans, pédagogue retraitée, veuve, père fonctionnaire et mère enseignante, habite Jardim América depuis 3 ans (elle habitait auparavant Porto Alegre).

118. Hettore, H, 78 ans, consultant en marketing politique, conjointe enseignante, père militaire et mère au foyer, habite Jardim América depuis 36 ans (il habitait auparavant Pacaembu).

119. Carolina, F, 74 ans, avocate retraitée spécialisée en marketing environnemental, veuve d'un avocat, père avocat et mère au foyer, habite Jardim América depuis 43 ans.

120. Augusta, F, 41 ans, avocate, conjoint médecin, parents comptables, née à Jardim Paulistano, elle est revenue depuis 6 ans s'y installer avec sa famille après avoir habité Itaim.

121. Eulália, F, 71 ans, pédagogue / peintre retraitée, célibataire, père policier civil et mère au foyer, habite Jardim América depuis 12 ans et demi (elle a habité pendant 30 ans à Mooca, quartier traditionnel de São Paulo).

122. Beatriz, F, 56 ans, enseignante, célibataire, père chirurgien et mère pédagogue, elle a toujours habité dans une maison à Jardim América.

123. Artur, H, 66 ans, cinéaste, conjointe décoratrice / *hostess*, père cinéaste et mère au foyer, habite Jardim Europa depuis 54 ans.

Dans le quartier de Morumbi

124. Fabíola, F, 59 ans, entrepreneure, conjoint avocat entrepreneur, père industriel et mère au foyer, dans le quartier depuis 40 ans.

125. Sofia, F, 55 ans, économiste / designer, conjoint agent immobilier, père économiste et mère au foyer, dans le quartier depuis 25 ans.

126. Geórgia, F, 47 ans, professeure d'éducation physique, conjoint ingénieur, père dessinateur technique et mère assistante sociale, dans le quartier depuis 15 ans.

127. Fabiana, F, 37 ans, formée en phono-audiologie, conjoint consultant en ressources humaines, père ingénieur et mère enseignante, dans le quartier depuis 6 ans.

128. Maria Eduarda, F, 47 ans, ingénieure, conjoint architecte, père ingénieur et mère au foyer, dans le quartier depuis dix ans.

129. Juliana, F, 58 ans, commerçante (vêtements), conjoint architecte, père industriel et mère au foyer, dans le quartier depuis 40 ans.

130. Ana Julia, F, 33 ans, femme au foyer, conjoint ingénieur mécanique, père industriel et mère commerçante (vêtements), a toujours habité le quartier à l'exception de deux ans où elle a habité avec son conjoint et ses enfants à Curitiba.

131. Luís Felipe, H, 39 ans, ingénieur agronome, conjointe entrepreneure, père décédé et mère enseignante, dans le quartier depuis 10 ans.

132. Danilo, H, 39 ans, gérant d’entreprises (il n’a jamais exercé sa profession), conjointe commerçante, père ingénieur et mère au foyer, après son mariage, il y a dix mois, il a choisi d’habiter Morumbi (auparavant, et à l’exception des années où il a vécu en Belgique avec ses parents, il a toujours habité Higienópolis).

133. Jorge, H, 74 ans, ingénieur civil retraité, veuf d’une pédagogue, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 6 ans.

134. Rafaela, F, 51 ans, procureure de l’État, conjoint notaire, père fonctionnaire de la compagnie nationale d’électricité et mère infirmière, dans le quartier depuis 22 ans.

135. Júlio, H, 67 ans, notaire, conjointe procureure de l’État, père avocat et mère au foyer, dans le quartier depuis 22 ans.

136. Caio, H, 47 ans, publicitaire, conjointe publicitaire, père conducteur et mère au foyer, dans le quartier depuis 15 ans.

137. Carina, F, 39 ans, architecte, conjoint publicitaire, père ingénieur et mère au foyer, dans le quartier depuis 25 ans (auparavant, elle habitait Higienópolis).

138. Michele, F, 37 ans, avocate, conjoint avocat, parents entrepreneurs, dans le quartier depuis 3 ans.

139. Francisco, H, 29 ans, troisième cycle en marketing, journaliste, célibataire, père économiste et mère avocate, dans le quartier depuis 21 ans.

140. Fernando, H, 29 ans, troisième cycle en droit de sociétés, avocat, célibataire, parents architectes, dans le quartier depuis 21 ans.

141. Maria Eugênia, F, 44 ans, troisième cycle en gestion et hôtellerie, conjoint ingénieur civil, père journaliste et mère au foyer, dans le quartier depuis 25 ans.

142. Isadora, F, 63 ans, a travaillé comme gérante de plusieurs écoles de ballet, conjoint publicitaire, père ingénieur et mère secrétaire (celle-ci n’a jamais exercé sa profession), dans le quartier depuis 40 ans.

143. Yone, F, 58 ans, professeure d’éducation physique, conjoint entrepreneur, père industriel et mère au foyer, dans le quartier depuis 16 ans.

Dans le quartier d'Alphaville

144. Laís, F, 54 ans, nutritionniste, aujourd'hui femme au foyer, conjoint ingénieur mécanique, père industriel et mère au foyer, dans le quartier depuis 20 ans.

145. Larissa, F, 46 ans, chargée de relations publiques, conjoint gérant d'entreprise, père comptable et mère au foyer, dans le quartier depuis 6 ans.

146. Letícia, F, 57 ans, femme au foyer, divorcée, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 18 ans.

147. Maitê, F, 57 ans, architecte, conjoint juge, père médecin et mère biologiste, dans le quartier depuis 19 ans.

148. Naomi, F, 63 ans, procureure de l'État à la retraite, divorcée, père avocat et mère au foyer, dans le quartier depuis 22 ans.

149. Cléo, F, 39 ans, artiste visuelle, conjoint ingénieur mécanique, père gérant d'entreprise, dans le quartier depuis 3 ans.

150. Fabrício, H, 41 ans, avocat, conjointe médecin, père économiste et mère au foyer, dans le quartier depuis 10 ans.

151. Marcos, H, 72 ans, directeur de photographie, divorcé d'une publicitaire, père greffier et mère au foyer, dans le quartier depuis 30 ans.

152. Ursula, F, 61 ans, pharmacienne, séparée, père pharmacien et mère au foyer, dans le quartier depuis 22 ans.

153. Elisabete, F, 51 ans, phono-audiologue, conjoint entrepreneur, père industriel et mère comptable, dans le quartier depuis 15 ans.

154. Lígia, F, 62 ans, professeure à la retraite, conjoint analyste système, elle n'a pas voulu indiquer la profession de ses parents, dans le quartier depuis 11 ans et demi.

155. Rebeca, F, 56 ans, secrétaire exécutif, séparée d'un directeur d'une entreprise multinationale, père aéronaute et mère enseignante, dans le quartier depuis 19 ans.

156. Olivia, F, 64 ans, gestion clinique, conjoint médecin, père caféiculteur et mère couturière, dans le quartier depuis 10 ans.

157. Diego, H, 61 ans, publicitaire, séparé, père avocat d'entreprise et mère au foyer, dans le quartier depuis 30 ans.

158. Lorena, F, 61 ans, économiste / pédagogue à la retraite, conjoint ingénieur, parents pharmaciens, dans le quartier depuis 26 ans.

159. Ester, F, 58 ans, pédagogue / artiste plastique, conjoint gérant d'entreprise, père agent de Bourse et mère au foyer, dans le quartier depuis 22 ans.

160. Joaquim, H, 33 ans, gérant d'entreprises, conjointe publicitaire, parents commerçants, dans le quartier depuis 1 an.

161. Vitória, F, 72 ans, retraitée, veuve, père commerçant et mère au foyer, dans le quartier depuis 27 ans.

162. Valentina, F, 65 ans, professeure à la retraite, conjoint médecin, dans le quartier depuis 24 ans.

Entretiens réalisés à New Delhi

À Sunder Nagar

163. Jasjit, H, 82 ans, Master of Arts (MA) en économie, P-DG d'un groupe dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, conjointe docteure en médecine, père vétérinaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1953.

164. Karan, H, 34 ans, Business Communication (B.Com), P-DG d'un groupe spécialisé dans la création de *call-centers*, conjointe entrepreneure, père commerçant dans le textile et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis sa naissance.

165. Devina, F, 43 ans, Bachelor of Science (BSc) Botanique, au foyer, conjoint P-DG d'un groupe de nettoyage à sec, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 17 ans.

166. Ambika, F, 41 ans, diplôme d'expert-comptable, vice-présidente finance d'un groupe dans le secteur Information Technology (IT), conjoint

cadre dirigeant d’un groupe dans le secteur IT, père homme d’affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 5 ans.

167. Surinder, H, 75 ans, Bachelor of Laws (LLB) et MA en philosophie, P-DG d’un groupe familial, conjointe au foyer, père homme d’affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1975.

168. Parul, F, 34 ans, Master of Business Administration (MBA), cadre dans le secteur IT, conjoint cadre dirigeant dans une banque d’investissement, père homme d’affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 4 ans.

169. Meena, F, 57 ans, BSc, guérisseuse, conjoint cadre dans une multinationale, père haut fonctionnaire et mère enseignante, propriétaire, dans le quartier depuis 1979.

170. Ashok, H, 65 ans, LLB, P-DG d’un groupe de presse, conjointe créatrice de mode, père directeur d’un groupe de presse et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1972.

171. Pranav, H, 71 ans, Bachelor of Dental Surgery (BDS)/ Licence in Dental Surgery (LDS), chirurgien-dentiste, conjointe créatrice de mode et horticultrice, père chirurgien-dentiste et mère médecin, propriétaire, dans le quartier depuis 1971.

172. Divya, F, 31 ans, Bachelor of Education, créatrice de mode, conjoint consultant dans le secteur pharmaceutique, père commerçant dans le textile et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2005.

173. Adil, H, 40 ans, Bachelor of Science and Economics d’une université de la Ivy League, artiste, conjointe au foyer, père homme d’affaires et mère consultante dans l’hôtellerie, propriétaire, dans le quartier depuis sa naissance.

174. Saurabh, H, 50 ans, B.Com, P-DG d’un groupe agro-alimentaire, conjointe travaille pour son entreprise, père P-DG d’un groupe dans le textile et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1993.

175. Avishek, H, 77 ans, MA, consultant pour un grand conglomérat, conjointe au foyer, père P-DG d’un hôtel et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1970.

176. Alok, H, 52 ans, diplôme d'expert-comptable, consultant dans la finance, conjointe propriétaire et manager d'un *mall*, père cadre dans une multinationale et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2001.

177. Isheeta, F, 67 ans, MA, au foyer, conjoint P-DG d'une entreprise de service, père pharmacien et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1973.

178. Tarini, F, 50 ans, MA (McGill), consultante, conjoint P-DG d'une entreprise de construction, mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2001.

179. Rashmi (avec des interventions de son mari Manav), F, 37 ans, Bachelor o Arts (BA), au foyer, conjoint dirige une entreprise dans le secteur agro-alimentaire, père P-DG d'un hôtel et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1981.

180. Anisha, F, 66 ans, MA, au foyer, conjoint cadre dirigeant d'un grand groupe pharmaceutique, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1982.

181. Jahnvi, F, 45 ans, MA (Delhi School of Economics – DSE), journaliste freelance, conjoint P-DG d'une start-up et investisseur risque, père haut fonctionnaire et mère au foyer, locataire, dans le quartier depuis 2010.

182. Swati, F, 64 ans, BSc, directrice d'un établissement scolaire, conjoint professeur d'école d'ingénieurs à la retraite, père directeur général de la filiale Inde d'une multinationale et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1995.

À Chattarpur

183. Swamini, F, 45 ans, B.Com, entrepreneure, divorcée (ex-mari *chief information officer* [CIO] d'une grande compagnie aérienne), père P-DG d'une usine de papier et mère au foyer, locataire, dans le quartier depuis 3 mois.

184. Sunaina, F, 34 ans, MBA (National Institute of Fashion Technology – NIFT), créatrice de mode, célibataire, père haut fonctionnaire retraité et homme d'affaires et mère haut fonctionnaire, propriétaire, dans le quartier depuis 8 ans.

185. Nandini, F, 34 ans, BA d'économie (Delhi University), *senior vice-president* d'une grande banque, conjoint chef d'entreprise, père P-DG et mère enseignante et propriétaire de commerces, propriétaire, dans le quartier depuis 7 ans.

186. Sunit, H, 58 ans, diplôme d'expert-comptable, P-DG d'un groupe dans le secteur de l'immobilier et de la construction, célibataire, père haut fonctionnaire et mère au foyer, dans le quartier depuis 1989.

187. Pramodh, H, 48 ans, Illinois Institute of Technology (IIT) Chicago, P-DG d'un groupe informatique, conjointe créatrice de mode, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 3 ans.

188. Dhruv, H, 58 ans, Indian Institute of Technology (IIT) Kanpur, MBA, P-DG d'un groupe de presse, conjointe avocate, père avocat et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 11 ans.

189. Raj, H, 43 ans, MBA, P-DG d'un groupe immobilier, conjointe journaliste, père dans l'immobilier et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 9 ans.

190. Amrish, H, 42 ans, MBA, homme politique, conjointe au foyer, père homme politique et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 8 ans.

191. Saif, H, 65 ans, équivalent baccalauréat, homme politique et homme d'affaires, conjointe femme au foyer et artiste-peintre, père propriétaire terrien et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2005.

192. Bhim (avec des interventions de sa sœur Nida), H, 29 ans, BA in Fine Arts, entrepreneur artistique, célibataire, père guérisseur karmique / coach de vie et mère voyante / coach de vie, propriétaire, dans le quartier depuis 2003.

193. Amit, H, 63 ans, MA Political Science (University of Chicago), P-DG d'un groupe de relations publiques, conjointe au foyer, père et mère hauts fonctionnaires, propriétaire, dans le quartier depuis 1998.

194. Mary, F, 55 ans, BSc, au foyer, conjoint P-DG d'une entreprise dans le secteur de l'événementiel, père et mère propriétaires de plantations de café, propriétaire, dans le quartier depuis 2002.

195. Madan, H, 65 ans, BSc, P-DG d'un groupe coté en bourse, conjointe au foyer, père ex-P-DG d'un groupe familial et mère travaillait dans le groupe familial, propriétaire, dans le quartier depuis 1988.

196. Suresh, H, 52 ans, MBA, P-DG d'un hôpital, conjointe travaille dans l'hôpital familial, père chirurgien et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2007.

197. Bhavna, F, 55 ans, BA, artiste, conjoint architecte, père et mère artistes, propriétaire, dans le quartier depuis 1993.

198. Namita, F, 67 ans, BA, P-DG d'une entreprise d'export textile, conjoint P-DG d'un groupe dans la distribution, père P-DG et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1990.

199. Taran, F, 55 ans, BA, P-DG de l'entreprise familiale dans le secteur de l'édition, conjoint codirecteur de l'entreprise, père P-DG d'une usine de tabac et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1991.

200. Ramdev, H, 72 ans, BA, créateur de mode, conjointe au foyer, père propriétaire terrien et propriétaire d'un restaurant et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1978.

201. Prithvi, F, 38 ans, BA, au foyer, conjoint P-DG d'un groupe d'édition, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2006

202. Jaideep (avec des interventions de sa femme Simrita), H, 47 ans, MA (IFT), P-DG d'une agence de voyages, conjointe dirige une entreprise dans la confection textile, père P-DG d'un groupe dans la filière bois et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1996.

À Gurgaon DLF City

203. Geetu, F, 45 ans, MBA, au foyer, conjoint dirige une agence de décoration d'intérieur, père ingénieur-consultant et mère travaille pour une organisation internationale, propriétaire, dans le quartier depuis 2008.

204. Sarika, F, 32 ans, Master d'économie d'une université de la Ivy League, consultante en santé publique, divorcée, père propriétaire d'un magasin de photographie et mère psychologue, propriétaire, dans le quartier depuis 6 ans.

205. Simran, F, 31 ans, MBA (École nationale de la statistique et de l'administration économique – ENSAE), consultante en santé publique, conjoint consultant chez McKinsey, père chirurgien et mère gynécologue, locataire, dans le quartier depuis 3 ans et demi.

206. Faiza, F, 35 ans, MBA, manager en ressources humaines dans un grand groupe, mariée, père P-DG d'un groupe dans la construction immobilière et mère au foyer, locataire, dans le quartier depuis janvier 2009.

207. Manav, H, 54 ans, MBA, *president corporate strategy* d'un grand groupe, divorcé (ex-épouse enseignante à l'École américaine), père directeur d'une usine et mère cadre dirigeante dans un grand groupe, propriétaire, dans le quartier depuis septembre 1998.

208. Gauri, F, 46 ans, diplôme de design, P-DG d'une entreprise de consulting, divorcée (ex-mari haut gradé dans l'armée), père employé dans une organisation internationale et mère auteure de livres de cuisine, dans le quartier depuis 6 ans.

209. Vivian, H, 46 ans, MBA, P-DG, conjointe au foyer, père directeur d'une entreprise dans le secteur pharmaceutique et mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis 2002.

210. Neera, F, 47 ans, MA, traductrice / interprète, conjoint cadre dirigeant, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis juin 2006.

211. Tarun, H, 45 ans, B.Com, P-DG du groupe familial, conjointe au foyer, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 3 ans.

212. Sunila, F, 47 ans, MBA, au foyer, conjoint cadre dirigeant d'un grand conglomérat, père homme d'affaires et mère employée dans la finance, dans le quartier depuis 2008.

213. Bibek, H, 69 ans, MBA, directeur des ressources humaines, conjointe institutrice, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1994.

214. Sulani, F, 32 ans, Master of Science (MSc) (King's College), entrepreneure dans le domaine de la restauration, conjoint entrepreneur, père P-DG d'un groupe textile et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2010.

215. Joseph, H, 59 ans, BA Cambridge, directeur général d'un groupe dans le domaine de l'éducation, conjointe directrice d'une école, père ancien militaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1997.

216. Apara, F, 34 ans, MA, au foyer, conjoint *chief operating officer (*COO) d'un grand groupe, père P-DG d'un groupe de presse et mère directrice d'une ONG, locataire, dans le quartier depuis 2008.

217. Ramdas, H, 37 ans, diplôme d'expert-comptable, cadre dans une multinationale, conjointe au foyer, père P-DG d'un groupe de transport et mère au foyer, locataire, dans le quartier depuis 2013.

218. Nirmal, H, 48 ans, diplôme d'expert-comptable, dirige le portefeuille financier d'une multinationale, conjointe au foyer, mère professeur d'université, propriétaire, dans le quartier depuis 2006.

219. Ruchi, F, 34 ans, Bachelor of Engineering (BE), au foyer, conjoint cadre dans une multinationale, père officier à la retraite et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2013.

220. Anthony, H, 52 ans, MA, P-DG d'une agence de voyage, conjointe au foyer, père propriétaire d'une plantation de café et d'hévéa et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2008.

221. Mukul, H, 52 ans, MBA, ancien P-DG d'une start-up et désormais propriétaire agricole, conjointe au foyer, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2000.

222. Daleep, H, 53 ans, BA, cadre dans une agence de communication, conjointe cadre dans un groupe d'édition, père cadre dans la marine marchande et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2002.

À Noida 15-A

223. Sahil, H, 23 ans, diplôme d'expert-comptable, consultant Ernst & Young, père homme d'affaires et mère designer de bijoux, propriétaire, dans le quartier depuis 2005.

224. Prerna, F, 75 ans, BA d'histoire, cadre dirigeante d'un grand groupe textile à la retraite, conjoint architecte, père chirurgien-vétérinaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1987.

225. Swethaa, F, 47 ans, doctorat en informatique, enseignante universitaire, conjoint directeur d'un centre d'apprentissage, père ingénieur et mère directrice d'une école, propriétaire, dans le quartier depuis 8 ans.

226. Indrajit, H, 77 ans, haut fonctionnaire à la retraite, conjointe institutrice, père avocat et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2000.

227. Vandana, F, 52 ans, BA, conseillère karmique et femme au foyer, conjoint P-DG d'une entreprise de négoce de produits chimiques, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1992.

228. Priyanka, F, 50 ans, MBA, directrice financière du groupe de son mari, conjoint P-DG d'une entreprise dans le secteur des télécommunications, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1993.

229. Atul, H, 48 ans, BE Computer Science, CIO d'un grand groupe de commerce en ligne, conjointe au foyer, père avocat et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2004.

230. Rajiv, M, 52 ans, diplôme d'expert-comptable, P-DG d'une entreprise dans le secteur textile, conjointe au foyer, père marchand de

bois et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1989.

231. Kavita, F, 50 ans, BA, au foyer, conjoint P-DG d'un groupe dans le secteur textile, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1992.

232. Venkatesh, H, 79 ans, LLB / Master of Laws (LLM), avocat à la Cour suprême, conjointe cadre dans le secteur agro-alimentaire, père homme d'affaires et propriétaire terrien et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1989.

233. Anita, F, 62 ans, doctorat de littérature anglaise, directrice d'un club culturel, conjoint diplomate, parents médecins, propriétaire, dans le quartier depuis 2010.

234. Rajinder, H, 48 ans, MBA (Université de Californie à Los Angeles – UCLA), directeur général de la filiale Inde d'un conglomérat multinational, conjointe au foyer, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1991.

235. Deepak, H, 77 ans, MA, haut fonctionnaire à la retraite, conjointe au foyer, père homme d'affaires et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2000.

236. Jayani, F, 51 ans, MA, consultante, conjoint cadre dirigeant dans un groupe américain, père ancien directeur général d'un groupe britannique et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2002.

237. Pinky, F, 71 ans, BA, au foyer, conjoint officier à la retraite, père officier et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1992.

238. Arti, F, 44 ans, BA, au foyer, conjoint président de la filiale indienne d'une multinationale, père officier et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 1994.

239. Sabita, F, 54 ans, BA, consultante dans le textile, célibataire, père officier et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2000.

240. Harsh, H, 62 ans, Master in Public Administration (MPA) Harvard, haut fonctionnaire à la retraite, conjointe au foyer, père haut fonctionnaire et mère au foyer, propriétaire, dans le quartier depuis 2010.

241. Ramit, H, 72 ans, LLM, consultant en droit et arbitre juridique, conjointe au foyer, père homéopathe et mère au foyer, propriétaire, dans le

quartier depuis 1998.

242. Vaibhav, H, 59 ans, BA, patron de presse, conjointe actrice de théâtre, mère institutrice, propriétaire, dans le quartier depuis 1982.

Notes

Introduction

1. Champ libre, 1982 [1937] ; rééd. 10 / 18, 2000, p. 47.
2. Quatre-vingts entretiens ont été réalisés dans chaque métropole, soit au total 240. Ils ont été menés au domicile des interviewés dans les douze quartiers sélectionnés (quatre par métropole), voir chapitre 1.
3. < http://www.deccanherald.com/content/531457/jats-fight-retain-domination.html>.
4. Christophe Jaffrelot, « Inde : l'avènement politique de la caste », *Critique internationale*, n° 4, 2002, p. 131-144.
5. Georg Simmel, *Sociologie. Études sur les formes de socialisation*, Paris, PUF, 1999, p. 607.
6. Edmond Préteceille, « La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne », in Hugues Lagrange (dir.), *L'Épreuve des inégalités*, Paris, PUF, 2006, p. 195-246.
7. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989 ; *id.*, *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007.
8. On pourra se reporter par exemple à Marco Oberti et Edmond Préteceille, *La Ségrégation urbaine*, Paris, La Découverte, « Repères », 2016.
9. Serge Paugam et Marion Selz, « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, 2005, p. 283-305.
10. Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1958 ; rééd. Perrin, « Tempus », 2007.
11. Bruno Cousin, « Entre-soi mais chacun chez soi. L'agrégation affinitaire des cadres parisiens dans les espaces refondés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014, p. 88-101.
12. M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Les Ghettos du gotha*, *op. cit.* ; Lydie Launay, « Les classes populaires racisées face à la domination dans les beaux quartiers de Paris »,

Espaces et sociétés, n° 156-157, 2014, p. 37-52.

13. Teresa Pires do Rio Caldeira, *City of Walls : Crime, Segregation and Citizenship in São Paulo*, Berkeley, University of California Press, 2000.
14. Véronique Dupont, « The dream of Delhi as a global city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 3, 2011, p. 533-554.
15. Émile Durkheim, *L'Éducation morale*, Paris, PUF, « Quadrige », 2012 [1925], p. 54.
16. Voir sur ce point Sylvie Tissot, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, 2011.
17. Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.
18. Michèle Lamont, *La Morale et l'Argent. Les valeurs des cadres en France et aux États-Unis*, Paris, Métailié, 1995 [1992].
19. Edmond Goblot, *La Barrière et le Niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, PUF, 2010 [1925].
20. Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil / La République des idées, 2003.
21. D'après l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour 2012, année du début de notre enquête.
22. R. Castel, *L'Insécurité sociale*, *op. cit.*, p. 6.
23. Camila Giorgetti, *Moradores de rua : uma questão social ?*, São Paulo, Educ / Fapesp, 2006 ; *id.*, *Poder e Contrapoder : Imprensa e morador de rua em São Paulo e Paris*, São Paulo, Educ / Fapesp, 2007.
24. Marie Loison, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, 2014.
25. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 378.
26. Isabelle Taboada Leonetti (en collaboration avec Michèle Guillon), *Les Immigrés des beaux quartiers. La communauté espagnole dans le XVI*e, Paris, L'Harmattan, 1987 ; Peter Bearman, *Doormen*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

Chapitre 1. Enquêter dans les beaux quartiers à Paris, São Paulo et Delhi

1. Pour une comparaison sur cette question entre le Brésil et l'Inde, on pourra se reporter à l'ouvrage de Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky et Frédéric Landy (dir.), *Megacity Slums : Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Londres, Imperial College Press, 2013.
2. E. Préteceille, « La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne », art. cité ; *id.*, « La métropole parisienne à la croisée des chemins : inégalités et ségrégations, traiter les effets ou s'attaquer aux causes », *Les Cahiers de la métropole*, n° 5, 2016, p. 37-45.

3. On lira, en particulier, Jacques Donzelot, « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, nº 258, 1999, p. 87-114, et Marie-Christine Jaillet, « Peut-on parler de sécession à propos des villes européennes ? », *Esprit*, nº 258, 1999, p. 145-167.
4. Éric Maurin, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, La République des idées / Seuil, 2004, p. 6.
5. E. Préteceille, « La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne », art. cité.
6. Marco Oberti, « Le trompe-l'œil de la ségrégation et ses effets sur la mixité », in Serge Paugam (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2007.
7. Saskia Sassen, *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes & Cie, 1996 [1991].
8. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992.
9. Catherine Bidou-Zachariasen (dir.), *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003 ; *id.*, « Le "travail" de *gentrification* : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, nº 132-133, 2008, p. 107-124.
10. Jacques Donzelot, *La Ville à trois vitesses*, Paris, Éditions de La Villette, 2009.
11. Bruno Cousin, *Cadres d'entreprise et quartiers de refondation à Paris et à Milan*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, Sciences Po, 2008.
12. Edmond Préteceille, *La Division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-1999*, Paris, OSC, 2003.
13. Sidney Chalhoub, « Classes perigosas », *Trabalhadores*, nº 6, 1990, p. 2-22.
14. José Murilo de Carvalho, *Cidadania no Brasil. O longo Caminho*, 3e éd., Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2002.
15. Simon Schwartzman, *Bases do autoritarismo brasileiro*, 3e éd., Rio de Janeiro, Editora Campus, 1988.
16. Victor Nunes Leal, *Coronelismo, enxada e voto*, São Paulo, Alfa-ômega, 1975.
17. Raymundo Faoro, *Os donos do Poder*, 4e éd, Rio de Janeiro, Editora Globo, 2008.
18. Luiz Eduardo W. Wanderley, « São Paulo no contexto da globalização », *Lua ova*, nº 69, 2006, p. 173-203.
19. João Sette Whitaker Ferreira, *São Paulo, o mito da cidade-global : ideologia e mercado na produção da cidade*, VIe Seminário Internacional da Unidade Temática de Desenvolvimento Urbano da Rede de Mercocidades, Buenos Aires, 3-4 juillet 2003.
20. La typologie et la carte de la division sociale de l'espace de la métropole de São Paulo, élaborées par E. Préteceille et A. Cardoso, dessinent une configuration saisissante : Edmond Préteceille et Adalberto Cardoso, « Río de Janeiro y São Paulo : ¿ciudades duales ? Comparación con París », *Ciudad y Territorio. Estudios Territoriales*, nº 158, 2008, p. 617-640.
21. Haroldo da Gama Torres, « Segregação residencial e políticas publicas : São Paulo na década de 1990 », *Revista brasileira de Ciências Sociais*, vol. 19, nº 54, 2004, p. 41-56.

22. Elisa Reis, « Percepções da elite sobre a pobreza e a desigualdade », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 15, nº 42, 2000, p. 143-152.
23. Teresa Pires do Rio Caldeira, *Cidade de Muros : Crime, Segregação e Cidadania em São Paulo*, São Paulo, Editora 34 / Edusp, 2000.
24. Partha Chatterjee, *Politique des gouvernés. Réflexion sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [2004].
25. *Ibid*., p. 162.
26. *Ibid*., p. 164.
27. *Ibid*., p. 174.
28. *Ibid*., p. 171.
29. Louis Dumont, *Homo Hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966, voir en particulier le chapitre 7.
30. Véronique Dupont, « Delhi aujourd'hui : la ville des planificateurs et celle des habitants », in Roger Hagelstein et Paul Servais (dir.), *Perception et organisation de l'espace urbain. Une confrontation Orient-Occident*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2001, p. 239-266.
31. Véronique Dupont, « Le monde des villes », in Marie-Caroline Saglio-Yatzmirsky (dir.), *Population et Développement en Inde*, Paris, Ellipses, 2002, p. 52-84.
32. Ashok Mitra, *Delhi Capital City*, New Delhi, Thomson Press, 1970.
33. V. Dupont, « Le monde des villes », art. cité, p. 70.
34. *Ibid*., p. 71-72.
35. Pour une approche géographique de la pauvreté à Delhi, voir Isa Baud, Namperumal Sridharan et Karin Pfeffer, « Mapping urban poverty for local governance », *Urban Studies*, vol. 45, nº 7, 2008, p. 1385-1412.
36. V. Dupont, « Le monde des villes », art. cité, p. 72.
37. V. Dupont, « Delhi aujourd'hui : la ville des planificateurs et celle des habitants », art. cité.
38. David Harvey, « From managerialism to entrepreneurialism : The transformation of urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, vol. 71, nº 1, 1989, p. 13.
39. Amita Baviskar, « Demolishing Delhi : World class city in the making », *Mute*, 5 septembre 2006.
40. Gautam Bhan, « "This is no longer the city I once knew." Evictions, the urban poor and the right to the city in millennial Delhi », *Environment and Urbanization*, vol. 21, nº 1, 2009.
41. Raka Ray et Seemin Qayum, *Cultures of Servitude : Modernity, Domesticity and Class in India*, Stanford, Stanford University Press, 2009 ; Sara Dickey, « Permeable homes : Domestic service, household space, and the vulnerability of class boundaries in urban India », *American Ethnologist*, vol. 27, nº 2, p. 462-489 ; Anne Waldrop, « Gating and class relations : The case of a New Delhi "colony" », *City & Society*, vol. 16, nº 2, 2004, p. 96-116.
42. A. Waldrop, « Gating and class relations », art. cité.
43. P. Chatterjee, *Politique des gouvernés*, *op. cit.*

44. Prem Chowdry, « “First our jobs then our girls” : The dominant caste perceptions on the “rising” Dalits », *Modern Asian Studies*, vol. 43, nº 2, 2000, p. 437-479 ; Surinder S. Jodhka et Katherine S. Newman, « In the Name of Globalization : Meritocracy, Productivity, and the Hidden Language of Caste », in Sukhadeo Thorat et Katherine S. Newman (dir.), *Blocked by Caste : Economic Discrimination in Modern India Economic Discrimination in Modern India*, New Delhi, Oxford University Press, 2010.

45. E. Préteceille, *La Division sociale de l’espace francilien*, *op. cit.*

46. E. Préteceille et A. Cardoso, « Río de Janeiro y São Paulo », art. cité.

47. Bruno Cousin, « Ségrégation résidentielle et quartiers refondés. Usages de la comparaison entre Paris et Milan », *Sociologie du travail*, vol. 55, nº 2, 2013 ; Bruno Cousin et Serge Paugam, « Liens locaux et déclinaisons de l’entre-soi dans les quartiers de classes supérieures », in Serge Paugam (dir.), *L’Intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux*, Paris, PUF, 2014, p. 155-171.

48. Marco Oberti et Edmond Préteceille, « Cadres supérieurs et professions intermédiaires dans l’espace urbain, entre séparatisme et mixité sous contrôle », in Paul Bouffartigue, Charles Gadéa et Sophie Pochic (dir.), *Cadres, classes moyennes : vers l’éclatement ?*, Paris, Armand Colin, 2011.

49. Norbert Elias et John L. Scotson, *Logiques de l’exclusion*, Paris, Fayard, 1997 [1965].

50. Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « Vers une hyper-bourgeoisie globalisée ? », in Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Un monde d’inégalités. L’état du monde 2016*, Paris, La Découverte, 2015.

51. Selon la définition des IRIS (« Ilots regroupés pour l’information statistique »), c’est-à-dire de l’unité spatiale de l’Insee la mieux assimilable à ce que l’on entend généralement par « quartier ». Les IRIS sont des espaces aux contours stables dans le temps, comptant généralement une population entre 1 800 et 5 000 habitants et présentant un bâti sans discontinuités importantes.

52. E. Préteceille, *La Division sociale de l’espace francilien*, *op. cit.*

53. Attendu que, s’il n’existe presque pas en Île-de-France d’espaces très bourgeois limitrophes d’espaces populaires et si les espaces bourgeois du centre-ville ne comportent que très rarement des maisons individuelles, il en est autrement en Inde et au Brésil.

54. Nous n’avons pas pu toutefois réinterroger toutes les personnes qui avaient été précédemment enquêtés et il nous a fallu compléter notre échantillon en faisant jouer nos propres contacts sur le terrain.

55. Même si désormais, du fait de la densification progressive de l’Ouest parisien, la commune fait partie du pôle urbain tel que l’Insee le définit.

56. Toutefois, comme ils se trouvent tout en haut de la hiérarchie sociale structurant la typologie de E. Préteceille, ils sont moins similaires entre eux que les IRIS d’autres types.

57. Votée en 2000, cette loi impose un quota de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants.

58. E. Préteceille et A. Cardoso, « Río de Janeiro y São Paulo : ¿ciudades duales ? », art. cité.

59. A. Waldrop, « Gating and class relations », art. cité.

60. Norma Evenson, *The Indian Metropolis : A View toward the West*, New Haven, Yale University Press, 1989.

61. Voir Aurélie Varrel, « La clôture des espaces résidentiels à Bangalore », in Véronique Dupont et Frédéric Landy (dir.), *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, p. 283-307, et Mark-Anthony Falzon, « Paragons of lifestyle : Gated communities and the politics of space in Bombay », *City & Society*, vol. 16, n° 2, 2004, p. 145-166.
62. Pour une analyse de l'embourgeoisement des espaces à la marge de l'agglomération de Delhi, voir notamment V. Dupont, « The dream of Delhi as a global city », art. cité.
63. A. Varrel, « La clôture des espaces résidentiels à Bangalore », art. cité, p. 297.
64. Sur l'importance du capital social pour résider dans les quartiers « chics » traditionnels, voir *ibid.*
65. La seule étude proposant des indices de dissimilarité à Delhi (Trina Vithayathil et Gayatri Singh, « Spaces of discrimination : Residential segregation in Indian cities », *Economic & Political Weekly*, vol. 47, n° 37, 2012, p. 60-66) s'appuie sur des unités résidentielles de plus de 76 000 individus (le niveau du recensement correspondant au « *ward* ») quand les typologies d'Edmond Préteceille mobilisées dans les autres villes sont beaucoup plus fines (entre 2 000 et 4 500 dans le cas de Paris et environ 11 000 dans le cas de São Paulo).
66. Bertrand Lefebvre et Olivier Telle, « Mesurer la ségrégation dans une ville du Sud : l'exemple de Delhi », présentation dans le séminaire « Villes et inégalités », Centre Maurice Halbwachs, EHESS-École normale supérieure, Paris, 8 avril 2013.
67. Michèle Lamont et Laurent Thévenot (dir.), *Rethinking Comparative Cultural Sociology : Repertoires of Evaluation in France and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
68. Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
69. Michèle Lamont et Virág Molnár, « The study of boundaries in the social sciences », *Annual Review of Sociology*, n° 28, 2002, p. 167-195.
70. L. Boltanski et L. Thévenot, *De la justification*, *op. cit*.
71. Voir par exemple Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

Chapitre 2. Produire l'ordre moral

1. P. Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit.* ; M. Lamont, *La Morale et l'Argent*, *op. cit*.
2. Mike Savage, Gaynor Bagnall et Brian Longhurst, *Globalization and Belonging*, Londres, Sage, 2005 ; Sharon Zukin, *Naked City : Life and Death of Authentic Urban Places*, New York, Oxford University Press, 2009.

<!-- @@100-->3. Marco Oberti, *L'École dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; Annette Lareau, *Unequal Childhoods : Class, Race, and Family Life*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 2e éd., 2011 [2003].

4. Luc Boltanski, *L'Amour et la Justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990. Voir aussi Bruno Cousin, « Les habitants des quartiers refondés face à l'injustice spatiale. Refuser, ménager et détourner la critique », *Communications*, nº 98, 2016.
5. Sur le dualisme particulièrement prononcé des représentations du monde social par les élites brésiliennes, lesquelles établissent souvent des oppositions générales entre elles-mêmes et le « peuple », de fait assimilé aux pauvres, voir Graziella Moraes Silva et Matias López, « "Brazilian people" in the eyes of elites : Repertoires and symbolic boundaries of inequality », *Sociologia & Antropologia*, vol. 5, nº 1, 2015 ; Matias López, « The state of poverty : Elite perceptions of the poor in Brazil and Uruguay », *International Sociology*, vol. 28, nº 3, 2013.
6. L. Boltanski et L. Thévenot, *De la justification*, *op. cit*.
7. Sur les liens entre configuration spatiale d'un quartier et ordre moral local, voir notamment Robert Park, « La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain » (1915), in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 2004. Voir aussi David Harvey, « Configuration spatiale et ordre moral », in *Paris, capitale de la modernité*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2012 [2006].
8. Voir Shreyas Sreenath, « Rowdy », *Journal of South Asian Studies*, vol. 40, nº 2, 2017, p. 392-394.
9. Benjamin B. Cohen, *In the Club : Associational Life in Colonial South Asia*, New Delhi, Orient Blackswan, 2015.
10. En complément, sur la façon dont les élites brésiliennes considèrent que les insuffisances et défaillances du système éducatif sont l'un des principaux problèmes du pays, à régler au plus vite, voir Elisa Reis, « Perceptions of poverty and inequality among Brazilian elites », in Elisa Reis et Mick Moore (dir.), *Elite perceptions of poverty and inequality*, Londres / New York, Zed Books, 2005 ; *id.*, « Elite perceptions of poverty and inequality in Brazil », in Merike Blofield (dir.), *The Great Gap : Inequality and the Politics of Redistribution in Latin America*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2011.
11. Paul Cary, « Les centres commerciaux à São Paulo. Renforcement de l'entre-soi ou déségrégation sociale ? », *Espaces et sociétés*, nº 150, 2012.
12. Sur les effets de la fortification des espaces résidentiels bourgeois de São Paulo en termes de disparition de l'urbanité et des espaces publics, voir T. P. R. Caldeira, *Cidade de Muros*, *op. cit.* (en particulier le chapitre 8).
13. À Delhi, la figure du village renvoie au contraire à un imaginaire négatif : celui de la pauvreté et de l'arriération rurale.
14. Lyn H. Lofland, *The Public Realm : Exploring the City's Quintessential Social Territory*, Hawthorne, Aldine de Gruyter, 1998.
15. Par contraste, sur la mosaïque socio-spatiale pauliste et son évolution, outre E. Préteceille et A. Cardoso, « Rio de Janeiro y São Paulo », art. cité, voir aussi Suzana Pasternak et Lucia Maria Machado Bógus, « Changing urbanization patterns in the Brazilian metropolis », in Mark Clapson et Ray Hutchinson (dir.), *Suburbanization in Global Society*, Bingley, Emerald, 2010.
16. M. Oberti et E. Préteceille, *La Ségrégation urbaine*, *op. cit*.

17. Cette combinaison d'exclusivisme et de solidarité de classe n'est pas sans rappeler le fonctionnement des barrières sociales caractéristiques de la bourgeoisie française au tournant du XXe siècle, tel qu'il est décrit par E. Goblot, *La Barrière et le Niveau*, *op. cit*.
18. M. Lamont et V. Molnár, « The study of boundaries in the social sciences », art. cité.
19. Concernant les pratiques résidentielles et la sociabilité locale à Gurgaon, voir aussi Sanjay Srivastava, *Entangled Urbanism : Slum, Gated Community and Shopping Mall in Delhi and Gurgaon*, New Delhi, Oxford University Press, 2014.
20. Association des propriétaires et résidents d'un quartier ou d'un micro-quartier.
21. Rachel Sherman, *Class Acts : Service and Inequality in Luxury Hotels*, Berkeley, University of California Press, 2007.
22. Issu du Parti du mouvement social brésilien (PMSB), qui a eu un rôle important pendant la dictature, le PSDB est aujourd'hui avant tout le parti de l'ancien président de la République Fernando Henrique Cardoso. Depuis l'arrivée de Lula au pouvoir, il incarne une opposition ferme à la majorité gouvernementale de l'État de São Paulo. La plupart de ses électeurs habitent dans les quartiers aisés de la métropole et appartiennent aux classes supérieures.
23. Heitor Frúgoli Junior et Mariana Cavalcanti, « Territorialidades da(s) *cracolândia(s)* em São Paulo e no Rio de Janeiro », *Anuário Antropológico*, nº 2, 2013 ; Taniele Rui, « Usage of "Luz" and "Cracolândia" : Fieldwork of spatial practices », *Saúde e Sociedade*, vol. 23, nº 1, 2014.
24. Sur l'opposition, au sein de l'espace des beaux quartiers parisiens, entre rive gauche et rive droite, voir M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, *op. cit*.
25. Sur les liens entre stratégies résidentielles et stratégies de placement scolaire des classes supérieures franciliennes, voir aussi Anne-Catherine Wagner, *Les Nouvelles Élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998 ; Marie Duru-Bellat et Agnès Van Zanten, *Sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin, 4e éd., 2012 ; Agnès Van Zanten, « A family affair : Reproducing elite positions and preserving the ideals of meritocratic competition and youth autonomy », in Agnès Van Zanten, Stephen J. Ball et Brigitte Darchy-Koechlin (dir.), *Elites, Privilege and Excellence*, Londres / New York, Routledge, 2015.
26. Sur le rôle des résidences secondaires dans la « touristification » et la muséification du centre de Paris, voir Sophie Chevalier, Emmanuelle Lallement et Sophie Corbillé, *Paris résidence secondaire. Enquête chez ces habitants d'un nouveau genre*, Paris, Belin, 2013.
27. M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, *op. cit*. Sur le VIIIe arrondissement, voir aussi Nicolas Jounin, *Voyage de classes. Des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, Paris, La Découverte, 2014.
28. Voir notamment M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Les Ghettos du gotha*, *op. cit.*
29. David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.
30. Thomas Sauvadet, *Le Capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris, Armand Colin, 2006.
31. M. Lamont, *La Morale et l'Argent*, *op. cit*.
32. P. Bourdieu, *La Noblesse d'État*, *op. cit.* ; Ajantha Subramanian, « Making merit : The Indian Institutes of Technology and the social life of caste », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 57, nº 2, 2015.

33. Jane Jacobs, *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Marseille, Parenthèses, 2012 [1961].
34. Sur les ragots comme dispositif de contrôle social local, voir notamment N. Elias et J. L. Scotson, *Logiques de l'exclusion*, *op. cit*.
35. Sur l'accumulation de capital social dans la grande bourgeoisie française, voir : Monique de Saint Martin, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993 ; Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, Paris, Payot, 1996 ; Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « L'économie symbolique du capital social. Notes pour un programme de recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 193, 2012.
36. Dominique Vidal, *Les Bonnes de Rio. Emploi domestique et société démocratique au Brésil*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2007.
37. Camila Giorgetti, « Comment les catégories supérieures de São Paulo parlent-elles de leurs employées domestiques ? Analyse d'un rapport de classe », *Brésil(s)*, nº 8, 2015, p. 73-96.
38. Sur l'importance de l'urbanité pour les habitants des beaux quartiers parisiens, voir aussi Kevin Geay, « Aux marges des beaux quartiers. Membres du Racing et prostituées au Bois de Boulogne », *Genèses*, nº 99, 2015.

Chapitre 3. Se protéger des pauvres

1. T. Pires do Rio Caldeira, *Cidade de Muros*, *op. cit.*
2. L. Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, *op. cit.*, p. 460.
3. T. Pires do Rio Caldeira, *Cidade de Muros*, *op. cit.*
4. Patrice Bourdelais (dir.), *Les Hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001.
5. Léon Bourgeois, cité par Pierre Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990 ; rééd. « Points Histoire », 1993, p. 131.
6. *Ibid*., p. 128.
7. Gérard Jorland, *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 2010.
8. P. Bourdelais (dir.), *Les Hygiénistes*, *op. cit.*
9. Alain Corbin, *Le Miasme et la Jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Flammarion, « Champs », 2016 [1982].
10. Sur la notion de cadrage, voir Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 [1974].
11. Etelvina Maria de Castro Trindade, « Modèles et emprunts : l'hygiénisme au Brésil (fin XIXe-début XXe siècle) », in P. Bourdelais (dir.), *Les Hygiénistes*, *op. cit.*, p. 267 *sq*.
12. J. F. Costa, *Ordem médica e norma familiar*, *op. cit.*, p. 122-123.

13. Au Brésil, les statistiques de la fièvre jaune conduisent à douter du succès de la réforme sanitaire : depuis janvier 2017, on dénombre 79 personnes atteintes de la maladie dans l'État de Minas Gerais. En 2016, la dengue a infecté 1 399 480 personnes, parmi lesquelles 3 419 en sont mortes ; le chikungunya a touché de son côté 169 656 individus, dont 38 fatalement. Les cas de zika s'élèvent à 174 003. L'État le plus affecté (jusqu'en juillet 2016) est celui de Bahia, avec 48 010 cas, et Rio de Janeiro, avec 46 022 cas. Malgré la modernisation du pays, force est de constater qu'au niveau sanitaire la population n'est pas à l'abri de nombreuses maladies.

14. Maria Lúcia Boarini, *Higiene e raça como projetos. Higienismo e eugenismo no Brasil*, Maringa, Editora da Universidade Estadual de Maringa, 2003.

15. Sudipta Kaviraj, « Filth and the public sphere : Concepts and practices about space in Calcutta », *Public Culture*, vol. 10, n° 1, 1997, p. 83-113. Sur ce point, voir aussi Dipesh Chakrabarty, « Of garbage, modernity and the citizen's gaze », *Economic and Political Weekly*, vol. 27, n° 10-11, 1992, p. 541-547.

16. Sur cette question, voir également D. Chakrabarty, « Of garbage, modernity and the citizen's gaze », art. cité. Dipesh Chakrabarty achève son article en insistant sur le fait qu'il pose un problème davantage qu'il ne le résout, tant cette question du rapport à la propreté est délicate et complexe.

17. Les hôpitaux les plus prisés de la ville proposent de faciliter les efforts prophylactiques de leurs patients issus des classes supérieures en leur offrant de souscrire à des forfaits garantissant un suivi approfondi de l'état de santé et de la vaccination de leurs employés de maison.

18. Bien que ce ne soit pas le terme le plus approprié en portugais dans ce contexte, l'interviewée dit que le personnel a été « éduqué » (« *Os funcionários foram educados para que não abram o portão para ninguém* » – « les fonctionnaires ont été éduqués pour n'ouvrir la porte à personne »).

19. Sur la notion de *groupness*, voir Rogers Brubaker, *Ethnicity without Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 2004 ; Michèle Lamont, Graziella Moraes Silva, Jessica S. Welburn, Joshua Guertzkow, Nissim Mizrachi, Hanna Herzog et Elisa Reis, *Getting Respect : Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

20. Jérôme Berthaut, *La Banlieue du « 20 heures ». Ethnographie d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013.

21. Il est important de noter que les entretiens ont été menés quelques mois avant l'affaire du viol collectif de Jyoti Singh qui a eu lieu en décembre 2012 dans un bus de New Delhi. Ce drame a été suivi de mobilisations collectives d'une ampleur exceptionnelle qui ont conduit à placer la question de la sécurité des femmes au centre des débats.

22. En dehors des agressions consécutives à des accrochages, il faut savoir que les routes indiennes sont parmi les plus dangereuses du monde et constituent une des plus importantes causes de décès prématurés en Inde.

23. Sur les associations de résidents dans les quartiers des classes moyennes supérieures à New Delhi, voir Diya Mehra, « What has urban decentralization meant ? A case study of Delhi », *Pacific Affairs*, vol. 86, n° 4, 2013, p. 813-833.

Chapitre 4. Justifier la pauvreté

1. Peter Hall et Michèle Lamont (dir.), *Social Resilience in the Neoliberal Era*, New York, Cambridge University Press, 2013.
2. Michael Young, *The Rise of the Meritocracy*, Chicago, Transaction Publishers, 1958 ; Stephen J. McNamee et Robert K. Miller, *The Meritocracy Myth*, Rowman & Littlefield, 2009.
3. Jules Naudet, « Mobilité sociale et explications de la réussite en France, aux États-Unis et en Inde », *Sociologie*, vol. 3, nº 1, 2012, p. 39-59.
4. Étienne Balibar, « Y a-t-il un “néo-racisme” ? », in Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein (dir.), *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, p. 34.
5. Ann Morning, « And you thought we had moved beyond all that : biological race returns to the social sciences », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 37, nº 10, 2014, p. 1676-1685 ; *id.*, « Reconstructing race in science and society : Biology textbooks, 1952-2002 », *American Journal of Sociology*, vol. 114, nº 1, 2008, p. 106-137.
6. A. O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, *op. cit*.
7. Sur la doctrine du karma, voir Caterina Guenzi et Silvia D’Intino, « Un air de déjà-vu. Du karma et de quelques pratiques de réminiscence des vies antérieures », *Terrain*, nº 66, 2016, p. 46-61. Voir aussi Caterina Guenzi, *Le Discours du destin. La pratique de l’astrologie à Bénarès*, Paris, CNRS Éditions, 2013.
8. Sur la construction de la figure du « rentier jat », voir Sushmita Pati, « Accumulation by possession : The social processes of rent seeking in urban Delhi », in Iman Kumar Mitra, Ranabir Samaddar et Samita Sen (dir.), *Accumulation in Post-Colonial Capitalism*, Singapore, Springer, 2017, p. 93-108.
9. Sur l’idée d’égalité en Inde, voir Jules Naudet, « Equality as relationship », *Seminar*, nº 672, 2015, < www.india-seminar.com/semframe.html>.
10. Edward Telles, *Racismo à brasileira : uma nova perspectiva sociologica*, Rio de Janeiro, Relume Dumara / Fundação Ford, 2003 ; Carlos A. Costa Ribeiro et Nelson do Valle Silva, « Cor, educação e casamento : tendências da seletividade marital no Brasil, 1960 a 2000 », *Dados*, vol. 52, nº 1, 2009, p. 7-51 ; Eunice Durham, « Desigualdade educacional e cotas para negros nas universidades », *Novos Estudos Cebrap*, nº 66, 2003, p. 3-22 ; Maria Nilza da Silva et Mariana Panta (dir.), *Territorio e segregação urbana : o « lugar » da população negra na cidade*, Londrina, Universidade Estadual de Londrina, 2014.
11. Antonio Sérgio Guimarães, « Acesso de negros às universidades publicas », *Cadernos de pesquisa*, nº 118, 2003, p. 247-268 ; *id.*, « Racismo e anti-racismo no Brasil », *Novos estudos*, nº 43, 1995, p. 26-44.
12. Lilian M. Schwarcz, *Nem preto, nem branco, muito pelo contrario : cor e raça na sociabilidade brasileira*, São Paulo, Claro Enigma, 2012. Pour une approche synthétique de la question raciale au Brésil, voir M. Lamont *et al.*, *Getting Respect*, *op. cit.*, p. 125-132.
13. L’idéal du « paradis racial » est présent au Brésil depuis le XIXe siècle. Voir Antonio Sérgio Guimarães, « Democracia racial : o ideal, o pacto e o mito », *Novos Estudos*, nº 61, 2001, p. 147-162. La notion de « démocratie raciale » s’est, elle, imposée dans les années

1950 et, comme le note A. S. Guimarães, elle est une source de fierté nationale et sert à conforter une vision du peuple brésilien comme particulièrement « civilisé » au regard d'autres pays (A. S. Guimarães, « Racismo e anti-racismo no Brasil », art. cité, p. 26).

14. L. M. Schwarcz, *Nem preto, nem branco, muito pelo contrario*, *op. cit*. Voir aussi Célia Maria Marinho Azevedo, *Onda negra, medo branco : o negro no imaginario das elites, Século XIX*, São Paulo, Paz e Terra, 1987 ; Antonio Sérgio Guimarães, « Preconceito de cor e racismo no Brasil », *Revista de Antropologia*, vol. 47, nº 1, 2004, p. 9-43.

15. Cette observation est en quelque sorte le pendant inverse de ce qu'observent Michèle Lamont et son équipe (*Getting Respect*, *op. cit.*) dans leur analyse comparée des stratégies de déstigmatisation au Brésil, aux États-Unis et en Israël. Ils remarquent en effet que les membres de groupes racialisés au Brésil ont plus de mal à engager une confrontation lorsqu'ils sont victimes de racisme car, bien souvent, les situations auxquelles ils sont exposés ne laissent que peu de prise à la critique. Les répertoires mobilisés ne s'appuyant pas explicitement sur des catégories raciales et racistes, les victimes de racisme ont ainsi beaucoup plus de mal à déconstruire la situation de discrimination à laquelle ils sont exposés et ont donc plus de mal à la dénoncer. Ce résultat des travaux de l'équipe de Michèle Lamont témoigne, comme en miroir, de la grande aisance des classes supérieures brésiliennes à dissimuler leur racisme.

16. Pierre Bourdieu, « Le Nord et le Midi : contribution à une analyse de l'effet Montesquieu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 35, 1980, p. 21-25.

17. Daniel Sabbagh. *L'Égalité par le droit. Les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, Paris, Economica, 2003.

18. A. O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, *op. cit*., p. 141.

19. Cette activité consiste à conseiller et guider des personnes afin que leurs choix dans cette vie les aident à améliorer leur karma.

20. Pour une analyse approfondie de la rhétorique anti-réservations, voir Ajantha Subramanian, « Making merit : The Indian institutes of technology and the social life of caste », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 57, nº 2, 2015, p. 291-322 ; Surinder Jodhka et Katherine S. Newman, « In the name of globalization : Meritocracy, productivity, and the hidden language of caste », in Sukhdeo Thorat et Katherine S. Newman (dir.), *Blocked by Caste : Economic Discrimination in Modern India*, Delhi, Oxford University Press, 2010, p. 52-87. Sur les logiques d'exclusion dans l'enseignement supérieur liées aux politiques de réservations voir Odile Henry et Mathieu Ferry, « When cracking the JEE is not enough », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, nº 15, 2017.

21. L'interviewé s'appuie ici sur des faits erronés : lors du premier recensement de 1881, la population du Raj était déjà de 255 millions d'habitants.

22. Pour une analyse détaillée de ce type de rhétorique, voir Jules Naudet, « L'origine populaire comme ressource au sein des élites en France, aux États-Unis et en Inde », *Critique internationale*, nº 64, 2014, p. 81-99.

23. Pour une analyse critique de cette rhétorique des classes supérieures, voir E. Reis et M. Moore (dir.), *Elite Perceptions of Poverty and Inequality*, *op. cit*.

24. Giovanna Procacci, *Gouverner la misère. La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil, 1993, p. 209.

25. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

26. Il faut rappeler ici que la famille Peugeot était extrêmement riche bien avant l'« invention de la voiture »…
27. Robert K. Merton, « La science et l'Évangile selon saint Matthieu. Étude des systèmes de récompense et de communication dans le domaine de la science », *Le Progrès scientifique*, n° 136, 1969, p. 16-37.
28. Jean-Paul Sartre, *L'Être et le Néant*, Paris, Gallimard, 1943, p. 420.
29. A. O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, *op. cit*.

Chapitre 5. Le triptyque de la discrimination

1. Voir, sur ce point, M. Oberti, *L'École dans la ville*, *op. cit.*, et Agnès Van Zanten, *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*, Paris, PUF, 2009.
2. Ceci s'applique aussi aux condominiums de Gurgaon, l'un des quatre quartiers étudiés à Delhi.
3. Il faut toutefois reconnaître la difficulté de dire si cette critique est une réaction uniquement contre les « nouveaux riches » (issus de trajectoires ascendantes) ou également une réaction à l'augmentation de la variance et des écarts économiques au sein même des 5 % ou des 10 % les plus riches. Il semble néanmoins important de souligner que ces questions de concurrence entre différentes fractions de l'élite se retrouvent dans les trois métropoles.
4. Pierre Rosanvallon, *La Société des égaux*, Paris, Seuil, 2011.
5. Voir R. Castel, *L'Insécurité sociale*, *op. cit*.
6. À vrai dire, si la majeure partie des interviewés franciliens considèrent les pauvres, et encore davantage les quartiers pauvres, comme potentiellement dangereux, ils ne se sentent pas menacés par ce danger, parce que, sans même chercher à les éviter, ils n'y sont quasiment jamais confrontés directement.
7. Il en va autrement, néanmoins, dans les espaces gentrifiés du centre de Paris, aux profils socioprofessionnels de plus en plus élevés, mais où les jugements négatifs à l'égard du quartier (vu comme dangereux, sale ou mal entretenu) sont beaucoup plus communs parmi les habitants des classes supérieures. Voir notamment, sur ce point, B. Cousin et S. Paugam, « Liens sociaux et déclinaisons de l'entre-soi dans les quartiers de classes supérieures », art. cité.
8. Juliette Rennes, dans son travail sur les controverses autour de l'accès des femmes aux professions de prestige, a recours à cette notion de « bricolage ». Elle rappelle ainsi qu'il existe une très forte « perméabilité des plaidoyers pour l'égalité au discours de la différence naturelle », et elle analyse donc la conception du mérite comme un « bricolage » entre « deux modèles idéologiques ». Voir Juliette Rennes, *Le Mérite et la Nature. Une controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige. 1880-1940*, Paris, Fayard, 2007, p. 505.
9. Sur la théorie du karma, on se reportera notamment à Caterina Guenzi et Silvia d'Intino, « Un air de déjà-vu. Du karma et de quelques pratiques de réminiscence des vies antérieures », art. cité et Max Weber, *Hindouisme et bouddhisme*, Paris, Flammarion,

« Champs », 2003. Jules Naudet confronte cette théorie aux autres formes de justification du phénomène hiérarchique : « Postface : Les sociodicées ou la justification des privilèges », in Christophe Jaffrelot et Jules Naudet, *Justifier l'ordre social*, Paris, PUF, 2014, p. 77-93.

10. C. Giorgetti, « Comment les catégories supérieures de São Paulo parlent de leurs employés domestiques : analyse d'un rapport de classe », art. cité.

11. Il peut paraître antinomique d'expliquer la pauvreté par des penchants naturels qui se transmettent de génération en génération et de culpabiliser les pauvres en les tenant pour responsables de leur destin. Mais les propos des interviewés ne sont pas toujours à l'abri de cette contradiction.

12. L'intitulé de ce programme est en lui-même révélateur de la conception familialiste de la protection sociale. L'aide apportée à la famille – et non à l'individu – est conditionnée à l'obligation des parents de scolariser leurs enfants.

<!-- @@200-->13. Notons que ce discours a été amplement relayé dans la période qui a précédé l'enquête par des analyses sociologiques qui ont fait débat en France. Voir, en particulier, le livre de Hugues Lagrange, *Le Déni des cultures*, Paris, Seuil, 2010.

14. Luc Boltanski, *La Souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1993.

15. Certaines personnes interviewées défendent aussi l'idée que, si les aides sociales sont une bonne chose, elles coûtent désormais trop cher à l'État, lequel ne pourrait désormais plus vraiment se les permettre. Il ne serait donc pas « réaliste » ou « responsable » de demander à l'État d'en faire plus (en tout cas de dépenser plus) pour aider les pauvres. L'invocation d'une éthique de responsabilité (gouvernementale, fiscale, macroéconomique) par les classes supérieures françaises se fonde sur l'idée qu'il faut aussi éviter une gestion trop laxiste des comptes publics qui pourrait amener à la faillite du système français. Lequel doit ainsi être réformé pour être sauvé.

16. On trouve notamment l'idée récurrente que trop de nivellement économique par l'impôt aurait pour effet de démobiliser ou de pousser à l'exil les groupes professionnels les plus inventifs et productifs de la société française (et donc de l'appauvrir globalement…). On remarquera par ailleurs que ces arguments correspondent à deux des trois registres classiques de la rhétorique réactionnaire décrits par Albert O. Hirschman : la dénonciation des effets pervers (*perversity*) des mesures progressistes et l'invocation du risque d'effondrement partiel ou total (*jeopardy*) que représenterait pour la société sa réforme (*Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, *op. cit.*).

Chapitre 6. Refoulement de la solidarité ou solidarité à distance ?

1. Il existe par exemple, dans les beaux quartiers de Paris, des maraudes qui consistent à rencontrer des SDF la nuit. Souvent à l'initiative des paroisses, elles reposent sur la volonté de certains habitants de ces quartiers de mettre leur foi en pratique par un geste de charité vis-à-vis des exclus. Des observations ethnographiques réalisées par Erwin Flaureau dans le cadre d'un mémoire de master à l'EHESS ont récemment permis de

constater l'effort nécessaire de ces volontaires pour dépasser leur répulsion première à l'égard de la puanteur et de la saleté des SDF. Certains s'interrogent sur l'attitude qu'il convient d'adopter vis-à-vis d'eux. Le besoin d'instaurer une relation humaine, voire de considérer ces déshérités de la vie comme des amis ou même des frères est-il compatible avec la gêne de leur serrer la main ou de s'asseoir quelques instants à leur côté sur leur matelas souillé ? Pris dans cette contradiction, de nombreux bénévoles se prêtent au jeu de la convivialité solidaire, mais ne peuvent s'empêcher de passer un gel hydro-alcoolique sur leurs mains immédiatement après avoir salué les récipiendaires de leur aide. Certains s'interrogent sur le caractère potentiellement irrespectueux de cette attitude de distanciation dans l'acte même de solidarité, mais parviennent le plus souvent à surmonter ce questionnement en trouvant de bonnes raisons de chercher à se protéger des germes insalubres et du risque de contamination. Cette tension est une des expressions de cette solidarité distante entre les riches et les pauvres que l'on peut rencontrer à Paris.

2. Notamment lorsqu'il s'agit de défendre les ressources de leur quartier, en termes de bien-être, de préservation du patrimoine et de services à la population.
3. Robert J. Sampson, *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago, University of Chicago Press, 2012.
4. Serge Paugam et François-Xavier Schweyer, « Réformes et inerties de l'État-providence », in Olivier Galland et Yannick Lemel (dir.), *La Société française. Pesanteurs et mutations : le bilan*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 199-249.
5. Gøsta Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, 1999 [1990].
6. Serge Paugam, « La perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement. Naturalisation, culpabilisation et victimisation », *Communications*, n° 98, 2016, p. 125-146.
7. Serge Paugam, *Le Lien social*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 3e éd., 2013.
8. En parlant de facteurs associés et non pas de facteurs explicatifs, nous entendons souligner que la causalité ne repose pas sur ces facteurs pris séparément. En revanche, ces derniers peuvent jouer en même temps. Ils sont le plus souvent interdépendants et c'est cette interdépendance qui constitue, selon nous, la clé de l'explication causale la plus probable.
9. Cette distinction conceptuelle ne doit évidemment pas être interprétée en termes évolutionnistes. Le familialisme peut en effet se conjuguer avec la modernité et soutenir le développement du capitalisme dans les pays émergents.
10. Par exemple, la modernité économique indienne va de pair avec un renforcement des logiques de capitalisme familial. La modernisation et la globalisation en Inde ne signifient pas l'érosion du rôle de la famille dans la régulation des activités économiques. On lira sur ce point Jules Naudet et Claire-Lise Dubost, « The Indian exception : The densification of the network of corporate interlocks and the specificities of the Indian business system (2000-2012) », *Socio-Economic Review*, n° 26, 2016, p. 1-30.
11. Dominique Schnapper, « Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux », *Revue française de sociologie*, t. XXX, n° 1, 1989, p. 3-29.
12. Christian Baudelot et Roger Establet, *L'Élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Paris, Seuil / La République des idées, 2009.

Conclusion

1. Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions sociales, 1975 [1845], p. 339.
2. Lars Tragardh examine d'un point de vue théorique la conjonction dans les pays nordiques d'un haut niveau d'intervention de l'État et d'une participation importante de la population à la vie collective. Lars Tragardh, « Rethinking the Nordic welfare state through a neo-Hegelian theory of state and civil society », *Journal of Political Ideologies*, vol. 15, n° 3, 2010, p. 227-239.
3. Nicolas Duvoux, *Les Oubliés du rêve américain. Philanthropie, État et pauvreté urbaine aux États-Unis*, Paris, PUF, 2015.
4. Émile Durkheim, *La Science sociale et l'Action*, Paris, PUF, 1970, p. 109-110 (Cours de science sociale, Leçon d'ouverture, 1888).

Annexe méthodologique. Le déroulement de l'enquête

1. James C. Scott, *La Domination et les Arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008 [1990].
2. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie. Distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, vol. 3, n° 1, 1991, p. 120-133 ; Hélène Chamboredon *et al.*, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, vol. 16, n° 1,1994, p. 114-132 ; Christopher J. Schneider, *Researching amongst Elites : Challenges and Opportunities in Studying up*, Londres, Routledge, 2016 ; Sylvain Laurens, « "Pourquoi" et "comment" poser les questions qui fâchent ? », *Genèses*, vol. 4, n° 69, 2007, p. 112-127.
3. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, PUF, 2e éd. « Quadrige », 2005.
4. Voir le chapitre 1.
5. < http://www.nytimes.com/2013/03/03/world/asia/new-delhi-bungalows-even-in-disrepair-command-millions.html?pagewanted=all>.
6. Michèle Lamont et Ann Swidler, « Methodological pluralism and the possibilities and limits of interviewing », *Qualitative Sociology*, vol. 37, n° 2, 2014, p. 153-171.

Liste des interviewés

1. Les diplômes des interviewés brésiliens, dont les intitulés seraient peu parlants pour un lecteur français, ne sont pas mentionnés, mais toutes les personnes interrogées sont diplômées du supérieur.

Remerciements

Ce livre est issu d'une enquête financée par l'Agence nationale de la recherche dans le cadre d'un programme intitulé « Métamorphoses des sociétés. Inégalité-Inégalités ». Nous tenons à remercier les évaluateurs et les responsables de ce programme qui nous ont fait confiance pour entreprendre cette vaste recherche, laquelle n'aurait pas été possible sans ce soutien.

Cette enquête a bénéficié du concours de nombreuses personnes. La qualité des matériaux collectés doit beaucoup à la compétence et au courage des équipes locales que nous avons constituées. Nous tenons à remercier chaleureusement les enquêteurs de chacune des trois métropoles. À Paris, les entretiens ont été menés sous la direction de Bruno Cousin par Marine Baillon, Elsa Carvalho, Frédérique Kuziew et Marion Wlodarczyk. À São Paulo, Isabel Giorgetti, Antônio Carlos Mattos Souza et Gisele Soares ont complété les entretiens réalisés par Camila Giorgetti. À Delhi, Joël Cabalion a été un précieux collaborateur de Jules Naudet pendant toute la phase de l'enquête de terrain.

Dans chaque métropole, de nombreuses personnes ont accepté de se rendre disponibles ou de nous introduire auprès des enquêtés en nous recommandant à leurs proches ou à leurs connaissances. Nous remercions également les personnes interviewées pour leur accueil et leur gentillesse, mais aussi pour les contacts qu'ils nous ont souvent permis d'établir au sein de leurs propres réseaux.

Cette recherche a aussi bénéficié de nombreux conseils et appuis. Un grand merci à Mariangela Belfiore Wanderley et Luis Eduardo Wanderley de la Pontificia Universidade Católica (PUC) de São Paulo pour les discussions sociologiques extrêmement riches que nous avons eues avec eux et l'aide logistique qu'ils nous ont apportée au cours de l'enquête. À Delhi, nous remercions vivement Basudeb Chaudhuri, directeur du Centre for Social Sciences and Humanities (CSH) pour son accueil et son soutien, ainsi que Marie-Helène Zerah, Gilles Verniers, Véronique Dupont, Partha Mukhopadhyay, Tarun Kumar, Augustin Maria, Kareena Rajpal, Julien Bouissou, Richa Dubey, Geetu Seth, Jayoti Lahiri, Emmanuel Derville, Malvika Maheshwari et les nombreux autres amis et collègues pour leurs conseils et leur aide dans la réalisation de l'enquête. Nous tenons également à remercier les participants de l'atelier méthodologique que nous avons organisé à Delhi juste avant le démarrage de l'enquête. Il nous faut mentionner tout particulièrement Meenakshi Thapan qui a pris une part active dans l'organisation de cet événement.

Les premiers résultats de ce travail de recherche ont été présentés dans plusieurs séminaires et colloques scientifiques, notamment dans le séminaire « Villes et inégalités » que nous avons co-animé avec Michel Kokoreff à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) pendant deux ans. Nous tenons également à remercier Hilary Silver, professeure de sociologie à l'Université Brown (Rhode Island), pour les échanges stimulants que nous avons pu avoir avec elle lors de son séjour à l'EHESS en juin 2014 et pour l'intérêt qu'elle a manifesté pour notre recherche, en acceptant notamment de publier un chapitre issu de notre enquête dans le livre sous sa direction *Comparative Urban Studies*. Ce travail a également bénéficié de discussions à l'occasion des présentations effectuées dans le cadre de plusieurs colloques et congrès scientifiques, notamment au Congrès mondial de sociologie qui s'est tenu à Yokohama en juillet 2014, au Congrès de l'Association française de sociologie qui s'est tenu à Saint-Quentin-en-Yvelines en juillet 2015, et au Congrès de l'Association américaine de sociologie à Montréal en août 2017. Plusieurs autres colloques ou séminaires nous ont été particulièrement utiles,

notamment le colloque organisé au Centre Maurice Halbwachs en avril 2013 sur le thème « Où (en) sont les classes sociales ? », le séminaire de l'École urbaine de Sciences Po (« Cities are back in town »), celui co-organisé par le Centre for Policy Research et le CSH de New Delhi autour des problématiques urbaines. Les journées « Sociologie des inégalités » de l'Équipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS) organisées à Gif-sur-Yvette, le séminaire de sociologie de la South Asian University (SAU) de New Delhi, le séminaire du Département de sociologie de l'Université de Delhi et le séminaire STAKES du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS-EHESS) ont nourri également notre réflexion.

Enfin, dans la phase de préparation de ce livre, nous avons bénéficié des conseils éditoriaux avisés et de la relecture attentive et chaleureuse de Bruno Auerbach. Au Centre Maurice Halbwachs, Florence Kerdoncuff et Muriel Schilovitz nous ont également apporté leur concours dans la mise au point finale du manuscrit.